

Ce bulletin est publié à titre documentaire et objectif.
Les articles traduisent l'opinion de leurs auteurs, sans engager celle de la Banque.

SOMMAIRE : L'analyse monétaire élaborée par la Nederlandsche Bank (Sections 1, 2, 3, 4) par F. J. de Jong — Bibliographie relative aux problèmes économiques et financiers intéressant la Belgique — Législation économique — Statistiques.

L'ANALYSE MONETAIRE
ELABOREE PAR LA NEDERLANDSCHE BANK

par F. J. DE JONG,
Professeur à l'Université de Groningue, Pays-Bas.

TABLE DES MATIERES *

1. *Exposé du problème*
2. *Trois théories de l'inflation*
 - 2.1 La théorie de l'inflation par la demande
 - 2.2 La théorie de l'inflation par les coûts
 - 2.3 La théorie monétaire de l'inflation
3. *Les relations entre la théorie de M. W. Holtrop et les théories de D. H. Robertson et de J. G. Koopmans*
 - 3.1 La théorie des encaisses de D. H. Robertson
 - 3.2 La notion d'équilibre monétaire de J. G. Koopmans
 - 3.3 Synthèse des théories de Robertson et de Koopmans
4. *La notion de liquidités chez Holtrop*
 - 4.1 Définitions des notions sur le plan de la théorie pure
 - 4.2 Définition nouvelle de la notion de masse de liquidités pour la rendre statistiquement utilisable ou opérationnelle
5. *Le modèle de Holtrop*
 - 5.1 Présentation du modèle
 - 5.2 Solution du modèle
 - 5.3 Critique du modèle
 - 5.4 Version corrigée du modèle
 - 5.5 Solution du modèle corrigé
 - 5.6 Application statistique du modèle corrigé
6. *Considérations finales*

* Les sections 5 et 6 seront publiées dans le prochain numéro du *Bulletin*.

1. — Exposé du problème

L'analyse élaborée par la Nederlandsche Bank a pour but de déterminer les origines des perturbations de l'équilibre monétaire, c'est-à-dire de les localiser.

En médecine, la prescription d'une thérapeutique adéquate présuppose un diagnostic. Suivant cet ordre logique, l'analyse de la Nederlandsche Bank vise en premier lieu à établir le diagnostic de la situation monétaire des Pays-Bas. C'est de ce diagnostic et non de la thérapeutique, à savoir la politique monétaire, que traitera le présent article.

L'analyse de la Banque est basée sur la théorie élaborée par son Président, M. W. Holtrop. Celle-ci a été développée en collaboration avec le Service d'Etudes de la Nederlandsche Bank. La contribution du Professeur G. A. Kessler, exposée dans sa thèse de doctorat ⁽¹⁾, a été particulièrement importante et ne saurait être distinguée nettement de l'apport personnel de Holtrop ⁽²⁾. Pour la facilité, nous ne mentionnerons généralement, dans la suite de cet article, que le nom de Holtrop.

L'intérêt d'une bonne théorie ressort de ce que, ainsi que l'a exprimé Alfred Marshall (1842-1924), les faits en eux-mêmes sont muets. Seule l'intelligence humaine peut les faire parler en les confrontant avec les règles générales ⁽³⁾. La théorie est nécessaire à l'interprétation des faits.

Dans un article paru dans *De Economist* en 1960, Holtrop écrit que la théorie de la Nederlandsche Bank, comme toute théorie, a le caractère d'une hypothèse de travail relative au lien causal entre les phénomènes observés ⁽⁴⁾. Hol-

trop et Kessler s'efforcent, à partir de 1951 déjà, d'améliorer cette hypothèse de travail, formulée sous la forme d'un modèle mathématique restreint ⁽¹⁾. Ils ne prétendent pas fournir une description complète de la réalité à l'aide de ce modèle qu'ils ont d'ailleurs volontairement simplifié, afin de le rendre maniable. Par conséquent, on ne peut pas lui attribuer la valeur d'une théorie monétaire entièrement élaborée. D'autre part, il ne faut pas non plus sous-estimer la portée de ce modèle : il permet de quantifier les origines des phénomènes inflationnistes et déflationnistes d'une façon qui, selon Holtrop, traduit bien la réalité. En d'autres mots : le modèle est apparu utilisable en pratique.

Holtrop a subi, en particulier, l'influence de deux économistes. Le premier, D. H. Robertson, a élaboré une variante subjective de la théorie quantitative, connue également comme la théorie des encaisses. Le second, le Néerlandais J. G. Koopmans (1900-1958), a publié en 1933 une théorie de l'équilibre monétaire.

On peut affirmer avec Holtrop que, lors de l'analyse des processus d'inflation, on peut faire un choix entre trois théories ⁽²⁾. Ce choix est déterminé par la nature du problème étudié. Les trois théories sont :

- (a) la théorie de l'inflation par la demande ⁽³⁾;
- (b) la théorie de l'inflation par les coûts ⁽⁴⁾;
- (c) la théorie monétaire ou l'approche théorique monétaire.

2. — Trois théories de l'inflation

2.1 — La théorie de l'inflation par la demande

Cette théorie part de la notion d'excédent de la demande ⁽⁵⁾, à savoir la différence entre la demande et l'offre. Comme cette notion paraît

⁽¹⁾ G.A. Kessler. *Monetair evenwicht en betalingsbalansevenwicht*, Leyde, 1958.

⁽²⁾ M.M. Holtrop et Kessler ont eu l'amabilité de lire le manuscrit de cet article et de nous faire part de leurs observations, qui nous ont été très utiles. Il va cependant de soi qu'ils ne partagent pas nécessairement toutes les opinions qui y sont exprimées. Seul l'auteur est responsable des lacunes éventuelles de cet exposé.

⁽³⁾ On trouve cette affirmation de Marshall dans son discours inaugural, présenté à Cambridge en 1885, sous le titre *The Present Position of Economics*, et dans son œuvre principale *Principles of Economics*, 8^e édition, Londres, 1920, p. 38 (ou p. 148 de la traduction française de F. Sauvaire-Jourdan, 1906).

⁽⁴⁾ M.W. Holtrop : « De relatieve verantwoordelijkheid van overheid en centrale bank voor de beheersing van inflatie », *De Economist*, Haarlem, CVIII, 1960, pp. 305-334, notamment p. 307. Cet article a également paru en anglais : « The Relative Responsibilities of Governments and Central Banks in Controlling Aggregate Demand », dans le recueil *Inflation, Proceedings of a Conference held by the International Economic Association*, Londres, 1962, pp. 198-217, notamment p. 199 (Conférence tenue, en septembre 1959, à Helsingør, Danemark).

⁽¹⁾ Il y a environ neuf ans, cette théorie n'était pas encore traduite en équations mathématiques. C'est sous cette forme non mathématique qu'elle a été exposée par F.J. de Jong dans l'article « Méthodes statistiques d'analyse de la situation monétaire », *Bulletin d'Information et de Documentation*, Banque Nationale de Belgique, Bruxelles XXXI, I, nos 3 et 4, mars et avril, 1956, pp. 153-173 et 233-254.

⁽²⁾ Holtrop, *op cit.*, pp. 308-316 (pp. 200-205 de l'édition anglaise).

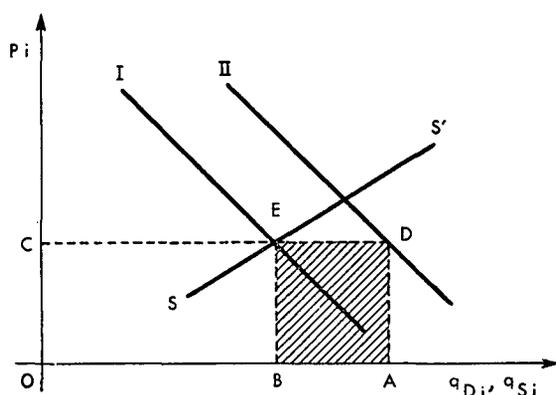
⁽³⁾ En anglais : *Demand pull theory; demand inflation theory.*

⁽⁴⁾ *Cost push theory; cost inflation theory.*

⁽⁵⁾ *Excess demand.*

un peu vague, nous allons la préciser à l'aide d'une analyse partielle.

Graphique 1



Dans le graphique ci-dessus, on a représenté la demande et l'offre du bien i , des habitations par exemple. Soit q_{D_i} la demande du bien i , exprimée en m^3 de volume habitable, et q_{S_i} l'offre du bien i , également exprimée en m^3 de volume habitable. Le prix moyen du volume habitable est p_i , exprimé en francs par m^3 de volume habitable par semaine. La demande initiale du bien i qui exprime la dépendance de q_{D_i} par rapport à p_i , est représentée par la courbe I, et l'offre qui montre la dépendance de q_{S_i} par rapport à p_i est représentée par la courbe SS' . Le prix d'équilibre p_i s'établira, dans un marché libre, en OC , car en ce point $q_{D_i} = q_{S_i}$ ($= OB$).

Supposons que la demande augmente, de sorte que la courbe I glisse vers la droite et devienne II. Cet accroissement peut être dû à une immigration importante, ou bien à des modifications intervenues dans les besoins des consommateurs. On parlera en ces cas d'une augmentation *autonome* de la demande. Par contre, si cet accroissement a pour origine une expansion du revenu (national), on parlera d'une augmentation *induite* de la demande.

Aussi longtemps que le prix p_i ne s'élève pas, la demande q_{D_i} ($= OA$) reste supérieure à l'offre q_{S_i} ($= OB$); la différence $q_{D_i} - q_{S_i}$ ($= BA$) est l'*excédent réel de la demande* du bien i . En multipliant cette différence par le prix p_i , nous obtenons l'*excédent monétaire de la demande* du bien i ($=$ surface $BADE$), soit un flux monétaire exprimé en unités monétaires par unité de temps. La somme des excédents monétaires de la demande de tous les biens donne l'*excédent national de la demande*,

les excédents de l'offre étant considérés comme des excédents négatifs de la demande. Si la demande est composée de n biens ($i = 1, 2, \dots, n$), l'excédent national de la demande peut s'écrire :

$$\sum_{i=1}^n p_i q_{D_i} - \sum_{i=1}^n p_i q_{S_i}$$

Cet excédent national de la demande que J.G. Koopmans ⁽¹⁾, à l'instar de H. Neisser ⁽²⁾, qualifie de *demande pure* de biens, peut prendre une valeur positive, lorsque, par exemple, le public emprunte auprès du système monétaire (création de monnaie) ou déthésaurise. En ce cas, Koopmans parle d'*inflation*. Si la demande pure est nulle, on est en *équilibre monétaire*. Si la demande pure est négative, on est, toujours selon Koopmans, en état de *déflation*; en ce cas, le public rembourse des crédits bancaires (destruction de monnaie) ou thésaurise.

La théorie de l'inflation par la demande ne tient compte que des modifications autonomes de la dépense projetée (Koopmans) ou de la demande effective (Keynes). Les composantes en sont : les dépenses de consommation projetées ou *ex ante* (C), les dépenses publiques *ex ante* (E_p), la dépense d'investissement *ex ante* (I) et la dépense nette du reste du monde *ex ante*, c'est-à-dire les exportations (U_e) moins les importations (U_i). La courbe (1) du graphique 2, où le revenu national disponible Y se lit en abscisse et où le niveau des prix ainsi que le taux d'intérêt sont supposés constants, représente la dépense projetée, c'est-à-dire la demande effective, comme une fonction de Y . Le point P traduit une situation d'équilibre monétaire. Supposons que cette courbe se déplace vers le haut et devienne (2); l'excédent national de la demande est donné par PQ . Le processus d'inflation qui en résulte constitue ce qu'on appelle une inflation par la demande.

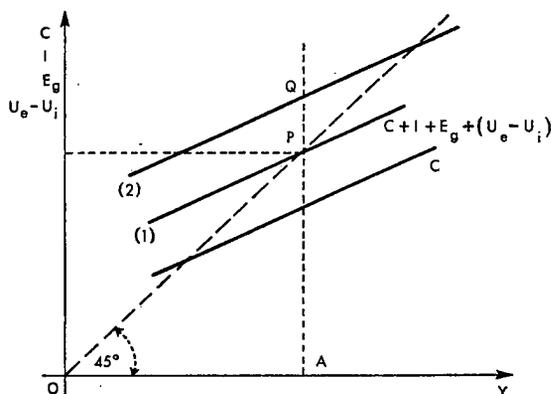
Sous l'influence de K. Wicksell (1851-1926), la littérature économique se rallie le plus souvent à l'idée que toute inflation — également l'inflation par la demande —

(1) J.G. Koopmans, « Zum Problem des "neutralen" Geldes », dans le recueil : *Beiträge zur Geldtheorie*, paru sous la direction de F.A. Hayek, Vienne, 1933, pp. 211-359, notamment p. 258.

(2) H. Neisser, *Der Tauschwert des Geldes*, Iéna, 1928, p. 13.

s'accompagne d'une augmentation des prix. C'est une manière de voir purement classique. Cependant, l'inflation et l'augmentation du niveau des prix ne vont pas nécessairement de pair. Ainsi, l'inflation par la demande peut avoir lieu sans hausses de prix, lorsque tous les moyens de production ne sont pas utilisés, c'est-à-dire en cas de chômage ou de sous-utilisation des capacités de production.

Graphique 2



Somme toute, ceci est essentiellement un problème de sémantique. Tout auteur est libre de définir l'inflation par la demande comme une augmentation du niveau des prix, due à un excédent national de la demande. Selon cette définition, une inflation par la demande ne peut se produire que lorsque le produit national réel Y , a atteint un niveau tel que le plein emploi du facteur travail ou des capacités de production soit réalisé (1).

Aux Pays-Bas, les économistes emploient, en général, sous l'influence de J.G. Koopmans, une définition très large de l'inflation par la demande : ils ne considèrent que l'excédent national de la demande ou demande pure (> 0). L'augmentation du niveau des prix ne dépend, en ce cas, que du degré d'emploi du facteur travail ou de l'utilisation des capacités de production. Si les prix haussent, on parle d'« inflation des prix ». Cette terminologie est également adoptée par Holtrop et Kessler (2). Dans un pays comme les Pays-

Bas, où la propension marginale à importer est élevée, une inflation par la demande se traduit en premier lieu par un déficit des transactions courantes de la balance des paiements. On qualifie également ce déficit d'excès de la dépense.

2.2 — La théorie de l'inflation par les coûts

La théorie de l'inflation par les coûts affirme que des augmentations de prix peuvent se produire en l'absence de toute inflation par la demande et sans que le plein emploi ou la pleine utilisation des capacités de production soient atteints. Ce type d'inflation par les prix est dû à des facteurs d'ordre institutionnel. Il se produit, par exemple, lorsque sous l'influence de groupes de pression (syndicats), les salaires se mettent à hausser. On parle, en ce cas, d'une augmentation autonome du niveau des salaires.

Toutes choses égales d'ailleurs, les hausses de salaires entraîneront un relèvement des coûts moyens qui se traduira le plus souvent par une hausse des prix des produits; l'augmentation des salaires se répercute ainsi sur les prix. Une inflation par les coûts peut se produire à la suite d'une hausse non seulement des salaires, mais aussi de tout autre coût de production, des prix des matières premières importées, par exemple.

La théorie de l'inflation par les coûts a donné lieu à de nombreuses controverses. Elle a été combattue particulièrement de deux manières.

En premier lieu, certains ont prétendu que cette théorie ne peut pas être valable, puisque l'inflation par les coûts ne peut survenir que là où règne déjà un état d'inflation par la demande. Si cette affirmation n'est pas contredite par les faits aux Pays-Bas, il n'en va pas de même aux Etats-Unis, où l'inflation par les salaires a parfois lieu, malgré un taux de chômage qui atteint 4 à 6 p.c., ainsi que ce fut le cas, par exemple de 1955 à 1958.

En second lieu, on a soutenu que l'inflation par les salaires s'accompagne quand même d'une inflation par la demande, car les travailleurs qui perçoivent un salaire plus élevé ont une forte propension marginale à consommer et augmentent, par conséquent, leurs dépenses de consommation. On peut réfuter cet argu-

(1) Cette définition se retrouve, par exemple, chez G. Ackley, *Macroeconomic Theory*, New-York, 1961, pp. 424-425.

(2) M.W. Holtrop, contribution à l'échange de vues, publié dans : Vereniging voor de staathuishoudkunde, *Verslag van de algemene vergadering gehouden te Utrecht op zaterdag 28 november 1953*, La Haye, 1954, p. 26; G.A. Kessler, *Monetair evenwicht en betalingsbalansevenwicht*, Leyde, 1958, p. 138.

ment en disant que l'inflation par la demande résulte dans ce cas de l'inflation par les coûts et non l'inverse. L'inflation par la demande n'est manifestement pas une condition nécessaire à l'existence d'une inflation par les coûts.

Pour être complet, nous devons encore mentionner l'inflation par l'élargissement des marges bénéficiaires ou l'inflation par la hausse de la marge ajoutée au prix de revient ⁽¹⁾. L'origine de cette inflation n'est pas une augmentation des coûts, mais bien une hausse du pourcentage de la marge qui est ajoutée aux coûts variables (ou totaux) moyens. Par exemple, si les entrepreneurs croient que les courbes de demande se sont récemment déplacées vers la droite, ils augmentent leurs prix de vente par une hausse de la marge ajoutée au prix de revient. Cette inflation ne peut se produire qu'en présence d'autres tendances inflationnistes.

2.3 — La théorie monétaire de l'inflation

Les défenseurs de la théorie monétaire de l'inflation n'ont nullement l'intention de prétendre que les deux théories énoncées ci-dessus sont inexactes. Ils ne font qu'appliquer au problème un mode d'approche différent. Leur méthode est basée sur l'opinion que les autorités monétaires ont le devoir de s'efforcer de diriger le flux monétaire et de contrôler les réserves d'or et de devises.

Pour mener cette tâche à bien, les autorités monétaires, et tout particulièrement les dirigeants de la banque centrale, doivent adopter un point de vue monétaire lors de l'analyse de la situation économique.

La théorie monétaire de l'inflation étudie les modes de financement de l'insuffisance de liquidités qui se produit lorsqu'apparaît un excédent de la demande. L'insuffisance de liquidités a-t-elle donné lieu à une déthésaurisation, à une création de monnaie, ou aux deux ? Cette théorie n'est en somme qu'un mode d'analyse qui peut en compléter d'autres. Ces « autres » sont en l'occurrence les théories de l'inflation par la demande et de l'inflation par les coûts; l'économiste qui base son étude sur ces théories recherche les ori-

gines des phénomènes de déséquilibre dans la sphère réelle de l'économie, à savoir dans le circuit des biens; il considère la création de monnaie et la déthésaurisation comme des phénomènes secondaires. C'est pourquoi on peut qualifier les théories de l'inflation par la demande et de l'inflation par les coûts de « non monétaires » ou « réelles ».

La théorie monétaire de l'inflation est « monétaire » parce qu'elle attire l'attention spécialement sur la création de monnaie et la déthésaurisation.

J. Pen, Professeur à l'Université de Groningue, a combattu l'opinion exprimée ci-dessus, que l'on peut indifféremment choisir la théorie monétaire ou les théories réelles de l'inflation comme méthodes d'analyse ⁽¹⁾. Il reconnaît, il est vrai, que les deux catégories de théories sont formellement exactes et qu'on peut passer de l'une à l'autre, ainsi que l'a montré l'auteur de cet article ⁽²⁾. Le problème qui se pose est uniquement de savoir quelles sont leurs possibilités d'application pratiques. La théorie de l'inflation par la demande est basée sur des grandeurs mesurables et c'est pourquoi elle a la faveur des économètres. Il en est autrement de la théorie monétaire de l'inflation à laquelle vont, selon Pen, les préférences de Koopmans et Holtrop. Sans doute, le stock monétaire global (M) peut être mesuré, mais la vitesse de circulation de la monnaie (V) est une donnée plutôt vague. Pour cette raison, Pen préfère la théorie de l'inflation par la demande. Il admet cependant que les deux théories peuvent en certains cas s'épauler et il est d'avis qu'elles peuvent aussi être combinées.

Pen a raison, en effet, lorsqu'il affirme que la théorie de l'inflation par la demande donne à l'économètre des bases solides, et que V est une grandeur très vague. Mais il méconnaît Koopmans, lorsqu'il prétend que la théorie de celui-ci est purement monétaire. Nous montrerons d'ailleurs ci-après que cette théorie

(1) J. Pen, « MV versus $C + I$: un point de vue », *Bulletin d'Information et de Documentation*, Banque Nationale de Belgique, Bruxelles, XXXVI, I, n° 4, avril 1961, pp. 233-245.

(2) F.J. de Jong, « The Concept of Monetary Equilibrium, and Its Relation to Post-Keynesian Economics », *Weltwirtschaftliches Archiv*, Hambourg, LXXVII, 1956, II, pp. 1-43. Une traduction néerlandaise paraîtra sous le titre : « Het begrip monetair evenwicht en zijn verband met de post-Keynesiaanse economie », dans le recueil *Monetaire opstellen*, Agon-Bibliotheek, Amsterdam, 1965.

(1) Markup inflation.

comprend tant des éléments réels que monétaires. Même chez Holtrop, on trouve des considérations sur la sphère réelle et cependant sa théorie est essentiellement monétaire, même si la vitesse de circulation V n'intervient pas dans son modèle. Wicksell également, qui est à l'origine de la théorie monétaire, ne se confine pas à la sphère monétaire. On peut même, comme Pen lui-même l'a fait remarquer, le considérer comme le père de la théorie de l'inflation par la demande.

Holtrop préfère manifestement la théorie monétaire. C'est pourquoi, affirme Pen, il se trompe dans son analyse des causes auxquelles il faut imputer la responsabilité du déclenchement des processus inflationnistes. A notre avis, cette opinion est erronée. Mais il se peut que Holtrop lui-même soit à l'origine de l'erreur d'interprétation de Pen; il a effectivement employé le mot « responsabilité », alors que son intention était simplement de déterminer l'origine d'une perturbation inflationniste ou déflationniste à l'aide d'une théorie qui n'est conçue que comme *hypothèse de travail* (1).

Par quoi est motivé le choix de Holtrop ? La Nederlandsche Bank exerce peu d'influence sur le comportement des agents économiques dans la sphère réelle. En effet, la Banque a comme tâche de diriger la sphère monétaire. En vertu des instruments dont elle dispose pour mener cette tâche à bien, elle doit aborder les problèmes par leurs aspects *monétaires*. Le choix de la théorie à appliquer dépend de la façon dont on entend aborder les problèmes, à savoir des instruments de politique économique dont on se propose d'étudier l'action sur les objectifs poursuivis (2). Or, les instruments dont dispose la banque centrale sont de nature monétaire.

Une symbiose entre les deux types de théorie est cependant possible. Ainsi, les économètres du Centraal Planbureau collaborent avec les chercheurs du Service d'Etudes de

la Nederlandsche Bank qui sont moins orientés vers l'économétrie.

3. — Les relations entre la théorie de M. W. Holtrop et les théories de D. H. Robertson et de J. G. Koopmans

3.1 — La théorie des encaisses de D.H. Robertson

La théorie de D.H. Robertson peut être définie comme la version *ex ante* et subjective de la théorie quantitative (1). La relation que cette théorie exprime, est basée sur les choix subjectifs opérés par les agents économiques. La théorie se présente sous forme d'une équation des échanges.

Définissons d'abord quelques symboles :

M stock monétaire global;

K_v période du circuit de la monnaie ou période du circuit des revenus monétaires;

Y revenu monétaire global;

P niveau général des prix;

Y_r revenu réel global.

L'équation de l'échange de Cambridge est formulée comme suit :

$$M = K_v Y \quad (3.1)$$

$$\text{ou } M = K_v P Y_r \quad (3.2)$$

Les facteurs subjectifs sont repris dans K_v . Voici, en fait, le raisonnement qui est suivi : lorsque les agents économiques prévoient qu'un processus inflationniste va se développer, ils achètent plus que précédemment, afin de devancer les hausses de prix. L'argent est dépensé plus rapidement, de sorte que K_v diminue. Aussi longtemps que M reste constant, le produit $P Y_r$ doit augmenter. S'il reste des facteurs de production non utilisés, Y_r croîtra; s'il n'en reste pas, P haussera.

Nous avons ici un exemple typique de théorie monétaire. Holtrop fait appel à cette théorie. Lui aussi travaille avec une grandeur,

(1) Holtrop, p. 307 (ou p. 199 dans la traduction anglaise).

(2) J. Tinbergen exprime la même opinion dans « Was 1954 inflatoir ? », *Economisch-Statistische Berichten*, Rotterdam, n° 1956, 1^{er} décembre 1954; pp. 949-953, notamment p. 950, colonne de droite; réimprimé dans le recueil : *Monetaire Uiteenzettingen*, Rotterdam, 1955, pp. 107-115, notamment p. 111. A la page 309 (page 200 dans la traduction anglaise) de son article, Holtrop fait également mention de ce texte de Tinbergen.

(1) D.H. Robertson, *Money*, Londres et Cambridge, 1922 (revu ultérieurement).

appelée taux de liquidité, qui offre beaucoup d'analogie avec le K , de Robertson. (Il y a cependant des différences entre ces deux notions; nous y reviendrons plus loin). Selon Zijlstra, la période du circuit de la monnaie est déterminée par un certain nombre de facteurs objectifs et subjectif (1). Les facteurs objectifs sont les habitudes de paiement et le nombre d'agents économiques, le facteur subjectif est la préférence pour la liquidité proprement dite. Nous touchons ici à la loi fondamentale du comportement économique, la seconde loi de Gossen. L'utilité marginale de l'unité monétaire est rendue la même pour toute utilisation possible. Une des possibilités d'utilisation est la thésaurisation de la monnaie.

Holtrop a développé la théorie de Robertson, ainsi que nous allons l'exposer dans la section 4.

3.2 — La notion d'équilibre monétaire de J. G. Koopmans

Les symboles que nous utiliserons sont les suivants :

Y revenus perçus (dans le sens de revenu monétaire global);

D dépenses projetées;

L demande de liquidités (demande de réserves d'encaisses);

t temps;

$\frac{\Delta L}{\Delta t}$ thésaurisation au cours de la période Δt ;

M stock monétaire global;

$\frac{\Delta M}{\Delta t}$ création de monnaie au cours de la période Δt ;

C dépenses de consommation;

S épargnes;

I investissements.

Toutes ces grandeurs sont considérées *ex ante*, sauf Y , qui représente le revenu effectif, donc une grandeur statistiquement mesurable.

(1) J. Zijlstra, *De omloopsnelheid van het geld en zijn betekenis voor geldwaarde en monetair evenwicht*, *Capita selecta der economie*, Leyde, VII, 1948, pp. 38-94. Voir aussi F.J. de Jong, « La vitesse de circulation de la monnaie et l'équilibre monétaire », *Economia applicata*, Paris, XI, 1958, pp. 259-333.

Nous partons de l'équation d'encaisse *ex ante* :

$$Y + \frac{\Delta M}{\Delta t} = D + \frac{\Delta L}{\Delta t} \quad (3.3)$$

Abstraction faite du secteur public, les définitions suivantes sont valables en économie fermée :

$$Y \equiv C + S \quad (3.4)$$

$$D \equiv C + I \quad (3.5)$$

Pour Koopmans, il y a équilibre monétaire lorsque la demande pure est nulle. Le revenu perçu est alors égal aux dépenses prévues :

$$Y = D \quad (3.6)$$

et en substituant (3.4) et (3.5) à (3.6), on obtient :

$$S = I \quad (3.7)$$

En substituant (3.6) à (3.3), on obtient ensuite :

$$\frac{\Delta M}{\Delta t} = \frac{\Delta L}{\Delta t} \quad (3.8)$$

Seule l'équation (3.8) est de nature monétaire : les équations (3.6) et (3.7) interviennent dans la théorie de l'inflation par la demande, c'est-à-dire dans la théorie dite réelle. Il n'est donc pas exact de considérer Koopmans comme un représentant de la théorie exclusivement monétaire, ainsi que le fait Pen.

Les équations (3.6), (3.7) et (3.8) sont trois définitions simultanées de la notion d'équilibre monétaire. Si l'une de ces trois équations est valable, les deux autres le sont aussi. Si l'une d'elles n'est pas valable, les deux autres ne le sont pas non plus.

Passons maintenant au concept d'équilibre monétaire dans le cas d'une économie ouverte où intervient l'action des pouvoirs publics. Définissons d'abord quelques nouveaux symboles.

T_d impôts directs;

E_g dépenses publiques dans la sphère réelle;

U_e exportations, soit le crédit du compte courant de la balance des paiements;

U_i importations, soit le débit du compte courant de la balance des paiements;

G réserves en or et en devises;

$\frac{\Delta G}{\Delta t}$ accroissement des réserves en or et en devises au cours de la période Δt ; cet accroissement provoque à due concurrence une création de monnaie à l'intérieur du pays;

$\frac{\Delta M_h}{\Delta t}$ création de monnaie d'origine intérieure au cours de la période Δt .

Les équations de définition applicables à ce cas sont les suivantes :

$$Y \equiv C + S + T_g \quad (3.9)$$

$$D \equiv C + I + E_g + (U_e - U_i) \quad (3.10)$$

$$\frac{\Delta M}{\Delta t} \equiv \frac{\Delta M_h}{\Delta t} + \frac{\Delta G}{\Delta t} \quad (3.11)$$

Il y a équilibre monétaire lorsque la condition

$$Y = D \quad (3.6)$$

est remplie.

En substituant (3.9) et (3.10) à (3.6), on obtient :

$$S + T_g = I + E_g + (U_e - U_i) \quad \dots \quad (3.12)$$

$$\dots (S - I) + (T_g - E_g) = (U_e - U_i) \quad (3.13)$$

S ne doit donc pas être égal à I pour qu'il y ait équilibre monétaire en économie ouverte. Mais la somme de l'excédent de l'épargne et de l'excédent du compte du Trésor doit être égale au surplus du compte courant de la balance des paiements.

L'équilibre monétaire ne suppose pas non plus l'équilibre du compte courant de la balance des paiements. Ce dernier ne se présentera que lorsque le membre de gauche de l'équation (3.13) est égal à zéro.

En substituant (3.11) à (3.8), on obtient l'égalité qui doit être vérifiée pour qu'il y ait équilibre monétaire en économie ouverte :

$$\frac{\Delta M_h}{\Delta t} + \frac{\Delta G}{\Delta t} = \frac{\Delta L}{\Delta t} \quad (3.14)$$

Cette équation appelle deux remarques. En premier lieu, on ne peut absolument pas affirmer qu'un processus d'inflation intérieure *doive toujours* aller de pair avec un accrois-

sement du stock monétaire, même s'il est alimenté en partie par une création de monnaie ($\frac{\Delta M_h}{\Delta t} > 0$). Prenons comme exemple les

Pays-Bas, dont la propension marginale à importer est très élevée (0,5). L'accroissement du revenu national s'y traduit par une *forte* augmentation des importations, tandis que les exportations restent provisoirement stationnaires. Après quelque temps, si l'inflation se maintient, le solde du compte courant de la balance des paiements diminue, et devient même, à la longue, négatif, de sorte que les réserves en or et en devises du pays se contractent ($\frac{\Delta G}{\Delta t} < 0$). Ainsi,

aux Pays-Bas, où la propension marginale à importer est très élevée, un processus d'inflation peut très bien se traduire finalement par une contraction du stock monétaire, comme ce fut le cas en 1950-1951 et en 1956-1957 (1); voir à ce propos l'équation (3.11). Cette situation ne pourrait pas se produire aux Etats-Unis, dont la propension marginale à importer ne s'élève qu'à 0,04.

L'équation (3.14) peut s'écrire sous la forme suivante :

$$\frac{\Delta L}{\Delta t} - \frac{\Delta M_h}{\Delta t} = \frac{\Delta G}{\Delta t} \quad (3.15)$$

Le membre de gauche de cette équation (3.15) présente une certaine analogie avec la notion d'*excédent national de liquidités* de Holtrop. On pourrait appeler ($\frac{\Delta L}{\Delta t} - \frac{\Delta M_h}{\Delta t}$) : l'excédent de liquidités, appliqué à la théorie de Koopmans, élargi de façon à être valable pour une économie ouverte.

Dans une économie fermée $\frac{\Delta G}{\Delta t} \equiv 0$. L'excédent national de liquidités y est, par conséquent, identiquement égal à zéro s'il y a équilibre monétaire, ainsi qu'il résulte de l'équation (3.8).

L étant introduit dans les équations, il est facile de dégager les analogies entre la théorie de Koopmans et celle de J.M. Keynes. En

(1) Ce phénomène a été analysé par J.J. Polak et W.H. White dans « The Effect of Income Expansion on the Quantity of Money », *I.M.F. Staff Papers*, Washington, IV, 1955, pp. 398-433.

scindant L en L_1 et L_2 , respectivement demande de liquidités actives et inactives, et en supposant que L_1 dépend du revenu national et L_2 du taux d'intérêt, nous avons introduit un élément du raisonnement keynésien.

3.3 — Synthèse des théories de Robertson et de Koopmans

Voici d'abord quelques nouveaux symboles :

L_p stock de liquidités (monnaie) demandé *ex post*;

M_p stock monétaire existant *ex post*;

L_u demande non projetée de liquidités ⁽¹⁾;

M_u stock monétaire existant non projeté;

à l'aide desquels nous pouvons formuler les équations de définition suivantes :

$$L + L_u \equiv L_p \quad (3.16)$$

$$M + M_u \equiv M_p \quad (3.17)$$

Les autorités monétaires ne maîtrisent pas entièrement la quantité de monnaie. Le stock monétaire effectif M_p diffère en général de celui qu'elles considèrent comme souhaitable. La différence entre les deux est M_u . On voit donc qu'il y a un fond de vérité dans la vieille théorie du *banking principle* qui affirmait que le stock monétaire global était entièrement déterminé par le besoin global de monnaie. Le fond de vérité est que les autorités monétaires ne sont pas à même de déterminer complètement la quantité de monnaie qui sera émise. En effet, les détenteurs de certificats de trésorerie peuvent à tout instant forcer les banques à créer de la monnaie. Ils peuvent monétiser leurs certificats, c'est-à-dire les échanger contre de la monnaie, de telle façon qu'une création de monnaie s'ensuive.

Ceux qui détiennent un portefeuille de certificats de trésorerie judicieusement constitué peuvent se procurer de l'argent sans effectuer de transactions sur leurs certificats. Il leur suffit pour cela de ne pas renouveler ceux-ci lorsqu'ils viennent à échéance.

⁽¹⁾ Voir au sujet de la notion « non projetée », F.J. de Jong, « The Concept of Monetary Equilibrium, and Its Relation to Post-Keynesian Economics », *Weltwirtschaftliches Archiv*, Hambourg, LXXVII, 1956, II, pp. 1-43, en particulier pp. 8-17.

Nous définissons maintenant :

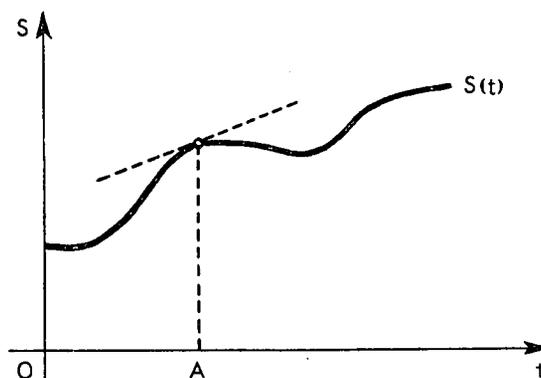
$$L' \equiv \lim_{\Delta t \rightarrow 0} \frac{\Delta L}{\Delta t} \equiv \frac{dL}{dt} \quad (3.18)$$

où L' est la thésaurisation instantanée, ou mieux, la *vitesse* instantanée de thésaurisation ou *flux* instantané de thésaurisation.

$$M' \equiv \lim_{\Delta t \rightarrow 0} \frac{\Delta M}{\Delta t} \equiv \frac{dM}{dt} \quad (3.19)$$

où M' est le flux instantané de création de monnaie.

Graphique 3



On peut rendre ces notions plus claires à l'aide d'une analogie. Au graphique ci-dessus, on a porté en ordonnée les valeurs (s) lues au compteur kilométrique d'une voiture automobile et en abscisse le temps t . La vitesse instantanée de la voiture à l'instant A nous est donnée par la pente $\frac{ds}{dt}$ de la tangente à

la courbe $s(t)$. Cette vitesse instantanée n'est donc valable qu'au seul instant A , quoiqu'elle puisse être mesurée en « kilomètre/heure ».

En remplaçant le symbole S par les symboles L et M , nous obtenons, en lieu et place de la vitesse instantanée d'une voiture automobile, respectivement le flux instantané de thésaurisation et le flux instantané de création de monnaie.

Nous ne pouvons vraiment pas soutenir — comme on le trouve parfois écrit dans la littérature économique — que les stocks doivent toujours être rapportés à des moments dans le temps et les flux à des durées. Il est fort possible que les stocks se rapportent à des périodes déterminées (volume moyen des stocks pendant la période étudiée), et les flux à des instants donnés. Ainsi, la vitesse instantanée

de thésaurisation est un flux à un certain moment.

Nous devons travailler à cet égard avec des fonctions continues. Si nous employons des fonctions-échelons, la notion dt n'aura plus de sens strictement parlant; la notion Δt garde toutefois sa pleine signification.

Nous pouvons nous baser ici sur des fonctions continues, car, en réalité, comme la création de liquidités résulte d'un grand nombre d'opérations de crédit effectuées par le système bancaire au cours d'une courte période, elle peut être considérée, par approximation, comme une fonction de caractère continu ⁽¹⁾.

Voici encore quelques équations de définition :

$$\Delta M_t \equiv M_t - M_{p,t-1} \text{ et } \Delta L_t \equiv L_t - L_{p,t-1} \quad (3.20)$$

$$\Delta M_t \equiv \int_{t-1}^t M' dt \quad (3.21)$$

$$\Delta L_t \equiv \int_{t-1}^t L' dt \quad (3.22)$$

Ces dernières grandeurs ne sont pas des flux, mais des stocks. Ainsi, ΔM_t est la quantité de monnaie créée (*ex ante*) au cours de la période allant de l'instant $t-1$ à l'instant t . Nous nous rapprochons maintenant des notions qui sont utilisées dans le rapport annuel de la Nederlandsche Bank. Dans ce rapport, le revenu national, par exemple, est également considéré comme un stock. Nous allons voir ce qu'il faut en penser.

Le revenu, tant monétaire que réel, est en général considéré comme un flux. Le revenu monétaire est représenté alors par la dimension ⁽²⁾ $[MT^{-1}]$, c'est-à-dire un stock monétaire $[M]$ par période $[T]$. Il existe cependant une

autre notion de revenu, qui est celle de revenu dont on a joui *tout au long* d'une période déterminée, c'est-à-dire en somme une intégrale du flux de revenu au cours de la période considérée : au cours de la période située entre les instants $(t-1)$ et (t) , le revenu s'élève à

$$\int_{t-1}^t Y dt. \text{ Cette dernière grandeur a la dimen-}$$

sion $[M]$ et est donc une grandeur stock. Au lieu du terme général « revenu », il serait, par conséquent, préférable de parler de « flux de revenus » et de « montant des revenus » ⁽¹⁾,

représentés respectivement par Y et $\int_{t-1}^t Y dt$.

Nous devons maintenant examiner la différence entre les grandeurs *ex post* et *ex ante*. Les grandeurs *ex ante* satisfont à des fonctions de comportement. On admet, par exemple, qu'il y a une relation déterminée entre la demande d'encaisses (L) et le revenu national (Y). La valeur de la demande d'encaisses qui satisfait à cette fonction est appelée valeur *ex ante* de la demande d'encaisses. La valeur *ex post* (L_p) est la valeur de fait qui, par sa nature même, est telle que

$$L_p \equiv M_p \quad (3.23)$$

L'équation (3.23) représente une identité *ex post*. Si nous le considérons *ex post*, le stock monétaire demandé est identique au stock

mesurée en km/h. C'est pourquoi les physiciens représentent la dimension « vitesse » sous la forme $\frac{[L]}{[T]}$, ou, plus usuellement $[LT^{-1}]$. La notion de

dimension peut être de quelque utilité en économie également. Nous pouvons donner à l'ensemble des stocks mesurés en unités monétaires le nom de dimension « valeur » ou de dimension « stock monétaire ». C'est cette dernière appellation que nous retiendrons dans cet article et nous la désignerons par le symbole $[M]$. Un flux monétaire est mesuré en unités monétaires par unité de temps; c'est pourquoi nous représenterons par $[MT^{-1}]$ la dimension « flux monétaire ». L'analogie entre cette formule et la notion de vitesse en physique montre clairement pourquoi les flux monétaires sont parfois appelés « vitesses » dans notre texte. Peu d'écrits ont été publiés au sujet de la notion de dimension en économie. Pour les lecteurs d'expression néerlandaise, cf. F.J. de Jong, « Dimensionanalyse in de economie », *De Economist*, Haarlem, CX, 1962, pp. 1-206. En langue française, l'exposé de M. Allais, *Traité d'économie pure*, première partie, *Les données générales de l'économie pure*, Paris, 1953, pp. 220-267. En langue anglaise, une courte introduction à ce problème : G.C. Evans, *Mathematical Introduction to Economics*, New-York et Londres, 1930, pp. 13-20.

⁽¹⁾ Ces expressions sont celles de A.I. van de Vooren, Professeur à l'Université de Groningue.

⁽¹⁾ G.A. Kessler, « Monetair model en dimensionanalyse », *De Economist*, Haarlem, CXI, 1963, pp. 481-496, notamment p. 490 et suivantes.

⁽²⁾ Une « dimension » est un ensemble de grandeurs additives. Cette notion a été développée en physique, et introduite en économie par W. Stanley Jevons. Les physiciens appellent l'ensemble de tous les segments de courbe la dimension « longueur », qu'ils représentent par le symbole $[L]$. De la même manière, ils appellent dimension « temps », $[T]$, l'ensemble de toutes les périodes. Une vitesse, par exemple celle d'une voiture en marche, est une distance (c'est-à-dire un segment de courbe), parcourue au cours d'une période; elle est

monétaire global en circulation, car toute la monnaie présente dans l'économie doit se trouver dans l'une ou l'autre encaisse, selon la phrase célèbre de Robertson : *All money which is anywhere must be somewhere* (1).

A chaque instant d'ailleurs, la vitesse instantanée de thésaurisation est identique *ex post* à la vitesse instantanée de création de monnaie. De même, la vitesse moyenne de thésaurisation est égale à la vitesse moyenne de création de monnaie :

$$\frac{\Delta L_p}{\Delta t} \equiv \frac{\Delta M_p}{\Delta t} \quad (3.24)$$

Les conditions *ex ante* d'équilibre monétaire sont :

$L = M$ (d'après la théorie de la préférence pour la liquidité de Keynes) (3.25)

et $\frac{\Delta L}{\Delta t} = \frac{\Delta M}{\Delta t}$ (d'après Koopmans) (3.26)

L'équilibre monétaire exige que le flux de thésaurisation soit égal *ex ante* au flux de création de monnaie ou que le montant thésaurisé soit, au cours d'une période déterminée Δt , égal *ex ante* au montant de monnaie créée pendant cette même période.

Des tensions déflationnistes se produiront lorsque :

$$L > M \quad (\text{Keynes}) \quad (3.27)$$

$$\frac{\Delta L}{\Delta t} > \frac{\Delta M}{\Delta t} \quad (\text{Koopmans}) \quad (3.28)$$

Inversement, des tensions inflationnistes se produiront lorsque :

$$L < M \quad (3.29)$$

$$\frac{\Delta L}{\Delta t} < \frac{\Delta M}{\Delta t} \quad (3.30)$$

Les équations (3.23) et (3.24) peuvent l'une et l'autre être utilisées; elles sont interchangeables et on peut passer de l'une à l'autre. Dans le premier cas, on travaille avec des stocks, dans le second avec des flux. La même constatation doit être valable pour les paires d'équations (3.25) et (3.26), (3.27) et

(3.28), (3.29) et (3.30), si les définitions de Keynes et de Koopmans sont *toutes deux* valables.

C'est Don Patinkin (1) qui a établi que ces équations étaient interchangeables; Karl Brunner a qualifié cette possibilité de pouvoir substituer une notion à une autre de *relation monétaire* (2). En supposant que cette relation soit exacte, et avant de le démontrer, nous en ferons tout d'abord ressortir la signification en l'appliquant aux théories de Robertson et de Koopmans. Dans l'équation d'échange de Cambridge :

$$M = K_v P Y_r \quad (3.2)$$

employée par Robertson, Y_r représente le produit national réel. Ceux qui offrent ce produit reçoivent en échange un flux monétaire $P Y_r$, ce qui revient à dire que leur demande d'encaisse L est représentée par :

$$L \equiv K_v P Y_r \quad \text{ou} \quad L \equiv K_v Y \quad (3.1\text{bis})$$

Si $M = M_p$, ainsi que Robertson l'admet implicitement, on peut formuler (3.2) comme l'expression de la condition d'équilibre entre deux grandeurs *ex ante*, que l'on appelle « équilibre monétaire » :

$$M = L \quad (3.25)$$

d'où il ressort que :

(1) il existe une relation entre la théorie des encaisses de Robertson et la théorie de la préférence pour la liquidité de Keynes (3);

(2) la théorie de Robertson, tout comme celle de Koopmans, est, en fait, une théorie de l'équilibre monétaire. La différence consiste seulement en ce que Koopmans travaille avec des flux, tandis que Robertson utilise des stocks. *Une synthèse des théories de Robertson et de Koopmans est facilement réalisable*, par exemple en différenciant l'identité (3.1bis) par rapport au temps :

$$\frac{\Delta L}{\Delta t} \equiv K_v \frac{\Delta Y}{\Delta t}$$

(1) D. Patinkin, « The Indeterminacy of Absolute Prices in Classical Economic Theory », *Econometrica*, Chicago, XVII, 1949, pp. 1-27, notamment pp. 7-8.

(2) K. Brunner, « Inconsistency and Indeterminacy in Classical Economics », *Econometrica*, Chicago, XIX, 1951, pp. 152-173, notamment p. 157.

(3) J.M. Keynes, *The General Theory of Employment, Interest and Money*, Londres, 1936, pp. 166-172 (ou pp. 181-187 de la traduction française de J. de Larrentaye, Paris, 1955).

(1) D.H. Robertson, « Mr. Harrod and the Expansion of Credit », *Economica*, N.S., Cambridge, I, 1934, pp. 473-475, notamment p. 473.

et en introduisant ce résultat dans la relation (3.8) de Koopmans :

$$\frac{\Delta M}{\Delta t} = K_v \frac{\Delta Y}{\Delta t} \quad (3.8bis)$$

(On obtient également cette équation en partant directement de 3.1.)

Le raisonnement suivi ci-dessus est basé, ainsi que nous l'avons dit, sur l'application de la « relation monétaire », à savoir la proposition affirmant que (3.25) et (3.26), etc., sont interchangeables. L'exactitude de cette proposition a été prouvée comme suit par Don Patinkin. De (3.20), il découle que :

$$\begin{aligned} L_t &\equiv L_{p,t-1} + \Delta L_t \\ M_t - M_{p,t-1} &\equiv \Delta M_t \\ \hline L_t - M_t + M_{p,t-1} &\equiv L_{p,t-1} + \Delta L_t - \Delta M_t \end{aligned}$$

Sur base de l'identité *ex post*

$$L_{p,t-1} \equiv M_{p,t-1} \quad (3.31)$$

on peut écrire ce qui précède sous la forme :

$$L_t - M_t \equiv \Delta L_t - \Delta M_t$$

Pour bien comprendre la signification économique de cette démonstration, il convient d'approfondir encore attentivement le sens de la différence entre des grandeurs prises *ex post* et *ex ante*. A cette fin, nous partirons de l'identité *ex post* que nous venons de donner :

$$L_{p,t-1} \equiv M_{p,t-1} \quad (3.31)$$

Soit : $L_{u,t-1} > M_{u,t-1}$

Nous aurons :

$$L_{u,t-1} \equiv M_{u,t-1} + X \quad (X > 0) \quad (3.32)$$

En soustrayant (3.32) de (3.31), nous obtenons :

$$L_{t-1} \equiv M_{t-1} - X \quad (3.33)$$

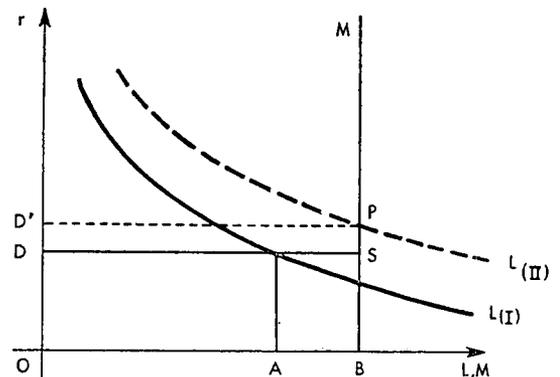
$$\therefore L_{t-1} < M_{t-1} \quad (3.34)$$

L'inégalité (3.34) donne, selon Holtrop, l'*insuffisance de liquidités primaires*. (Jusqu'à présent, nous n'avons tenu compte dans nos raisonnements que des liquidités primaires, c'est-à-dire la monnaie.) Une valeur positive de L_u amènera une déthésaurisation. Lorsque se produit une insuffisance de liquidités, dans le sens de Holtrop, la demande de liquidités *ex ante* (L) est inférieure à la masse de liquidités (M). L'*existence d'une insuffisance de*

liquidités dans un secteur déterminé de l'économie nationale signifie que ce secteur communique des impulsions inflationnistes à l'économie. On réagit à L_u , composante forcée de la demande de liquidités, en créant une impulsion inflationniste qui affecte l'économie nationale tout entière.

Une relation apparaît ici entre cette théorie et le raisonnement keynésien. Dans le graphique 4, $L_{(I)}$ représente la courbe keynésienne de la préférence pour la liquidité.

Graphique 4



Soit, au départ à l'instant $t - 1$, le taux d'intérêt représenté par le segment de droite OD . Soit OB le stock monétaire global et OA la demande de liquidités. On aura :

$$L = OA$$

$$M = OB$$

$$X = AB$$

Lorsque M_u est positif, en d'autres mots, lorsque les autorités monétaires jugent utile de combattre l'impulsion inflationniste, le taux de l'intérêt sera relevé. Cette hausse du taux de l'intérêt amènera une diminution des investissements et une contraction du flux de création de monnaie.

Si on laisse l'impulsion inflationniste se développer, le revenu national augmentera. Keynes distingue trois motifs de préférence pour la liquidité : le motif de transaction, le motif de précaution et le motif de spéculation. Le motif de transaction est à l'origine de la demande d'encaisses actives et les deux autres motifs à l'origine de celle d'encaisses inactives. La demande d'encaisses actives est représentée par le symbole L_1 , la demande d'encaisses inactives par L_2 , de sorte que $L \equiv L_1 + L_2$.

Selon Keynes, L_t s'accroît lorsque le revenu national augmente. Une concordance apparaît ici entre la pensée de Keynes et la théorie de Robertson, via le coefficient K_p .

Lorsque le revenu national augmente, la courbe L du graphique 4 se déplace de $L_{(t)}$ vers la droite, jusqu'en $L_{(t+1)}$, par exemple. L'équilibre monétaire est rétabli lorsque cette courbe passe par le point P , soit lorsque L est redevenu égal à M .

Holtrop emploie également les notions « actif » et « inactif », mais il travaille sur base d'une autre terminologie. La demande d'encaisses actives (L_a) est appelée par lui « besoin de liquidités » (L_{bh}) (1), et la demande d'encaisses inactives, « désir de liquidités » (L_{bg}) (2).

L'augmentation du besoin de liquidités qui découle de la croissance du revenu national est qualifiée par Holtrop de *réaction déflationniste induite*. Une impulsion inflationniste donne toujours lieu à une réaction déflationniste induite. C'est particulièrement évident lorsque l'analyse englobe plus de secteurs, notamment l'Etat, les Pouvoirs publics subordonnés et les Particuliers. *Toute impulsion inflationniste issue d'un de ces secteurs provoquera, toutes choses égales d'ailleurs, des réactions déflationnistes induites dans les deux autres secteurs.*

Dans ce qui précède, on a présumé l'existence d'une tension inflationniste. Envisageons maintenant l'hypothèse de l'existence d'une tension *déflationniste* qui se manifeste soit par une augmentation de la thésaurisation, soit par une destruction de monnaie, ou encore par les deux (Koopmans). On peut également définir cette tension en disant que l'entière des revenus n'est pas régulièrement dépensée (Holtrop), ou, d'une façon plus imagée, qu'il y a une fuite dans le circuit de la monnaie.

Nous partons de l'identité :

$$L_{p,t-1} \equiv M_{p,t-1} \quad (3.31)$$

Soit : $L_{u,t-1} < M_{u,t-1}$

tel que :

$$\frac{L_{u,t-1} \equiv M_{u,t-1} - X \quad (X > 0)}{\quad} \quad (3.35)$$

$$L_{t-1} \equiv M_{t-1} + X \quad (3.36)$$

donc

$$L_{t-1} > M_{t-1} \quad (3.37)$$

Dans la terminologie de Holtrop, la différence $L_{t-1} - M_{t-1}$ découlant de l'inégalité (3.37) est appelée *excédent de liquidités primaires*. Il correspond, de toute évidence, à la notion de tension déflationniste de Koopmans. L et M étant, ci-dessus, considérés *ex ante*, l'excédent de liquidités primaires (X) est également une grandeur *ex ante*.

Supposons maintenant que $L_{u,t-1}$ et $M_{u,t-1}$ soient négatifs. $L_{u,t-1}$ négatif signifie que la demande d'encaisses (*ex post*) comprend une composante forcée négative : les particuliers estiment que les encaisses existantes sont trop faibles. Ils vont donc thésauriser, de sorte que, au cours de la période suivante, ΔL sera supérieur à zéro ($\Delta L_t > 0$). *Les particuliers se mettront à thésauriser pour réagir à la composante forcée négative de la demande d'encaisses.*

Lorsque $M_{u,t-1}$ est également négatif, les autorités monétaires estiment que la valeur actuelle M_p du stock monétaire global est trop faible. Elles s'efforceront de le gonfler en abaissant le taux de l'intérêt. Si la réaction des particuliers est suffisante, M_p , valeur *ex post* du stock monétaire, évoluera dans la direction souhaitée, au cours de la période t . *Il y aura création de monnaie*, de sorte que ΔM de la période suivante sera supérieur à zéro ($\Delta M > 0$).

Si la composante forcée d'une grandeur *ex post* déterminée est négative, la composante de réaction qui constitue une partie de la grandeur *ex ante* de la période suivante, aura une valeur positive. Cette grandeur *ex ante* de la période suivante sera plus positive ou moins négative qu'elle ne l'aurait été en l'absence de la composante de réaction. Dans cet exemple, le public réagit dans un sens déflationniste, tandis que la Nederlandsche Bank s'efforce de communiquer une impulsion inflationniste.

Laquelle de ces deux impulsions aura le dessus ? Etant donné qu'elles sont elles-mêmes des réactions à l'existence de composantes forcées dans les encaisses $L_{p,t-1}$ détenues *de facto* et dans la valeur actuelle $M_{p,t-1}$ du stock monétaire global, et du fait que ces réactions tentent d'annuler ces composantes forcées, on aura :

$$\left. \begin{aligned} \Delta L_t &= -L_{u,t-1} \\ \Delta M_t &= -M_{u,t-1} \end{aligned} \right\} \quad (3.38)$$

Puisqu'on a supposé que la valeur de ces deux composantes forcées était négative, les valeurs de ΔL_t et ΔM_t ci-dessus sont positives.

(1) En néerlandais : *liquiditeitsbehoefte*.

(2) En néerlandais : *liquiditeitsbegeerte*.

Partant de (3.35) et (3.38), nous pouvons écrire :

$$\Delta L_t = \Delta M_t + X \quad (3.39)$$

où $\Delta L_t > \Delta M_t$. Comme l'inégalité (3.37), l'inégalité (3.39) traduit l'existence d'une tension déflationniste.

En combinant deux des relations ci-dessus, on obtient :

$$L_{p,t-1} \equiv M_{p,t-1} \quad (3.31)$$

$$\frac{\Delta L_t}{L_t} = \frac{\Delta M_t + X}{M_t + X} + \quad (3.39)$$

$$L_t = M_t + X \quad (3.40)$$

L'équation (3.40) traduit l'existence d'une tension déflationniste pour $X > 0$, d'un équilibre monétaire pour $X = 0$, et d'une tension inflationniste pour $X < 0$.

Des relations (3.39) et (3.40) découle la suivante :

$$L_t - M_t = \Delta L_t - \Delta M_t \quad (3.41)$$

que nous pouvons appeler « la relation monétaire de Don Patinkin ».

Il est en tout cas certain que, à l'instant t :

$$L_{p,t} \equiv M_{p,t} \quad (3.31)$$

Les relations (3.40) et (3.31) sont valables simultanément. En cas d'équilibre, la différence entre les valeurs *ex ante* et *ex post* est égale à zéro. *L'équilibre n'y existe que lorsque les composantes forcées sont nulles*; il découle de (3.35) que X sera aussi égal à zéro. S'il y avait encore des composantes forcées ($\neq 0$), les grandeurs *ex post* n'auraient pas encore atteint leur point d'équilibre. Des réactions se produiraient, jusqu'à ce que les grandeurs *ex post* aient atteint la même valeur que les grandeurs *ex ante*.

Ainsi, nous avons dit qu'il y a équilibre monétaire lorsque ⁽¹⁾ :

Selon Robertson :

$$L = M \quad \in [M] \quad (3.40) \text{ pour } X = 0$$

Selon Koopmans :

$$\frac{dL}{dt} = \frac{dM}{dt} \in [MT^{-1}] \quad (3.8)$$

En intégrant (3.8) au cours de la période $t - 1$ à t — voir à ce sujet (3.22) et (3.21) —, on obtient, pour $X = 0$:

$$\Delta L = \Delta M \in [M] \quad (3.39)$$

L'équation de Koopmans est ainsi formulée suivant l'optique de Holtrop.

La *relation monétaire* est une thèse selon laquelle on peut exprimer l'équilibre monétaire, aussi bien en termes de stocks (Holtrop et Robertson) qu'en termes de flux (Koopmans). Pour $X = 0$, on pourrait donc utiliser au choix (3.40), (3.8) ou (3.39). Ces trois égalités expriment aussi ce que Kessler ⁽¹⁾ a appelé *équilibre des liquidités*, à savoir la situation caractérisée par l'absence d'excédent ou d'insuffisance de liquidités. Les notions équilibre monétaire et équilibre des liquidités sont synonymes, mis à part le fait qu'une modification de la demande de liquidités L , à la suite d'une variation du taux d'intérêt, est une *réaction* qui perturbe l'équilibre des liquidités, tandis que cette réaction constitue à son tour une *impulsion* qui trouble l'équilibre monétaire.

La relation (3.11) permet de remplacer dans l'équation (3.8) de l'équilibre des liquidités $\frac{dM}{dt}$ par $\frac{dM_h}{dt} + \frac{dG}{dt}$ (voir équation 3.14); de même, dans l'équation (3.39), ΔM peut être écrit $\Delta M_h + \Delta G$.

Il y a inflation lorsque :

Selon Robertson :

$$L < M \quad \in [M] \quad (3.29) \text{ ou } (3.39) \text{ pour } X < 0$$

Selon Koopmans :

$$\frac{dL}{dt} < \frac{dM}{dt} \in [MT^{-1}] \quad (3.30)$$

En intégrant (3.30) par rapport au temps, on obtient à nouveau :

Selon Holtrop :

$$\Delta L < \Delta M \quad \in [M] \quad (3.42)$$

Il y a déflation si les inégalités (3.29), (3.30) et (3.42) sont inversées : en ce cas, elles sont aussi toutes trois simultanément valables.

⁽¹⁾ Les indices de temps ne seront plus repris lorsque les grandeurs se rapportent à la même période ou au même moment.

⁽¹⁾ G.A. Kessler, *Monetair evenwicht en betalingsbalansevenwicht*, pp. 106, 146-147, 335 et 445.

On a vu comment la théorie de Holtrop correspond, dans une large mesure, à la théorie des encaisses de Robertson et à celle de l'équilibre monétaire de Koopmans. Holtrop lui-même a écrit que la théorie monétaire sur laquelle se base la Nederlandsche Bank « n'est rien d'autre qu'un prolongement de la théorie des encaisses qui a fait ses preuves et qui est une variante de la théorie quantitative » (1). Il y a aussi, comme nous l'avons vu, des analogies entre les théories de Koopmans et de Keynes.

4. — La notion de liquidités chez Holtrop

4.1 — Définitions des notions sur le plan de la théorie pure

Nous avons déjà fait ressortir certaines analogies entre la théorie de Holtrop, d'une part, celle des encaisses et celle de l'équilibre monétaire, d'autre part. Un aspect de la comparaison n'a cependant pas encore été abordé. L'objet de l'offre et de la demande dans la sphère monétaire est plus large chez Holtrop que chez Robertson et Koopmans; il substitue le concept de *liquidités* à celui de monnaie, dans son raisonnement (2).

Holtrop distingue deux catégories de liquidités :

- (1) la monnaie ou les liquidités primaires;
- (2) les liquidités secondaires.

Par liquidités secondaires, il entend toutes les créances sur les pouvoirs publics et les institutions monétaires non détenues par celles-ci et qui peuvent être soit monétisées dans un délai assez court, sans grands frais, ni pertes sensibles sur les cours, soit données en paiement d'impôts *au pair* de leur valeur nominale (3).

(1) M.W. Holtrop, « De relatieve verantwoordelijkheid van overheid in centrale bank voor de beheersing van inflatie », p. 312 (p. 202 de la version anglaise).

(2) Holtrop se conforme en fait ici à l'avis de Keynes, exposé dans la *General Theory*, p. 167 et suivantes (ou p. 182 et suivantes de la traduction française), qui recommande d'englober en pratique dans l'analyse non seulement la monnaie, mais aussi les dépôts à terme auprès des banques, les certificats du Trésor, etc.

(3) *Rapport annuel de la Nederlandsche Bank*, 1961, p. 176 et suivantes (ou p. 166 et suivantes de l'édition anglaise de ce Rapport). D'après ce rapport, p. 174 (164), sont considérées comme institutions monétaires : la Nederlandsche Bank, les banques commerciales, les institutions de crédit sur nantissement de titres, les banques de crédit agricole, pour autant qu'elles n'agissent pas en tant que placeurs de l'épargne, les institutions de virement et l'Etat (en tant qu'émetteur de monnaie divisionnaire).

L'échange de titres de créances contre monnaie sans grands frais, ni pertes sensibles sur les cours et dans un délai assez court est appelé « monétisation » de ces créances. C'est précisément cette faculté qu'ont leurs détenteurs de les monétiser rapidement qui caractérise les liquidités dites secondaires.

Holtrop divise la masse des liquidités secondaires en trois catégories, notamment (1) :

(1) certaines *créances sur l'Etat*; elles comprennent surtout les bons du Trésor, les certificats d'impôts (2) et les avoirs libres auprès du Trésor public (3);

(2) des *créances sur les pouvoirs publics subordonnés* (y compris la Bank voor Nederlandsche Gemeenten (4)); elles comprennent principalement les crédits de caisse et les prêts au jour le jour aux provinces et communes, et quelques engagements divers à court terme de la Bank voor Nederlandsche Gemeenten;

(3) des *créances sur les institutions monétaires* (sous forme non monétaire); elles comprennent essentiellement les dépôts à

(1) *Rapport annuel de la Nederlandsche Bank*, 1953, p. 57, et 1952, p. 53.

(2) Au cours du premier semestre de 1951, l'Etat a émis dans le public des *certificats d'impôts* à 2 $\frac{3}{4}$ p.c. d'intérêt destiné au paiement d'impôts sur le capital, les revenus et les sociétés. Ils pouvaient être remis *au pair* en acquittement d'impôts à partir du 1^{er} janvier 1952. Le montant encore en circulation dans le public au 1^{er} février 1971 sera remboursé *au pair*. Ces certificats ont été émis pour un montant global de 169,9 millions de florins (source : *Miljoenennota 1952*, pp. 34-35). — Déjà avant 1951, les pouvoirs publics avaient voulu susciter plus d'intérêt pour certains emprunts obligataires, en les admettant *au pair* en paiement de certains impôts en cours. Il s'agissait d'emprunts de conversion de biens bloqués, lors de l'assainissement monétaire qui eut lieu peu après la libération (1945). C'étaient donc des emprunts forcés : émis sans la coopération volontaire du public. Par contre, l'acquisition de certificats d'impôts n'a pas été imposée par les pouvoirs publics. Ces certificats consistent en coupures nominales de 1.000 et 10.000 florins et sont cotés sur le marché des capitaux. Il y en a encore en circulation. D'autres pays ont également émis des certificats d'impôts ainsi qu'il ressort de la citation suivante : « Aux Etats-Unis et en Angleterre, on a prélevé, pendant la deuxième guerre mondiale, sur les bénéfices et les revenus, des impôts considérables dont une partie devait être remboursée plus tard (par la force des choses, après la guerre); on pouvait ainsi bénéficier des avantages monétaires qu'offrent les impôts par rapport aux emprunts. Des certificats ont été remis aux contribuables pour les montants à rembourser ultérieurement. Bien que ces certificats puissent également être utilisés en paiement d'impôts dans un avenir à déterminer, ils représentent en fait un emprunt de l'Etat jusqu'à ce moment ». C.F. Scheffer et M.J.H. Smeets, *Geld en overheid*, Utrecht, 1960, pp. 90-91.

(3) Ces avoirs libres ne comprennent pas les soldes des comptes représentant la contre-valeur du plan Marshall.

(4) Banque pour les Communes Néerlandaises.

terme et les avoirs en comptes de devises auprès des banques commerciales, ainsi que des avoirs en comptes d'épargne.

Les liquidités secondaires ainsi définies correspondent à ce que les Anglais appellent *near-money*.

Les liquidités secondaires sont des actifs qui, tout en n'ayant pas la forme de monnaie, couvrent néanmoins un des besoins que satisfait celle-ci, à savoir le besoin de liquidités. Les liquidités secondaires se caractérisent essentiellement par le pouvoir de fait qu'ont leurs détenteurs d'obliger le débiteur, par des retraits en masse, à faire appel à la création de monnaie (1). Ceci peut techniquement se faire de deux façons, soit en ne renouvelant pas les prêts à l'échéance, soit en les cédant avant l'échéance sur le marché monétaire, où les institutions monétaires (les banques) se porteront normalement acheteurs en cas d'excès de l'offre.

Les liquidités secondaires peuvent donc être monétisées à l'initiative de leurs détenteurs. Lorsqu'on veut analyser la situation monétaire, il importe en conséquence, selon Holtrop, de prendre en considération non seulement le stock de liquidités primaires, mais aussi le stock de liquidités secondaires. Les détenteurs de liquidités secondaires peuvent, en effet, agir d'une manière qui aille à l'encontre des buts poursuivis par les autorités monétaires.

Lorsqu'on définit la notion de liquidités secondaires, il importe de tenir compte des modifications de structure intervenues dans le système bancaire au cours des dix dernières années. Les banques commerciales acceptent des dépôts d'épargne, tandis que les caisses d'épargne et les banques de crédit agricole sont disposées à effectuer, pour leurs clients, des paiements par le débit de leurs dépôts d'épargne. La distinction entre comptes d'épargne et comptes courants est devenue pratiquement illusoire; c'est pourquoi le Service d'Etudes de la Nederlandsche Bank range aussi les dépôts d'épargne parmi les liquidités secondaires.

On pourrait également tenir compte, lors de l'analyse de la situation monétaire, des liquidités tertiaires, par exemple les titres traités sur le marché des capitaux. Dans une discussion publiée en 1954 dans la revue

Economisch-Statistische Berichten, Koopmans a affirmé que Holtrop avait tort de séparer hermétiquement le marché monétaire et le marché des capitaux (1). En effet, le détenteur de liquidités tertiaires peut également amener une création de monnaie, en remettant, par exemple, ses titres en nantissement d'emprunts contractés en banque.

Holtrop admet qu'il peut y avoir des liaisons entre les deux marchés (2). Une limite formelle est cependant indispensable pour pouvoir effectuer des observations statistiques.

Le Comité Radcliffe en Angleterre a également recommandé de ne plus limiter la définition du stock de liquidités à la monnaie. Il veut même y inclure les liquidités tertiaires (3). Les critiques ont fait valoir que la notion de stock de liquidités deviendrait tellement vaste qu'elle ne serait plus maniable statistiquement.

C. Goedhart et l'auteur de cet article (4) donnent la préférence à la notion de stock de liquidités limité aux seules liquidités primaires, lorsqu'il s'agit de déterminer l'inflation *effective*. Il ne faut cependant pas oublier que la masse de liquidités secondaires et tertiaires représente un facteur *potentiel* d'inflation; on comprend dès lors pourquoi le Service d'Etudes de la Nederlandsche Bank englobe, dans la notion de liquidités, à la fois les liquidités primaires et les liquidités secondaires. Les liquidités tertiaires en sont toutefois exclues. Le Service d'Etudes prend donc

(1) J.G. Koopmans, « Beschouwingen naar aanleiding van het bankverslag 1953 : (I) Localisering van inflationaire en deflationaire verschijnselen », *Economisch-Statistische Berichten*, Rotterdam, XXXIX, n° 1931, 9 juin 1954, pp. 449-455, notamment p. 454; *Monetaire uiteenzettingen* (recueil d'articles parus in *Economisch-Statistische Berichten*), Rotterdam, 1955, pp. 1-20, notamment p. 16.

(2) M.W. Holtrop, « Het criterium voor de localisering van monetaire storingsverschijnselen », *Economisch-Statistische Berichten*, Rotterdam, XXXIX, n° 1943, 1^{er} septembre 1954, pp. 689-692, notamment p. 692, ou *Monetaire uiteenzettingen*, pp. 43-62, notamment pp. 52-53 : « Il est exact, en effet, comme le fait remarquer le Professeur Koopmans, qu'il existe encore une sorte de mécanisme du taux de l'intérêt, par lequel on peut attirer sur le marché monétaire des acheteurs qui, de ce fait, réaliseront par exemple des titres qu'ils avaient achetés sur le marché des capitaux. Dans ce cas bien spécial, les transactions sur le marché monétaire ont bien un effet de transfert de capitaux ».

(3) Committee on the Working of the Monetary System, (Radcliffe) *Report*, Londres, 1959, notamment pp. 129-135.

(4) F.J. de Jong, « Méthodes statistiques d'analyse de la situation monétaire », *Bulletin d'Information et de Documentation*, Bruxelles, XXXI, I, nos 3 et 4, mars et avril 1956, pp. 153-173 et 233-254. Tiré à part, pp. 27-31.

(1) *Rapport annuel de la Nederlandsche Bank*, 1952, p. 53.

une attitude intermédiaire entre Robertson, Koopmans, Goedhart et l'auteur de cet article, d'une part, et le Comité Radcliffe, d'autre part, quoique Goedhart et nous-même soyons partisans de l'admission des liquidités secondaires dans l'analyse ayant pour but de mesurer l'inflation potentielle.

De même qu'on peut opposer la demande de monnaie (L) au stock monétaire global (M), il y a lieu de distinguer, dans le raisonnement de Holtrop, les notions de demande de liquidités et de masse de liquidités. Par *demande de liquidités*, Holtrop entend la quantité globale de monnaie et de liquidités secondaires que le public (c'est-à-dire tous les agents économiques, à l'exclusion de l'Etat et des banques) *désire* détenir à un moment déterminé; par *masse de liquidités*, il entend la quantité globale de monnaie et de liquidités secondaires que le public détient *réellement* à ce même moment. La notion de demande de liquidités est analogue à la notion keynésienne de préférence pour la liquidité, c'est-à-dire à la demande d'encaisses, définie comme une fonction du revenu national et du taux de l'intérêt ⁽¹⁾. La masse de liquidités correspond au stock monétaire global chez Keynes; ces deux grandeurs sont introduites dans l'analyse en tant que « données ». En remplaçant dans les notions keynésiennes de préférence pour la liquidité et de stock monétaire global, le concept « monnaie » par celui de « liquidités » — ensemble des liquidités primaires et secondaires —, on obtient les notions de demande de liquidités et de masse de liquidités de Holtrop ⁽²⁾. La demande de liquidités (L_v) est définie par Holtrop comme la demande de liquidités de la part du public. La masse de liquidités (L_m) est la quantité de liquidités détenues par le public. La demande de liquidités est théoriquement fonction du revenu national, du taux de l'intérêt, des perspectives et de l'importance des capitaux.

(1) Walras a utilisé dans sa *Théorie de la monnaie* (1886), ainsi que dans la seconde édition de ses *Éléments d'économie politique pure* (1889), le terme d'*encaisse désirée*. Voir également Léon Walras, *Elements of Pure Economics or the Theory of Social Wealth* (traduit et annoté par W. Jaffé), Londres, 1954, p. 38.

(2) Ce qui suit est basé principalement sur : M.W. Holtrop, « De interpretatie van monetaire verschijnselen », *Economisch-Statistische Berichten*, Rotterdam, XXXIX, n° 1958, 15 décembre 1964, pp. 989-996 ou *Monetaire uiteenzettingen*, pp. 116-335. On trouvera dans cet article les définitions de demande de liquidités et de masse de liquidités reprises ici.

Keynes a subdivisé la demande de monnaie en deux composantes, à savoir la demande d'encaisses actives (L_1) et celle d'encaisses inactives (L_2) :

$$L \equiv L_1 + L_2 \quad (4.1)$$

De même, Holtrop scinde la demande de liquidités en deux composantes, le besoin de liquidités (L_{bh}) et le désir de liquidités (L_{bp}) :

$$L_v \equiv L_{bh} + L_{bp} \quad (4.2)$$

Le besoin de liquidités L_{bh} est la demande de liquidités qui répond au motif de transactions (la demande de liquidités *actives*); L_{bh} est donc analogue à la grandeur L_1 de Keynes; de même, le désir de liquidités L_{bp} de Holtrop correspond au L_2 de Keynes, c'est-à-dire à la demande de liquidités basée sur les motifs de précaution et de spéculation : L_{bp} est la demande de liquidités *inactives*. Holtrop utilise un élément de la théorie de Robertson :

$$L_{bh} = K_H Y \quad (4.3)$$

La grandeur K_H dans cette équation (4.3) est analogue, quoique non identique, à la notion de période du circuit de la monnaie (K_v). Il existe entre K_H et K_v deux différences :

(a) le membre de gauche de l'équation des échanges de Robertson (3.1) ne comprend que les liquidités primaires, tandis que celui de l'équation (4.3) englobe les liquidités primaires et secondaires;

(b) dans (3.1), les liquidités primaires actives et inactives sont toutes deux incluses, tandis que seules les liquidités actives sont prises en considération dans (4.3).

Le coefficient K_H de Holtrop est assez similaire à la durée technique du circuit de la monnaie ⁽¹⁾. Cette période ne concerne que la monnaie active; elle est déterminée par des facteurs objectifs de caractère institutionnel, qui n'évoluent que très lentement. Par conséquent, on peut, par approximation, considérer K_H comme une constante. Le coefficient K_H , égal à la période du circuit des liquidités actives, est exprimé en un certain nombre d'unités

(1) Cette durée technique du circuit de la monnaie est désignée par le symbole K_{v1} , dans : F.J. de Jong, « La vitesse de circulation de la monnaie et l'équilibre monétaire », *Economie appliquée*, Paris, XI, 1958, pp. 259-333, notamment p. 306 et suivantes. Le terme durée « technique » du circuit de la monnaie est dû à H. Drahota, *Sparen, Horten und Zins in der modernen Geldtheorie*, Iéna, 1941, p. 112.

de temps : Holtrop l'appelle *taux d'encaisses* ou *taux de liquidités*.

Le désir de liquidités est la demande de liquidités en vue de la thésaurisation au sens étroit. Pour Keynes, L_d est une fonction décroissante du taux de l'intérêt. Comme on l'a vu ci-dessus, Holtrop estime que le désir de liquidités est, en principe, fonction du taux de l'intérêt, des prévisions (en ce qui concerne l'évolution des prix et des revenus) et de l'importance des capitaux. L'allure de cette fonction à trois variables est cependant difficile à déterminer empiriquement. C'est pourquoi Holtrop considère, pour des raisons pratiques, le désir de liquidités comme une grandeur autonome; cette hypothèse peut être admise si l'on raisonne sur des périodes pas trop longues. Par substitution de (4.3) à (4.2), on obtient :

$$L_v \equiv K_H Y + L_{b_p} \quad (4.4)$$

La masse de liquidités (L_m) doit théoriquement être considérée comme une grandeur *ex ante*, ainsi que L_v dans l'identité (4.4). En effet, L_v est la quantité de liquidités que le public *souhaite* détenir. De même, la grandeur L_m est la quantité de liquidités que les autorités monétaires estiment *souhaitable*. Holtrop considère cette masse de liquidités comme un élément autonome. Lorsque :

$$L_v = L_m \quad (4.5)$$

$$\text{ou } \Delta L_v = \Delta L_m \quad (4.6)$$

il y a équilibre monétaire. Les inégalités

$$L_v > L_m \quad (4.7)$$

$$\text{et } \Delta L_v > \Delta L_m \quad (4.8)$$

caractérisent une situation appelée par Holtrop excédent de liquidités ou tension déflationniste. Elle est due au fait que la circulation des liquidités est entravée, parce que le public accumule au cours de cette période plus de liquidités qu'il n'en est créé, ainsi que le montre l'inégalité (4.8).

Enfin, les inégalités (4.9) et (4.10) traduisent une situation d'insuffisance de liquidités ou tension inflationniste :

$$L_v < L_m \quad (4.9)$$

$$\Delta L_v < \Delta L_m \quad (4.10)$$

En cas de tension inflationniste, le public résout ses problèmes de financement en faisant appel à des moyens de financement inflationnistes :

(1) soit en déthésaurisant. La déthésaurisation est prise ici dans son sens étroit, puisque les facteurs objectifs sont supposés constants. Le stock de liquidités inactives se contracte;

(2) soit en cédant des liquidités secondaires aux institutions monétaires pour en dépenser le produit immédiatement;

(3) soit en recourant au crédit bancaire.

Il ressort de l'équation (4.6) que l'équilibre monétaire est réalisé, selon la définition de Holtrop, lorsque :

$$\Delta L_v = \Delta L_m \quad (4.6)$$

Si nous symbolisons les liquidités primaires (c'est-à-dire la monnaie) par L_{prim} et les liquidités secondaires par L_{sec} , nous pouvons formuler (4.6) comme suit :

$$\Delta L_{v,prim} + \Delta L_{v,sec} = \Delta L_{m,prim} + \Delta L_{m,sec} \quad (4.4')$$

Cette condition d'équilibre (4.4') peut être réalisée *sans que* $\Delta L_{v,prim}$ soit nécessairement égal à $\Delta L_{m,prim}$.

Or, $\Delta L_{v,prim} = \Delta L_{m,prim}$

correspond à la condition d'équilibre de Koopmans :

$$\frac{\Delta L}{\Delta t} = \frac{\Delta M}{\Delta t} \quad (3.8)$$

La notion d'équilibre monétaire de Holtrop n'implique donc *pas* que l'équation (3.8) soit vérifiée, mais que la relation (4.6), qui peut éventuellement prendre la forme

$$\frac{\Delta L_v}{\Delta t} = \frac{\Delta L_m}{\Delta t}, \text{ soit exacte; une différence impor-}$$

tante apparaît ainsi entre les notions d'équilibre monétaire de Holtrop et Koopmans. De même, lorsqu'on pense en termes de la théorie de Holtrop, il faut remplacer dans l'équation *ex ante* des encaisses (3.3) de Koopmans

$$\frac{\Delta M}{\Delta t} \text{ par } \frac{\Delta L_m}{\Delta t} \text{ et } \frac{\Delta L}{\Delta t} \text{ par } \frac{\Delta L_v}{\Delta t} .$$

Ces deux auteurs conçoivent l'équilibre monétaire comme une égalité entre revenus perçus et dépenses projetées, ou, en d'autres mots, comme une situation où tous les éléments du revenu circulent régulièrement et sans entrave:

$$Y = D \quad (3.6)$$

Ainsi, la notion d'équilibre monétaire de Holtrop implique, tout comme celle de Koopmans,

que l'équation (3.13) soit vérifiée. Holtrop écrit que la situation financière d'un pays est déterminée par la réalisation et la stabilité de trois équilibres ⁽¹⁾ :

(1) l'équilibre monétaire, c'est-à-dire l'équilibre entre la demande de liquidités et la masse de liquidités;

(2) l'équilibre entre les épargnes et la demande d'investissements, qui correspond, en économie ouverte, à l'équation (3.13);

(3) l'équilibre entre les formes d'épargne et les besoins de financement. Holtrop entend par là que les formes de l'offre d'épargne — c'est-à-dire les capitaux porteurs de risques et les capitaux à revenus fixes, de même que les capitaux à court et long terme — doivent correspondre à la demande de chacune de ces deux formes de capital. Holtrop tient donc compte ici des liquidités tertiaires. Il se peut que les équilibres (1) et (2) soient réalisés, sans que la condition (3) soit remplie.

Dans l'article paru dans *De Economist* en 1960, Holtrop compare sa méthode, basée sur le critère de liquidités, à celle qui est basée sur le critère monétaire, en ce qui concerne le problème des responsabilités dans la perturbation de l'équilibre monétaire ⁽²⁾. Holtrop ne veut nullement dire que telles personnes ou telles institutions sont *moralement* coupables. Il pose seulement la question : qui a opéré un financement déflationniste ou inflationniste ? Holtrop prend comme exemple une situation dans laquelle les pouvoirs publics ont émis des certificats de trésorerie dans le public pour couvrir certaines dépenses. Holtrop localise alors l'impulsion inflationniste de deux manières : d'une part, selon le critère monétaire, d'autre part, selon le critère de liquidités. Il scinde en outre en deux chacune des réponses obtenues :

(a) il suppose que le public finance l'achat de certificats du Trésor par retrait de créances sur les banques;

(b) il suppose que le public achète des certificats du Trésor en prélevant sur son stock de biens.

En appliquant le critère monétaire, on obtient les réponses suivantes.

(a) Dans la première hypothèse, le public paie les certificats du Trésor au moyen de capitaux inactifs préexistants déposés auprès des banques. En adoptant le critère monétaire, on a affaire ici, dit Holtrop, à un comportement du public qui a des conséquences inflationnistes. S'il s'acquitte au moyen d'avoirs placés en compte courant, il augmente la vitesse de circulation de la monnaie; s'il prélève sur les dépôts à terme, il provoque une création de monnaie. L'émission de certificats de trésorerie n'est donc pas en soi un acte inflationniste puisque ces certificats ne sont pas de la monnaie. Il s'ensuit que l'impulsion inflationniste sera attribuée au public. Holtrop trouve que cette conclusion ne peut être admise; c'est pourquoi il préfère renoncer à l'emploi du critère monétaire.

(b) Dans la seconde hypothèse, le public finance l'achat de certificats du Trésor par un déstockage. Celui-ci est neutre, en soi, du point de vue monétaire. En vendant des biens, le public s'est procuré des fonds qu'il aurait pu affecter à des dépenses dans la sphère réelle. En lieu et place, il a cédé ces fonds aux pouvoirs publics qui les dépenseront effectivement dans la sphère réelle. L'ensemble de ces transactions est neutre et monétairement « irrelevant » ⁽¹⁾.

Selon Holtrop, en utilisant le critère monétaire, on aboutit à la conclusion que l'autorité centrale n'est aucunement responsable du financement inflationniste ⁽²⁾.

⁽¹⁾ Holtrop, p. 317 (ou p. 206 de l'édition anglaise).

⁽²⁾ A notre avis, cette argumentation n'est pas sans faille. Même en se basant sur le critère monétaire, on peut conclure à la responsabilité de l'autorité centrale dans l'émission d'une impulsion inflationniste. En effet, l'autorité centrale est l'institution qui émet la monnaie, qui la crée, car ses encaisses ne constituent pas une partie du stock monétaire. Dans le cas (a), le public transfère de la monnaie inactive à l'autorité; c'est, en soi, un acte neutre du point de vue monétaire, puisque cette monnaie inactive est ainsi détruite. Dans le cas (b), de la monnaie active est détruite à l'initiative du public, ce qui, en soi, est considéré comme une impulsion déflationniste; par contre, l'autorité centrale communique une impulsion inflationniste. Ces conclusions concordent entièrement avec celles auxquelles Holtrop arrive à l'aide du critère de liquidités, ainsi que nous le verrons dans le paragraphe suivant. Nous attirons l'attention sur le fait que Holtrop limite son analyse aux *transactions de financement*; il ne prend pas en considération l'emploi que fait l'autorité centrale de la monnaie qu'elle a récoltée.

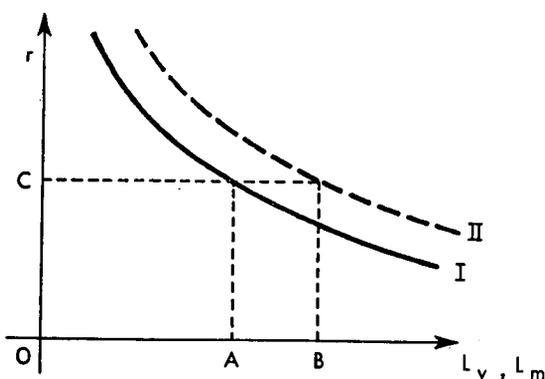
⁽¹⁾ M.W. Holtrop, « De financiële toestand van Nederland », *De Gids*, Amsterdam, CXV.2, 1952, II, pp. 104-112, notamment p. 104. Un raisonnement analogue se retrouve dans : J.G. Koopmans, « De budgetvergelijking als verbindingschakel tussen micro- en macro-economie », *De Economist*, Haarlem, CIII, 1955, pp. 81-116, notamment p. 116; cet exposé inaugural a paru séparément, voir p. 36.

⁽²⁾ M.W. Holtrop, « De relatieve verantwoordelijkheid van overheid in centrale bank voor de beheersing van inflatie », *De Economist*, Haarlem, CVIII, 1960, pp. 305-312, notamment pp. 317-320; dans la traduction anglaise : recueil *Inflation*, Londres, 1962, notamment pp. 206-207.

En se basant sur le *critère de liquidités*, on arrive à des conclusions toutes différentes. Dans le cas (a), le public cède des liquidités primaires et acquiert des liquidités secondaires; il accomplit ainsi un acte neutre du point de vue monétaire. L'autorité centrale, par contre, est responsable du financement inflationniste, car elle augmente la masse de liquidités par l'émission de certificats du Trésor. Dans le cas (b), le public échange des biens contre des liquidités secondaires. Il se constitue donc dans le public, qui agit ici dans un sens déflationniste, un excédent de liquidités. L'ensemble est également neutre, mais, selon Holtrop, « l'interprétation de cette transaction est devenue beaucoup plus claire » (1). Une action déflationniste du public a été compensée par une action inflationniste de l'autorité centrale, à savoir l'accroissement de la masse de liquidités par la vente de certificats du Trésor.

Le cas (b) peut encore être rendu plus clair à l'aide du graphique 5. A taux d'intérêt OC constant, la demande de liquidités de la part du public augmente ($\Delta L_v > 0$), car, en achetant des certificats du Trésor, il échange des biens contre des liquidités (secondaires).

Graphique 5



La courbe du graphique se déplace vers la droite de la position I à la position II. Cependant, la masse de liquidités s'accroît également, par l'émission de certificats du Trésor ($\Delta L_m > 0$), jusqu'à ce que $\Delta L_v = \Delta L_m$. L'ensemble de ces mouvements est neutre du point de vue monétaire.

Holtrop réunit les notions d'impulsions inflationnistes et déflationnistes sous le vocable plus général de « troubles monétaires ».

Nous pouvons maintenant considérer comme terminées les considérations sur la *théorie* de Holtrop. Signalons cependant que nous avons toujours travaillé avec des grandeurs *ex ante*. Dans la section 4.2 ci-après, nous analysons la forme que Holtrop a donnée plus récemment à sa théorie, afin de la rendre « opérationnelle », c'est-à-dire statistiquement utilisable et qui se prête à des *applications pratiques*. Il s'agira alors de grandeurs *ex post*.

4.2 — Définition nouvelle de la notion de masse de liquidités pour la rendre statistiquement utilisable ou opérationnelle

Il faut maintenant trouver des grandeurs *ex post* qui soient statistiquement mesurables et utilisables, tout en restant significatives dans le cadre du raisonnement théorique. Le problème qui se pose est donc le suivant : comment Holtrop définit-il les grandeurs qu'il utilise en fonction des exigences statistiques, afin de pouvoir localiser les troubles monétaires, c'est-à-dire, afin de pouvoir faire apparaître les responsables de ces troubles ? Il s'agit de discerner quel secteur de l'économie nationale a exercé un financement inflationniste ou déflationniste. Les autorités monétaires désirent en tout premier lieu savoir si le foyer des troubles est situé dans le pays ou à l'étranger.

Passant de grandeurs *ex ante* à des grandeurs *ex post*, la difficulté majeure est qu'on obtient des identités au lieu des conditions d'équilibre. De même que la demande d'encaisses est identique *ex post* au stock monétaire (1), la demande de liquidités est également identique *ex post* à la masse de liquidités. On peut dire que les conditions d'équilibre de la théorie pure, qui concernent toujours des grandeurs *ex ante*, « dégénèrent » en identités entre des grandeurs *ex post*, lors de leur application à des données mesurées statistiquement. Ainsi, l'équilibre des liquidités $\Delta L_v = \Delta L_m$ de la théorie pure, qui représente la condition d'équilibre liant deux grandeurs *ex ante*, dégénère, dans son application statistique, en identité $\Delta L_v \equiv \Delta L_m$, où ΔL_v et ΔL_m sont des valeurs *ex post*; cette identité pourrait être appelée

(1) Rappelons la phrase anglaise citée dans la section 3.3 : *All money which is anywhere must be somewhere*. Ce truisme n'a aucune valeur explicative en théorie.

(1) Holtrop, p. 317 (ou p. 206 de l'édition anglaise).

identité des liquidités. De telles identités ne nous révèlent rien quant à l'existence ou à l'absence d'un équilibre économique et sont dès lors totalement dépourvues d'intérêt à cet égard.

Par conséquent, il est indispensable de construire une *formule approximative* de l'équilibre monétaire qui permette une analyse statistique de la situation monétaire. Cela signifie qu'il faut trouver une formule statistique d'usage facile, qui puisse être considérée comme une expression de l'équilibre monétaire et s'écarter le moins possible de l'expression théorique pure de cet équilibre.

Holtrop a effectivement suivi cette méthode que nous exposerons en deux étapes. Dans cette section, nous décrirons l'interprétation statistique que donne Holtrop de l'identité des liquidités; nous verrons ensuite, dans la section 5, comment il a, sur base de cette interprétation, construit une formule approximative de la notion d'équilibre monétaire.

Le membre de droite de l'identité des liquidités $\Delta L_v \equiv \Delta L_m$ peut être, comme pour l'équation (3.11), scindé en composantes intérieure et extérieure. La composante extérieure sera représentée par le symbole B_H ; la composante intérieure, représentée par ΔL_m , sera appelée

« accroissement de la masse de liquidités ». On attache donc à ΔL_m une signification *plus étroite* qu'auparavant; jusqu'ici ΔL_m et « accroissement de la masse de liquidités » se rapportaient à la *totalité* de l'approvisionnement en liquidités (résultant de causes intérieures et extérieures); maintenant ils ne se rapportent plus qu'à la composante *intérieure* de l'approvisionnement en liquidités ⁽¹⁾. L'identité des liquidités prend ainsi la forme :

$$\Delta L_v \equiv \Delta L_m + B_H$$

Voyons maintenant comment Holtrop définit statistiquement les trois termes de cette identité des liquidités.

Afin de pouvoir mesurer statistiquement la composante intérieure de l'approvisionnement en liquidités, Holtrop définit ΔL_m comme la grandeur qui quantifie les *causes intérieures* des modifications de la masse de liquidités.

(1) Holtrop lui-même a utilisé pour cette notion le symbole ΔL_{mau} ; il la définissait comme « les modifications autonomes » de la quantité de liquidités, « c'est-à-dire les modifications qui ne résultent pas des effets de la balance des paiements »; Kessler définit cette même grandeur comme étant « la création intérieure de liquidités ». — Holtrop, « De interpretatie van monetaire verschijnselen », p. 994 (128); Kessler, *Monetair evenwicht en betalingsbalansevenwicht*, p. 335.

Tableau I.

LIVRE DE CAISSE D'UNE ECONOMIE NATIONALE,
SOUS LA FORME D'UNE BALANCE DES PAIEMENTS

Dépenses		Recettes	
(II) Dépenses de consommation (III) Dépenses d'investissements nets	(B) Dépenses nettes dans la sphère réelle	(I) Recettes de revenus primaires ¹	(A) Revenu net pouvant être dépensé
(IV) Recettes nettes de revenus transférés			
----- 2			
(VII) Dépenses nettes au titre des transactions avec des institutions monétaires ³	(D) Excédent de liquidités (+) ou insuffisance de liquidités (-)	(V) Recettes nettes de capitaux transférés gratuitement	(C) Recettes nettes totales de capitaux transférés
(0) Accroissement net d'encaisses et d'autres liquidités		(VI) Recettes nettes au titre des opérations sur le marché du crédit ⁴ et des capitaux avec des organismes non monétaires	
		(VI.1) ... dont l'affectation a été préalablement fixée ⁵	
		(VI.2) ... dont l'affectation n'a pas été préalablement fixée	
Total	(B) + (D) +	Total	(A) + (C) +

¹ Par revenu initial ou primaire, il faut entendre le revenu représentant la rémunération pour la fourniture de produits (y compris les services).
² Les postes figurant au-dessus du pointillé peuvent être comparés au compte des transactions courantes de la balance des paiements.
³ Par exemple, le remboursement d'un crédit bancaire, qui est une *cause* de destruction de monnaie. Pour la banque même, la destruction de monnaie est un poste positif, la création de monnaie, un poste négatif.
⁴ On entend par là les crédits commerciaux (crédit fournisseur et crédit acheteur).
⁵ Dans la rubrique (VI.1), les affectations des revenus perçus par les agents économiques sont fixées préalablement; par exemple, le transfert de capital d'une commune à sa compagnie de gaz, pour que celle-ci procède à des investissements. Cette rubrique comprend également les crédits commerciaux reçus de l'étranger : augmentation de la dette extérieure à court terme.

Tableau II.

DEFINITION DE QUATRE EXCEDENTS ¹

(I) + (IV) = (A) (II) + (III) = (B)	Revenu net pouvant être dépensé Dépenses nettes dans la sphère réelle
(A) - (B) (V) + (VI.1)	Excédent (+) ou insuffisance (-) du revenu ² Recettes de capitaux transférés gratuitement ou non, pour autant que l'affectation en ait été préalablement fixée
+ - (VI.2)	Excédent (+) ou insuffisance (-) de financement Capital reçu en prêt, pour autant que l'affectation n'en ait pas été préalablement fixée
(A) - (B) + (C) = (D) -	Excédent brut (+) ou insuffisance brute (-) de liquidités Accroissement du stock monétaire actif
-	Excédent net (+) ou insuffisance nette (-) de liquidités. Cet excédent se traduit par l'accroissement du stock monétaire inactif et la destruction de liquidités secondaires (motivée par des causes internes)

¹ Version modernisée du tableau II de l'article « Méthodes statistiques d'analyse de la situation monétaire ».
² Ce poste correspond manifestement au solde du compte des transactions courantes de la balance des paiements.

ΔL_m est ainsi analogue au ΔM_h de l'équation (3.11). La définition de ΔL_v n'a pas été modifiée par Holtrop : ΔL_v traduit tout simplement la modification survenue dans la demande de liquidités, qui est identique à celle qui s'est produite dans la quantité de liquidités réellement détenue par le public.

Afin de faciliter la compréhension de ce qui précède, nous pouvons étudier le « livre de caisse » d'une économie nationale; il est donné au tableau I sous forme d'un compte, construit de la même manière qu'une balance des paiements (¹).

Le tableau I donne une énumération exhaustive. La somme de (B) et (D) de la partie gauche doit être identique au total (A) et (C) de la partie droite.

Ce tableau est utilisé entre autres pour définir quatre « excédents », ainsi qu'il ressort du tableau II.

L'expression *excédent de liquidités*, doit être entendue dans la suite de ce texte comme excédent brut de liquidités.

Le tableau III doit également être rattaché au tableau I; il donne une analyse de la grandeur (D), à savoir l'excédent (brut) de liqui-

dités. Les symboles qui y sont utilisés sont les suivants :

- ΔL_v accroissement de la demande (totale) de liquidités;
- $\Delta L_{v,prim}$ accroissement de la demande de liquidités primaires (monnaie);
- $\Delta L_{v,sec}$ accroissement de la demande de liquidités secondaires;
- ΔL_m accroissement de la masse (totale) de liquidités, résultant de causes intérieures;
- $\Delta L_{m,prim}$ accroissement de la masse de liquidités primaires;
- $\Delta L_{m,sec}$ accroissement de la masse de liquidités secondaires.

Dans le tableau III, nous constatons que ΔL_v n'est, de toute évidence, pas identique à ΔL_m , car la différence ($\Delta L_v - \Delta L_m$) peut ne pas être nulle. Cette différence est appelée par Holtrop l'*excédent national de liquidités* ou l'*excédent de la « balance globale des paiements »* représenté par le symbole B_H (¹). La grandeur B_H comprend l'accroissement des réserves en or et en devises (ΔG), augmenté de l'accroissement du montant total des prêts à long terme accordés à l'étranger par le sys-

(¹) Le tableau I est essentiellement le même que le tableau I repris dans l'article « Méthodes statistiques d'analyse de la situation monétaire », *Bulletin d'Information et de Documentation*, Bruxelles, XXXI, I, nos 3 et 4, mars et avril 1956, p. 237 (p. 20 du tiré à part). Il ne s'en écarte que dans les postes (VI.1) et (VI.2), qui ont été adaptés à des conceptions plus nouvelles.

(¹) En néerlandais : « overschot op de totale betalingsbalans », dans le sens que lui donne Holtrop, d'où le symbole B_H .

Tableau III.

ANALYSE DE L'EXCEDENT DE LIQUIDITES ¹

Poste	Désignation	Symbole
(VII)	Dépenses nettes de l'Etat et du public au titre des transactions avec des banques (créatrices de monnaie) correspondant aux causes de la destruction nette de monnaie (<i>ex post</i>) ou de la contraction de la masse de liquidités primaires; autrement dit : diminution des dettes à court et à long terme de l'Etat, des pouvoirs publics subordonnés et des particuliers envers les banques	$-\Delta L_{m,prim}$
(0)	Accroissement (<i>ex post</i>) des encaisses, donc du stock de monnaie active et inactive; autrement dit : accroissement de la demande <i>ex post</i> de liquidités primaires	$\Delta L_{v,prim}$
	<i>plus</i>	
	Accroissement des avoirs en liquidités secondaires, créées par d'autres ² , moins l'accroissement des recettes en liquidités secondaires, créées par soi-même ³	$\Delta L_{v,sec} - \Delta L_{m,sec}$
+		
(D)	= (VII) + (0) : Destruction nette de monnaie + thésaurisation nette de monnaie + octroi net de prêts ayant le caractère de liquidités secondaires, le tout considéré <i>ex post</i>	$\Delta L_v - \Delta L_m$

¹ Tableau III de l'article « Méthodes statistiques ... ».

² Les avoirs d'un agent économique en liquidités secondaires créées par d'autres s'accroissent ($\Delta L_{v,sec} > 0$), lorsqu'il accorde des prêts à court terme à ces autres agents économiques et acquiert, par conséquent, une créance. Si ce premier agent économique fait un emprunt et, par conséquent, contracte une dette, il cède des liquidités secondaires qu'il a lui-même créées ($\Delta L_{m,sec} > 0$); si ces liquidités lui reviennent ensuite, sa dette à court terme est éteinte ($\Delta L_{m,sec} < 0$). Pour autant que nous ne prenions pas en considération les dépts à terme, nous aurons, pour l'ensemble des secteurs : $\Delta L_{v,sec} \equiv \Delta L_{m,sec}$, car tous les prêts à court terme consentis par un secteur correspondent toujours aux emprunts contractés envers le secteur par les autres. Par contre, cette identité n'est plus exacte si nous tenons également compte des dépts à terme; en effet, en déposant de la monnaie en compte à terme auprès des banques, le public acquiert des liquidités secondaires ($\Delta L_{v,sec} > 0$), sans que $L_{m,sec}$ en soit modifié; en ce cas, il y aura destruction de monnaie ($\Delta L_{v,prim} < 0$).

³ Si l'on considère un seul secteur non créateur de monnaie (soit les particuliers, soit les pouvoirs publics subordonnés), le poste sous le « plus » comprend l'accroissement des dépts à terme de ce secteur dans les banques et l'accroissement du montant des autres liquidités secondaires qu'il détient de par ses prêts à court terme à l'Etat ou aux pouvoirs publics subordonnés ($L_{v,sec}$), augmenté de la diminution du montant des dettes à court terme de l'Etat et des pouvoirs publics subordonnés, envers ce secteur non créateur de monnaie ($-\Delta L_{m,sec}$).

tème bancaire; ces prêts font partie, tout comme l'or et les devises, des créances nettes du système bancaire sur l'étranger ⁽¹⁾. On obtient donc l'identité suivante :

$$\Delta L_v - \Delta L_m \equiv B_H \quad (4.11)$$

appelée *identité des liquidités* et analogue, quant à la forme, à l'identité (3.11), qui peut d'ailleurs être écrite :

$$\frac{\Delta M}{\Delta t} - \frac{\Delta M_h}{\Delta t} = \frac{\Delta G}{\Delta t} \quad (3.11)$$

⁽¹⁾ Dans ce cas, c'est l'Etranger qui a effectué des transactions avec les institutions créatrices de monnaie; voir poste (VII) du tableau I. Alors, le poste (0) doit être interprété comme étant ΔG , car dans ce raisonnement, l'optique a été déplacée des secteurs intérieurs vers l'Etranger, de sorte que le tableau I doit être interprété comme une balance des paiements « ordinaire ».

Etant donné que :

$$\Delta L_v \equiv \Delta L_{v,prim} + \Delta L_{v,sec}$$

et $\Delta L_m \equiv \Delta L_{m,prim} + \Delta L_{m,sec}$

nous pouvons formuler (4.11) de la façon suivante :

$$\Delta L_{v,prim} + \Delta L_{v,sec} \equiv \Delta L_{m,prim} + \Delta L_{m,sec} + B_H \quad (4.12)$$

Cette identité (4.12) renferme, en général, deux inégalités :

$$\Delta L_{v,prim} \neq \Delta L_{m,prim} \quad (4.13.a)$$

$$\Delta L_{v,sec} \neq \Delta L_{m,sec} \quad (4.13.b)$$

On s'aperçoit facilement que ces inégalités traduisent la réalité telle qu'elle se présente le plus souvent. Reprenons l'exemple de Holtrop

décrit plus haut : l'autorité centrale a besoin de monnaie pour effectuer certaines dépenses dans la sphère réelle et émet des certificats de trésorerie dans le public; supposons que les particuliers paient ces certificats de trésorerie à l'aide de fonds préexistants déposés en banque ⁽¹⁾. Supposons également que, dans l'identité (4.12), $\Delta L_{v,prim}$ soit égal à $\Delta L_{m,prim}$; ceci implique que, pour $B_H \neq 0$, $\Delta L_{v,sec}$ sera différent de $\Delta L_{m,sec}$. La vente des certificats de trésorerie signifie que de l'argent en compte auprès des banques passera des particuliers à l'autorité centrale; il y aura donc destruction de monnaie, de sorte que $L_{v,prim}$ diminue ($\Delta L_{v,prim} < 0$). La cession de certificats de trésorerie par l'autorité centrale fait croître la masse de liquidités secondaires $L_{m,sec}$; les particuliers les acquièrent, de sorte que $L_{v,sec}$ augmente. Au terme de ce processus, $L_{v,prim}$ a diminué et l'égalité admise initialement entre $\Delta L_{m,prim}$ et $\Delta L_{v,prim}$ est donc rompue; par ailleurs $L_{v,sec}$ et $L_{m,sec}$ se sont accrus d'un même montant; ainsi l'inégalité admise initialement entre $\Delta L_{v,sec}$ et $\Delta L_{m,sec}$ s'est maintenue.

Reprenons la relation (3.14); considérée comme une identité *ex post*, elle prend la forme suivante :

$$\frac{\Delta M_h}{\Delta t} + \frac{\Delta G}{\Delta t} \equiv \frac{\Delta L}{\Delta t} \quad \therefore \quad (3.14)$$

$$\therefore \quad \frac{\Delta L}{\Delta t} - \frac{\Delta M_h}{\Delta t} \equiv \frac{\Delta G}{\Delta t}$$

En scindant $\frac{\Delta L}{\Delta t}$ en $\frac{\Delta L_1}{\Delta t} + \frac{\Delta L_2}{\Delta t}$, on obtient :

$$\frac{\Delta L_1}{\Delta t} + \frac{\Delta L_2}{\Delta t} - \frac{\Delta M_h}{\Delta t} \equiv \frac{\Delta G}{\Delta t} \quad \therefore$$

$$\therefore \quad \frac{\Delta M_h}{\Delta t} - \frac{\Delta L_2}{\Delta t} \equiv \frac{\Delta L_1}{\Delta t} - \frac{\Delta G}{\Delta t} \quad (4.14)$$

(1) Nous faisons abstraction de tous éléments qui compliqueraient le raisonnement sans pour autant le compléter, tels que l'escompte.

Supposons maintenant, ainsi que le fait Holtrop, que les facteurs objectifs qui déterminent la vitesse de circulation de la monnaie soient constants. Dans cette hypothèse, il ne se produira de déthésaurisation autonome qu'au sens étroit : il n'y a pas de déthésaurisation au sens large (c'est-à-dire de monnaie active), *du moins pas en tant qu'impulsion* : la thésaurisation ou la déthésaurisation au sens large ne pourra s'opérer qu'en tant que réaction induite, à savoir en tant que réaction à une modification du revenu national (motif de transaction de Keynes).

Le membre de gauche de (4.14) représente la création de monnaie résultant de causes intérieures, augmentée de la déthésaurisation (au sens étroit). L'ensemble de ces deux phénomènes forme l'*impulsion inflationniste intérieure*. L'impulsion intérieure doit se manifester par un accroissement des encaisses dû au motif de transaction, ou par une diminution des réserves en or et en devises, ou par les deux. Ces derniers phénomènes ne constituent pas des impulsions, mais des *réactions induites*.

Les notions $\frac{\Delta M_h}{\Delta t}$, $\frac{\Delta L_2}{\Delta t}$, $\frac{\Delta L_1}{\Delta t}$ et $\frac{\Delta G}{\Delta t}$

de la théorie à la Koopmans correspondent respectivement aux grandeurs ΔL_m , ΔL_{bg} , ΔL_{bh} et B_H à la Holtrop; la signification de ces symboles est la suivante :

- ΔL_m création de liquidités;
- ΔL_{bg} thésaurisation de liquidités (au sens étroit);
- ΔL_{bh} augmentation de la demande de liquidités actives;
- B_H excédent national de liquidités ou excédent de la balance globale des paiements.

FONDATION PER JACOBSSON — CONFÉRENCES D'INAUGURATION

Les premières conférences données sous les auspices de cette Fondation ont été faites à Bâle, le 9 novembre 1964, par M. Maurice Frère, Président de la Sofina, Gouverneur honoraire de la Banque Nationale de Belgique, et M. Rodrigo Gómez, Directeur général de la Banque du Mexique. Leur sujet était : « Croissance économique et stabilité monétaire ».

Le procès-verbal de cette séance inaugurale, comprenant le texte complet des deux conférences et l'introduction par M. l'Ambassadeur W. Randolph Burgess, Président de la Fondation, a été publié et distribué à titre gracieux par la Fondation en français, en anglais et en espagnol.

Les demandes d'exemplaires supplémentaires, mentionnant la langue désirée, peuvent être adressées à

*The Per Jacobsson Foundation,
International Monetary Fund Building,
Washington, D.C. 20431,
U.S.A.*

BIBLIOGRAPHIE RELATIVE AUX PROBLEMES ECONOMIQUES ET FINANCIERS INTERESSANT LA BELGIQUE

Le lecteur trouvera ci-dessous une bibliographie qui fait suite à celle qui a été publiée dans notre *Bulletin* de mars 1965. Il y a lieu de remarquer que cette bibliographie ne reprend pas les rapports des différentes institutions ni les sources statistiques.

1. MONNAIE ET CREDIT

BASYN J., Le crédit professionnel. (*Meunerie belge, Bruxelles, LX, n° 53, novembre-décembre 1964, pp. 9-17.*)

2. INSTITUTIONS MONETAIRES

de GUCHTENEERE A., La Caisse Générale d'Epargne et de Retraite, 1865-1965. (*Industrie, Bruxelles, XIX, n° 3, mars 1965, pp. 155-160.*)

JACOBS W., De Nationale Maatschappij voor Krediet aan de Nijverheid. (*Economie in Limburg, Hasselt, V, n° 3, 1964, pp. 39-45.*)

PAUWELS F., Rendabiliteit van de kostprijsberekening in het bankwezen. (*Conférences du Centre d'Etudes bancaires et financières, Bruxelles, Cahier n° 101, janvier 1965, 53 p.*)

3. INTERMEDIAIRES FINANCIERS NON MONETAIRES

DEMAIN D., Réformes au marché des valeurs : où en est-on ? (*Revue de la Banque, Bruxelles, XXIX, n° 1, 1965, pp. 32-43.*)

4. FINANCES PUBLIQUES

Benelux - Classification économique des dépenses et recettes des pouvoirs publics - 1964. (*Bulletin de Documentation du Ministère des Finances, Bruxelles, n° 1, janvier 1965, pp. 5-82.*)

BRUYNEEL A., Aspects nouveaux de l'examen des budgets par les Chambres législatives. (*Res Publica, Bruxelles, VII, n° 1, 1965, pp. 38-47.*)

CARBONNELLE C., Le rôle des finances publiques dans une politique de croissance économique équilibrée. (*Bulletin de Documentation du Ministère des Finances, Bruxelles, n° 2, février 1965, pp. 5-27.*)

Les recettes et les dépenses des administrations publiques dans les pays membres de la C.E.E. (*Communauté Economique Européenne, Bruxelles, Série Economie et Finances, n° 2, 1964, 305 p.*)

5. REVENU NATIONAL — EPARGNE — INVESTISSEMENTS — CONSOMMATION

BRAUERS W., De geïnvesteerde matrix voor de Belgische economie in 1958. (*Cahiers économiques de Bruxelles, Bruxelles, n° 25, 1965, pp. 45-105.*)

GINSBURGH V., Critères théoriques et pratiques de l'agrégation dans l'input-output et validité de l'agrégation adoptée dans le modèle de croissance de Bruxelles. (*Cahiers économiques de Bruxelles, Bruxelles, n° 25, 1965, pp. 106-124.*)

LABEAU G., La fortune nationale de la Belgique et son évolution de 1950 à 1962. (*Cahiers économiques de Bruxelles, Bruxelles, n° 25, 1965, pp. 5-46.*)

MANDY P., Progrès social et répartition des revenus. Les enseignements d'une enquête sur les budgets des ménages. (*Revue belge de Sécurité sociale, Bruxelles, VII, n° 2, février 1965, pp. 173-197.*)

8. EMPLOI ET CHOMAGE

BLEECKX F. & PANKERT A., Programmation sociale, relations paritaires et syndicalisme. (*L'Industrie textile belge, Bruxelles, VII, n° 3, mars 1965, pp. 95-102.*)

9. SECURITE SOCIALE

Les interventions financières de l'Etat en matière de sécurité et de prévoyance sociales dans le budget de 1964. (*Revue belge de Sécurité sociale, Bruxelles, VII, n° 2, février 1965, pp. 235-255.*)

10. SITUATION ECONOMIQUE — POLITIQUE ECONOMIQUE

BAEYENS H., Planning en ruimtelijke ordening. I. Elementen voor modern beleid. (*De Gids op maatschappelijk gebied, Bruxelles, LVI, n° 2, février 1965, pp. 113-130.*)

Belgique 1970. (*Documents C.E.P.E.S.S., Bruxelles, III, n°s 5-6, 1964, pp. 3-254.*)

DE BRUYN R., Het probleem woongemeentewerkgemeente bij de economische expansie van de Antwerpse gewesten. (*Economisch en Sociaal Tijdschrift, Anvers, XIX, n°s 1-2, janvier-mars 1965, pp. 35-72.*)

DEQUAE A., Economische en financiële perspectieven in 1965. (*De Christelijke Werkgever, Bruxelles, XXI, n° 3, mars 1965, pp. 135-140.*)

GLEJSEER H., La chronologie des cycles dans la Belgique d'après-guerre. (*Cahiers économiques de Bruxelles, Bruxelles, n° 25, 1965, pp. 77-78.*)

KIRSCHEN E.S., Le tableau de bord du chef d'entreprise. (*Revue de la Société d'Etudes et d'Expansion, Liège, LXIV, n° 214, janvier-février 1965, pp. 83-89.*)

L'économie belge en 240 séries. (*Cahiers économiques de Bruxelles, Bruxelles, n° 25, 1965, supplément n° VI, 26 p.*)

LINDEMANS I., De Belgische economie 1964-1965. (*De Gids op maatschappelijk gebied, Bruxelles, LVI, n° 2, février 1965, pp. 131-138.*)

Tien jaar economische groei in Vlaanderen. (*Economische Raad voor Vlaanderen, Bruxelles, 1965, 48 p.*)

VAN STRAELEN R., Polarisatie-structuren en de groei van een grootstad. (*Economisch en Sociaal Tijdschrift, Anvers, XIX, n°s 1-2, janvier-mars 1965, pp. 3-19.*)

West-Vlaanderens economische groei 1954-1964. (*Westvlaamse Economische Raad, Bruges, 1965, 176 p.*)

11. INDUSTRIE — AGRICULTURE — PECHE

EYSKENS M., Het steenkoolvraagstuk. (*De Christelijke Werkgever, Bruxelles, XXI, n° 3, mars 1965, pp. 161-164.*)

HATRY P., Les fusions et concentrations dans l'industrie pétrolière. (*Cahiers économiques de Bruxelles, Bruxelles, n° 25, 1965, pp. 79-94.*)

LEDENT A., L'année agricole 1964. (*Annales de Gembloux, Gembloux, LXX, n° 4, 1964, pp. 281-286.*)

MEGANCK J., Industriële concentratie en deconcentratie in het Antwerpse. (*Economisch en Sociaal Tijdschrift, Anvers, XIX, n°s 1-2, janvier-mars 1965, pp. 21-33.*)

SEYNAEVE F., L'industrie et l'énergie nucléaires en Belgique. Aspect général. (*Revue de la Société d'Etudes et d'Expansion, Liège, LXIV, n° 214, janvier-février 1965, pp. 19-25.*)

12. TRANSPORTS

La navigation intérieure en Belgique. (*Bulletin hebdomadaire de la Kredietbank, Bruxelles, XX, n° 12, 20 mars 1965, pp. 97-101.*)

Le transport rémunéré de personnes en Belgique. (*Echos des Communications, Bruxelles, n° 1, 1965, pp. 5-69.*)

14. COMMERCE EXTERIEUR — BALANCE DES PAIEMENTS

GAANS M., De Amerikaanse betalingsbalansmaatregelen. (*Economisch-Statistische Berichten, Rotterdam, L, n° 2486, 14 avril 1965, pp. 342-345.*)

MARTENS A., Evolution et prévision des coefficients techniques d'importations de la Belgique. (*Cahiers économiques de Bruxelles, Bruxelles, n° 25, 1965, pp. 126-134.*)

15. TRANSACTIONS FINANCIERES INTERNATIONALES

BRAKEL C., De zwakte van het internationale geldsysteem. (*Economisch-Statistische Berichten, Rotterdam, L, n° 2485, 7 avril 1965, pp. 320-324.*)

COHEN B., A Note on the Definition of International Liquidity. (*Economia Internazionale, Gênes, XVII, n° 3, août 1964, pp. 491-501.*)

DE BRUYNE P., Le financement des projets industriels en pays sous-développés. (*Annales de Sciences économiques appliquées, Louvain, XXII, n° 5, décembre 1964, pp. 587-674.*)

DELLA PORTA G., Considerations on the International Monetary and Trade System - From Geneva to Bellagio and from Paris to Tokyo. (*Review of the Economic Conditions in Italy, Rome, XIX, n° 1, janvier 1965, pp. 7-17.*)

KANE E., International Liquidity : A Probabilistic Approach. (*Kyklos, Bâle, XVIII, n° 1, 1965, pp. 27-47.*)

La liquidité internationale. (*Bulletin économique de la Banque de la Société Générale de Belgique, Bruxelles, IV, n° 36, mars 1965, pp. 1-7.*)

Les réserves en devises multiples. (*Revue de Science financière, Paris, LVII, n° 1, janvier-mars 1965, pp. 67-85.*)

LLAU P., Les marchés des euro-devises et le financement des économies occidentales. (*Revue de Science financière, Paris, LVII, n° 1, janvier-mars 1965, pp. 110-121.*)

MARINI L., The Gold Standard in its Heyday. (*The Banker, Londres, CXV, n° 469, mars 1965, pp. 166-176.*)

MARTENSON G., The Euro-dollar Market. (*The Bankers Publishing Company, Boston, Massachusetts, 1964, XII, 137 p.*)

NAHOUM J.-G., Les marchés monétaires internationaux (Euro-dollars et Euro-devises). (*Banque, Paris, XL, n° 226, avril 1965, pp. 227-231.*)

PENGLAOU C., A propos d'une récente crise monétaire. (*Revue de la Banque, Bruxelles, XXIX, n° 1, 1965, pp. 1-9.*)

ROOSA R., Il sistema monetario internazionale : sviluppi e prospettive. (*Moneta e Credito, Rome, XVII, n° 68, 1964, pp. 423-446.*)

SALANT W., Does the International Monetary System Need Reform? (*The Brookings Institution, Washington, 1964, 33 p.*)

Vingt ans de collaboration monétaire internationale. Le Fonds Monétaire International et la Banque Mondiale. (*Société de Banque Suisse, Bâle, n° 1, février 1965, pp. 13-24.*)

VON HABERLER G., Money in the International Economy. (*Institute of Economic Affairs, Londres, 1965, 52 p.*)

16. INTEGRATION ECONOMIQUE INTERNATIONALE

ANDEL N., Zur Harmonisierung öffentlicher Ausgaben in einem Gemeinsamen Markt. (*Finanzarchiv, Tübingen, XXIV, n° 1, janvier 1965, pp. 1-33.*)

BOLLE T., Bevölkerung und Arbeitskräftepotential der Europäischen Wirtschaftsgemeinschaft 1960 bis 1975. (*Deutsches Institut für Wirtschaftsforschung, Berlin, Sonderhefte 69, 1965, 67 p.*)

European Agricultural Policy. (*The Irish Banking Review, Dublin, mars 1965, pp. 10-15.*)

GANDENBERGER O., Das Finanzmonopol als Quelle finanzpolitischer Integrationsschwierigkeiten. (*Finanzarchiv, Tübingen, XXIV, n° 1, janvier 1965, pp. 34-50.*)

HALLSTEIN W., Quelques-uns de nos « faux problèmes ». (2) (*L'Industrie textile belge, Bruxelles, VII, n° 2, février 1965, pp. 53-56.*)

INGRAM J., Economic Adjustments Within the European Economic Community. (*Banca Nazionale del Lavoro Quarterly Review, Rome, n° 71, décembre 1964, pp. 367-389.*)

LE BOURVA J., L'Europe Unie et les économies nationales. (*Economie, Tilburg, XXIX, n° 6, mars 1965, pp. 231-251.*)

Les obstacles franchis et à franchir sur la route de l'Europe agricole. (*Revue du Marché Commun, Paris, n° 78, mars 1965, pp. 112-119.*)

Les recettes et les dépenses des administrations publiques dans les pays membres de la C.E.E. (*Communauté Economique Européenne, Bruxelles, Série Economie et Finances, n° 2, 1964, 305 p.*)

MARCHAL A., Le problème de la supranationalité dans l'« Europe des Six ». (*Rivista internazionale di Scienze economiche e commerciali, Padoue, XII, n° 2, février 1965, pp. 134-140.*)

MASTROPASQUA A., Le Marché Commun et la défense contre le dumping. De la nécessité d'une législation antidumping communautaire. (*Guido Pastena, Rome, 1965, XIX, 262 p.*)

MORISSENS L., La politique économique de la Communauté Economique Européenne (*Cahiers économiques de Bruxelles, Bruxelles, n° 25, 1965, pp. 47-76.*)

Pour une relance technique de l'Europe. (*Reflets et Perspectives de la Vie économique, Bruxelles, IV, n° 1, janvier 1965, pp. 15-26.*)

POUSSIN T., La C.E.C.A. et la fusion des Communautés européennes. (*Les Problèmes de l'Europe, Paris, n° 26, 1964, pp. 15-20.*)

PRATE A., Problèmes généraux de la programmation européenne. (*Revue du Marché commun, Paris, n° 78, mars 1965, pp. 125-135.*)

SACLE A., Les aides d'Etat et la Communauté Economique Européenne. (*Revue du Marché commun, Paris, n° 78, mars 1965, pp. 136-144.*)

SCHEPS S., La création d'un marché européen des capitaux. (*Revue de Science financière, Paris, LVII, n° 1, janvier-mars 1965, pp. 41-53.*)

SEGRE C., Intégration économique et intégration financière dans la Communauté Economique Européenne. (*Bancaria, Rome, XXI, n° 2, février 1965, pp. 151-157.*)

17. DIVERS

CAMBIEN S., L'avenir de nos « petites » entreprises nationales. (*Industrie, Bruxelles, XIX, n° 3, mars 1965, pp. 144-154.*)

de BARSY E., Fondements, conditions et limites d'une réforme de l'entreprise. (*Bulletin social des Industriels, Bruxelles, XXXVII, n° 315, mars 1965, pp. 165-171.*)

GORIS R., De hervorming van het statuut der onderneming. (*De Christelijke Werkgever, Bruxelles, XXI, n° 1, janvier 1965, pp. 2-9.*)

LEGISLATION ECONOMIQUE

Ces informations rappellent les lois et arrêtés ainsi que les avis officiels qui revêtent un intérêt particulier au point de vue de l'économie générale du pays et qui ont fait l'objet d'une publication au *Moniteur belge* au cours du mois précédant celui de la parution du *Bulletin*.

Seuls les lois et arrêtés les plus importants sont repris in extenso. Une simple mention, accompagnée éventuellement d'une notice explicative, est consacrée aux autres textes législatifs.

Par ailleurs, la législation économique comprend les décisions, directives et règlements les plus importants figurant dans le *Journal Officiel des Communautés Européennes*.

Afin de faciliter la consultation de ces informations les textes ont été groupés sous les rubriques suivantes :

1. — *Economie générale*
2. — *Monnaie, crédit et banque*
3. — *Finances publiques*
4. — *Agriculture*
5. — *Industrie*
6. — *Travail*
7. — *Commerce intérieur*
8. — *Commerce extérieur*
9. — *Transports*
10. — *Prix et salaires*
11. — *Pensions, assurances sociales et avantages sociaux divers*
12. — *Communauté Economique Européenne*

2. — MONNAIE, CREDIT ET BANQUE

Arrêté ministériel du 2 mars 1965

relatif à un emprunt de 2.500 millions de francs à contracter, sous la garantie de l'Etat, par la Société Nationale de Crédit à l'Industrie (Moniteur du 3 mars 1965, p. 2194).

Article 1^{er}. — La Société Nationale de Crédit à l'Industrie est autorisée à émettre, sous la garantie de l'Etat, un emprunt à six ou à treize ans, au capital nominal de deux milliards cinq cents millions de francs (2.500.000.000 francs).

Art. 2. — L'emprunt est représenté par des obligations au porteur (...) portant intérêt aux taux indiqués ci-après :

6,25 p.c. l'an, à partir du 15 mars 1965 jusqu'au 14 mars 1971;

6,50 p.c. l'an, à partir du 15 mars 1971 jusqu'au 14 mars 1978.

Art. 4. — Le prix d'émission est fixé à 997,50 francs net par 1.000 francs de capital nominal(...).

Art. 6. — L'emprunt est amortissable, à partir de la troisième année, suivant les modalités ci-après :

Une dotation annuelle de 3 p.c. du capital nominal émis est affectée à l'amortissement; elle prend cours le 16 mars 1967 et s'accroît chaque année des intérêts des capitaux amortis.

Art. 9. — Les porteurs ont la faculté d'obtenir le remboursement anticipé de leurs obligations le 15 mars 1971, au pair de la valeur nominale.

Art. 11. — Le paiement des intérêts et le remboursement des obligations sont garantis par l'Etat.

Loi du 5 mars 1965

modifiant la loi du 9 juillet 1957 réglementant les ventes à tempérament et leur financement pour l'étendre aux prêts personnels à tempérament (Moniteur du 27 mars 1965, p. 3247).

Arrêté ministériel du 19 mars 1965

relatif à l'émission, par la Fondation nationale pour le Financement de la Recherche scientifique, d'une sixième tranche de 300 millions de francs, de son emprunt de 3 milliards de francs (Moniteur du 23 mars 1965, p. 3046).

.....
Art. 2. — Cette sixième tranche est représentée par des obligations au porteur (...) portant intérêt au taux annuel de 2 p.c.

Art. 3. — Le prix d'émission est fixé au pair de la valeur nominale (...).
.....

Art. 5. — Ces obligations sont remboursables au pair de la valeur nominale le 1^{er} avril 1995.
.....

Art. 7. — Le paiement des intérêts et le remboursement des obligations sont garantis par l'Etat.

Art. 8. — Il est renoncé à la perception du précompte mobilier sur les intérêts de l'emprunt en vertu des dispositions de l'article 4, 1^o, d, de l'arrêté royal du 2 décembre 1962, relatif au précompte mobilier.
.....

3. — FINANCES PUBLIQUES

Loi du 18 janvier 1965

portant approbation de l'accord entre le Royaume de Belgique et le Royaume des Pays-Bas ayant pour but de régler le contentieux financier belgo-néerlandais provenant des créances réciproques nées de la deuxième guerre mondiale et de l'occupation allemande, signé à Bruxelles, le 6 janvier 1964 (Moniteur du 2 mars 1965, p. 2119).

Loi du 12 février 1965

contenant le budget du Ministère de l'Intérieur et de la Fonction Publique pour l'exercice 1965 (Moniteur du 9 mars 1965, p. 2383).

Article 1^{er}. — Il est ouvert pour les dépenses ordinaires de l'exercice 1965 afférentes au Ministère de l'Intérieur et de la Fonction Publique (...) des crédits s'élevant à la somme de 10.914.988.000 francs pour la Section I : « Ministère de l'Intérieur » et de 245.312.000 francs pour la Section II : « Fonction Publique ».
.....

Arrêté royal du 18 février 1965

transférant à l'exercice 1965 les crédits d'engagement et les crédits de paiement disponibles au 31 décembre 1964 sur le titre II (dépenses extraordinaires) du budget du Ministère de la Justice de l'exercice 1964 (Moniteur du 11 mars 1965, p. 2560).

Loi du 23 février 1965

contenant le budget du Ministère de l'Emploi et du Travail pour l'exercice 1965 (Moniteur du 3 mars 1965, p. 2183).

Article 1^{er}. — Il est ouvert pour les dépenses ordinaires de l'exercice 1965 afférentes au Ministère de l'Emploi et du Travail (...) des crédits s'élevant à la somme de 1.902.518.000 francs.
.....

Loi du 25 février 1965

contenant le budget du Ministère de la Santé Publique et de la Famille pour l'exercice 1965 (Moniteur du 12 mars 1965, p. 2607).

Article 1^{er}. — Il est ouvert pour les dépenses de l'exercice 1965, afférentes au Ministère de la Santé Publique et de la Famille (...) des crédits s'élevant à la somme de 5.472.700.000 francs.
.....

Art. 5. — Des crédits d'engagement sont ouverts pour un montant de 474.200.000 francs (...).
.....

Art. 6. — Des crédits de paiement (...) sont ouverts jusqu'à concurrence de 862.300.000 francs (...).
.....

Art. 9. — Le Ministre de la Santé Publique et de la Famille est autorisé à prendre, au nom de l'Etat, l'engagement de payer, à l'échéance, aux pouvoirs publics régionaux et locaux l'intérêt et l'amortissement dans un délai maximum de trente ans, des prêts accordés en 1965 par le Crédit Communal de Belgique, sur la base de l'arrêté royal du 22 octobre 1959, en lieu et place des subventions visées par l'arrêté du Régent du 2 juillet 1949 et ses modifications ultérieures.

Ces engagements pourront porter sur un volume de prêts ne dépassant pas 1.214.000.000 francs.
.....

Arrêté royal du 26 février 1965

modifiant le Règlement général sur les taxes assimilées au timbre (Moniteur du 2 mars 1965, p. 2126).

Arrêté ministériel du 26 février 1965

modifiant l'arrêté ministériel du 23 décembre 1964 portant Règlement complémentaire sur les taxes assimilées au timbre (Moniteur du 2 mars 1965, p. 2128).

Arrêté ministériel du 26 février 1965

relatif aux contingents tarifaires (Moniteur du 4 mars 1965, p. 2244).

Loi du 26 février 1965

contenant le budget du Ministère de la Défense Nationale pour l'exercice 1965 (Moniteur du 11 mars 1965, p. 2543).

Article 1^{er}. — Il est ouvert pour les dépenses ordinaires de l'exercice 1965 afférentes au Ministère de la Défense Nationale (...) des crédits s'élevant à la somme de 15.515.000.000 francs.

Art. 15. — Des crédits d'engagement sont ouverts pour un montant de 4.081.190.000 francs (...).

Art. 16. — Des crédits de paiement (...) sont ouverts jusqu'à concurrence de 5.373.758.000 francs (...).

Arrêté royal du 1^{er} mars 1965

transférant à l'exercice 1965 les crédits d'engagement et les crédits de paiement disponibles au 31 décembre 1964 sur le titre II (dépenses extraordinaires) du budget du Ministère des Affaires Economiques et de l'Energie pour l'exercice 1964 (Moniteur du 19 mars 1965, p. 2894).

Arrêté royal du 12 mars 1965

transférant à l'exercice 1965 les crédits d'engagement et les crédits de paiement disponibles au 31 décembre 1964 sur le titre II (dépenses extraordinaires) du budget de l'exercice 1964 (Moniteur du 24 mars 1965, p. 3111).

**Arrêté ministériel des 19 et 24 mars
et arrêté royal du 22 mars 1965**

relatifs au tarif des droits d'entrée (Moniteur des 4 et 7 mars 1965, pp. 3109 et 3254).

Loi du 22 mars 1965

contenant le règlement définitif du budget de l'exercice 1962 et de budgets d'organismes d'intérêt public, pour l'année 1962 et pour des années antérieures (Moniteur du 26 mars 1965, p. 3190).

Article 1^{er}. — Les engagements de dépenses effectués à charge des crédits de l'exercice 1962 s'élèvent (...) à quatorze milliards cinq cent vingt-huit millions trois cent nonante-quatre mille quatre cents francs (14.528.394.400 francs).

Art. 2. — Les crédits d'engagement ouverts aux départements ministériels pour les engagements de l'exercice 1962 s'élèvent au total à vingt et un milliards sept cent cinquante et un millions neuf cent septante-deux mille quarante-cinq francs (21.751.972.045 francs) (...).

Art. 11. — Les crédits de paiement ouverts aux départements ministériels pour l'exercice 1962 s'élèvent au total à cent soixante-cinq milliards huit cent quarante-cinq millions sept cent soixante-trois mille nonante-cinq francs cinquante-cinq centimes (165.845.763.095,55 francs) (...).

Arrêté royal du 25 mars 1965

modifiant le Code et le Règlement général sur les taxes assimilées au timbre (Moniteur du 31 mars 1965, p. 3388). Erratum (Moniteur du 3 avril 1965, p. 3528).

Arrêté royal du 29 mars 1965

modifiant l'arrêté royal du 11 mars 1953 majorant le taux de la taxe de transmission à l'importation (Moniteur du 31 mars 1965, p. 3389).

4. — AGRICULTURE

Arrêté royal du 4 mars 1965

prescrivant une investigation relative à la quantité de froment indigène actuellement disponible (Moniteur du 10 mars 1965, p. 2449).

6. — TRAVAIL

Arrêté royal du 26 février 1965

modifiant l'arrêté royal du 5 janvier 1957 fixant la dénomination, la compétence et la

composition des commissions paritaires instituées en exécution de l'arrêté-loi du 9 juin 1945 fixant le statut des commissions paritaires (Moniteur du 3 mars 1965, p. 2189).

Arrêté ministériel du 3 mars 1965

modifiant l'article 76 de l'arrêté ministériel du 4 juin 1964 relatif au chômage (Moniteur du 16 mars 1965, p. 2742).

Arrêté royal du 5 mars 1965

déterminant la durée du travail du personnel navigant dans la batellerie (Moniteur du 9 mars 1965, p. 2399).

Loi du 18 mars 1965

sur le registre de l'artisanat (Moniteur du 31 mars 1965, p. 3375).

7. — COMMERCE INTERIEUR

Arrêté royal du 4 février 1965

prescrivant une investigation statistique mensuelle concernant le chiffre d'affaires réalisé par certaines entreprises de commerce de détail (Moniteur du 3 mars 1965, p. 2198).

8. — COMMERCE EXTERIEUR

Arrêté ministériel du 26 février 1965

relatif aux contingents tarifaires (Moniteur du 4 mars 1965, p. 2244).

**Arrêté ministériel des 19 et 24 mars
et arrêté royal du 22 mars 1965**

relatifs au tarif des droits d'entrée (Moniteur des 24 et 27 mars 1965, pp. 3109 et 3254).

Arrêté royal du 26 février 1965

modifiant l'arrêté ministériel du 23 juillet 1962 relatif à l'exportation et à l'importation de certains produits agricoles et horticoles (Moniteur du 10 mars 1965, p. 2451).

Arrêté royal du 29 mars 1965

modifiant l'arrêté royal du 11 mars 1953 majorant le taux de la taxe de transmission à l'importation (Moniteur du 31 mars 1965, p. 3389).

10. — PRIX ET SALAIRES

Arrêté ministériel du 1^{er} février 1965

réglementant les prix du riz (Moniteur du 3 mars 1965, p. 2215).

Arrêté ministériel du 23 mars 1965

modifiant l'arrêté ministériel du 27 septembre 1962 fixant le prix maximum de vente au consommateur du lait de consommation (Moniteur du 26 mars 1965, p. 3217).

11. — PENSIONS, ASSURANCES SOCIALES ET AVANTAGES SOCIAUX DIVERS

Arrêté ministériel du 19 février 1965

fixant les conditions d'octroi, le montant et les modalités de paiement des allocations et compléments de rémunération prévus en faveur des handicapés soumis à une formation, réadaptation ou rééducation professionnelle (Moniteur du 3 mars 1965, p. 2191).

Arrêté royal du 25 février 1965

relevant le montant des ressources qui n'a pas d'incidence sur l'octroi des prestations prévues par la loi du 31 août 1963 relative à la pension de retraite et de survie des travailleurs indépendants (Moniteur du 9 mars 1965, p. 2401).

Loi du 4 mars 1965

modifiant l'arrêté royal du 21 mai 1964 portant coordination des lois relatives au personnel d'Afrique (Moniteur du 13 mars 1965, p. 2672).

Loi du 10 mars 1965

modifiant les régimes de pension de retraite et de survie des ouvriers, des employés et des assurés libres (Moniteur du 13 mars 1965, p. 2671).

Arrêté royal des 15 et 16 mars 1965

modifiant les articles 144 et 85 de l'arrêté royal du 5 juillet 1963 concernant le reclassement social des handicapés (Moniteur du 20 mars 1965, p. 2933).

Arrêtés ministériels du 17 mars 1965

fixant les conditions d'octroi, par le Fonds national de reclassement social des handicapés, d'une intervention dans la rémunération et les charges sociales supportées par les personnes occupant des handicapés, dans les charges sociales supportées par les personnes qui ont conclu avec un handicapé un contrat d'apprentissage spécial pour la réadaptation professionnelle des handicapés, dans la rémunération et les charges sociales supportées par les ateliers protégés, dans les frais d'aménagement d'un poste de travail, dans le coût d'instruments et de vêtements de travail (Moniteur du 20 mars 1965, p. 2939).

12. — COMMUNAUTE ECONOMIQUE EUROPEENE

Décision de la Commission du 16 février 1965 (65/145/C.E.E.)

portant autorisation au Royaume de Belgique d'introduire un contingent tarifaire pour le plomb brut (Journal Officiel du 18 mars 1965, p. 668/65).

Règlement n° 19/65/C.E.E. du Conseil du 2 mars 1965

concernant l'application de l'article 85, § 3, du traité à des catégories d'accords et de pratiques concertées (Journal Officiel du 6 mars 1965, p. 533/65).

Règlement n° 37/65/C.E.E. de la Commission du 23 mars 1965

fixant les critères en vue de la détermination des prix C.A.F. pour les céréales, farines, gruaux et semoules (Journal Officiel du 25 mars 1965, p. 725/65).

STATISTIQUES

(La table des matières et la liste des abréviations utilisées figurent à la fin du Bulletin)

A la suite de chaque chapitre, le lecteur trouvera des références bibliographiques; elles font mention de quelques publications statistiques qui contiennent des données plus détaillées concernant l'objet du chapitre ou des données correspondantes pour les pays étrangers.

I. — POPULATION ET COMPTES NATIONAUX

1. — POPULATION

Sources : Institut National de Statistique et Ministère de l'Emploi et du Travail.

	Source	1947	1961	1962	1963	1964
		(milliers, à fin d'année)				
Population totale	I.N.S.	8.512	9.190	9.251	9.328	9.428
Population en âge de travailler (15 à 65 ans)	»	5.850	5.876	5.906	5.948	
dont : Hommes	»	2.902	2.903	2.923	2.950	
Femmes	»	2.948	2.973	2.983	2.998	
Population active ¹ :	Ministère de l'Emploi et du Travail	3.481	3.525	3.568	3.589	
dont : Agriculture	»	423	249	240	230	
Industries extractives	»	191	115	105	102	
Industries manufacturières	»	1.311	1.235	1.259	1.267	
Bâtiments et construction	»	197	249	264	276	
Transports	»	243	243	240	245	
Commerce, banques, assurances, et services	»	1.024	1.339	1.333	1.404	
Chômeurs complets	»	92	95	77	65	

¹ Y compris les chômeurs et non compris les forces armées.

I - 2. — REPARTITION DU PRODUIT NATIONAL ENTRE LES FACTEURS DE PRODUCTION

(Estimations de l'I.N.S., système normalisé)

(milliards de francs)

Source : Institut National de Statistique. — Commission de la Comptabilité nationale.

	1954	1955	1956	1957	1958	1959	1960	1961	1962	1963
1. Rémunération des salariés ¹ :										
a) Salaires et traitements de travailleurs assujettis à la sécurité sociale	108,8	115,1	124,2	135,7	137,2	136,8	144,8	152,7	166,0	180,8
b) Rémunérations des travailleurs assujettis à certaines dispositions spéciales en matière de sécurité sociale	8,2	8,7	9,5	10,1	10,7	10,6	11,8	12,6	14,3	15,5
c) Contributions des employeurs à la sécurité sociale	16,9	18,5	20,3	23,4	23,9	23,6	26,2	28,9	31,6	36,4
d) Rémunérations des travailleurs non assujettis à la sécurité sociale	44,9	48,1	50,3	53,2	58,2	60,0	63,5	64,4	68,7	74,7
e) Corrections et compléments	10,7	10,7	13,0	14,7	13,2	13,3	15,3	16,4	20,8	19,3
Total ...	189,5	201,1	217,3	237,1	243,2	244,3	261,6	275,0	301,4	326,7
2. Revenu des entrepreneurs individuels et des sociétés de personnes :										
a) Agriculture, horticulture et sylviculture ¹	19,5	20,2	19,5	22,8	21,1	22,2	22,9	26,6	24,7	28,5
b) Professions libérales ¹	9,3	9,5	10,0	10,2	11,3	11,9	12,7	13,5	15,0	15,6
c) Commerçants et artisans indépendants ¹	69,3	71,6	73,9	73,0	72,7	74,1	76,6	79,5	82,3	87,0
d) Revenu des sociétés de personnes ²	5,3	6,0	6,4	6,2	5,5	5,9	6,4	7,0	7,0	7,7
e) Ajustement statistique	1,2	0,7	1,4	1,9	1,3	0,9	0,9	—	1,0	— 1,0
Total ...	104,6	108,0	111,2	114,1	111,9	115,0	119,5	126,6	130,0	137,8
3. Revenu de la propriété échéant aux particuliers ¹ :										
a) Intérêts	11,4	12,6	13,6	14,4	15,8	17,2	19,1	20,8	23,0	25,8
b) Loyers (réellement perçus ou imputés)	32,9	33,5	33,7	34,1	34,1	34,3	34,1	34,2	34,0	33,8
c) Dividendes, tantièmes, dons	9,3	10,8	12,4	13,4	12,3	11,4	13,2	14,3	15,6	15,0
Total ...	53,6	56,9	59,7	61,9	62,2	62,9	66,4	69,3	72,6	74,6
4. Bénéfices non distribués de sociétés ² ...	9,5	12,3	13,3	10,2	7,2	10,6	11,4	13,2	10,4	15,9
5. Impôts directs des sociétés quelle qu'en soit la forme juridique	6,9	6,8	8,3	8,8	7,7	7,5	9,3	9,0	11,1	11,2
6. Revenu de la propriété et de l'entreprise échéant à l'Etat	4,6	4,8	5,1	6,0	5,1	4,7	5,5	5,9	5,6	5,3
7. Intérêt de la dette publique	— 9,8	— 10,9	— 11,8	— 12,6	— 12,9	— 13,8	— 15,8	— 18,4	— 18,5	— 20,2
Revenu national net au coût des facteurs	358,9	379,0	403,1	425,5	424,4	431,2	457,9	480,6	512,6	551,2
8. Amortissements	36,8	38,7	42,7	45,6	50,6	53,1	56,2	58,3	62,2	66,2
Revenu national brut au coût des facteurs	395,7	417,7	445,8	471,1	475,0	484,3	514,1	538,9	574,8	617,4
9. Impôts indirects	41,7	46,2	50,8	54,2	55,3	60,3	65,4	73,2	78,6	85,2
10. Subsides	— 5,0	— 4,1	— 6,5	— 6,5	— 6,9	— 6,6	— 7,2	— 6,7	— 7,2	— 7,8
Produit national brut aux prix du marché	432,4	459,8	490,1	518,8	523,4	538,0	572,3	605,4	646,2	694,8

¹ Avant taxation.

² Après taxation.

I - 3. — P.N.B. CALCULE PAR L'ANALYSE DE LA PRODUCTION AUX PRIX DU MARCHÉ

(Estimations à prix courants, système normalisé)

(milliards de francs)

Source : Institut National de Statistique. — Commission de la Comptabilité nationale.

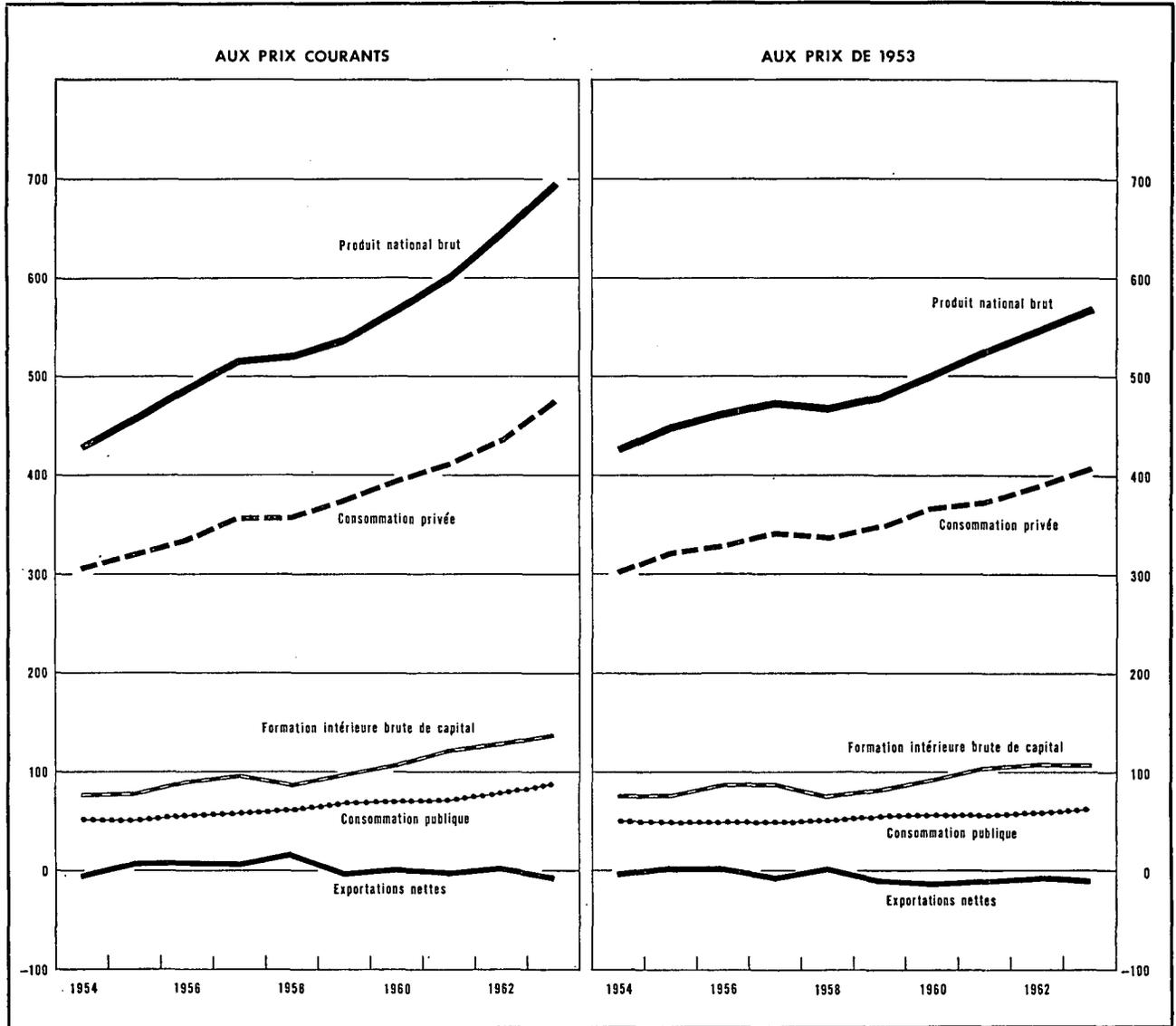
	1954	1955	1956	1957	1958	1959	1960	1961	1962	1963
1. Agriculture, sylviculture et pêche	31,2	32,5	31,8	35,4	33,8	35,0	36,1	39,9	38,3	42,8
2. Industries extractives	16,9	17,8	18,6	21,2	18,2	14,3	14,0	14,0	14,2	15,4
3. Industries manufacturières :										
a) Denrées alimentaires, boissons et tabac	31,6	32,5	33,8	35,3	37,0	37,8	39,3	41,0	42,6	44,3
b) Textiles	13,9	13,4	14,8	15,7	12,9	14,0	15,5	16,1	16,7	18,1
c) Vêtements et chaussures	5,7	6,0	6,3	7,0	6,6	6,9	7,3	7,9	8,9	9,9
d) Bois et meubles	4,3	4,8	5,0	5,3	5,6	5,5	6,7	6,8	8,1	9,0
e) Papier, impression, édition	6,6	6,9	6,9	7,4	7,5	7,8	8,5	9,2	9,5	10,6
f) Industries chimiques et activités connexes	11,7	12,1	13,2	13,5	13,1	13,7	14,5	14,9	15,4	15,9
g) Terre cuite, céramiques, verre et ciment	6,5	7,4	8,0	8,3	8,2	9,2	10,3	10,8	11,9	12,0
h) Fer, acier et métaux non ferreux ...	10,5	13,6	15,5	15,8	13,3	14,5	18,6	17,4	19,0	19,6
i) Fabrications métalliques et constructions navales	29,1	29,3	31,4	35,2	33,7	33,2	36,9	42,2	46,9	51,6
j) Industries non dénommées ailleurs	8,3	9,1	9,8	10,3	10,4	11,0	12,5	13,2	14,5	16,0
Total des industries manufacturières (rub. 3)	128,2	134,8	144,7	153,8	148,3	153,6	170,1	179,5	193,5	207,0
4. Construction	23,3	25,0	27,7	31,2	30,7	30,7	33,2	36,9	42,0	45,7
5. Electricité, gaz et eau	8,7	8,9	9,4	10,0	10,6	10,7	11,1	11,5	12,5	13,3
6. Commerce, banques, assurances, immeubles d'habitation										
a) Commerce	62,0	66,6	70,7	75,1	75,9	82,1	86,2	93,3	100,1	110,3
b) Services financiers et assurances ...	9,4	11,5	12,0	13,0	13,4	15,0	16,0	17,2	19,8	21,0
c) Immeubles d'habitation	35,9	36,9	37,6	38,5	39,1	39,9	40,5	41,1	41,7	42,3
Total de la rubrique 6 ...	107,3	115,0	120,3	126,6	128,4	137,0	142,7	151,6	161,7	173,6
7. Transports et communications	27,3	30,3	33,1	34,4	34,8	36,3	39,4	39,5	42,6	46,2
8. Services	87,0	92,1	96,4	103,2	111,3	115,3	122,1	126,9	135,9	145,3
9. Corrections	-1,7	-2,0	0,4	-5,0	-0,3	0,2	-3,2	-0,4	0,3	0,1
Produit intérieur brut aux prix du marché	428,3	454,4	482,4	510,8	515,8	533,1	565,5	599,4	641,0	689,4
10. Paiements nets de revenus aux facteurs de production dus par le reste du monde	4,1	5,4	7,7	8,0	7,6	4,9	6,8	6,0	5,2	5,4
Produit national brut aux prix du marché	432,4	459,8	490,1	518,8	523,4	538,0	572,3	605,4	646,2	694,8

I - 4. — P.N.B. CALCULE PAR L'ANALYSE DES DEPENSES

(Système normalisé)

(milliards de francs)

Source : Institut National de Statistique. — Commission de la Comptabilité nationale.



I - 4a. — AFFECTATION DU PRODUIT NATIONAL

(Estimations à prix courants, système normalisé)

(milliards de francs)

Source : Institut National de Statistique. — Commission de la Comptabilité nationale.

	1954	1955	1956	1957	1958	1959	1960	1961	1962	1963
1. Consommation privée :										
a) Produits alimentaires	91,1	93,2	98,4	101,7	102,5	105,6	107,0	111,2	117,4	122,5
b) Boissons et tabac	22,8	23,6	24,0	26,1	27,2	28,3	29,1	30,3	31,5	32,9
c) Vêtements et autres effets personnels	30,7	31,9	33,3	36,2	34,2	35,9	38,4	40,2	42,8	48,2
d) Loyers, taxes, eau	42,2	43,5	44,5	45,9	46,8	47,5	48,2	49,1	50,3	51,7
e) Chauffage et éclairage	16,3	17,3	19,0	20,4	18,9	18,8	19,7	20,3	24,1	27,8
f) Articles ménagers durables	21,9	23,0	25,1	27,9	27,6	28,5	32,3	34,8	38,3	42,5
g) Entretien de la maison	14,7	15,2	16,0	17,1	17,5	18,3	19,0	19,7	21,4	22,9
h) Soins personnels et hygiène	16,9	17,6	18,4	19,7	22,0	23,5	25,2	26,7	28,9	31,6
i) Transports et communications	21,4	23,0	25,2	27,2	27,3	28,8	33,1	34,2	36,2	40,1
j) Loisirs	22,9	24,0	25,0	27,1	30,0	29,2	29,2	31,0	32,3	34,4
k) Autres dépenses et ajustement statistique	6,4	9,5	6,0	9,6	4,6	10,7	13,3	13,5	12,2	19,4
Total ...	307,3	321,8	334,9	358,9	358,6	375,1	394,5	411,0	435,4	474,0
2. Consommation publique :										
a) Rémunérations et pensions	33,9	36,2	37,6	40,0	44,0	46,3	49,8	51,1	54,7	59,5
b) Biens et services	16,2	13,1	14,0	13,9	14,8	16,6	17,4	16,8	19,7	23,6
c) Loyer net imputé	1,4	1,5	1,6	1,7	1,8	1,9	2,1	2,3	2,5	2,8
d) Amortissements imputés des bâtiments administratifs et des établissements d'enseignement de l'Etat ...	0,6	0,6	0,7	0,8	0,7	0,9	0,9	1,0	1,1	1,1
Total ...	52,1	51,4	53,9	56,4	61,3	65,7	70,2	71,2	78,0	87,0
3. Formation intérieure brute de capital :										
a) Agriculture, sylviculture et pêche ...	3,7	4,3	4,2	4,3	4,0	4,2	3,5	4,0	3,9	4,4
b) Industries extractives	2,5	2,2	3,0	3,0	2,7	1,9	1,5	2,0	1,5	1,8
c) Industries manufacturières	14,0	16,7	21,3	20,0	18,3	18,7	26,4	32,2	34,6	38,2
d) Construction	1,7	1,8	2,1	2,3	1,9	2,3	2,6	3,3	6,2	5,3
e) Electricité, gaz et eau	3,5	4,1	4,6	5,0	4,9	6,0	4,8	4,5	6,6	6,3
f) Commerce, banque, assurances	8,4	8,6	9,6	10,0	9,0	10,1	11,1	12,2	13,0	14,6
g) Immeubles d'habitation	20,9	19,5	21,6	24,4	22,5	24,7	29,3	32,2	30,7	29,5
h) Transports et communications	8,8	9,8	10,5	10,7	12,0	11,2	12,1	12,2	12,8	13,5
i) Pouvoirs publics et enseignements ...	7,4	8,3	9,1	8,5	8,5	12,1	12,3	13,8	16,0	18,8
j) Autres services	2,1	2,2	2,4	2,5	2,5	2,7	2,9	3,3	3,4	3,7
k) Variations de stocks	3,0	-0,4	4,0	6,6	0,8	4,0	-0,2	4,2	2,4	0,8
l) Ajustement statistique	-0,4	0,1	-0,9	-0,2	-0,6	-0,6	0,2	0,1	-0,8	0,8
Total ...	75,6	77,2	91,5	97,1	86,5	97,3	106,5	124,0	130,3	137,7
4. Exportations nettes de biens et services :										
a) Exportations totales	129,1	155,3	179,7	184,6	177,3	176,3	200,1	216,1	232,8	255,7
b) Importations totales	131,7	145,9	169,9	178,2	160,3	176,4	199,0	216,9	230,3	259,6
c) Exportations nettes	-2,6	+9,4	+9,8	+6,4	+17,0	-0,1	+1,1	-0,8	+2,5	-3,9
Produit national brut aux prix du marché	432,4	459,8	490,1	518,8	523,4	538,0	572,3	605,4	646,2	694,8

I - 4b. — AFFECTATION DU PRODUIT NATIONAL

(Indices des estimations aux prix de 1953, système normalisé)

Source : Institut National de Statistique. — Commission de la Comptabilité nationale.

	1954	1955	1956	1957	1958	1959	1960	1961	1962	1963
1. Consommation privée :										
a) Produits alimentaires	102	106	108	109	111	111	115	117	121	122
b) Boissons	99	103	103	111	109	114	117	122	125	131
c) Tabac	102	105	107	115	118	119	124	127	134	134
d) Vêtements et autres effets personnels	106	111	112	120	112	117	125	129	136	149
e) Loyers, taxes, eau	102	104	105	106	107	107	108	109	110	110
f) Chauffage et éclairage	105	111	118	117	108	110	117	123	145	161
g) Articles ménagers durables	108	116	122	131	128	134	156	165	181	194
h) Entretien de la maison	105	108	111	114	115	118	119	121	126	129
i) Soins personnels et hygiène ...	105	108	111	113	123	128	134	139	147	156
j) Transports	111	119	125	131	132	137	152	156	166	182
k) Communications P.T.T.	105	111	117	122	129	130	136	144	153	171
l) Loisirs	101	105	106	111	117	114	114	119	121	126
<i>Total ...</i>	<i>103</i>	<i>110</i>	<i>112</i>	<i>116</i>	<i>115</i>	<i>118</i>	<i>124</i>	<i>127</i>	<i>132</i>	<i>139</i>
2. Consommation publique :										
a) Rémunérations et pensions	104	107	106	106	110	115	114	115	116	119
b) Biens et services	94	73	75	71	77	86	89	86	99	116
c) Intérêt imputé des bâtiments administratifs et des établissements d'enseignement de l'Etat (y compris les amortissements)	100	108	115	121	127	133	141	154	167	179
<i>Total ...</i>	<i>101</i>	<i>96</i>	<i>96</i>	<i>95</i>	<i>100</i>	<i>106</i>	<i>107</i>	<i>106</i>	<i>112</i>	<i>120</i>
3. Formation intérieure brute de capital :										
a) Agriculture, sylviculture et pêche	99	113	104	106	96	98	80	89	83	92
b) Industries extractives	104	91	117	110	98	68	56	74	50	59
c) Industries manufacturières	102	118	144	127	117	118	167	202	210	222
d) Construction	112	112	126	130	105	132	145	184	340	281
e) Electricité, gaz et eau	104	118	128	132	125	156	126	117	162	145
f) Commerce, banques, assurances	105	104	111	109	97	110	120	131	135	148
g) Immeubles d'habitation	123	111	118	124	110	120	140	149	135	124
h) Transports et communications .	113	121	125	122	135	127	137	135	140	143
i) Pouvoirs publics (à l'exclusion de l'enseignement	111	113	121	111	120	150	137	142	158	198
j) Enseignement	120	163	158	123	92	201	244	303	338	318
k) Autres services	105	104	111	109	107	118	124	140	141	147
<i>Total ...</i>	<i>112</i>	<i>112</i>	<i>123</i>	<i>129</i>	<i>112</i>	<i>125</i>	<i>136</i>	<i>155</i>	<i>158</i>	<i>159</i>
4. Exportations nettes de biens et services :										
a) Exportations totales	110	127	137	139	140	149	164	179	196	211
b) Importations totales	113	125	141	144	139	155	175	187	202	220
Produit national brut aux prix du marché (prix de 1953)	103,6	109,0	111,7	114,3	113,1	115,8	121,2	126,9	132,3	137,4

Références bibliographiques :

Population : *Annuaire statistique de la Belgique. — Bulletin de Statistique de l'I.N.S. — Publications du Centre National de Calcul Mécanique. — Recensement général de la population, de l'industrie et du commerce au 31 décembre 1947. — Bulletin de l'I.R.E.S.P. — Annuaire démographique (O.N.U.). — Revue internationale du Travail (B.I.T.). — Annuaire des Statistiques du Travail (B.I.T.).*
 Revenu national et P.N.B. : *Annuaire statistique de la Belgique. — Bulletin de Statistique de l'I.N.S., juin 1964, p. 1209. — Cahiers Economiques de Bruxelles, « L'économie belge en 220 séries », (D.U.L.B.E.A.). — Recherches économiques de Louvain (I.R.E.S.P.). — International Financial Statistics (F.M.I.). — Statistiques générales (O.C.D.E.). — Données statistiques (Conseil de l'Europe). — Yearbook of International Account Statistics (O.N.U.) — Statistiques Economiques belges 1950-1960.*

II. — EMPLOI ET CHOMAGE

1. — INDICES DE L'EMPLOI DANS L'INDUSTRIE (ouvriers)

Base 1958 = 100

Source : Ministère du Travail.

Moyennes mensuelles ou mois	Indice général	Industries extractives	Industries manufacturières							Textiles (sans confection)	Construction
			Ensemble	Métallurgie de base	Fabrications métalliques						
					Fabrication de produits métalliques à l'exclusion des machines et du matériel de transport	Construction de machines à l'exclusion des machines électriques	Construction de machines, appareils et fournitures électriques	Construction de matériel de transport			
1959	96,4	89,3	97,2	99,6	92,4	97,7	94,6	88,3	98,7	97,8	
1960	97,6	76,9	100,7	103,4	98,8	108,8	100,3	89,5	99,5	99,7	
1961	99,6	67,6	104,0	107,1	106,5	118,5	113,7	89,2	99,1	100,7	
1962	101,9	62,0	105,7	105,8	109,3	126,8	114,8	99,2	97,8	106,9	
1963	104,0	60,1	107,8	105,7	119,5	131,5	113,1	100,6	99,1	108,9	
1963 1 ^{er} trimestre	98,2	60,0	105,8	103,4	113,1	127,4	113,8	97,1	99,1	83,9	
2 ^e trimestre	105,3	59,9	107,7	105,6	118,5	131,0	110,7	101,7	98,6	116,9	
3 ^e trimestre	106,2	60,2	108,4	105,5	120,8	132,8	111,9	102,8	98,6	118,8	
4 ^e trimestre	106,4	60,3	109,3	106,2	124,4	134,8	115,9	100,8	100,1	116,0	
1964 1 ^{er} trimestre	106,6	60,6	109,6	106,1	122,2	132,6	117,5	101,3	100,4	114,3	
2 ^e trimestre	108,0	61,1	110,3	106,1	120,8	132,6	121,8	102,6	99,1	119,5	
3 ^e trimestre	109,1	61,1	111,7	108,1	122,4	135,1	124,6	107,0	98,3	119,8	
1963 Novembre	106,8	60,4	109,7	106,4	125,2	134,9	116,3	100,4	100,8	116,8	
Décembre	105,6	60,3	108,9	105,8	124,8	134,2	116,1	100,0	100,1	112,9	
1964 Janvier	105,6	59,4	109,4	105,9	122,5	132,8	116,3	99,6	100,1	110,2	
Février	106,7	61,5	109,4	105,8	121,9	132,9	116,4	101,9	100,6	115,5	
Mars	107,4	61,0	110,0	106,5	122,2	132,0	119,9	102,5	100,4	117,1	
Avril	108,1	60,6	110,5	106,5	121,6	133,6	121,4	102,8	99,8	119,1	
Mai	107,8	61,1	110,2	106,5	120,7	132,6	121,9	102,5	98,8	119,7	
Juin	108,1	61,5	110,3	105,2	120,1	131,7	122,2	102,5	98,8	119,7	
Juillet	108,4	61,1	110,8	107,0	121,4	133,9	122,2	104,7	98,0	119,2	
Août	109,2	61,1	111,9	108,7	122,9	133,7	125,0	108,2	98,5	119,4	
Septembre	109,8	61,2	112,4	108,7	122,9	137,6	126,7	108,1	98,4	120,9	
Octobre	109,9	61,8	112,8	109,7	124,1	137,8	126,8	108,1	97,6	119,4	
Novembre	109,1	61,9	112,3	109,9	122,8	137,1	128,7	107,7	97,1	116,9	

II - 2. — CHOMAGE

Renseignements généraux

Source : Office National de l'Emploi.

	Nombre de jours ouvrables par période 1	Chômeurs contrôlés (milliers) 2			Moyenne mensuelle des journées perdues (milliers)	Nombre moyen de jours de chômage par mois 3		Milliers de chômeurs mis au travail par les pouvoirs publics 2	Demandes d'emploi 4 5	Offres d'emploi 4	
		Total	Complets	Partiels et accidentels		Chômeurs complets	Chômeurs partiels et accidentels			reçues pendant le mois	en suspens à fin de mois
1957	302	116,8	77,9	38,9	2.942	19,9	7,6	5,3	40,1	19,4	12,9
1958	302	180,9	109,7	71,2	4.556	20,0	7,0	10,5	73,1	16,2	5,6
1959	302	199,2	125,0	74,2	5.014	20,7	8,2	17,3	82,8	19,3	5,3
1960	304	158,1	110,1	48,0	4.005	20,9	6,8	9,8	61,2	18,9	7,5
1961	308	126,3	87,9	38,4	3.241	21,2	7,7	7,1	31,4	20,1	12,5
1962	* 252	85,5	47,1	38,4	1.791	16,0	6,7	6,6	18,1	18,3	14,6
1963	250	83,1	32,9	50,2	1.731	15,7	10,0	6,0	13,1	15,3	16,5
1964	250	52,8	26,1	26,7	1.100	15,3	6,2	6,3	10,2	13,3	12,5
1963 3 ^e trimestre	63	35,4	24,7	10,7	743	15,4	5,8	7,4	7,9	13,9	18,6
4 ^e trimestre	61	72,1	29,0	43,1	1.467	15,0	8,8	6,1	12,0	12,5	15,5
1964 1 ^{er} trimestre	64	82,3	32,6	49,7	1.755	16,1	7,6	4,6	13,0	15,6	14,1
2 ^e trimestre	62	35,9	23,3	12,6	742	14,9	5,7	7,1	7,3	14,8	14,7
3 ^e trimestre	63	31,6	20,2	11,4	663	15,0	5,3	7,1	7,0	11,6	12,7
4 ^e trimestre	61	60,9	28,0	32,9	1.238	14,8	5,2	6,3	13,5	11,4	8,6
1965 1 ^{er} trimestre	65	111,4	38,3	73,1	2.414	16,4	8,0	4,2	19,0	14,6	7,8
1964 Mai	23	35,8	23,1	12,7	823	16,0	6,0	7,2	6,7	14,0	14,4
Juin	20	32,1	20,9	11,2	641	14,2	5,2	7,4	6,0	13,9	14,9
Juillet	18	31,6	20,4	11,2	568	14,4	4,7	6,8	6,7	9,7	13,3
Août	25	29,8	19,6	10,2	744	16,8	6,1	7,1	6,3	10,0	12,5
Septembre	20	33,9	21,0	12,9	678	13,8	5,1	7,3	7,9	14,9	12,2
Octobre	20	37,4	23,0	14,4	748	14,5	4,8	7,1	9,1	13,9	10,3
Novembre	23	48,9	27,6	21,3	1.124	16,1	5,0	6,5	12,6	10,4	8,9
Décembre	18	102,3	33,9	68,4	1.842	13,7	5,3	5,3	18,8	9,9	6,6
1965 Janvier	25	130,8	39,6	91,2	3.270	18,6	9,9	3,7	20,6	13,4	6,2
Février	20	123,8	39,3	84,5	2.475	15,6	8,6	4,0	20,0	12,4	6,8
Mars	20	74,8	35,6	39,2	1.495	14,9	4,8	4,9	16,3	17,9	10,3
Avril	19	49,5	31,0	18,5	940	14,3	5,1	6,5	14,0	16,5	8,9
Mai	24	45,4	29,5	15,9							

1 Le mois de chômage comprend 4 ou 5 semaines.

2 Moyenne journalière par mois de chômage.

3 Durée moyenne du chômage = Nombre de chômeurs inscrits dans les bureaux de pointage communaux, par mois

4 Demandes et offres d'emploi se rapportant uniquement aux ouvriers et ouvrières.

5 Chômeurs complets normalement aptes.

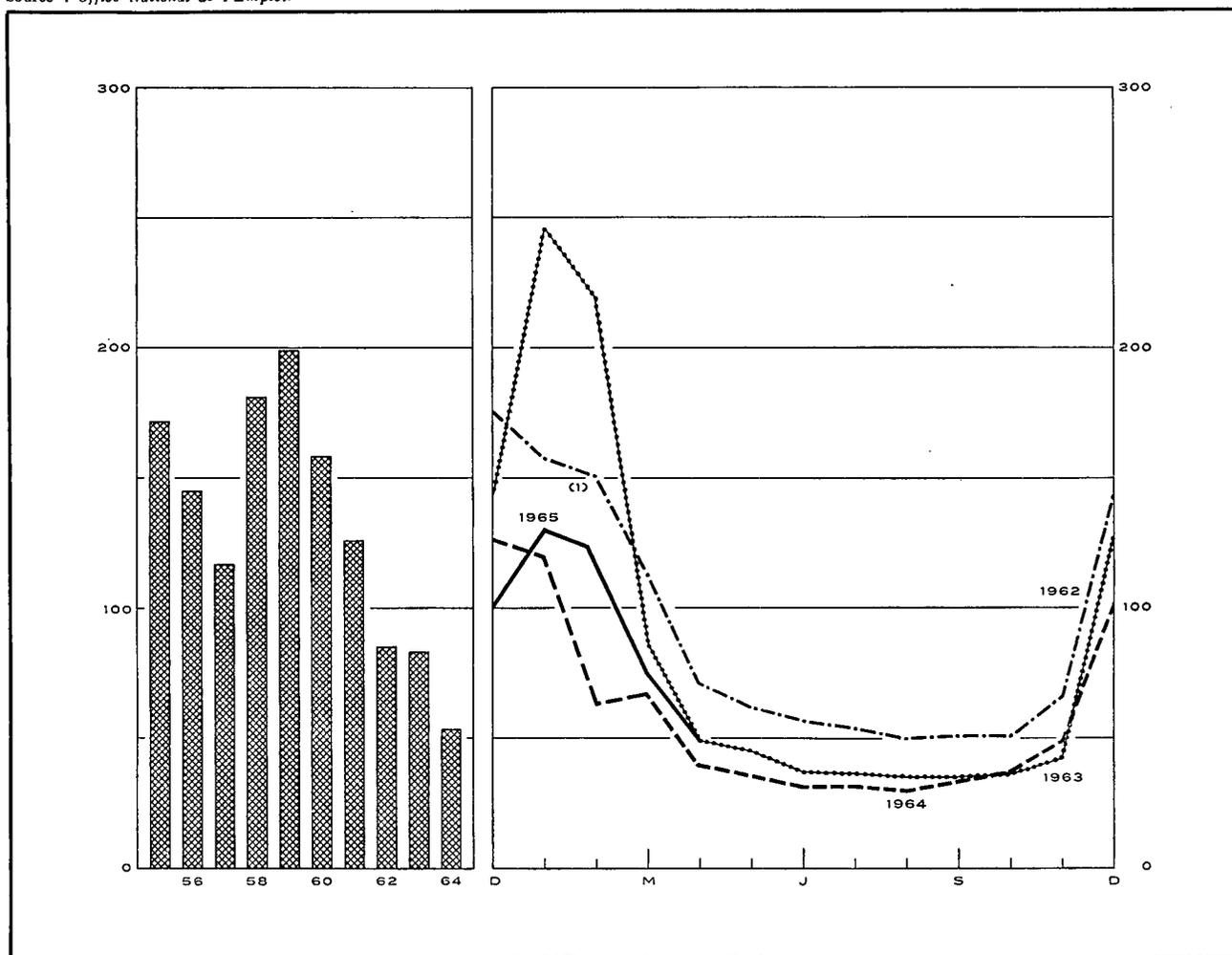
6 Depuis février 1962, les chiffres ne tiennent plus compte des chômeurs dispensés du contrôle communal en application de l'arrêté ministériel du 20-12-61.

* Depuis 1962, la semaine n'est plus comptée que pour 5 jours dans le total du nombre de jours ouvrables; auparavant elle était de 6 jours.

II - 3. — CHOMAGE

Moyennes journalières du nombre de chômeurs contrôlés Chômeurs complets + chômeurs partiels (milliers)

Source : Office National de l'Emploi.



	Année	1er trim.	2e trim.	3e trim.	4e trim.		1962	1963	1964	1965
1956	145	247	122	95	115	Janvier	158	246	120	131
1957	117	144	96	88	138	Février	151 ¹	219	63	124
1958	181	204	166	149	204	Mars	113	86	67	75
1959	199	292	182	150	171	Avril	71	49	40	49
1960	158	221	149	123	137	Mai	62	45	36	45
1961	126	177	111	90	124	Juin	57	40	32	
1962 ¹	85	141	64	52	90	Juillet	54	36	32	
1963	83	176	44	35	72	Août	50	35	30	
1964	53	82	36	32	61	Septembre	51	35	34	
1965		111				Octobre	51	36	37	
						Novembre	66	42	49	
						Décembre	144	127	102	

Références bibliographiques : Communiqués mensuels de l'O.N.E.M. — Bulletin de statistique de l'I.N.S. — Annuaire statistique de la Belgique. — Revue du Travail. — Recherches économiques de Louvain (I.R.E.S.P.). — Industrie, revue de la F.I.B. — Informations statistiques (C.E.C.A.). — Annuaire des statistiques du Travail (B.I.T.).

¹ Depuis février 1962, les chiffres ne tiennent plus compte des chômeurs dispensés du contrôle communal en application de l'arrêté ministériel du 29-12-61.

III. — AGRICULTURE ET PECHE

1. — PRODUCTION AGRICOLE

Sources : Ministère de l'Agriculture (production végétale). — Institut National de Statistique (nombre d'animaux, production animale et superficie cultivée).

	1956	1957	1958	1959	1960	1961	1962	1963	1964
Superficie cultivée ¹ (milliers d'hectares)									
Céréales panifiables	260	280	296	270	273	256	252	246	262
dont : froment	188	208	219	200	203	206	209	200	216
seigle	68	66	69	62	63	44	39	41	42
Céréales non panifiables	254	238	240	255	252	263	260	255	239
Plantes industrielles	99	92	94	88	96	92	93	94	106
Plantes racines et tuberculifères	151	145	141	134	131	120	116	114	103
Légumes cultivés pour la graine	14	13	12	12	11	11	10	10	11
Prés et prairies	818	814	811	816	819	821	829	825	815
Divers	130	134	125	137	129	136	128	134	129
Total ...	1.726	1.716	1.719	1.712	1.711	1.699	1.688	1.678	1.665
Production végétale (milliers de tonnes)									
Froment	596	751	779	789	773	722	835	759	900
Autres céréales	998	969	992	1.034	1.056	1.011	1.083	1.038	1.041
Betteraves sucrières	2.203	2.486	2.832	1.474	3.063	2.703	2.019	2.135	3.114
Lin (graines et paille)	235	182	170	124	214	196	231	240	283
Chicorée à café	54	51	56	43	55	60	37	47	67
Pommes de terre	2.034	2.043	1.914	1.357	1.894	1.789	1.872	1.530	1.755
Nombre d'animaux ¹ (milliers d'unités)									
Chevaux agricoles	189	182	178	170	159	148	141	132	120
Total des bovidés	2.413	2.485	2.596	2.649	2.696	2.728	2.832	2.805	2.663
dont : vaches laitières	974	977	996	1.015	1.024	1.025	1.051	1.044	999
Porcs	1.471	1.366	1.423	1.450	1.749	1.772	2.053	1.795	1.833
Production animale									
Livraisons de lait aux laiteries (mil- lions de litres)	1.198	1.277	1.319	1.303	1.420	1.538	1.630	1.644	1.712
Abattages (poids net de la viande - milliers de tonnes)	400	391	412	424	441	429	462	505	481

¹ Recensements au 15 mai de chaque année.

III - 2. — PECHE MARITIME

Principales espèces de poissons débarqués dans les ports belges

(moyennes mensuelles en tonnes)

Source : Institut National de Statistique.

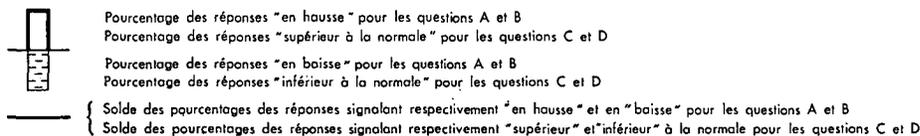
	1956	1957	1958	1959	1960	1961	1962	1963	1964
Aiglefin	519	445	374	232	262	285	300	221	281
Cabillaud	764	662	834	653	689	698	868	728	630
Plie	379	427	451	381	390	291	346	424	322
Sole	299	289	315	257	350	314	347	631	201
Raie	314	356	337	342	323	328	310	298	319
Hareng	716	254	201	260	528	409	273	153	134
Crevettes	266	84	64	89	39	80	48	76	75

Références bibliographiques : Revue de l'Agriculture (Ministère de l'Agriculture). — Bulletin de Statistique de l'I.N.S. — Annuaire statistique de la Belgique. — Données statistiques (Conseil de l'Europe). — Bulletin mensuel : Economie et statistique agricoles (F.A.O.).

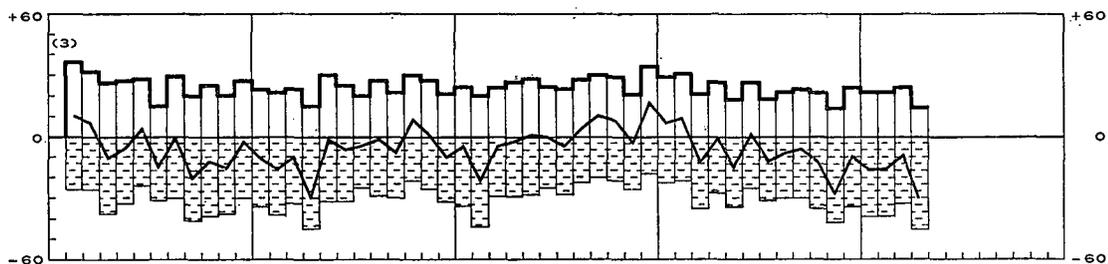
IV. — INDUSTRIE

IV - 1. — RESULTATS DES ENQUETES SUR LA CONJONCTURE (1)

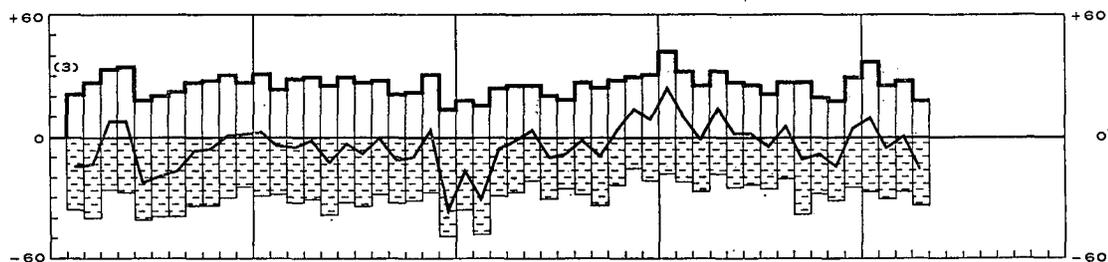
Ensemble des industries : Textile — Sidérurgie — Fabrications métalliques — Papier — Bois — Cuir.



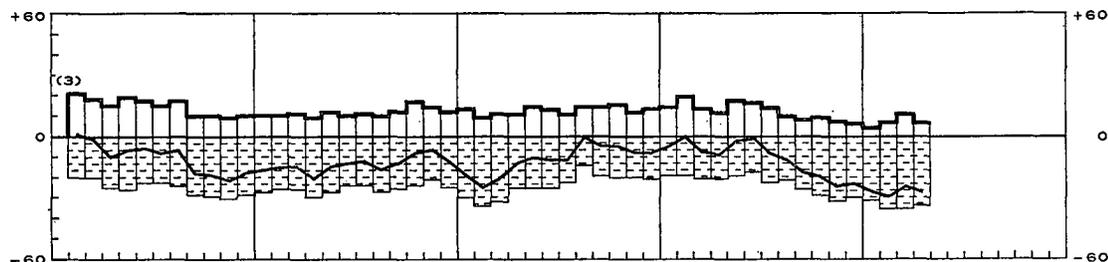
A. - INSCRIPTIONS DE COMMANDES MARCHÉ INTERIEUR (2)



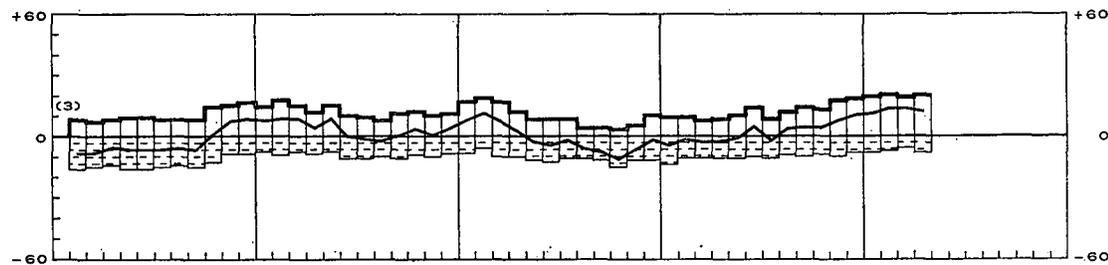
B. - INSCRIPTIONS DE COMMANDES A L'EXPORTATION (2)



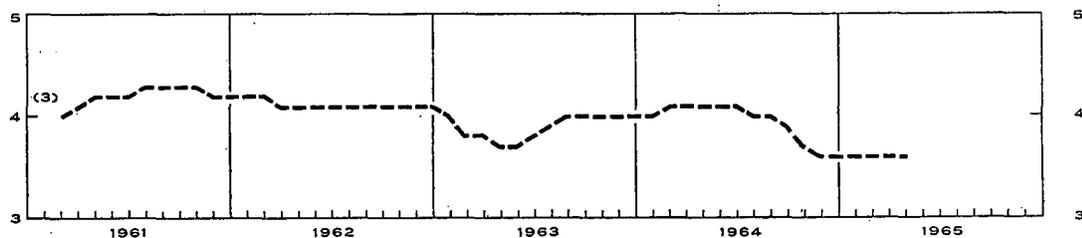
C. - APPRECIATION DU CARNET DE COMMANDES



D. - APPRECIATION DU STOCK DES PRODUITS FINIS



E. - DUREE MOYENNE ASSUREE DE L'ACTIVITE (en mois)



1 Les réponses des participants sont pondérées par les chiffres d'affaires et indiquent pour les questions de A à D la variation par rapport au mois précédent.
 2 Mouvements saisonniers éliminés.
 3 Grèves dans les industries de la sidérurgie et des fabrications métalliques.

IV - 1a. — INDICES GENERAUX DE LA PRODUCTION INDUSTRIELLE

Base 1958 = 100

Moyennes mensuelles ou mois	Source : I.N.S.		Source : I.R.E.S.P. 1		Source : Agéfi 1
	Indice général *	dont : industries manufacturières seules	Indice général *	dont : industries manufacturières seules	Indice général
1959	104	107	104	107	105
1960	112	116	111	115	115
1961	119	124	116	121	122
1962	125	131	123	129	130
1963	135	142	130	137	138
1964	p 144	p 153	p 140	p 148	147
1963 3 ^e trimestre	133	141	125	132	133
1963 4 ^e trimestre	146	153	138	145	147
1964 1 ^{er} trimestre	141	148	138	145	146
1964 2 ^e trimestre	p 145	p 153	p 146	p 153	148
1964 3 ^e trimestre	p 138	p 147	p 131	p 139	143
1964 4 ^e trimestre	p 153	p 163	p 145	p 154	153
1965 1 ^{er} trimestre	p 147				146
1964 Mai	137	144	p 144	p 152	142
1964 Juin	p 148	p 157	p 145	p 153	151
1964 Juillet	p 127	p 136	p 120	p 127	137
1964 Août	p 135	p 143	p 130	p 137	143
1964 Septembre	p 152	p 160	p 144	p 152	150
1964 Octobre	p 160	p 173	p 144	p 152	159
1964 Novembre	p 148	p 157	p 147	p 155	149
1964 Décembre	p 151	p 161	p 145	p 154	151
1965 Janvier	p 142		p 137	p 145	142
1965 Février	p 140		p 144	p 153	142
1965 Mars	157 ³				p 155
1965 Avril					p 152 ²
1965 Mai					149 ²

* Non compris la construction.

1 Indices sur base originale 1958 convertis en indices base 1958 = 100.

2 Préviation.

3 Indices rapides de la production industrielle calculés par l'I.N.S. sur la base 1958 = 100 et convertis en indices base 1958 = 100.

IV - 2. — INDICES DE LA PRODUCTION INDUSTRIELLE (Principaux secteurs)

Base 1958 = 100

Source : I.N.S.

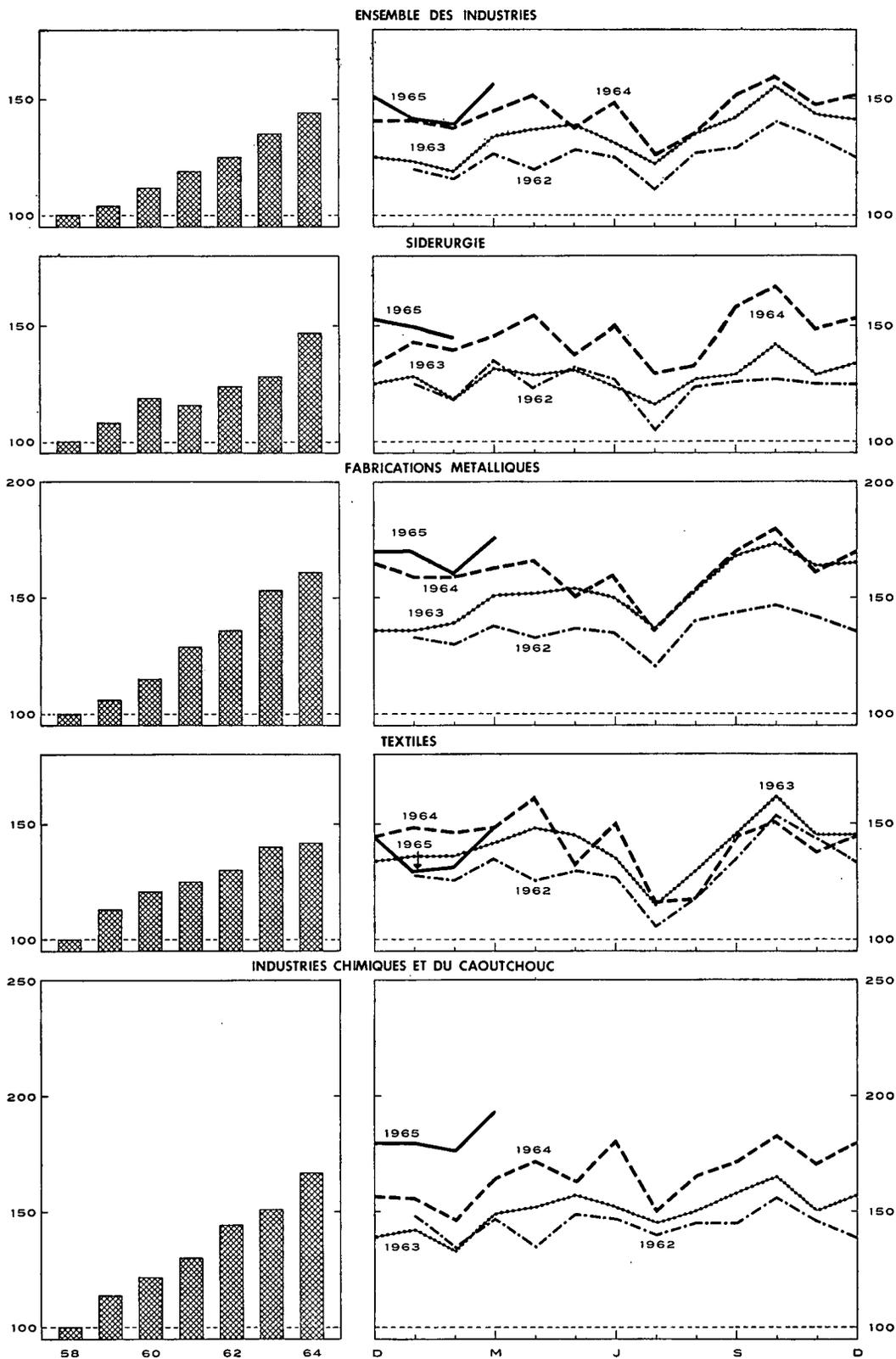
Moyennes mensuelles ou mois	Indice général *	Industries extractives	Industries manufacturières												
			Indice général	dont :								Industrie chimique et industrie du caoutchouc		Raffineries de pétrole et dérivés du charbon	
				Industries prod. minéraux non métall. à l'excl. dérivés pétrole et charbon	Sidérurgie	Industrie des métaux non ferreux	Industrie des fabrications métalliques	Industries alimentaires et fabrication des boissons	Industries textiles			Total	dont : Transformation des matières plastiques (1962 = 100)		
									Total	Fila-tures	Tissage				Bonneterie
1959	104	87	107	112	108	108	107	97	113	117	112	110	114		103
1960	112	86	116	122	119	126	115	108	121	126	120	118	122		109
1961	119	85	124	126	116	132	129	112	125	128	124	124	130		114
1962	125	86	131	134	124	130	136	115	130	130	130	132	144	100	113
1963	135	88	142	131	128	145	153	119	140	137	139	157	151	124	136
1964	p 144	92	153	151	147	162	160	127	142	135	146	152	166		136
1963 3 ^e trimestre	133	81	141	147	124	137	153	125	131	127	129	148	151	123	133
1963 4 ^e trimestre	146	96	153	140	135	157	167	136	150	141	152	177	157	141	141
1964 1 ^{er} trimestre	141	94	148	131	143	160	160	107	148	143	152	154	156	131	128
1964 2 ^e trimestre	p 145	95	p 153	157	148	163	p 159	121	148	142	152	156	171	154	131
1964 3 ^e trimestre	p 138	88	p 147	159	140	155	p 153	126	127	118	132	144	162	138	133
1964 4 ^e trimestre	p 153	93	163	157	157	172	170	153	145	139	149	152	177		151
1965 1 ^{er} trimestre	p 147			131			169	112	137				184		130
1964 Mars	144	92	152	139	146	164	162	110	149	142	154	153	165	142	125
1964 Avril	151	103	158	151	155	170	165	118	162	162	162	168	172	154	135
1964 Mai	137	87	144	157	138	153	151	111	133	124	142	136	164	141	122
1964 Juin	p 148	96	p 157	164	152	170	p 160	133	149	140	153	164	177	167	134
1964 Juillet	p 127	72	p 136	157	130	142	p 136	133	117	108	133	105	148	118	137
1964 Août	p 135	84	p 143	156	133	153	p 152	123	118	110	114	152	164	141	133
1964 Septembre	p 152	94	p 160	165	157	169	p 170	123	147	135	149	177	173	155	130
1964 Octobre	p 160	96	p 173	169	167	178	p 178	166	151	140	154	176	182	174	150
1964 Novembre	p 148	92	p 157	155	149	163	p 162	153	138	130	142	150	p 170	181	148
1964 Décembre	p 151	90	161	147	153	175	170	139	145	146	152	130	180		154
1965 Janvier	p 142	88		127	150	168	170	111	130		135		180		128
1965 Février	p 140	85		121	145		161	106	132				177		124
1965 Mars ¹	157			144			176	119	149				194		138

* Non compris la construction.

1 Indices rapides de la production industrielle calculés par l'I.N.S. sur la base 1958 = 100 et convertis en indices base 1958 = 100.

IV - 2. — INDICES DE LA PRODUCTION INDUSTRIELLE (I.N.S.)

Base 1958 = 100



IV - 3. — ENERGIE

Sources : Direction générale des Mines [col. (1), (2) et (5)] — Administration de l'Industrie [col. (6) et (9)] — Calculs B.N.B. [col. (4)] — I.N.S. [col. (8), (6) et (7)].

Moyennes mensuelles ou mois	Houille					Electricité	Pétroles bruts	Gaz	
	Production globale	Stock sur le carreau des char- bonnages à fin de période	Importations nettes	Consom- mation apparente de houille crue 1	Rendement journalier par ouvrier fond et surface	Production totale	Mise en œuvre	Production des cokeries destinée aux fournitures industrielles directes	Total de gaz disponible
	(milliers de tonnes)				(kg)	(millions kWh)	(milliers ton.)	(millions de m ³)	
	(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	(6)	(7)	(8)	(9)
1956	2.463	179	35	2.777	841	987	n.d.	99	182
1957	2.424	1.413	126	2.738	838	1.051	445	97	180
1958	2.255	6.928	221	2.319	841	1.043	542	100	182
1959	1.896	7.496	233	2.410	907	1.097	546	103	188
1960	1.872	6.565	159	2.472	1.019	1.174	579	109	200
1961	1.794	4.394	122	2.477	1.090	1.247	660	102	196
1962	1.769	1.351	182	2.582	1.149	1.368	705	104	214
1963	1.785	454	474	2.664	1.163	1.483	1.013	102	224
1964	1.775	1.489			1.155	1.623	1.112	106	240
1963 2 ^e trimestre	1.801	631	456	2.727	1.166	1.392	996	102	206
1963 3 ^e trimestre	1.569	460	496	2.435	1.119	1.332	1.031	100	196
1963 4 ^e trimestre	1.907	454	561	2.785	1.184	1.621	1.054	104	241
1964 1 ^{er} trimestre	1.873	901	443	2.524	1.179	1.647	1.022	95	259
1964 2 ^e trimestre	1.817	1.220	336	2.465	1.158	1.527	981	108	221
1964 3 ^e trimestre	1.571	1.379	418	2.346	1.122	1.510	1.116	106	205
1964 4 ^e trimestre	1.839	1.489			1.156	1.808	1.330	114	273
1965 1 ^{er} trimestre	p 1.737	p 1.807			p 1.181	1.778			
1964 Avril	2.005	1.055	307	2.581	1.181	1.605	1.064	108	239
1964 Mai	1.648	1.102	393	2.403	1.151	1.461	886	105	213
1964 Juin	1.799	1.220	307	2.412	1.141	1.515	992	110	213
1964 Juillet	1.371	1.295	424	2.144	1.115	1.391	1.212	98	197
1964 Août	1.579	1.323	445	2.412	1.121	1.488	1.120	108	205
1964 Septembre	1.764	1.379	384	2.482	1.131	1.652	1.018	113	213
1964 Octobre	1.826	1.384	389	2.665	1.141	1.801	1.312	118	256
1964 Novembre	1.810	1.381	349	2.522	1.146	1.750	1.310	112	261
1964 Décembre	1.882	1.489			1.181	1.874	1.368	114	302
1965 Janvier	1.732	1.495			1.148	1.822	1.012		
1965 Février	p 1.664	p 1.620			p 1.181	1.697	1.198		
1965 Mars	p 1.815	p 1.807			p 1.213	1.814			
1965 Avril	p 1.747	p 1.890			p 1.208				

1 Production de houille + importations nettes de charbon, de coke et d'agglomérés + la variation des stocks (1,3 tonne de coke et 0,9 tonne d'agglomérés = 1 tonne de houille crue).

IV - 4. — METALLURGIE

Sources : I.N.S. [col. (1) et (2)] — *Fabrimétal* [col. (3) à (6)].

Moyennes mensuelles ou mois	Siderurgie (milliers de tonnes)		Fabrications métalliques (milliards de francs)			Expéditions totales
	Production d'acier brut	Production d'acier fini	Commandes inscrites			
			pour le marché intérieur	pour les exportations	Total	
	(1)	(2)	(3)	(4)	(5)		(6)
1956	532	397	4,34	2,78	7,12	6,32
1957	523	371	3,87	2,27	6,14	6,63
1958	501	350	3,44	1,99	5,43	6,62
1959	536	386	3,98	2,55	6,53	6,69
1960	599	407	4,40	2,93	7,33	7,26
1961	584	405	5,43	3,76	9,19	8,09
1962	613	451	5,35	3,74	9,09	8,94
1963	627	476	5,90	4,03	9,93	10,25
1964	728	536	p 6,32	p 4,93	p 11,25	p 11,47
1963 3 ^e trimestre	615	451	6,26	4,15	10,41	9,76
1963 4 ^e trimestre	663	504	6,33	4,24	10,57	11,60
1964 1 ^{er} trimestre	703	537	6,51	4,83	11,34	10,86
1964 2 ^e trimestre	727	544	6,52	4,74	11,26	11,70
1964 3 ^e trimestre	699	487	p 6,00	p 4,58	p 10,58	p 10,53
1964 4 ^e trimestre	780	575	p 6,25	p 5,57	p 11,82	p 12,79
1965 1 ^{er} trimestre	p 751					
1964 Mai	678	502	5,99	4,87	10,86	10,48
1964 Juin	746	555	7,09	4,77	11,86	12,39
1964 Juillet	661	432	p 5,45	p 4,24	p 9,69	p 10,06
1964 Août	659	460	p 5,60	p 4,39	p 9,99	p 9,45
1964 Septembre	778	569	p 6,94	p 5,11	p 12,05	p 12,08
1964 Octobre	848	602	p 6,39	p 5,39	p 11,78	p 12,18
1964 Novembre	743	543	p 5,90	p 5,58	p 11,48	p 11,94
1964 Décembre	749	580	p 6,47	p 5,74	p 12,21	p 14,24
1965 Janvier	736	563	p 5,88	p 4,84	p 10,72	p 10,94
1965 Février	p 726	p 546	p 6,62	p 6,24	p 12,86	p 11,27
1965 Mars	792 ¹					
1965 Avril	767 ¹					
1965 Mai	750 ¹					

¹ Estimations sur base chiffres *Agéfi*.

IV - 5. — CONSTRUCTION : données annuelles

Source : Institut National de Statistique.

Années	Bâtiments destinés exclusivement ou principalement à l'habitation					Bâtiments destinés principalement à un autre usage que l'habitation				
	Autorisations de bâtir accordées				Bâtiments commencés	Autorisations de bâtir accordées				Bâtiments commencés
	Constructions nouvelles ou reconstructions totales		Transformations, extensions ou reconstructions partielles		Constructions nouvelles et reconstructions totales	Constructions nouvelles ou reconstructions totales		Transformations, extensions ou reconstructions partielles		Constructions nouvelles et transformations
	Nombre	Volume à construire (milliers de m ³)	Nombre	Volume à construire (milliers de m ³)		Nombre	Volume à construire (milliers de m ³)	Nombre	Volume à construire (milliers de m ³)	
										Nombre
1955	36.615	23.564	9.468	1.220	31.698	3.588	8.561	2.569	3.731	5.422
1956	33.742	22.793	9.266	1.226	32.604	3.921	10.997	3.123	4.482	5.982
1957	34.904	24.063	9.407	1.318	31.724	3.618	9.255	3.009	3.772	6.090
1958	32.329	21.732	9.368	1.192	30.605	2.636	6.059	2.619	2.843	4.809
1959	38.989	26.683	9.724	1.368	35.333	3.036	8.661	3.135	4.951	5.209
1960	41.102	28.881	9.645	1.230	34.800	3.151	11.805	3.567	6.360	5.530
1961	44.552	31.603	10.436	1.406	38.010	3.498	12.785	3.958	7.071	6.170
1962	38.530	27.818	9.888	1.617	32.178	4.957	16.545	2.960	5.399	5.169
1963	p 36.619				23.311	1		1		5.382
1964	p 44.948				31.323	1		1		6.545

¹ En 1963 et 1964, le nombre d'autorisations pour les constructions nouvelles, reconstructions totales, transformations, extensions et reconstructions partielles s'élève respectivement à 9.856 et à 11.063.

IV - 6. — CONSTRUCTION : données mensuelles

Source : Institut National de Statistique.

Moyennes mensuelles ou mois	Bâtiments destinés exclusivement ou principalement à l'habitation ¹		Bâtiments destinés principalement à un autre usage que l'habitation ²	
	Autorisations de bâtir accordées	Bâtiments commencés	Autorisations de bâtir accordées	Bâtiments commencés
1963 2 ^e trimestre	3.303	2.636	940	593
3 ^e trimestre	2.901	2.426	908	490
4 ^e trimestre	2.867	2.052	745	553
1964 1 ^{er} trimestre	4.081	1.934	851	421
2 ^e trimestre	4.219	3.441	1.055	667
3 ^e trimestre	3.338	2.996	884	628
4 ^e trimestre	3.345	2.070	897	466
1964 Février	3.960	1.894	827	399
Mars	4.645	2.644	1.053	480
Avril	4.789	3.316	1.157	600
Mai	3.596	3.842	876	789
Juin	4.272	3.166	1.132	611
Juillet	3.831	3.086	959	640
Août	3.075	3.175	854	679
Septembre	3.107	2.726	840	565
Octobre	3.179	2.675	925	583
Novembre	2.674	2.253	810	524
Décembre	4.183	1.281	957	290
1965 Janvier	2.869	1.459	644	511
Février	2.954	1.385	682	470

¹ Constructions nouvelles ou reconstructions totales pour lesquelles une autorisation de bâtir a été accordée.

² Constructions, reconstructions, transformations et extensions pour lesquelles une autorisation de bâtir a été accordée.

IV - 7. — EVOLUTION COMPAREE DE LA PRODUCTION INDUSTRIELLE DES PAYS DE LA C.E.E.

Indices généraux de la production industrielle (ajustés pour variations saisonnières)

Base 1960 = 100

Source : O.C.D.E.

	Ensemble des pays C.E.E.			Belgique			Allemagne occidentale ¹		
	1962	1963	% variat. *	1962	1963	% variat. *	1962	1963	% variat. *
	1963	1964		1963	1964		1963	1964	
1 ^{er} trimestre	111	113	+ 1,8	108	115	+ 6,5	108	110	+ 1,9
2 ^e trimestre	112	119	+ 6,3	112	121	+ 8,0	111	116	+ 4,5
3 ^e trimestre	114	120	+ 5,3	114	122	+ 7,0	112	116	+ 3,6
4 ^e trimestre	115	123	+ 7,0	114	127	+ 11,4	113	119	+ 5,3
1 ^{er} trimestre	113	126	+ 11,5	115	129	+ 12,2	110	123	+ 11,8
2 ^e trimestre	119	126	+ 5,9	121	126	+ 4,1	116	124	+ 6,9
3 ^e trimestre	120	125	+ 4,2	122	127	+ 4,1	116	125	+ 7,8
4 ^e trimestre	123	129	+ 4,9	127	133	+ 4,7	119	128	+ 7,6
	France			Italie			Pays-Bas ²		
	1962	1963	% variat. *	1962	1963	% variat. *	1962	1963	% variat. *
1 ^{er} trimestre	109	110	+ 0,9	121	127	+ 5,0	104 ³	106 ³	+ 1,9
2 ^e trimestre	112	119	+ 6,3	120	132	+ 10,0	108 ³	115 ³	+ 6,5
3 ^e trimestre	113	119	+ 5,3	122	134	+ 9,8	105	110	+ 4,8
4 ^e trimestre	114	123	+ 7,9	125	136	+ 8,8	117	124	+ 6,0
1 ^{er} trimestre	110	126	+ 14,5	127	136	+ 7,1	108	120	+ 11,1
2 ^e trimestre	119	128	+ 7,6	132	133	+ 0,8	116	124	+ 6,9
3 ^e trimestre	119	123	+ 3,4	134	130	- 3,0	110	116	+ 5,5
4 ^e trimestre	123	126	+ 2,4	136	132	- 3,0	124	133	+ 7,3

* Pourcentage de variation par rapport à l'indice du trimestre correspondant de l'année précédente.

¹ A l'exclusion de la Sarre et de Berlin-Ouest.

² Non ajustés pour variations saisonnières.

³ Ancienne série base 1958 = 100 convertie en base 1960 = 100.

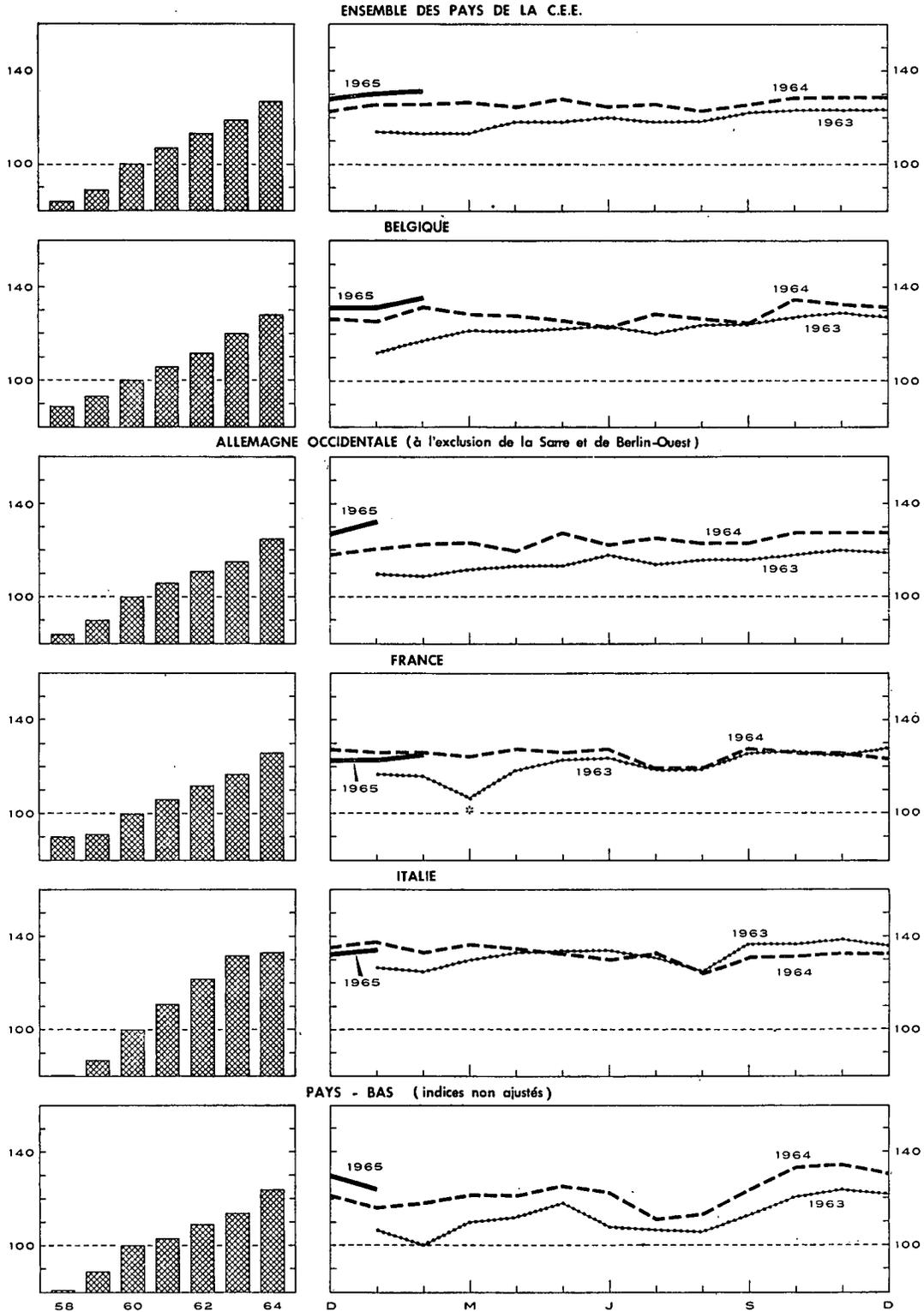
Références bibliographiques : *Annuaire statistique de la Belgique*. — *Bulletin de statistique de l'I.N.S.* — *Annales des Mines de Belgique*. — *Revue du Travail*. — *Recherches économiques de Louvain (I.R.E.S.P.)*. — *Industrie*, revue de la F.I.B. — *Bulletin de Fabrimental*. — *Bulletin statistique mensuel de Fedéchar*. — *Bulletin mensuel du M.A.E.* (Administration de l'Industrie - Energie électrique). — *Energie*. — *Figaz*, circulaire d'information de la Fédération de l'Industrie du Gaz. — *Agence économique et financière*. — *La Construction*. — *Statistiques générales* (O.C.D.E.).

**IV - 7. — EVOLUTION COMPAREE DE LA PRODUCTION INDUSTRIELLE
DES PAYS DE LA C.E.E.**

Indices généraux de la production industrielle (O.C.D.E.)

Base 1958 = 100

(non ajustés pour variations saisonnières)



V. — SERVICES

1. — TRANSPORTS

a. — Activité de la S.N.C.B., de la S.N.C.V. et de la SABENA

Sources : S.N.C.B., S.N.C.V. et SABENA

Moyennes mensuelles ou mois	S.N.C.B.					S.N.C.V. Tonnes-km transportées ² (milliers)	SABENA	
	Trafic voyageurs	Trafic marchandises (wagons complets)			Trafic payant aérien régulier		(millions de passagers-km)	(millions de tonnes-km)
		Nombre de voyageurs- km	Nombre de tonnes-km productives ¹	Tonnage total					dont
	combustibles et huiles minérales				Minerais			
	(millions)		(milliers de tonnes)					
1958	755	486	4.818	1.876	959	618	99,7	12,2
1959	710	505	4.874	1.866	1.043	364	88,7	11,3
1960	715	525	5.070	1.935	1.155	294	108,7	13,8
1961	724	538	5.115	1.937	1.177	225	98,2	12,9
1962	746	539	5.189	1.998	1.209	212	115,4	13,7
1963	751	569	5.444	2.212	1.151	171	112,2	13,8
1964	753	577	5.549	2.030	1.291	154	135,5	16,5
1963 3 ^e trimestre	765	511	4.967	1.922	1.135	162	174,7	19,2
4 ^e trimestre	760	594	5.766	2.353	1.217	173	87,0	11,9
1964 1 ^{er} trimestre	770	585	5.566	2.152	1.234	151	87,0	12,1
2 ^e trimestre	755	556	5.472	1.992	1.264	162	136,3	16,3
3 ^e trimestre	728	541	5.199	1.876	1.269	144	205,1	22,6
4 ^e trimestre	761	626	5.961	2.102	1.395	159	113,8	15,2
1965 1 ^{er} trimestre	p 736	571	5.351	1.875	1.289	118		
1964 Avril	738	575	5.682	2.098	1.271	167	107,7	14,0
Mai	752	523	5.132	1.977	1.185	151	123,1	14,7
Juin	776	571	5.601	2.000	1.335	170	178,1	20,1
Juillet	723	518	4.927	1.738	1.208	137	214,7	23,5
Août	727	520	5.034	1.824	1.231	138	210,0	22,7
Septembre	734	586	5.637	2.066	1.369	157	190,5	21,5
Octobre	779	654	6.235	2.134	1.496	171	149,7	18,6
Novembre	743	617	5.869	2.087	1.373	156	89,8	12,5
Décembre	761	608	5.779	2.084	1.317	149	101,8	14,6
1965 Janvier	p 732	581	5.379	2.014	1.269	111	92,1	13,2
Février	p 709	538	5.058	1.745	1.218	116	75,6	12,2
Mars	p 767	594	5.615	1.867	1.380	126		
Avril		543	5.231			142		

¹ Les tonnes-km productives sont relatives aux transports commerciaux (à l'exclusion des transports en service) : c'est la somme des produits du poids de chaque expédition par le parcours pour lequel elle a été taxée.

² Les tonnes-km transportées sont calculées en faisant la somme des produits du tonnage transporté par le nombre de kilomètres du transport effectué.

Y - 1b. — Navigation maritime

Sources : Administration du port d'Anvers, [col. (1)], du port de Gand [col. (4)], I.N.S. (autres colonnes).

Moyennes mensuelles ou mois	Port d'Anvers			Port de Gand		
	Capacité des navires entrés (milliers de tonnes de jauge)	Marchandises (milliers de tonnes métriques)		Capacité des navires entrés (milliers de tonnes de jauge)	Marchandises (milliers de tonnes métriques)	
		Entrées	Sorties		Entrées	Sorties
	(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	(6)
1958	3.545	1.723	1.210	163	169	82
1959	3.622	1.668	1.266	145	152	83
1960	3.774	1.816	1.288	150	166	75
1961	3.846	1.936	1.284	139	167	61
1962	4.167	2.159	1.300	137	143	70
1963	4.356	2.602	1.282	151	162	67
1964	4.558			165		
1963 3 ^e trimestre	4.448	2.703	1.290	150	179	59
4 ^e trimestre	4.384	2.858	1.408	155	180	73
1964 1 ^{er} trimestre	4.558	2.968	1.573	185	178	75
2 ^e trimestre	4.570	2.887	1.431	165	190	109
3 ^e trimestre	4.449	3.046	1.246	162	178	59
4 ^e trimestre	4.654			150		
1965 1 ^{er} trimestre	4.312			182		
1964 Avril	4.639	2.858	1.522	164	138	125
Mai	4.428	2.632	1.357	152	189	86
Juin	4.643	3.172	1.414	178	243	117
Juillet	4.506	3.129	1.121	186	163	30
Août	4.489	2.973	1.310	162	209	47
Septembre	4.352	3.037	1.308	138	161	100
Octobre	4.657	3.185	1.394	158	212	66
Novembre	4.705	3.220	1.388	155	120	98
Décembre	4.599			138		
1965 Janvier	3.969			219		
Février	4.146			165		
Mars	4.821			161		
Avril				155		

¹ Trafic intérieur + importations + exportations + transit.

Y - 1c. — Navigation Intérieure

Source : I.N.S.

Ensemble des trafics ¹	
(milliers de tonnes métriques)	(millions de tonnes km.)
(1)	(2)
4.269	361
4.534	402
5.097	436
5.426	456
5.553	452
5.400	433
6.493	525
5.896	478
5.681	459
6.704	541
6.469	516
6.904	545
6.007	499
7.200	578
6.595	542
5.943	483
6.508	523

Y - 2. — TOURISME

(milliers de nuitées)

Source : Institut National de Statistique.

Moyennes mensuelles ou mois	Total	dont pays de résidence habituelle					
		Belgique	France	Pays-Bas	Royaume-Uni	Allemagne oc.	U.S.A.
1957	1.186	898	71	33	81	25	18
1958	1.341	877	84	37	102	69	51
1959	1.249	979	55	30	82	27	20
1960	1.307	982	69	33	99	33	25
1961	1.387	1.061	74	34	89	38	21
1962	1.437	1.083	82	37	98	41	23
1963	1.498	1.110	89	38	105	48	27
1964	1.577	1.151	102	42	111	48	27
1963 2 ^e trimestre	1.422	1.008	83	40	125	50	31
3 ^e trimestre	3.789	2.981	214	73	260	94	45
4 ^e trimestre	446	255	35	23	20	26	20
1964 1 ^{er} trimestre	458	267	37	22	29	26	14
2 ^e trimestre	1.398	982	82	41	121	49	34
3 ^e trimestre	4.009	3.103	254	80	274	112	48
4 ^e trimestre	444	250	34	23	19	25	21
1963 Décembre	399	245	28	22	17	19	12
1964 Janvier	348	198	25	18	15	20	13
Février	360	204	29	19	15	22	14
Mars	667	399	58	30	57	37	16
Avril	970	691	72	28	56	30	23
Mai	1.145	719	82	46	120	54	34
Juin	2.079	1.537	93	50	186	64	44
Juillet	5.374	4.504	190	80	322	87	55
Août	5.324	3.996	428	121	368	186	47
Septembre	1.329	808	143	39	133	63	43
Octobre	510	269	39	25	27	34	32
Novembre	415	232	34	22	15	24	18
Décembre	407	250	30	22	15	18	13

Y - 3. — COMMERCE INTERIEUR

a. — Indices des ventes

Base 1953 = 100

Source : Institut National de Statistique.

Moyennes mensuelles ou mois	Grands magasins à rayons multiples 1					Coopératives	Grandes entreprises spécialisées dans l'habillement 2		Gros-sistes	Entre-prises à suc-cursales	Indices après élimination des variations de prix et des variations saisonnières 6 (Calculs B.N.B.)					
	Indice général	Alimen-tation	Habillement	Ameu-blement	Ménage 3		Indice général	Hom-mes 4			Sous-vête-ments et acces-soires 5	Alimen-tation générale	Alimen-tation	Grands maga-sins	Coopé-ratives	Grossis-tes en alimen-tation générale
1958	139	140	138	129	149	131	132	105	139	131	128	121	129			
1959	144	145	149	126	150	132	136	104	145	138	131	120	132			
1960	156	159	159	141	162	138	144	106	155	144	143	125	142			
1961	161	160	164	145	165	144	168	116	163	152	145	130	147			
1962	170	172	172	154	171	152	166	142	173	172	151	135	154			
1963	180	177	185	164	179	161	186	143	179	193	156	140	156			
1964	196	188	200	183	200	168	210	151	196	220	163	140	163			
1963 3 ^e trimestre	171	159	174	172	182	153	161	138	183	185	158	139	155			
4 ^e trimestre	216	199	224	166	206	173	200	150	187	214	159	140	156			
1964 1 ^{er} trimestre	174	190	165	184	187	165	197	171	181	210	162	140	160			
2 ^e trimestre	188	178	207	180	188	166	249	128	194	213	161	141	163			
3 ^e trimestre	181	169	180	177	198	158	170	145	198	209	159	137	159			
4 ^e trimestre	240	216	247	191	227	183	224	159	211	249	170	143	168			
1965 1 ^{er} trimestre *	186	199	171	198	197	176	—	—	196	233	166	143	167			
1964 Mars	182	199	179	182	181	165	246	144	192	219	156	137	166			
Avril	187	189	196	184	189	165	287	128	195	211	160	144	166			
Mai	193	181	217	184	190	168	262	131	183	215	165	139	156			
Juin	185	165	208	172	186	164	199	126	204	212	159	140	169			
Juillet	190	164	202	181	205	156	186	222	200	207	157	137	160			
Août	171	168	153	164	191	158	137	99	196	206	157	136	155			
Septembre	183	175	185	187	197	160	188	113	199	213	163	138	163			
Octobre	217	202	250	199	214	176	273	140	203	237	172	141	164			
Novembre	224	196	212	171	189	165	200	135	197	223	164	141	168			
Décembre	278	249	278	203	279	208	199	203	233	287	172	146	173			
1965 Janvier *	190	197	182	214	196	180	—	—	187	231	172	141	156			
Février	174	194	146	185	198	170	—	—	184	224	167	146	166			
Mars	194	207	186	196	196	178	—	—	216	244	159	142	179			

* A partir de 1965 nouvelle série, indices sur base originale 1964 = 100 convertis en base 1953 = 100.
 1 Y compris les ventes en supermarché à partir de 1965. — 2 Un certain nombre de firmes supplémentaires ayant été incorporées à l'échantillon, les indices, à partir de 1962, ne sont plus entièrement comparables à ceux des années précédentes. — 3 Articles de ménage et appareils ménagers. — 4 Comprend principalement des vêtements de dessus. — 5 Sous-vêtements : hommes et/ou femmes. — 6 Chiffres révisés à la suite de l'application d'une nouvelle méthode d'élimination des variations saisonnières.

V - 3b. — Ventes à tempérament

1° — Résultats généraux

Source : Institut National de Statistique.

	Nombre de contrats en cours à fin de semestre (milliers)				Crédits en cours à fin de semestre (milliards de francs)				Crédit accordé au cours du semestre (milliards de francs)			
	Total	Financement par			Total	Financement par			Total	Financement par		
		vendeurs	banques	organismes de financement ou particuliers		vendeurs	banques	organismes de financement ou particuliers		vendeurs	banques	organismes de financement ou particuliers
1962 1 ^{er} semestre	1.405	634	170	601	11,85	3,15	3,91	4,79	5,29	1,73	1,65	1,91
2 ^o semestre	1.373	646	163	564	11,94	3,30	3,96	4,68	5,24	1,87	1,47	1,90
1963 1 ^{er} semestre	1.361	641	166	554	12,74	3,60	4,19	4,95	5,70	2,03	1,73	1,94
2 ^o semestre	1.404	699	171	534	13,67	4,05	4,51	5,11	6,28	2,16	1,93	2,19
1964 1 ^{er} semestre	1.395	727	154	514	14,27	4,75 ¹	4,11 ¹	5,41	6,43	2,62 ¹	1,67 ¹	2,14

2° — Retards de paiement

	Nombre de débiteurs en retard de payer 8 termes échus et plus au cours du semestre (milliers)				Total des montants de 8 termes impayés par les débiteurs visés dans les colonnes précédentes (millions de francs)			
	Total	Financement par			Total	Financement par		
		vendeurs	banques	organismes de financement ou particuliers		vendeurs	banques	organismes de financement ou particuliers
1962 1 ^{er} semestre	53	27	1	25	84,6	30,3	6,2	48,1
2 ^o semestre	54	31	1	22	87,9	33,8	7,6	46,5
1963 1 ^{er} semestre	57	32	1	24	100,1	35,7	8,3	56,1
2 ^o semestre	53	31	2	20	93,5	35,2	7,9	50,4
1964 1 ^{er} semestre	60	37	2	21	124,6	64,5	8,5	51,6

3° — Répartition des crédits accordés au cours du semestre, par nature des marchandises

	Total	Camions, camionnettes, autobus, matériel de transport lourd		Matériel agricole, tracteurs agricoles, bétail	Autos pour transport de personnes exceptés autobus		Motos, scooters, vélos, moteurs, bicyclettes	Textiles, fourrures, vêtements	Livres	Equipment professionnel autre que articles cités antérieurement (commerce, artisanat, industrie, professions libérales)	Articles ménagers et à usage personnel, non dénommés ailleurs	Services (voyages, réparations de véhicules à moteur)
		neufs	usagés		neufs	usagés						
		Nombre de contrats (milliers)										
1962 1 ^{er} semestre	742	3,7	1,2	2,8	30,5	15,3	15,8	337,6	21,4	8,0	300,6	5,1
2 ^o semestre	781	3,5	1,1	2,2	26,6	14,1	15,6	368,6	17,3	7,2	319,2	5,1
1963 1 ^{er} semestre	732	4,1	1,2	1,8	35,3	16,4	14,0	347,8	19,7	8,2	277,7	5,9
2 ^o semestre	846	4,2	1,2	1,7	34,6	16,9	14,8	401,1	16,2	9,3	342,9	3,4
1964 1 ^{er} semestre	813	4,5	1,3	2,0	39,9	16,7	12,3	366,0	15,5	7,7	342,2	5,2
Crédit accordé (millions de francs)												
1962 1 ^{er} semestre	5.290	475	76	89	1.626	411	122	294	45	423	1.689	40
2 ^o semestre	5.238	463	66	106	1.407	353	108	384	38	428	1.855	30
1963 1 ^{er} semestre	5.696	636	81	82	1.820	442	108	308	42	473	1.656	48
2 ^o semestre	6.280	712	84	103	1.873	462	105	326	40	538	1.994	44
1964 1 ^{er} semestre	6.428	844	106	110	2.107	450	89	277	42	597	1.773	33
Crédit accordé — Répartition en % par rapport au total												
1962 1 ^{er} semestre	100,0	9,0	1,4	1,7	30,7	7,8	2,3	5,5	0,9	8,0	31,9	0,8
2 ^o semestre	100,0	8,8	1,3	2,0	26,9	6,7	2,1	7,3	0,7	8,2	35,4	0,6
1963 1 ^{er} semestre	100,0	11,2	1,4	1,4	32,0	7,8	1,9	5,4	0,7	8,3	29,1	0,8
2 ^o semestre	100,0	11,3	1,3	1,6	29,8	7,4	1,7	5,2	0,6	8,6	31,8	0,7
1964 1 ^{er} semestre	100,0	13,1	1,6	1,7	32,8	7,0	1,4	4,3	0,7	9,3	27,6	0,5

¹ Jusqu'au second trimestre 1963, le chiffre des crédits accordés par les banques comprenait également un certain nombre de contrats présentés chez elles à l'escompte par leurs clients (vendeurs). A partir du 1^{er} semestre 1964, ces contrats ont dû être déclarés par leurs vendeurs eux-mêmes, ce qui explique une augmentation des chiffres concernant les vendeurs et une diminution équivalente des chiffres concernant les banques.

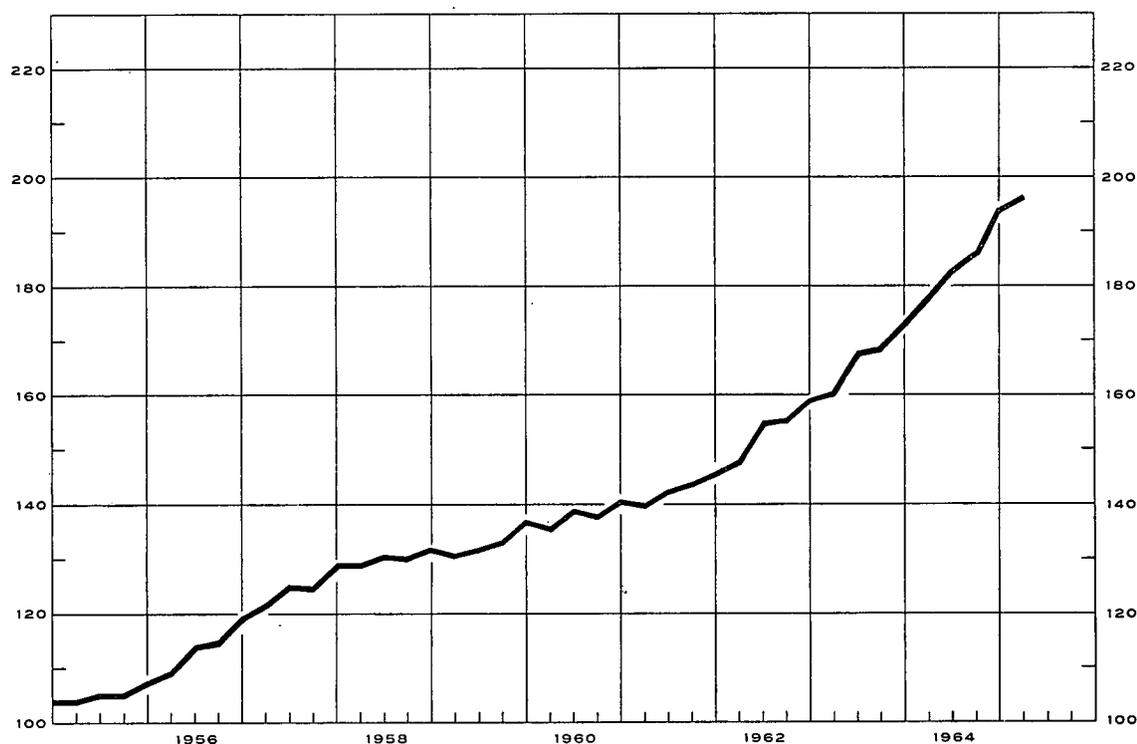
Références bibliographiques : Annuaire statistique de la Belgique. — Bulletin de Statistique de l'I.N.S. — Bulletin de la Chambre de Commerce d'Anvers. — Recherches économiques de Louvain (I.R.E.S.P.). — Statistique mensuelle du trafic international des ports (I.N.S.). — Chronique des transports (bimensuel) — Les transports maritimes, Etude Annuelle (O.C.D.E.). — Bulletin général de Statistiques (Office statistique des Communautés européennes).

VI. — REVENUS

1. — REMUNERATIONS DES OUVRIERS (hommes + femmes)

Indice du gain moyen brut par heure prestée

Base 1953 = 100



Indices des rémunérations dans l'industrie

Base 1953 = 100

Sources : col. (1) - (2) - (3) : B.N.B. (méthode d'établissement, voir Bulletin de novembre 1957, p. 418). — col. (4) : O.N.S.S. calculs B.N.B. (voir note) — col. (5) : I.R.E.S.P.

	Gain moyen par heure prestée	Salaire horaire type 1		Indice de la masse salariale 2	Indice du coût de la main-d'œuvre 3
		Ouvrier qualifié	Ouvrier non-qualifié		
	(1)	(2)	(3)	(4)	(5)
1956	115	114	114	118	114
1957	125	125	125	129	125
1958	131	129	129	125	132
1959	133	131	132	121	135
1960	138	135	137	128	141
1961	143	140	141	134	148
1962	154	149	151	146	160
1963	167	161	163	158	176
1963	4	167	160	162	
1964	p	185	176	180	199
1963 Déc.		173	164	166	182
1964 Mars		178	169	173	191
Juin		183	174	178	197
Sept.		186	178	182	201
Déc.	p	194	182	186	209
1965 Mars	p	196	187	192	215

Moyennes générales des salaires horaires des ouvriers

(charges sociales comprises)

Source : Fédération des Industries belges.

5	Belgique (francs belges)	Allemagne occidentale	Royaume-Uni	Pays-Bas	France	Italie
1955	29,91	90,1	98,4	71,9	n.d.	84,2
1956	32,68	89,7	97,6	72,5	n.d.	82,4
1957	35,67	92,2	93,7	70,4	n.d.	78,7
1958	37,04	95,1	95,0	70,2	101,4	80,4
1959	38,30	98,9	95,0	70,4	89,8	79,7
1960	39,71	105,2	98,4	73,8	92,8	81,5
1961	41,76	115,1	100,6	82,4	96,3	82,0
1962	44,72	119,6	98,9	84,7	98,8	89,3
1963	49,20	116,3	93,3	82,9	97,5	102,8
1961 Février-Avril	41,20	107,4	100,0	78,0	96,6	82,4
Août-Octobre	42,32	116,3	101,3	83,6	97,7	81,7
1962 Février-Avril	43,72	120,0	100,3	84,6	99,9	88,4
Août-Octobre	45,73	119,2	97,5	84,7	99,3	90,1
1963 Février-Avril	48,09	115,4	94,6	83,3	98,6	95,7
Août-Octobre	50,30	117,1	92,1	82,6	98,2	102,0
1964 Février-Avril	54,—	p116,2	90,1	85,1	94,6	100,7

1 Non compris les ouvriers du transport.

2 Il s'agit de l'indice simple des rémunérations globales allouées aux ouvriers assujettis à la sécurité sociale et appartenant aux industries extractives et manufacturières, à celles du bâtiment et de la construction, et aux transports et communications. (Pour la définition des rémunérations globales, voir XVe Rapport annuel O.N.S.S., p. 141.)

3 Cet indice, qui n'englobe pas les charbonnages, donne le coût horaire de la main-d'œuvre, et non pas le coût par unité produite.

4 Les indices du gain moyen par heure prestée et du salaire horaire type sont obtenus en pondérant les indices relatifs aux différents secteurs économiques par les rémunérations salariales globales payées dans ces secteurs. Les rémunérations salariales globales retenues sont celles de l'année 1953 pour les périodes figurant au-dessus de la ligne (1963 et années antérieures); ce sont celles de l'année 1963 pour les périodes figurant au-dessous de la ligne (1963 et périodes suivantes).

5 Les chiffres annuels sont des moyennes des taux horaires de février-avril et de août-octobre.

6 La F.I.B. publie les salaires horaires étrangers exprimés en francs belges sur la base des cours du change. Les pourcentages obtenus ne tiennent pas compte des variations de niveau des prix belges et étrangers : ils ne reflètent donc pas le rapport des salaires réels.

VI - 2. — GAINS HORAIRES BRUTS MOYENS DANS L'INDUSTRIE

(hommes + femmes — en francs par heure)

Source : I.N.S.

Groupe et branche d'industrie	1959 octobre	1960 octobre	1961 octobre	1962 octobre	1963 octobre	1964 avril	1964 octobre
<i>Industries extractives :</i>							
Extraction de charbon (fond et surf.) ¹	39,89	40,09	41,29	45,70	48,39	49,13	52,62
Carrières ¹	31,83	34,61	34,79	37,58	39,84	42,34	44,59
Total des industries extractives ¹	39,36	39,72	40,81	45,10	47,76	48,50	51,83
<i>Industries manufacturières :</i>							
Denrées alimentaires (sauf boissons)	25,24	25,98	27,67	29,41	32,75	34,79	37,09
Boissons	29,05	29,21	30,27	32,30	34,80	36,23	39,59
Tabac	21,54	22,27	22,94	26,12	29,50	30,49	33,50
Industries textiles	23,96	25,04	26,94	27,55	31,16	33,63	34,61
Chaussures, habillement	19,20	20,09	21,23	23,16	25,39	27,36	28,98
Bois (sauf meubles)	25,07	26,67	28,25	30,47	32,82	35,20	37,01
Industrie du meuble	26,08	27,59	30,05	31,38	35,27	37,92	40,65
Papier, articles en papier	26,99	28,98	30,85	33,39	35,87	38,86	39,61
Impressions et reliures	32,58	32,85	34,97	37,02	39,47	41,43	43,96
Cuir (sauf chaussures, habillement)	23,25	24,34	25,80	27,82	30,90	32,22	33,97
Industrie du caoutchouc	30,19	30,85	31,65	34,16	36,93	38,19	40,29
Industries chimiques	30,92	31,64	32,84	35,08	38,49	41,23	44,43
Industrie du pétrole	46,70	48,29	51,02	53,33	57,25	61,39	62,88
Produits minéraux non métalliques	29,23	30,37	32,05	34,43	37,31	40,19	42,55
Industries métallurgiques de base	39,19	41,11	42,13	45,11	47,96	49,85	52,08
Fabricat. métall., à l'exclus. des machines et du matériel de transport	30,12	31,08	32,72	35,92	38,85	42,06	43,37
Construction de machines, à l'exclusion des machines électriques	32,46	33,66	34,92	37,70	40,42	43,73	45,23
Industrie électrotechnique	28,89	29,60	30,18	33,57	35,48	38,85	39,97
Construction de matériel de transport ...	36,61	37,36	37,58	42,06	45,07	47,02	48,55
Industrie du diamant	24,90	25,42	25,99	26,72	31,50	31,71	33,24
Total des industries manufacturières	28,56	29,59	31,01	33,26	36,20	38,96	40,74
dont : hommes	32,20	33,30	34,63	37,13	40,10	42,66	44,53
femmes	19,13	20,00	21,10	22,78	25,45	27,87	29,16
Construction ¹	30,72	32,76	33,17	36,21	38,66	40,97	43,75
<i>Moyenne générale pour l'industrie :</i>							
Total (hommes + femmes)	30,24	31,36	32,40	35,00	37,82	40,11	42,20
dont : hommes	32,98	34,16	35,14	37,99	40,81	42,89	45,11

¹ Hommes seulement.

Références bibliographiques : Annuaire statistique de la Belgique. — Bulletin de Statistique de l'I.N.S. — Recherches économiques de Louvain (I.R.E.S.P.).
— Rapports annuels de l'O.N.S.S. — Revue du Travail. — Industrie, revue de la F.I.B. — Le coût de la main-d'œuvre dans l'industrie européenne.
Etudes et Documents nouvelle série, no 52, 1959 (B.I.T.). — Annuaire des statistiques du Travail (B.I.T.).

VII. — PRIX ET INDICES DE PRIX

1. — PRIX DE GROS MONDIAUX

Moyennes journalières	Froment à New-York	Café à New-York Santos IV	Laine Mérinos 64S au Royaume- Uni	Coton 15/16 middling (New-York- Spot)	Caoutchouc à Londres « Spot » price n° 1	Cuivre à Londres	Etain à Londres clôture	Ferrailles aux Etats-Unis	Pétrole brut à West-Texas
	cents par 60 lbs	cents par lb.	d par lb.	cents par lb.	d par lb.	£ par long ton	\$ par long ton	\$ par Barrel	
1957	272	56,4	125	36,4	26	219	755	47,7	2,90
1958	256	48,2	89	36,2	23	197	735	37,8	2,90
1959	251	36,8	91	34,6	29	238	785	40,3	2,78
1960	252	36,5	89	33,2	31	246	797	33,0	2,77
1961	254	35,8	90	34,3	24	230	888	35,3	2,86
1962	267	34,0	94	35,4	23	234	897	29,4	2,89
1963	269	34,3	107	35,4	21	234	910	27,0	2,89
1964	238	47,1	105	34,3	20	351	1.236	34,7	2,89
1963 3 ^e trimestre	253	33,6	104	35,2	20	234	913	25,3	2,89
4 ^e trimestre	270	35,8	111	35,1	20	235	976	25,7	2,89
1964 1 ^{er} trimestre	272	47,3	117	35,3	20	253	1.074	29,7	2,89
2 ^e trimestre	255	47,8	106	35,4	20	302	1.093	33,3	2,89
3 ^e trimestre	208	46,4	101	33,5	20	364	1.316	36,7	2,89
4 ^e trimestre	216	47,0	96	32,6	21	486	1.463	39,3	2,89
1965 1 ^{er} trimestre	210	<i>p</i> 46,1		32,6	<i>p</i> 22	412	1.262		
1964 Mai	269	47,5	102	35,4	20	300	1.054	33,5	2,89
Juin	220	46,8	104	35,4	20	293	1.183	34,5	2,89
Juillet	205	46,9	101	34,6	20	310	1.251	36,0	2,89
Août	208	46,6	101	33,3	20	362	1.272	38,0	2,89
Septembre	212	45,6	100	32,7	20	420	1.426	36,0	2,89
Octobre	214	47,8	98	32,5	21	491	1.584	38,3	2,89
Novembre	218	47,6	97	32,6	21	507	1.488	39,5	2,89
Décembre	215	45,7	92	32,6	21	459	1.317	40,0	2,89
1965 Janvier	212	45,7	90	32,5	<i>p</i> 22	362	1.255	39,0	2,89
Février	211	46,4	91	32,6	<i>p</i> 22	426	1.231	38,0	
Mars	207	46,4		32,7	<i>p</i> 23	448	1.301		
Avril	204	<i>p</i> 45,7		32,7	<i>p</i> 23	488	<i>p</i> 1.431		
Mai	<i>p</i> 200	<i>p</i> 46,2		<i>p</i> 32,8	<i>p</i> 22	<i>p</i> 504	<i>p</i> 1.515		

VII - 2. — INDICES DES PRIX DE GROS MONDIAUX

Base 1953 = 100

Sources : Comtel Reuter — Moody's Investors Service — Der Volkswirt — Chamber of Shipping.

Moyennes mensuelles ou mois	Indice Reuter	Indice Moody	Indice Volkswirt (anciens indices Schulze)			Frêt Royaume Uni (affrètement au voyage) 1 2
			général	industriel	alimentaire	
1957	93	100	104	107	98	145
1958	84	96	98	100	96	87
1959	84	93	100	103	94	93
1960	85	90	99	104	90	96
1961	84	90	99	103	90	102
1962	84	89	98	101	90	85
1963	94	90	100	103	95	104
1964	96	90	104	107	96	107
1963 3 ^e trimestre	92	89	100	102	94	101
4 ^e trimestre	98	90	103	104	100	125
1964 1 ^{er} trimestre	98	92	104	105	100	110
2 ^e trimestre	96	91	103	106	97	105
3 ^e trimestre	94	89	103	107	93	102
4 ^e trimestre	96	89	105	110	94	113
1965 1 ^{er} trimestre	93	90	103	108	92	
1964 Mai	96	92	103	106	98	106
Juin	94	89	102	106	94	103
Juillet	93	89	102	106	93	104
Août	94	89	103	107	93	101
Septembre	95	88	104	109	93	101
Octobre	97	88	105	111	94	114
Novembre	97	89	105	111	93	115
Décembre	95	90	104	109	94	109
1965 Janvier	92	90	102	107	92	111
Février	93	90	103	108	92	
Mars	93	90	103	108	93	
Avril	93	91	104	110	92	
Mai	93	93				

1 Affrètement au voyage pour cargaisons sèches.

2 La composition de la statistique ayant été élargie, les chiffres à partir de 1960 ne sont plus tout à fait comparables à ceux des périodes précédentes.

VII - 3. — INDICES DES PRIX DE GROS EN BELGIQUE

Base 1953 = 100 (*)

Source : Ministère des Affaires Economiques et de l'Energie.

Moyennes mensuelles ou mois	Indice général	Produits		Produits agricoles			Produits industriels					Ensemble des produits industriels pris à trois stades de fabric.			
		indigènes	importés	indice général	animaux	végétaux	indice général	minéraux	métaux et prod. métal.	textiles	chimiques	matériaux de construction	matières premières	demi-produits	produits finis
1956	103,7	103,5	103,3	97,2	101,0	93,5	105,3	105,8	111,6	95,8	105,6	106,9	104,2	107,0	104,7
1957	106,3	107,4	102,3	98,7	103,1	94,5	108,2	112,1	114,4	98,2	108,9	111,9	105,6	109,4	109,2
1958	101,8	105,5	93,9	96,0	92,8	98,9	103,2	105,8	109,6	87,5	107,9	115,0	96,3	102,4	108,4
1959	101,4	104,7	95,3	95,0	95,9	94,1	103,0	103,7	109,8	84,9	107,6	115,4	96,4	102,4	107,8
1960	102,6	105,0	96,5	92,2	98,2	86,8	105,4	101,4	110,2	92,2	107,0	121,4	101,5	104,0	108,9
1961	102,4	105,4	94,8	94,3	110,2	81,5	104,5	99,4	109,1	93,3	104,5	121,7	99,9	103,0	108,5
1962	103,2	108,6	92,7	100,8	106,9	95,2	103,8	97,7	108,5	90,5	104,5	125,6	97,4	103,1	108,6
1963	105,8	111,0	94,6	107,0	117,9	97,5	105,4	99,7	109,4	95,5	105,1	130,0	98,8	104,6	110,7
1964	110,7	116,4	100,2	109,9	126,7	96,0	110,9	104,6	116,2	98,8	108,4	140,5	104,7	110,5	115,6
1963 3 ^e trimestre ..	105,0	109,9	93,5	105,2	118,7	93,7	104,9	99,4	109,7	94,6	103,9	130,1	97,6	104,1	110,5
1963 4 ^e trimestre ..	107,4	112,7	95,6	109,7	125,1	96,8	106,9	101,7	110,6	98,4	105,3	131,1	100,9	106,3	111,5
1964 1 ^{er} trimestre ..	109,3	115,3	98,5	109,3	126,2	95,3	109,3	103,0	113,1	100,6	108,0	135,4	103,5	108,5	114,0
1964 2 ^e trimestre ..	110,5	116,7	99,1	110,8	125,4	98,4	110,4	103,7	115,4	98,6	108,7	139,9	103,9	109,9	115,3
1964 3 ^e trimestre ..	111,1	116,5	101,0	108,5	126,3	93,8	111,8	105,3	117,7	99,2	107,6	143,2	105,6	111,5	116,3
1964 4 ^e trimestre ..	111,9	117,1	102,1	111,1	129,1	96,4	112,1	106,5	118,7	96,6	109,2	143,0	105,7	112,1	116,7
1965 1 ^{er} trimestre ..	111,7	116,5	102,4	112,2	128,4	98,6	111,6	107,6	118,3	93,2	110,4	142,9	105,1	110,7	116,9
1963 Décembre	108,7	113,9	96,8	112,4	130,1	97,8	107,8	102,7	111,0	99,7	106,2	132,1	102,2	107,3	112,1
1964 Janvier	109,2	115,6	97,7	112,5	129,7	98,3	108,3	102,9	111,6	100,3	107,7	132,1	102,7	107,6	112,9
1964 Février	109,2	115,0	98,6	107,2	123,5	93,7	109,6	103,3	113,5	101,1	108,1	136,2	104,1	108,7	114,3
1964 Mars	109,6	115,3	99,2	108,1	125,3	94,0	109,9	102,9	114,1	100,3	108,3	137,8	103,7	109,1	114,9
1964 Avril	110,2	116,3	98,6	110,4	124,1	98,8	110,1	103,0	114,6	99,1	109,3	138,2	103,5	109,7	114,9
1964 Mai	110,3	116,3	99,1	110,8	126,5	97,7	110,1	103,9	115,1	98,4	108,3	138,2	104,1	109,7	114,7
1964 Juin	111,1	117,4	99,6	111,1	125,7	98,8	111,0	104,3	116,5	98,3	108,5	143,2	104,2	110,3	116,4
1964 Juillet	110,7	116,4	100,1	108,2	125,8	93,7	111,3	105,2	117,4	98,9	106,2	143,2	105,2	111,1	115,8
1964 Août	111,3	116,6	101,2	108,6	126,6	93,9	111,9	105,4	117,4	100,6	106,3	143,2	106,4	111,3	116,2
1964 Septembre	111,4	116,4	101,7	108,6	126,4	94,0	112,1	105,2	118,2	98,2	110,4	143,2	105,3	112,1	116,9
1964 Octobre	112,0	116,9	102,7	110,1	127,5	95,9	112,4	105,9	118,9	97,7	110,3	143,3	105,8	112,5	117,1
1964 Novembre	111,9	117,0	102,0	111,3	129,1	96,7	112,1	106,8	119,0	96,4	108,6	142,9	105,7	112,3	116,5
1964 Décembre	111,9	117,3	101,7	111,9	130,7	96,5	111,8	106,9	118,1	95,7	108,8	142,9	105,7	111,5	116,4
1965 Janvier	112,1	117,0	102,7	113,8	129,9	100,4	111,7	107,5	118,0	94,3	109,5	142,9	105,3	110,8	116,7
1965 Février	111,5	116,1	102,6	110,9	126,3	98,0	111,7	107,9	118,7	92,9	110,7	142,9	105,1	110,8	116,9
1965 Mars	111,5	116,5	102,0	111,8	129,0	97,5	111,5	107,5	118,3	92,3	110,9	142,9	104,8	110,4	117,0
1965 Avril	111,9	117,4	101,8	114,1	131,8	99,5	111,4	106,2	118,1	92,9	110,9	142,4	104,2	110,5	117,1

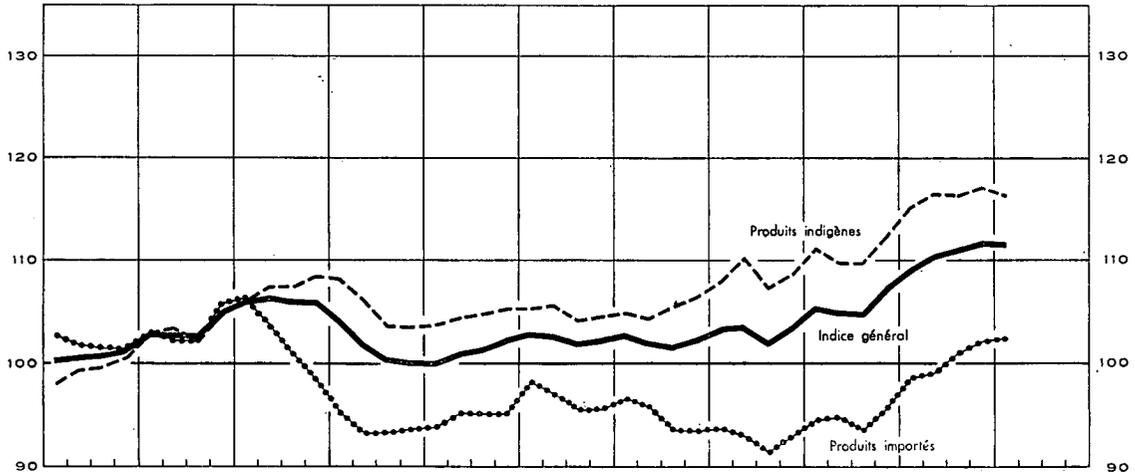
* Indices base originale 1986-88 = 100 convertis en indices 1953 = 100.

VII - 3. — INDICES DES PRIX DE GROS EN BELGIQUE

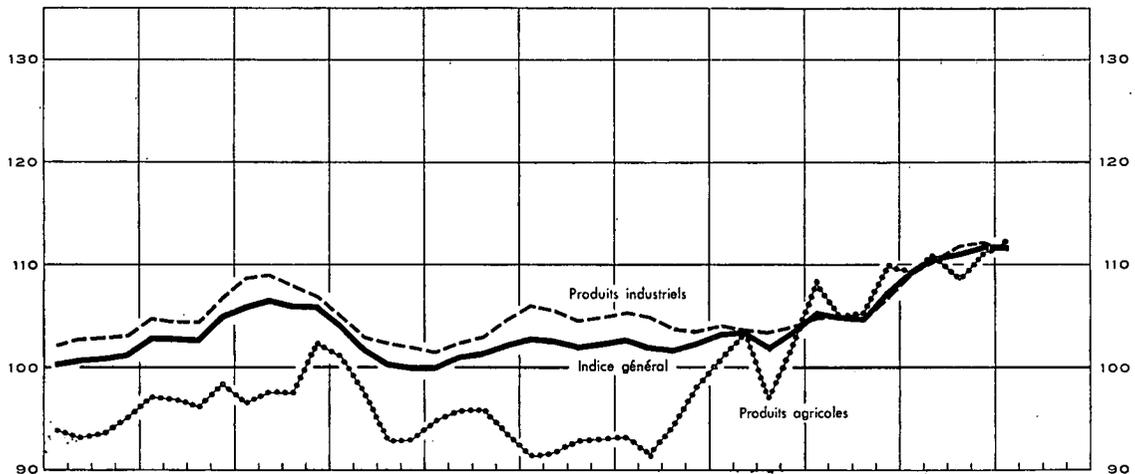
Base 1953 = 100

Source : M.A.E.

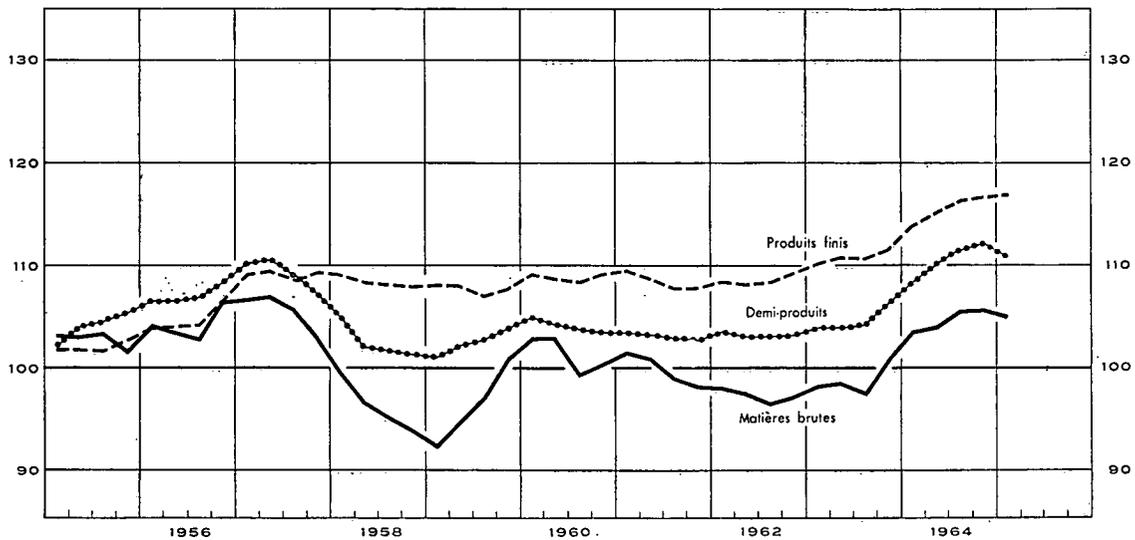
PRODUITS INDIGENES ET PRODUITS IMPORTES



PRODUITS AGRICOLES ET PRODUITS INDUSTRIELS



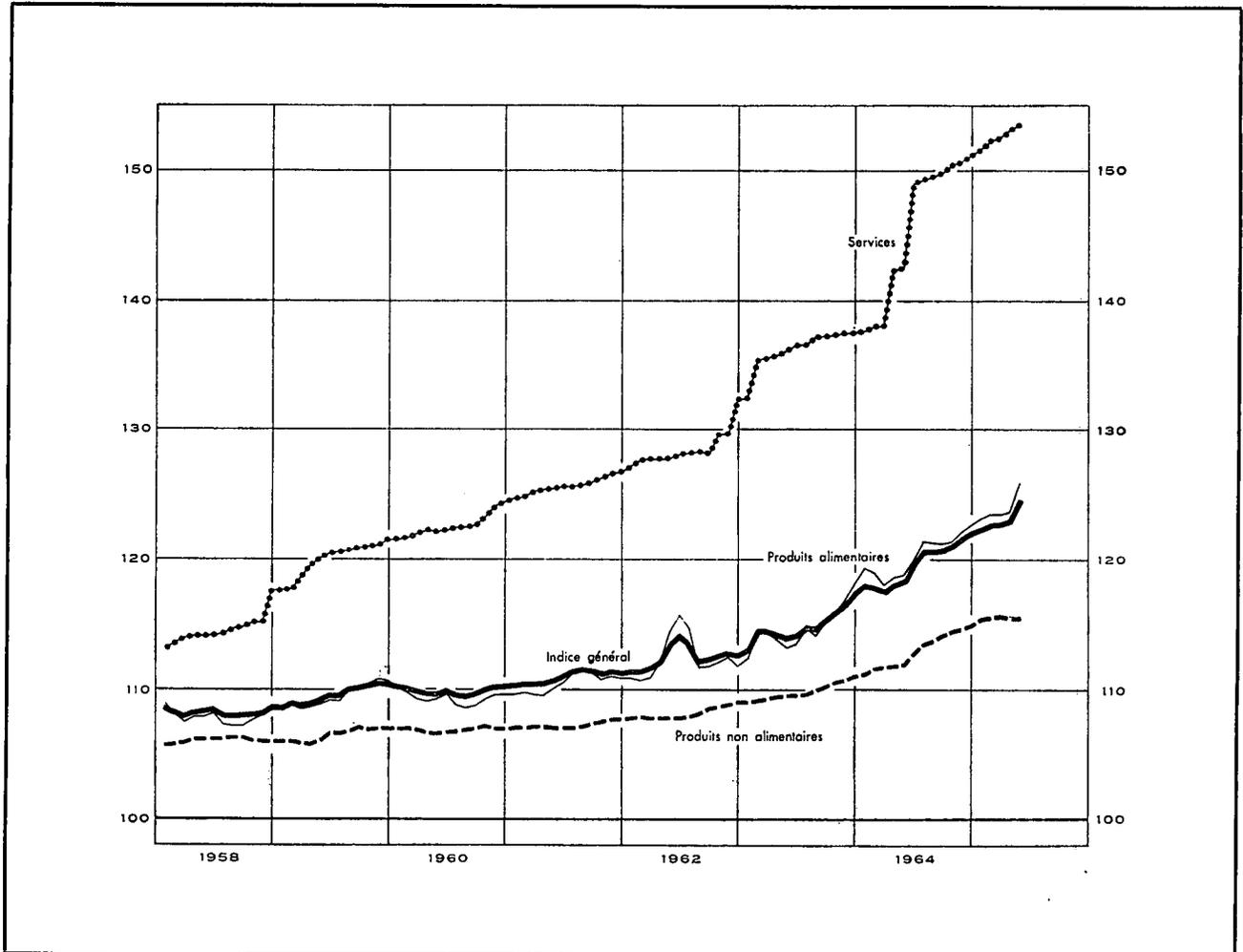
PRIX A TROIS STADES DE FABRICATION



VII - 4. — INDICES DES PRIX DE DETAIL EN BELGIQUE

Base 1953 = 100

Source : Ministère des Affaires Economiques et de l'Energie.



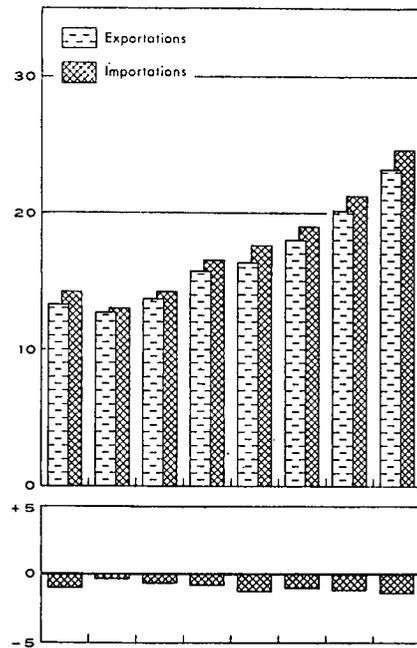
Moyennes mensuelles ou mois	Indice général 65 produits		Produits alimentaires 85 produits		Produits non alimentaires 25 produits		Services 5 produits	
	1964	1965	1964	1965	1964	1965	1964	1965
1955	100,80		101,6		99,2		101,0	
1956	103,65		104,2		101,5		105,5	
1957	106,93		107,0		104,5		111,7	
1958	108,31		107,9		106,2		114,6	
1959	109,64		109,5		106,6		120,0	
1960	109,97		109,3		107,0		122,6	
1961	111,06		110,5		107,4		125,7	
1962	112,62		112,5		108,3		128,5	
1963	115,04		114,7		109,9		136,3	
1964	119,84		120,3		113,1		145,7	
1 ^{er} trimestre	117,90	122,74	118,8	123,4	111,6	115,6	137,9	152,1
2 ^e trimestre	118,86		119,1		112,2		144,6	
3 ^e trimestre	120,87		121,3		113,8		149,5	
4 ^e trimestre	121,72		122,1		114,8		150,8	
Janvier	118,11	122,51	119,4	123,2	111,3	115,5	137,6	151,6
Février	117,98	122,80	119,0	123,5	111,7	115,6	138,0	152,3
Mars	117,61	122,91	118,0	123,5	111,8	115,7	138,0	152,5
Avril	118,21	123,11	118,6	123,7	111,9	115,6	142,2	153,1
Mai	118,50	124,58	118,8	125,9	112,0	115,6	142,5	153,5
Juin	119,88		119,8		112,8		149,0	
Juillet	120,84		121,4		113,5		149,3	
Août	120,84		121,3		113,8		149,5	
Septembre	120,93		121,2		114,2		149,8	
Octobre	121,24		121,4		114,5		150,4	
Novembre	121,76		122,2		114,8		150,7	
Décembre	122,16		122,7		115,0		151,2	

Références bibliographiques : Annuaire statistique de la Belgique. — Bulletin de Statistique de l'I.N.S. — Revue du Travail. — Industrie, revue de la F.I.B. — Recherches économiques de Louvain (I.R.E.S.P.). — L'industrie textile belge, revue de Febeltex. — Der Volkswirt. — Wirtschaft und Statistik. — Bulletin mensuel de Statistique (O.N.U.). — Monthly Digest of Statistics. — Bulletin statistique de l'I.N.S.E.E. — Bulletins statistiques : Statistiques générales (O.C.D.E.). — Données statistiques (Conseil de l'Europe). — Journaux financiers : Agféi, Het Financiële Dagblad, The Financial Times, L'Information.

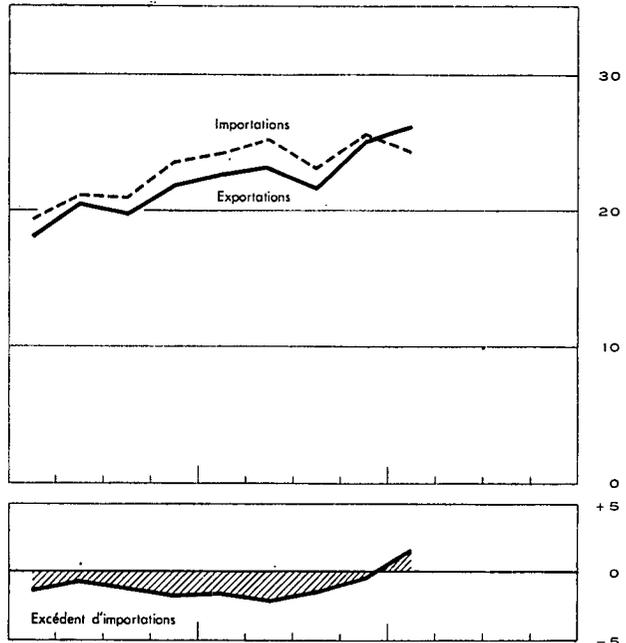
VIII. — COMMERCE EXTERIEUR DE L'U.E.B.L.

IMPORTATIONS, EXPORTATIONS ET BALANCE COMMERCIALE

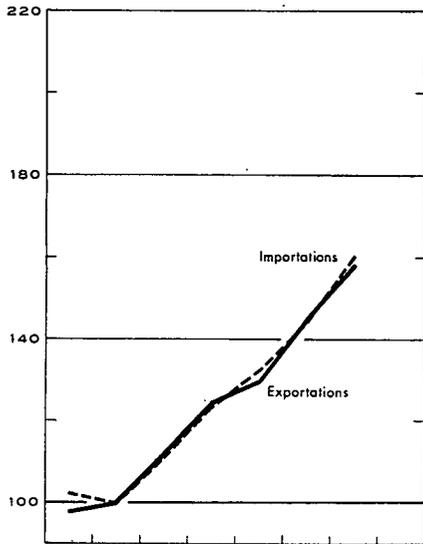
Source : I.N.S.



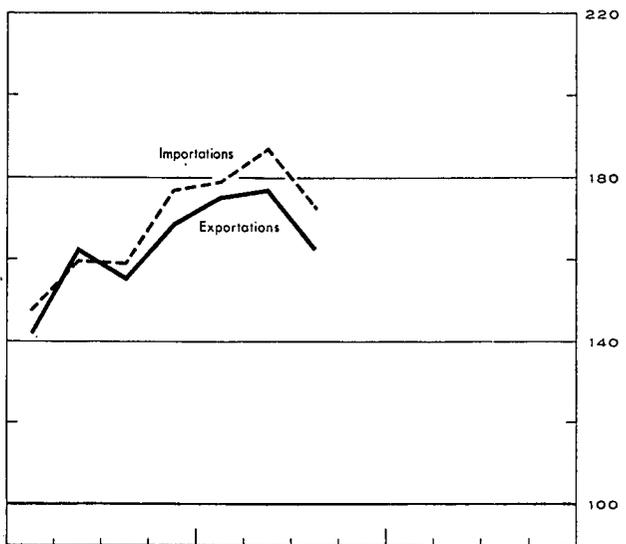
Milliards de francs



Source I.N.S. - Calculs B.N.B.

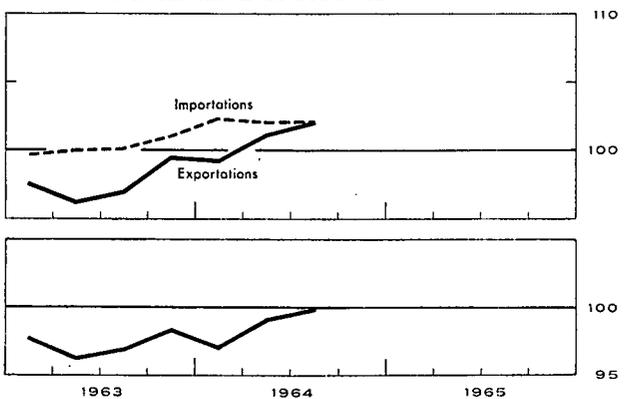
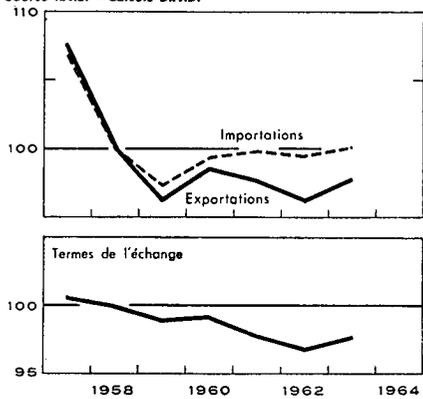


INDICES DU VOLUME



Source I.N.S. - Calculs B.N.B.

INDICES DES VALEURS UNITAIRES MOYENNES ET DES TERMES DE L'ECHANGE



VIII - 1. — COMMERCE EXTERIEUR DE L'U.E.B.L. — TABLEAU GENERAL

Moyennes mensuelles ou mois	Source : I.N.S.				Source : I.N.S. — Calculs B.N.B.				
	Valeur (milliards de francs)			Pourcent. exportations importations	Indices base 1958 = 100				
	Importations	Exportations	Balance commerciale		du volume		des prix à l'échange 1		
1957	14,3	13,3	- 1,0	93	102,5	97,8	106,9	107,6	100,7
1958	13,0	12,7	- 0,3	97	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0
1959	14,3	13,7	- 0,6	96	111,4	111,6	97,4	96,4	99,0
1960	16,5	15,7	- 0,8	95	123,8	125,0	99,4	98,7	99,3
1961	17,6	16,4	- 1,2	93	132,3	130,0	99,9	97,8	97,9
1962	19,0	18,0	- 1,0	95	144,6	145,1	99,5	96,4	96,9
1963	21,3	20,2	- 1,1	95	160,5	157,9	100,1	97,9	97,8
1964	24,7	23,3	- 1,4	94					
1963 3 ^e trimestre	21,0	19,9	- 1,1	95	159,3	156,1	100,1	97,1	97,0
4 ^e trimestre	23,6	22,0	- 1,6	93	177,1	168,8	101,1	99,6	98,5
1964 1 ^{er} trimestre	24,3	22,8	- 1,5	94	179,0	175,6	102,4	99,4	97,1
2 ^e trimestre	25,3	23,3	- 2,0	92	187,1	177,2	102,1	101,3	99,2
3 ^e trimestre	23,3	21,8	- 1,5	93	173,2	163,1	102,1	102,1	100,0
4 ^e trimestre	25,8	25,3	- 0,5	98					
1965 1 ^{er} trimestre p	24,5	26,2	+ 1,7	107					
1964 Janvier-mars	24,3	22,8	- 1,5	94					
1965 Janvier-février p	23,2	25,1	+ 1,9	108					
Janvier-mars p	24,5	26,2	+ 1,7	107					
1964 Mars	24,2	23,4	- 0,8	97					
Avril	25,7	24,5	- 1,2	95					
Mai	23,9	21,3	- 2,6	89					
Juin	25,6	24,2	- 1,4	94					
Juillet	24,3	22,7	- 1,6	92					
Août	20,9	18,8	- 2,1	90					
Septembre	24,0	23,8	- 0,2	99					
Octobre	25,6	26,0	+ 0,4	102					
Novembre	24,6	24,6	-	100					
Décembre	26,8	25,1	- 1,7	94					
1965 Janvier	22,8	24,1	+ 1,3	106					
Février p	23,7	26,0	+ 2,3	110					
Mars p	27,0	28,6	+ 1,6	106					

1 Termes de l'échange = $\frac{\text{Indices des prix à l'exportation}}{\text{Indices des prix à l'importation}}$

N. B. — En raison des rectifications apportées aux chiffres cumulés, les chiffres des trimestres et les chiffres des x premiers mois ne correspondent pas nécessairement à la moyenne des chiffres mensuels.

VIII - 2. — EXPORTATIONS DE L'U.E.B.L. — Répartition selon la nature des produits
(milliards de francs)

Source : I.N.S. (classement B.N.B. d'après le Classement type pour le Commerce international de l'O.N.U.).

Moyennes mensuelles ou mois	Produits sidérurgiques	Fabrications métalliques	Métaux non ferreux	Textiles	Produits chimiques	Industrie houillère	Industrie pétrolière	Verres et glaces	Perles et pierres précieuses	Produits agricoles	Divers	Total
1956	3,0	2,3	1,2	2,1	1,0	0,5	0,4	0,3	0,6	0,3	1,5	13,2
1957	3,1	2,5	1,0	2,2	1,0	0,5	0,4	0,3	0,5	0,3	1,5	13,3
1958	2,8	2,6	0,9	1,8	1,0	0,3	0,5	0,3	0,5	0,4	1,6	12,7
1959	2,8	2,7	1,1	2,1	1,2	0,2	0,5	0,4	0,7	0,4	1,6	13,7
1960	3,5	3,2	1,3	2,4	1,2	0,2	0,5	0,5	0,7	0,4	1,8	15,7
1961	3,1	3,8	1,3	2,6	1,2	0,2	0,4	0,4	0,8	0,5	2,1	16,4
1962	3,20	4,34	1,36	2,92	1,28	0,22	0,46	0,52	0,83	0,68	2,20	18,01
1963	3,21	5,03	1,54	3,23	1,46	0,25	0,66	0,50	0,96	0,89	2,43	20,16
<i>Nouvelle série</i>												
1963	3,21	4,80	1,54	3,23	1,46	0,25	0,66	0,50	0,96	0,89	2,66	20,16
1964	3,75	5,85	1,84	3,56	1,65	0,27	0,65	0,57	1,17	0,84	3,14	23,29
1963 1 ^{er} trimestre	2,99	4,12	1,33	3,04	1,33	0,16	0,51	0,47	0,90	0,91	2,38	18,14
2 ^e trimestre	3,35	5,18	1,62	3,23	1,50	0,28	0,67	0,47	0,90	0,80	2,65	20,65
3 ^e trimestre	3,24	4,72	1,51	3,02	1,42	0,26	0,80	0,53	0,96	0,80	2,62	19,88
4 ^e trimestre	3,25	5,18	1,71	3,65	1,60	0,29	0,66	0,55	1,08	1,03	2,99	21,99
1964 1 ^{er} trimestre	3,67	5,80	1,68	3,63	1,52	0,32	0,69	0,59	1,10	0,74	3,06	22,80
2 ^e trimestre	3,85	5,83	1,80	3,66	1,73	0,28	0,62	0,57	1,14	0,67	3,18	23,33
3 ^e trimestre	3,67	5,40	1,84	3,19	1,61	0,22	0,59	0,54	1,05	0,76	2,89	21,76
4 ^e trimestre	3,83	6,36	2,04	3,74	1,75	0,24	0,69	0,58	1,37	1,20	3,47	25,27
1964 Octobre	4,22	6,16	2,09	3,92	1,80	0,24	0,59	0,63	1,57	1,24	3,56	26,02
Novembre	3,72	6,05	2,02	3,73	1,73	0,23	0,70	0,57	1,21	1,29	3,30	24,55
Décembre	3,54	6,88	2,02	3,44	1,72	0,25	0,79	0,56	1,32	1,08	3,49	25,09
1965 Janvier	4,25	6,53	2,09	3,67	1,99	0,22	0,33	0,61	0,06	1,24	3,13	24,12

N. B. — Le contenu de chaque rubrique correspond à l'intitulé, même si les produits sont fabriqués par une branche d'industrie dont ils ne constituent pas l'activité principale.

Pour une analyse du commerce extérieur de 1948 à 1957 : voir le *Bulletin d'Information et de Documentation*, XXXIV^e année, vol. II, no 1, juillet 1959. — Pour l'analyse de l'année 1959 : XXXV^e année, vol. II, no 1, juillet 1960; de l'année 1960 : XXXVI^e année, vol. II, no 1, août 1961; de l'année 1961 : XXXVII^e année, vol. II, no 1, juillet 1962; de l'année 1962 : XXXVIII^e année, vol. II, no 1 - 2, juillet-août 1963; de l'année 1963 : XXXIX^e année, vol. II, no 3, septembre 1964.

VIII - 3. — IMPORTATIONS DE L'U.E.B.L. — Répartition selon l'usage des produits

(millions de francs)

Source : Institut National de Statistique. — Calculs B.N.B.

Moyennes mensuelles	Biens de production destinés													Biens de consommation					Biens d'équipement 13	Divers 14	Total général				
	Total	aux industries métallurgiques et fabrications métalliques 1	aux industries textiles	à l'agriculture et aux industries alimentaires 2	à l'industrie diamantaire	à l'industrie du bois et du liège	à l'industrie du cuir 3	aux industries du papier et des arts graphiques 4	à l'industrie du tabac	aux industries de la construction 5	aux industries du caoutchouc 6	aux raffineries de pétrole 7	à divers secteurs de production					Total				non durables			durables 12
													combustibles		produits chimiques 9	produits métalliques 9	autres produits 10					alimentaires		autres 11	
													liquides 8	autres								produits animaux	produits végétaux		
1954	7.197	1.957	1.212	1.033	293	194	118	103	74			541	439	250		983	2.263	349	643		1.271	1.164	...	10.624	
1955	8.238	2.540	1.211	912	417	240	116	127	74			649	474	306		1.172	2.367	369	637		1.361	1.245	...	11.850	
1956	9.434	3.065	1.277	1.089	507	196	124	132	78			809	612	367		1.178	2.554	385	735		1.434	1.646	1	13.635	
1957	9.814	2.827	1.427	1.045	532	227	124	147	88			1.022	717	401		1.257	2.844	404	767		1.673	1.643	1	14.302	
1958	8.596	2.437	935	1.059	451	193	106	121	94			957	700	410		1.133	2.758	351	742		1.665	1.682	1	13.037	
1959	9.682	2.858	1.088	1.170	675	206	142	244	98	111		897	677	445		1.071	2.969	376	751	275	1.567	1.689	1	14.341	
1960	11.453	3.808	1.270	1.278	773	271	172	244	105	227		946	652	666		1.041	3.085	359	804	313	1.609	1.950	...	16.488	
1960 *	11.549	3.922	1.271	1.300	773	272	172	245	104	222	88	595	351	685	667	235	647	3.089	353	798	307	1.630	1.850	...	16.488
1961	12.070	4.045	1.472	1.245	793	283	196	247	109	242	81	623	344	724	696	277	691	3.285	395	812	309	1.769	2.223	1	17.579
1962	12.987	4.388	1.581	1.464	771	267	197	237	103	253	75	659	415	782	764	311	720	3.423	377	846	314	1.886	2.568	3	18.981
1963	14.395	4.700	1.662	1.480	938	316	219	265	119	290	82	933	393	960	898	344	796	4.019	462	920	360	2.277	2.883	3	21.300
1963	14.400	4.705	1.662	1.480	938	316	219	265	119	290	82	933	393	960	898	344	796	3.937	462	920	360	2.195	2.884	79	21.300
1964	16.163	5.145	1.958	1.591	1.126	397	233	293	140	360	88	992	405	985	1.077	442	931	4.972	696	1.050	402	2.824	3.459	83	24.677
1963 1 ^{er} trimestre	13.376	4.438	1.666	1.485	843	168	234	220	109	203	84	855	520	756	809	304	682	3.487	394	808	336	1.949	2.446	95	19.404
2 ^e trimestre	14.191	4.727	1.561	1.297	945	291	217	260	118	309	87	898	366	1.013	941	344	817	3.918	374	1.003	372	2.169	2.972	93	21.174
3 ^e trimestre	14.053	4.497	1.621	1.373	913	434	194	276	121	319	71	986	312	973	848	344	771	3.958	512	892	353	2.201	2.946	59	21.016
4 ^e trimestre	15.979	5.158	1.798	1.763	1.052	369	231	304	127	329	87	994	375	1.097	993	386	916	4.383	568	975	376	2.464	3.171	70	23.603
1964 1 ^{er} trimestre	16.066	4.931	2.005	1.822	1.110	270	275	266	125	330	96	956	543	987	1.059	415	876	4.847	610	1.079	405	2.753	3.283	66	24.262
2 ^e trimestre	16.386	5.412	2.171	1.399	1.150	407	227	302	139	391	92	821	421	976	1.080	457	941	5.113	649	1.197	385	2.882	3.672	112	25.283
3 ^e trimestre	15.411	4.890	1.794	1.441	1.060	520	191	300	131	352	77	1.048	302	959	1.008	420	918	4.646	649	886	373	2.738	3.177	90	23.324
4 ^e trimestre	16.788	5.348	1.862	1.700	1.184	391	240	304	165	368	87	1.144	355	1.016	1.159	476	989	5.283	876	1.037	447	2.923	3.703	59	25.833

* Chiffres approximatifs constitués au moyen des anciennes positions tarifaires.

1 Rubrique modifiée à partir de 1960 :

a) par l'incorporation de certains produits classés précédemment soit dans les « Biens de production servant aux divers secteurs de production — autres produits », soit dans les « Biens de consommation durables », soit dans les « Biens d'équipement ».

b) par l'exclusion de produits qui sont dorénavant repris dans les « Biens de production servant à divers secteurs de production — autres produits ». Cette rubrique comprend, avant et après 1960, les pièces détachées d'automobiles.

2 Rubrique modifiée, en 1963, par l'incorporation de produits repris précédemment dans le poste « Biens de consommation durables ».

3 Rubrique modifiée par l'incorporation de produits repris précédemment sous la rubrique « Biens de consommation non durables — autres que alimentaires ». Cette rubrique comprend, avant et après 1960, les céréales.

4 La nouvelle série reprend les chaussures de toute nature, sauf celles en caoutchouc.

5 Rubrique modifiée, à partir de 1959, par l'incorporation de produits classés précédemment dans le poste : « Biens de production destinés à divers secteurs de production : autres produits ».

6 Nouvelle rubrique, à partir de 1959, dont le contenu figurait auparavant en ordre principal dans le poste « Biens de production destinés à divers secteurs de la production : autres produits ».

7 Nouvelle rubrique, à partir de 1960, dont le contenu figurait auparavant dans les « Biens de production servant à divers secteurs de production : produits chimiques et autres produits ».

8 Nouvelle rubrique, à partir de 1960, dont le contenu figurait auparavant dans les « Biens de production servant à divers secteurs de production : combustibles liquides ».

9 Rubrique scindée, à partir de 1960, : voir note 7.

10 Nouvelle rubrique, à partir de 1960, dont le contenu figurait auparavant en ordre principal dans le poste : Biens de production servant à divers secteurs de production : autres produits ».

11 Rubrique modifiée, voir notes 1, 4, 5, 6 et 9.

12 Nouvelle rubrique, à partir de 1959, dont le contenu figurait auparavant en ordre principal dans le poste « Biens de consommation durables ».

13 Rubrique modifiée.

a) en 1959 : voir note 11.

b) en 1960, par incorporation de produits venant des « Biens d'équipement » et par exclusion d'autres produits allant aux « Biens de production destinés aux industries métallurgiques et aux fabrications métalliques ».

c) en 1964, par exclusion de produits allant aux « Biens de production destinés aux industries métallurgiques et aux fabrications métalliques » et au poste « Divers ».

14 Rubrique modifiée : voir note 12 b) et par des produits allant aux « Biens de production destinés aux industries métallurgiques et aux fabrications métalliques ».

15 Rubrique constituée, en ordre principal, depuis 1963, par des positions tarifaires confidentielles.

VIII - 4a. — INDICES DES VALEURS UNITAIRES MOYENNES

Base 1958 = 100

Source : Institut National de Statistique — Calculs B.N.B.

	1955	1956	1957	1958	1959	1960	1961	1962	1963	1963				1964			
										4e trim.	1er trim.	2e trim.	3e trim.	4e trim.	1er trim.	2e trim.	3e trim.
IMPORTATIONS (G.I.F.) — Répartition selon l'usage des produits.																	
Biens de production	101,1	105,9	109,4	100,0	98,6	100,8	100,2	98,7	98,9	98,5	98,6	98,8	97,9	100,2	101,1	101,2	100,5
Biens de consommation	102,8	101,7	103,4	100,0	96,9	96,9	99,0	98,9	100,0	100,1	99,3	98,7	100,3	100,7	101,9	102,3	102,4
Biens d'équipement	94,4	92,8	100,7	100,0	92,1	97,5	101,1	106,5	108,4	106,6	109,2	110,2	113,4	108,6	111,7	108,5	111,9
Ensemble ...	100,6	103,1	106,9	100,0	97,4	99,4	99,9	99,5	100,1	99,5	99,8	100,0	100,1	101,1	102,4	102,1	102,1
EXPORTATIONS (F.O.B.) — Répartition selon la nature des produits.																	
Sidérurgie	95,2	106,0	113,5	100,0	93,2	103,0	98,5	93,7	91,3	93,1	92,2	91,1	90,8	91,0	90,3	92,0	93,9
Fabrications métalliques	90,3	93,5	103,3	100,0	95,2	93,0	94,8	95,3	100,0	95,5	97,9	96,8	98,2	102,5	100,3	104,2	103,6
Métaux non ferreux	132,4	144,8	118,6	100,0	111,4	116,6	110,7	109,4	111,2	109,0	109,1	110,2	111,4	113,0	116,9	119,9	126,7
Textiles	109,8	107,6	110,7	100,0	94,7	100,0	101,2	100,7	103,7	100,6	101,3	102,0	104,2	107,0	109,0	108,4	110,9
Produits chimiques	109,0	107,8	102,8	100,0	98,6	98,2	98,7	94,7	92,4	94,2	94,8	92,6	90,5	93,3	94,8	93,9	93,1
Industrie houillère	72,9	88,2	102,7	100,0	81,8	74,6	70,3	71,9	81,9	76,6	81,8	81,8	79,9	83,8	96,9	104,7	93,3
Industrie pétrolière	79,1	84,2	103,8	100,0	93,9	85,2	85,2	83,2	80,8	82,8	82,1	79,0	81,9	80,5	82,2	78,2	78,1
Verres et glaces	90,8	97,1	98,9	100,0	100,1	99,5	101,1	99,8	96,6	97,7	94,8	95,0	97,2	99,3	98,3	100,0	98,8
Produits agricoles	95,6	106,2	101,3	100,0	99,3	98,2	100,3	105,0	114,3	105,3	125,8	110,4	111,5	115,9	99,7	113,0	109,7
Ciments	94,4	99,4	99,0	100,0	97,6	94,6	99,0	98,3	98,6	95,7	101,5	94,6	98,0	102,1	99,7	98,1	104,0
Carrières	88,7	94,3	101,6	100,0	96,1	101,6	98,2	96,8	95,4	95,1	100,4	95,3	95,4	94,5	97,6	94,9	95,7
Céramiques	90,4	96,7	100,6	100,0	97,8	88,3	91,1	95,7	100,7	95,2	100,1	100,9	100,1	100,9	105,4	105,7	112,1
Bois et meubles	100,6	102,5	105,4	100,0	96,5	98,3	99,3	97,0	99,0	97,5	99,1	100,0	98,2	99,0	102,3	103,7	102,6
Peaux, cuirs et chaussures	95,8	96,7	103,7	100,0	109,0	110,6	110,3	108,8	102,7	112,0	106,7	100,9	101,1	103,4	110,0	107,2	108,9
Papier et livre	102,2	100,0	99,1	100,0	92,6	94,5	92,4	95,3	92,7	93,5	94,1	90,7	93,2	93,9	95,3	94,5	96,4
Tabacs manufacturés	101,3	99,7	101,5	100,0	95,3	95,7	100,5	111,7	105,7	108,7	108,8	106,0	106,3	102,8	97,9	104,4	103,9
Caoutchouc	109,0	108,9	104,6	100,0	97,4	92,6	88,4	86,2	83,0	84,1	82,5	83,3	82,6	84,7	82,8	83,7	82,1
Industries alimentaires	105,5	102,5	109,6	100,0	91,1	91,1	91,1	89,6	94,2	91,6	92,0	93,1	90,9	97,7	100,3	99,5	100,7
Divers	82,9	85,4	103,9	100,0	99,1	95,3	90,1	87,8	88,9	91,0	86,7	88,2	90,7	91,5	88,6	94,2	97,6
Ensemble ...	98,3	103,3	107,6	100,0	96,4	98,7	97,8	96,4	97,9	96,4	97,7	96,4	97,1	99,6	99,4	101,3	102,1
INDICES DES TERMES DE L'ECHANGE ¹																	
Ensemble ...	97,7	100,2	100,7	100,0	99,0	99,3	97,9	96,9	97,8	96,9	97,9	96,4	97,0	98,5	97,1	99,2	100,0

¹ Indices des termes de l'échange = $\frac{\text{indice des valeurs unitaires moyennes à l'exportation (f.o.b.)}}{\text{indice des valeurs unitaires moyennes à l'importation (c.i.f.)}}$

VIII - 4b. — INDICES DU VOLUME

Base 1958 = 100

Source : Institut National de Statistique — Calculs B.N.B.

	1955	1956	1957	1958	1959	1960	1961	1962	1963	1962					1964		
										4e trim.	1er trim.	2e trim.	3e trim.	4e trim.	1er trim.	2e trim.	3e trim.
IMPORTATIONS (C.I.F.) — Répartition selon l'usage des produits.																	
Biens de production	94,6	103,9	104,4	100,0	111,3	124,4	130,9	145,6	159,7	156,9	149,5	157,1	157,5	175,6	173,6	176,9	167,5
Biens de consommation	83,9	91,9	99,9	100,0	110,9	121,5	128,1	131,8	152,4	145,4	136,9	155,4	155,0	169,6	185,5	194,9	177,1
Biens d'équipement	80,7	100,8	97,0	100,0	112,5	122,9	147,7	161,4	179,3	171,8	154,3	183,2	177,7	199,9	200,1	231,5	199,4
Ensemble ...	90,4	101,1	102,5	100,0	111,4	123,8	132,3	144,6	160,5	156,5	147,5	159,8	159,3	177,1	179,0	187,1	173,2
EXPORTATIONS (F.O.B.) — Répartition selon la nature des produits.																	
Sidérurgie	93,1	101,7	99,5	100,0	110,8	127,4	117,5	127,3	130,9	125,4	120,7	137,0	132,7	133,0	152,8	155,6	146,0
Fabrications métalliques	88,3	92,5	92,2	100,0	109,1	130,5	141,2	164,6	175,0	159,2	151,7	183,4	171,2	183,2	208,8	210,7	189,9
Métaux non ferreux	90,4	97,4	90,6	100,0	111,3	124,3	131,9	135,2	150,7	141,6	133,5	161,0	147,1	164,6	156,6	163,7	158,1
Textiles	97,7	108,6	110,0	100,0	119,6	129,5	139,0	158,5	170,0	172,6	163,9	172,9	158,0	186,1	181,7	183,9	156,7
Produits chimiques	77,7	85,4	94,6	100,0	115,6	115,3	123,4	130,3	151,0	125,5	134,2	153,5	148,6	161,1	153,3	174,0	165,2
Industrie houillère	207,4	153,3	137,7	100,0	78,8	82,3	90,7	88,1	85,6	80,3	54,4	97,6	92,4	98,4	94,8	76,9	67,1
Industrie pétrolière	74,8	93,6	81,9	100,0	100,1	103,8	97,2	107,1	154,3	95,8	116,3	161,4	184,8	154,7	158,5	150,4	142,1
Verres et glaces	96,4	102,5	91,2	100,0	130,2	143,7	145,1	168,8	169,5	170,4	160,6	160,6	175,6	180,5	196,3	187,3	178,7
Produits agricoles	68,5	79,3	71,7	100,0	96,9	100,1	110,5	138,0	158,3	167,7	162,6	161,2	156,1	195,3	165,0	127,0	142,8
Ciments	156,8	135,2	142,6	100,0	114,5	108,2	111,3	109,2	99,3	119,5	51,1	122,2	114,7	110,0	98,5	125,1	107,1
Carrières	93,8	108,8	108,3	100,0	111,4	117,6	131,6	154,0	173,9	162,5	104,0	198,5	197,7	200,5	181,3	219,8	208,9
Céramiques	120,2	130,7	110,6	100,0	120,7	172,7	229,3	196,3	206,7	208,5	156,7	208,0	215,1	249,6	230,3	240,4	247,4
Bois et meubles	102,3	118,1	113,4	100,0	129,4	162,3	205,5	287,1	349,4	344,4	266,7	375,8	345,0	411,4	401,1	417,2	370,4
Peaux, cuirs et chaussures	107,1	110,7	98,5	100,0	120,9	124,4	160,1	175,8	195,5	176,6	178,3	185,2	193,8	222,1	217,0	193,9	200,8
Papier et livre	71,2	87,5	98,4	100,0	114,0	133,4	140,2	161,8	181,7	181,2	168,1	182,8	176,3	203,6	195,3	210,0	188,2
Tabacs manufacturés	44,5	58,2	82,7	100,0	126,2	147,9	178,8	167,2	216,0	177,5	178,6	208,1	208,1	269,0	249,5	256,8	266,5
Caoutchouc	88,5	108,0	99,8	100,0	117,0	124,8	148,1	165,6	187,0	181,5	186,9	184,0	179,0	194,6	221,6	216,7	205,3
Industries alimentaires	95,7	96,9	92,4	100,0	112,8	130,5	154,1	185,8	209,9	212,9	210,8	231,7	210,4	218,9	211,2	232,4	207,0
Divers	109,2	127,7	99,0	100,0	117,4	138,5	147,9	153,7	155,1	144,2	160,5	139,9	146,5	169,1	187,0	157,7	146,6
Ensemble ...	93,3	100,4	97,8	100,0	111,6	125,0	130,0	145,1	157,9	147,7	142,2	163,1	156,1	168,8	175,6	177,2	163,1

VIII - 5. — ORIENTATION GEOGRAPHIQUE DU COMMERCE EXTERIEUR DE L'U.E.B.L.

(milliards de francs)

Source : Institut National de Statistique.

Moyennes mensuelles ou mois	Allemagne occidentale ¹			France ¹			Pays-Bas		
	importations	exportations	balance commerc.	importations	exportations	balance commerc.	importations	exportations	balance commerc.
1956	2,03	1,34	- 0,69	1,62	1,41	- 0,21	1,78	2,89	+ 1,11
1957	2,23	1,36	- 0,87	1,70	1,46	- 0,24	2,02	3,02	+ 1,00
1958	2,24	1,46	- 0,78	1,51	1,34	- 0,17	2,05	2,63	+ 0,58
1959	2,34	1,82	- 0,52	1,80	1,25	- 0,55	2,26	2,92	+ 0,66
1960	2,81	2,48	- 0,33	2,24	1,64	- 0,60	2,45	3,35	+ 0,90
1961	3,14	2,51	- 0,63	2,59	1,84	- 0,75	2,69	3,83	+ 1,14
1962	3,55	3,18	- 0,37	2,77	2,24	- 0,53	2,80	4,11	+ 1,31
1963	4,10	3,73	- 0,37	3,20	2,94	- 0,26	3,14	4,55	+ 1,41
1964	4,89	4,83	- 0,06	3,65	3,53	- 0,12	3,67	5,34	+ 1,67
1963 3 ^e trimestre	4,10	3,78	- 0,32	2,89	2,72	- 0,17	3,10	4,54	+ 1,44
1963 4 ^e trimestre	4,66	4,00	- 0,66	3,70	3,32	- 0,38	3,42	4,98	+ 1,56
1964 1 ^{er} trimestre	4,70	4,19	- 0,51	3,92	3,53	- 0,39	3,61	5,24	+ 1,63
1964 2 ^e trimestre	5,05	4,68	- 0,37	3,83	3,65	- 0,18	3,57	5,42	+ 1,85
1964 3 ^e trimestre	4,64	4,75	+ 0,11	3,14	3,12	- 0,02	3,44	4,96	+ 1,52
1964 4 ^e trimestre	5,16	5,69	+ 0,53	3,72	3,80	+ 0,08	4,05	5,75	+ 1,70
1965 1 ^{er} trimestre	4,90	5,59	+ 0,69	3,89	3,78	- 0,11	3,94	5,80	+ 1,86
1964 Mars	4,99	4,62	- 0,37	4,03	3,48	- 0,55	3,59	5,55	+ 1,96
1964 Avril	5,18	4,72	- 0,46	3,88	3,73	- 0,15	3,74	5,84	+ 2,10
1964 Mai	4,79	4,64	- 0,15	3,56	3,34	- 0,22	3,37	4,71	+ 1,34
1964 Juin	5,17	4,69	- 0,48	3,97	3,88	- 0,09	3,54	5,72	+ 2,18
1964 Juillet	4,52	5,06	+ 0,54	3,39	3,47	+ 0,08	3,23	4,91	+ 1,68
1964 Août	4,31	4,12	- 0,19	2,72	2,27	- 0,45	3,24	4,38	+ 1,14
1964 Septembre	5,04	5,08	+ 0,04	3,17	3,63	+ 0,46	3,82	5,59	+ 1,77
1964 Octobre	5,11	5,67	+ 0,56	3,80	3,81	+ 0,01	4,29	6,02	+ 1,73
1964 Novembre	4,92	5,39	+ 0,47	3,49	3,65	+ 0,16	3,96	5,51	+ 1,55
1964 Décembre	5,44	5,92	+ 0,48	3,84	3,90	+ 0,06	3,86	5,74	+ 1,88
1965 Janvier	4,53	5,01	+ 0,48	3,62	3,42	- 0,20	3,52	5,06	+ 1,54
1965 Février	4,63	5,30	+ 0,67	3,90	3,68	- 0,22	3,89	5,51	+ 1,62
1965 Mars	5,53	6,45	+ 0,92	4,14	4,24	+ 0,10	4,40	6,83	+ 2,43
Moyennes mensuelles ou mois	Italie			Communauté Economique Européenne			Total métropoles O.C.D.E. ²		
	importations	exportations	balance commerc.	importations	exportations	balance commerc.	importations	exportations	balance commerc.
1956	0,20	0,26	+ 0,06	5,63	5,90	+ 0,27	7,75	8,26	+ 0,51
1957	0,27	0,28	+ 0,01	6,22	6,12	- 0,10	8,47	8,42	- 0,05
1958	0,28	0,29	+ 0,01	6,08	5,72	- 0,36	8,03	7,92	- 0,11
1959	0,34	0,36	+ 0,02	6,74	6,35	- 0,39	8,94	8,71	- 0,23
1960	0,39	0,48	+ 0,09	7,89	7,95	+ 0,06	10,35	10,78	+ 0,43
1961	0,48	0,53	+ 0,05	8,90	8,71	- 0,19	11,51	11,68	+ 0,17
1962	0,56	0,72	+ 0,16	9,68	10,25	+ 0,57	12,50	13,25	+ 0,75
1963	0,74	1,04	+ 0,30	11,18	12,26	+ 1,08	14,33	15,51	+ 1,18
1964	0,94	0,88	- 0,06	13,14	14,58	+ 1,44	16,64	17,96	+ 1,32
1963 3 ^e trimestre	0,82	1,08	+ 0,26	10,91	12,12	+ 1,21	13,85	15,21	+ 1,36
1963 4 ^e trimestre	0,79	1,14	+ 0,35	12,57	13,44	+ 0,87	16,14	16,97	+ 0,83
1964 1 ^{er} trimestre	0,90	1,00	+ 0,10	13,13	13,96	+ 0,83	16,51	17,36	+ 0,85
1964 2 ^e trimestre	1,02	0,86	- 0,16	13,46	14,61	+ 1,15	17,06	18,06	+ 1,00
1964 3 ^e trimestre	0,96	0,80	- 0,16	12,18	13,63	+ 1,45	15,47	16,62	+ 1,15
1964 4 ^e trimestre	0,87	0,88	+ 0,01	13,81	16,12	+ 2,31	17,53	19,81	+ 2,28
1965 1 ^{er} trimestre	0,92	0,91	- 0,01	13,64	16,07	+ 2,43	17,24	20,21	+ 2,97
1964 Mars	0,91	1,00	+ 0,09	13,52	14,65	+ 1,13	16,87	17,93	+ 1,06
1964 Avril	1,02	0,94	- 0,08	13,82	15,23	+ 1,41	17,34	18,97	+ 1,63
1964 Mai	1,08	0,74	- 0,34	12,80	13,43	+ 0,63	16,24	16,50	+ 0,26
1964 Juin	0,97	0,88	- 0,09	13,65	15,17	+ 1,52	17,39	18,71	+ 1,32
1964 Juillet	1,00	0,80	- 0,20	12,13	14,23	+ 2,10	15,97	17,17	+ 1,20
1964 Août	0,97	0,67	- 0,30	11,24	11,44	+ 0,20	13,76	14,09	+ 0,33
1964 Septembre	0,89	0,92	+ 0,03	12,93	15,23	+ 2,30	16,41	18,63	+ 2,22
1964 Octobre	0,98	0,87	- 0,11	14,18	16,37	+ 2,19	17,78	20,07	+ 2,29
1964 Novembre	0,74	0,86	+ 0,12	13,11	15,41	+ 2,30	16,74	19,20	+ 2,46
1964 Décembre	0,90	0,91	+ 0,01	14,04	16,47	+ 2,43	17,91	20,05	+ 2,14
1965 Janvier	0,73	0,92	+ 0,19	12,40	14,41	+ 2,01	15,80	18,74	+ 2,94
1965 Février	0,91	0,82	- 0,09	13,33	15,31	+ 1,98	16,87	19,25	+ 2,38
1965 Mars	1,13	0,98	- 0,15	15,20	18,50	+ 3,30	19,06	22,64	+ 3,58

¹ La Sarre est incluse dans la France jusqu'au 1^{er} semestre 1959 et dans l'Allemagne occidentale à partir du 2^e semestre 1959.
² Y compris l'Espagne à partir de 1960.

VIII - 5. — ORIENTATION GEOGRAPHIQUE DU COMMERCE EXTERIEUR DE L'U.E.B.L.
(milliards de francs)

Source : Institut National de Statistique.

Moyennes mensuelles ou mois	Etats-Unis			Royaume-Uni			Pays de la zone sterling autres que le Royaume-Uni		
	importations	exportations	balance commerc.	importations	exportations	balance commerc.	importations	exportations	balance commerc.
1956	1,70	1,26	- 0,44	1,10	0,84	- 0,26	1,14	0,94	- 0,20
1957	1,77	1,09	- 0,68	1,17	0,74	- 0,43	1,18	0,87	- 0,31
1958	1,29	1,17	- 0,12	0,96	0,72	- 0,24	0,97	0,80	- 0,17
1959	1,35	1,81	+ 0,46	1,19	0,81	- 0,38	1,11	0,68	- 0,43
1960	1,63	1,49	- 0,14	1,21	0,87	- 0,34	0,95	0,83	- 0,12
1961	1,56	1,50	- 0,06	1,33	0,86	- 0,47	0,95	0,81	- 0,14
1962	1,88	1,72	- 0,16	1,53	0,90	- 0,63	1,14	0,74	- 0,40
1963	1,97	1,71	- 0,26	1,76	1,16	- 0,60	1,29	0,81	- 0,48
1964	2,19	1,88	- 0,31	1,89	1,15	- 0,74	1,47	0,88	- 0,59
1963 3 ^e trimestre	1,90	1,83	- 0,07	1,62	1,11	- 0,51	1,42	0,73	- 0,69
4 ^e trimestre	2,23	1,77	- 0,46	1,89	1,24	- 0,65	1,19	0,84	- 0,35
1964 1 ^{er} trimestre	2,17	1,88	- 0,29	1,80	1,24	- 0,56	1,41	0,99	- 0,42
2 ^e trimestre	2,18	1,97	- 0,21	2,03	1,17	- 0,86	1,69	0,85	- 0,84
3 ^e trimestre	2,06	1,87	- 0,19	1,82	0,95	- 0,87	1,44	0,77	- 0,67
4 ^e trimestre	2,33	1,79	- 0,54	1,91	1,25	- 0,66	1,35	0,89	- 0,46
1965 1 ^{er} trimestre p	1,76	1,98	+ 0,22	2,00	1,32	- 0,68			
1964 Mars	2,12	1,86	- 0,26	1,82	1,09	- 0,73	1,42	0,88	- 0,54
Avril	2,18	2,16	- 0,02	2,00	1,32	- 0,68	1,77	0,86	- 0,91
Mai	2,21	1,79	- 0,42	1,98	0,96	- 1,02	1,49	0,77	- 0,72
Juin	2,07	1,97	- 0,10	2,06	1,21	- 0,85	1,74	0,94	- 0,80
Juillet	2,14	2,17	+ 0,03	2,41	0,99	- 1,42	1,56	0,83	- 0,73
Août	2,03	1,56	- 0,47	1,16	0,81	- 0,35	1,48	0,72	- 0,76
Septembre	1,99	1,87	- 0,12	1,88	1,06	- 0,82	1,09	0,76	- 0,33
Octobre	2,14	2,01	- 0,13	1,94	1,28	- 0,66	1,03	0,88	- 0,15
Novembre	2,16	1,81	- 0,35	1,87	1,27	- 0,60	1,48	0,89	- 0,59
Décembre	2,68	1,54	- 1,14	1,89	1,19	- 0,70	1,46	0,89	- 0,57
1965 Janvier	1,83	1,45	- 0,38	1,82	1,38	- 0,44	1,21	0,96	- 0,25
Février p	1,09	2,45	+ 1,36	2,02	1,24	- 0,78			
Mars p	2,37	2,03	- 0,34	2,16	1,33	- 0,83			
	Amérique latine 1			Congo et Ruanda-Urundi			Europe orientale		
Moyennes mensuelles ou mois	importations	exportations	balance commerc.	importations	exportations	balance commerc.	importations	exportations	balance commerc.
1956	0,70	0,55	- 0,15	1,01	0,59	- 0,42	0,43	0,45	+ 0,02
1957	0,65	0,80	+ 0,15	0,79	0,58	- 0,21	0,44	0,40	- 0,04
1958	0,63	0,77	+ 0,14	0,69	0,49	- 0,20	0,39	0,37	- 0,02
1959	0,64	0,72	+ 0,08	0,81	0,38	- 0,43	0,46	0,37	- 0,09
1960	0,75	0,68	- 0,07	1,11	0,26	- 0,85	0,50	0,57	+ 0,07
1961	0,72	0,64	- 0,08	0,96	0,19	- 0,77	0,56	0,55	- 0,01
1962	0,85	0,58	- 0,27	0,76	0,21	- 0,55	0,61	0,50	- 0,11
1963	0,92	0,46	- 0,46	0,71	0,21	- 0,50	0,67	0,46	- 0,21
1964	0,96	0,61	- 0,35	0,86	0,28	- 0,58	0,74	0,51	- 0,23
1963 2 ^e trimestre	0,86	0,45	- 0,41	0,67	0,18	- 0,49	0,63	0,47	- 0,16
3 ^e trimestre	0,98	0,46	- 0,52	0,72	0,20	- 0,52	0,76	0,47	- 0,29
4 ^e trimestre	0,96	0,51	- 0,45	0,72	0,27	- 0,45	0,78	0,53	- 0,25
1964 1 ^{er} trimestre	0,92	0,56	- 0,36	0,79	0,27	- 0,52	0,62	0,52	- 0,10
2 ^e trimestre	1,13	0,57	- 0,48	0,91	0,26	- 0,65	0,70	0,54	- 0,16
3 ^e trimestre	0,85	0,64	- 0,21	0,90	0,28	- 0,62	0,82	0,46	- 0,36
4 ^e trimestre	0,94	0,66	- 0,28	0,84	0,33	- 0,51	0,81	0,50	- 0,31
1964 Janvier	1,05	0,59	- 0,46	0,92	0,28	- 0,64	0,75	0,55	- 0,20
Février	0,93	0,58	- 0,35	0,86	0,29	- 0,57	0,60	0,43	- 0,17
Mars	0,76	0,52	- 0,24	0,59	0,24	- 0,35	0,52	0,58	+ 0,06
Avril	1,06	0,57	- 0,49	1,05	0,20	- 0,85	0,58	0,62	+ 0,04
Mai	1,14	0,47	- 0,67	0,77	0,32	- 0,45	0,62	0,50	- 0,12
Juin	1,11	0,67	- 0,44	0,91	0,27	- 0,64	0,90	0,50	- 0,40
Juillet	0,75	0,58	- 0,17	1,16	0,30	- 0,86	0,77	0,46	- 0,31
Août	0,76	0,66	- 0,10	0,59	0,27	- 0,32	0,80	0,45	- 0,35
Septembre	0,96	0,70	- 0,26	0,89	0,26	- 0,63	0,87	0,48	- 0,39
Octobre	1,01	0,75	- 0,26	0,82	0,36	- 0,46	0,73	0,48	- 0,25
Novembre	0,83	0,57	- 0,26	0,71	0,28	- 0,43	0,78	0,45	- 0,33
Décembre	0,99	0,68	- 0,31	0,77	0,34	- 0,43	0,89	0,53	- 0,36
1965 Janvier	0,99	0,78	- 0,21	0,48	0,34	- 0,14	0,63	0,66	+ 0,03

1 Comprend : Amérique Centrale, Amérique du Sud et Mexique.

Références bibliographiques : Bulletin mensuel du Commerce extérieur de l'U.E.B.L. — Annuaire statistique de la Belgique. — Bulletin de Statistique de l'I.N.S. — Industrie, revue de la F.I.B. — L'industrie textile belge, revue mensuelle de Febeltex. — Bulletin commercial belge de l'Office belge du Commerce extérieur. Revue Commerciale de la Chambre Néerlandaise pour la Belgique et le Luxembourg. — Bulletins statistiques : commerce extérieur (O.C.D.E.). — Statistical Papers : Direction of International Trade (O.N.U.), Bulletin général de Statistiques (Office statistique des Communautés européennes). — Recherches économiques de Louvain (I.R.E.S.P.). — *op. cit.* N.B. du tableau VIII - 2.

IX. — BALANCE DES PAIEMENTS

IX - 1. — BALANCE DES PAIEMENTS DE L'UNION ECONOMIQUE BELGO-LUXEMBOURGEOISE *

Chiffres annuels — Ancienne série

(milliards de francs)

	1952	1953	1954	1955	1956	1957	1958	1959	1960	1961
A. Transactions sur biens et services.										
1. Opérations sur marchandises ¹ :										
1.1. Exportations - Importations (f.o.b.) ²	+ 11,1	- 1,7	- 5,9	+ 1,5	+ 1,0	- 6,4	+ 0,9	- 4,2	- 1,9	- 5,7
1.2. Travail à façon	+ 3,1	+ 2,1	+ 1,6	+ 2,0	+ 2,6	+ 2,6	+ 2,4	+ 1,8	+ 2,6	+ 3,4
1.3. Opérations d'arbitrage	+ 1,1	+ 1,5	+ 1,7	+ 1,4	+ 1,9	+ 2,6	+ 1,2	+ 0,6	+ 0,6	+ 2,3
2. Or non monétaire	- 0,1	...	...	- 0,1	- 0,8	- 1,1	...	- 0,6	- 0,6	- 1,1
3. Transports ²	- 4,6	- 2,3	- 2,7	+ 1,1	+ 0,8	+ 3,0	+ 2,8	+ 2,5	+ 1,2	- 0,6
4. Primes et indemnités d'assurances	- 0,2	...	- 0,1	- 0,7	- 0,6	- 0,6	- 0,7	- 0,7	- 0,9	- 0,7
5. Déplacements à l'étranger ^{1 3}	- 1,5	- 0,8	- 0,2	+ 0,3	+ 1,0	+ 1,1	+ 3,3	- 1,4	- 1,4	- 1,1
6. Revenus d'investissements	+ 0,8	+ 1,1	+ 1,1	+ 2,1	+ 3,5	+ 3,3	+ 2,5	+ 1,1	+ 2,3	+ 2,4
7. Transactions des pouvoirs publics non comprises ailleurs	+ 0,6	- 0,4	- 1,1	- 0,2	- 1,0	+ 0,1	- 0,6	- 2,2	- 2,4	- 2,7
8. Autres	+ 0,6	+ 0,5	+ 1,8	+ 2,4	+ 3,6	+ 3,9	+ 5,7	+ 4,3	+ 5,4	+ 5,6
Total des transactions sur biens et services ...	+ 10,9	...	- 3,8	+ 9,8	+ 12,0	+ 8,5	+ 17,5	+ 1,2	+ 4,9	+ 1,8
B. Transferts.										
9. Transferts privés	+ 0,2	+ 0,4	+ 1,0	+ 1,1	+ 1,3	+ 1,5	+ 1,2	+ 3,2	+ 3,1	+ 3,5
10. Transferts de l'Etat ...	+ 0,4	+ 0,2	...	...	...	...	...	- 0,8	- 2,5	- 0,8
Total des transferts ...	+ 0,6	+ 0,6	+ 1,0	+ 1,1	+ 1,3	+ 1,5	+ 1,2	+ 2,4	+ 0,6	+ 2,7
C. Mouvements des capitaux.										
11. Etat				+ 2,3	- 3,8	+ 0,8 ⁵	+ 1,2	- 3,0	+ 3,2	- 5,8
12. Autres pouvoirs publics				+ 0,2	+ 0,2	- 0,2	...	- 0,8	+ 1,7	+ 0,1
13. Organismes paraétatiques d'exploitation	- 3,7	+ 1,4	+ 2,6	...	...	...	+ 1,8	- 0,1	- 0,1	+ 1,9
14. Organismes paraétatiques de crédit .....				...	...	+ 0,8	- 0,6	- 0,5	+ 0,1	+ 0,2
15. Autres :										
15.1 Court terme recensé	- 1,3	+ 0,4	+ 0,5	- 0,5	+ 1,0	- 0,9	- 0,1	- 1,2	+ 0,2	- 1,3
15.2 Transactions identifiées en valeurs mobilières ⁴ :										
a) valeurs belges ...	—	—	—	—	—	—	—	—	+ 0,5	+ 1,5
b) valeurs étrangères	—	—	—	—	—	—	—	—	- 4,5	- 4,7
15.3 Autres ^{1 3 4}	- 1,5	- 2,4	- 3,9	- 7,2	- 9,0	- 6,6 ⁵	- 4,9	- 0,3	+ 1,3	+ 5,5
Total du mouvement des capitaux ...	- 6,5	- 0,6	- 0,8	- 5,2	- 11,6	- 6,1	- 2,6	- 5,9	+ 2,4	- 2,6
D. Opérations non déterminées¹	—	—	—	- 1,3	- 1,8	- 2,2	- 0,7	- 1,9	- 2,1	- 1,9
E. Erreurs et omissions	- 1,6	+ 0,1	...	...	+ 0,5	+ 0,4	+ 0,5	+ 0,1	+ 0,4	+ 0,6
Total correspondant au mouvement des avoirs extérieurs nets des organismes monétaires	+ 3,4	+ 0,1	- 3,6	+ 4,4	+ 0,4	+ 2,1	+ 15,9	- 4,1	+ 6,2	+ 0,6

* Les balances des années 1952 à 1954 ne sont pas strictement comparables à celles des années suivantes.

¹ Les opérations non déterminées paraissent comprendre surtout des opérations sur marchandises (rubrique 1), des déplacements à l'étranger (rubrique 5) et des mouvements de capitaux (rubrique 15.3) sans qu'il soit possible de les ventiler entre ces différentes rubriques pour toutes les années couvertes par le présent tableau. Une telle ventilation est possible cependant pour 1961 et elle a été effectuée au tableau IX-2. Elle n'a, par contre, pas été effectuée dans le présent tableau, car si elle l'avait été, les chiffres de 1961 n'auraient plus été comparables à ceux des années antérieures.

² La rubrique 1.1 « Exportations et importations f.o.b. » comprend, en principe, les dépenses de transports autres que celles afférentes à l'importation des marchandises.

³ Il n'est pas toujours aisé de faire le départ entre les déplacements à l'étranger et les mouvements de capitaux qui doivent être recensés sous la rubrique 15.3 « Autres ». Il semble qu'en 1955, 1956 et 1957, le solde de la première de ces rubriques a été en réalité moins favorable et le solde de la seconde plus favorable qu'il ne ressort du présent tableau, tandis qu'en 1958 l'inverse paraît avoir été le cas. On ne dispose cependant pas d'éléments suffisamment précis pour pouvoir rectifier les chiffres.

⁴ Pour les années 1960 et 1961, des transactions sur valeurs mobilières (rubrique 15.2) ont pu être isolées des autres mouvements de capitaux du secteur privé (rubrique 15.3); pour la période 1952-1959, cette répartition n'a pu être effectuée, faute d'informations.

⁵ Les entrées de capitaux incluses dans la rubrique 11 « Etat » et les sorties de capitaux recensées dans la rubrique 15.3 « Autres » comprennent la partie de l'emprunt de \$ 80 millions de l'Etat belge sur le marché américain qui a été souscrite par des résidents belgo-luxembourgeois; le montant de ces souscriptions n'est cependant pas connu.

IX - 2. — BALANCE GENERALE DES PAIEMENTS DE L'UNION ECONOMIQUE BELGO-LUXEMBOURGEOISE

Chiffres semestriels et annuels — Nouvelle série *

(milliards de francs)

	1961	1962		1963		1964	
	Année	2 ^e semestre	Année	1 ^{er} semestre	2 ^e semestre	Année	1 ^{er} semestre P
1. Transactions sur biens et services :							
1.1 Opérations sur marchandises :							
1.11 Exportations et importations ¹	- 6,1	- 3,5	- 6,4	- 2,7	- 5,9	- 8,6	- 7,3
1.12 Travail à façon	+ 2,7	+ 1,8	+ 3,8	+ 1,7	+ 1,6	+ 3,3	+ 2,2
1.13 Opérations d'arbitrage	+ 2,3	+ 1,1	+ 3,1	+ 0,9	+ 1,5	+ 2,4	+ 2,8
1.2 Or non monétaire	- 0,9	- 0,3	- 0,5	- 0,1	- 0,6	- 0,7	- 0,5
1.3 Prêts et assurances pour le transport des marchandises ²		+ 0,3	+ 0,7	...	- 0,3	- 0,3	- 0,1
1.4 Autres frais de transport	- 0,4 ³	- 0,1	- 0,2	+ 0,4	+ 0,4	+ 0,8	+ 0,5
1.5 Déplacements à l'étranger	- 2,4	- 1,0	- 2,2	- 1,1	- 2,1	- 3,2	- 1,7
1.6 Revenus d'investissements	+ 1,8	+ 1,1	+ 0,7	- 0,7	+ 0,1	- 0,6	- 1,0
1.7 Transactions des pouvoirs publics non comprises ailleurs	- 0,1	- 1,0	- 0,2	- 0,5	- 0,5	- 1,0	- 1,1
1.8 Autres :							
1.81 Ouvriers frontaliers	+ 3,3	+ 1,8	+ 3,7	+ 1,9	+ 2,1	+ 4,0	+ 1,9
1.82 Autres	+ 1,8	+ 0,8	+ 1,5	+ 0,6	- 0,5	+ 0,1	+ 0,4
Total 1 ...	+ 2,0	+ 1,0	+ 4,0	+ 0,4	- 4,2	- 3,8	- 3,9
2. Transferts :							
2.1 Transferts privés	+ 3,0	+ 1,3	+ 2,6	+ 1,4	+ 1,1	+ 2,5	+ 1,3
2.2 Transferts de l'Etat	- 2,3	- 0,9	- 1,8	- 1,5	- 1,6	- 3,1	- 1,3
Total 2 ...	+ 0,7	+ 0,4	+ 0,8	- 0,1	- 0,5	- 0,6	...
3. Mouvement net des capitaux des pouvoirs publics :							
3.1 Etat	- 5,8	- 1,5	- 2,8	+ 2,9	- 0,9	+ 2,0	+ 0,6
3.2 Autres pouvoirs publics	+ 0,1	+ 0,1	+ 0,4	...	+ 0,1	+ 0,1	+ 0,9
Total 3 ...	- 5,7	- 1,4	- 2,4	+ 2,9	- 0,8	+ 2,1	+ 1,5
4. Mouvement net des capitaux des entreprises et particuliers :							
4.1 Organismes publics d'exploitation	+ 1,9	- 0,4	- 0,1	...	- 0,1	- 0,1	+ 0,4
4.2 Organismes publics de crédit	+ 0,2	- 0,1	- 0,7	+ 0,5	+ 0,2	+ 0,7	+ 2,2
4.3 Secteur privé :							
4.31 Transactions identifiées en valeurs mobilières :							
a) valeurs belges	+ 1,5	+ 0,2	+ 0,8	+ 0,4	+ 0,4	+ 0,8	- 0,2
b) valeurs étrangères	- 4,7	- 1,6	- 3,0	- 2,7	- 2,4	- 5,1	- 1,3
4.32 Autres (y compris investissements directs)	+ 5,2	+ 1,8	+ 3,4	+ 2,4	+ 2,9	+ 5,3	+ 1,8
Total 4 ...	+ 4,1	- 0,1	+ 0,4	+ 0,6	+ 1,0	+ 1,6	+ 2,9
5. Erreurs et omissions	+ 0,6	+ 0,1	+ 1,4	+ 1,4	- 0,8	+ 0,6	+ 0,8
Total 1 à 5 ...	+ 1,7	...	+ 4,2	+ 5,2	- 5,3	- 0,1	+ 1,3
6. Refinancement, en dehors des organismes monétaires de créances commerciales sur l'étranger (augmentation : -)	- 1,1	- 0,1	- 0,2	- 1,3	+ 0,8	- 0,5	- 0,6
7. Total (1 à 6) correspondant au mouvement des avoirs extérieurs nets des organismes monétaires	+ 0,6	- 0,1	+ 4,0	+ 3,9	- 4,5	- 0,6	+ 0,7
Banque Nationale	+ 12,2	+ 1,4	- 1,7	+ 7,6	+ 3,6	+ 11,2	+ 1,0
Autres	- 11,6	- 1,5	+ 5,7	- 3,7	- 8,1	- 11,8	- 0,3

* Diverses modifications, apportées pour suivre les prescriptions du « Balance of Payments Manual » du Fonds Monétaire International ont eu pour effet de rompre la continuité des séries statistiques disponibles en matière de balance des paiements.

La nouvelle série diffère essentiellement de la série 1955-1961 du tableau IX-1 sur les points suivants :

- les importations comprennent désormais la valeur de certaines marchandises qui étaient antérieurement considérées comme étant travaillées à façon et les exportations, cette même valeur majorée du coût du transport depuis le pays d'origine jusqu'en U.E.B.L. et du coût de la transformation;
- les frais de transport et d'assurances sont actuellement ventilés suivant le nouveau schéma prévu par la 3^e édition du « Balance of Payments Manual »;
- la méthode employée antérieurement pour obtenir une évaluation f.o.b. des importations a été abandonnée. Il en résulte qu'une partie des dépenses de transport et d'assurances afférentes aux importations est actuellement comprise dans celle-ci;
- les transactions qui étaient rangées antérieurement sous la rubrique « Opérations non déterminées » ont pu actuellement être ventilées en « Opérations sur marchandises » (rubrique 1.1) « Déplacements à l'étranger » (rubrique 1.5) et « Autres mouvements nets des capitaux des entreprises et particuliers » (rubrique 4.32).

- les dépenses courantes d'institutions européennes dont le siège est en U.E.B.L. ont été transférées de la rubrique 1.8 « Autres services » à la rubrique 1.7 « Transactions des pouvoirs publics non comprises ailleurs ».

Une description plus complète des écarts entre la nouvelle et les anciennes séries est donnée dans le *Bulletin d'Information et de Documentation* de mai 1963, pp. 482 à 485.

1 Pour une partie des importations, les chiffres sont c.i.f., c'est-à-dire qu'ils comprennent les frets et assurances pour le transport de ces importations.

2 Cette rubrique ne comprend, en dépenses, qu'une partie des frets et assurances pour le transport des importations. L'autre partie n'a pu être dissociée des importations auxquelles elle se rapporte et est donc englobée dans les dépenses de la rubrique 1.11 « Exportations et importations » (cf. note 1).

3 Pour 1961, sont seuls disponibles des chiffres couvrant à la fois les rubriques 1.8 « Frets et assurances pour le transport de marchandises » et 1.4 « Autres frais de transport ». Au surplus, ces chiffres ne sont pas entièrement comparables aux chiffres combinés des rubriques 1.8 et 1.4 pour les années suivantes. Ils ne comprennent ni les recettes et dépenses d'assurance pour le transport de marchandises qui, depuis 1962, sont incluses dans la rubrique 1.8, ni les achats et ventes des provisions de bord et les recettes et dépenses pour le transport de personnes, qui depuis 1962 sont inclus dans la rubrique 1.4.

XII. — CREANCES ET DETTES DANS L'ECONOMIE BELGE
1a. — ENCOURS DES CREANCES ET DES DETTES AU 31 DECEMBRE 1960 ¹

Source : Banque Nationale de Belgique.

(milliards de francs)

(Chiffres provisoires)

		CREANCES PAR SECTEUR ET PAR TYPE DE CREANCE												Total des dettes (13) = (1) à (12)	
		Secteurs nationaux non financiers						Etranger (6)	Intermédiaires financiers						
		Entreprises et particulières (1)	Para-étatiques d'exploitation (2)	Etat (Trésor) (3)	Secteur public non compris ailleurs (dont pouvoirs subordonnés) (4)	Sécurité sociale (5)	Organismes monétaires (7)		Fonds des Rentes (8)	Caisses d'épargne, sociétés hypothécaires et de capitalisation (9)	Organismes d'assurance-vie et accidents de travail, fonds de pension (10)	Organismes publics de crédit non monétaires (11)	Secteurs indéterminés et ajustements (12)		
															(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	(7)	(8)	(9)	(10)	(11)	(12)
----- données non disponibles															
... nihil ou inférieur à 50 millions															
— opération non effectuée															
DETTES PAR SECTEUR ET PAR TYPE DE DETTE	Secteurs nationaux non financiers	Entreprises et particulières (1)	Acceptations, effets commerciaux et promesses ...	—	—	—	—	—	26,1	—	2,4	—	2,9	6,6	38,0
			Engagements en comptes courants ou d'avances ...	—	—	—	—	—	25,2	—	0,2	—	0,1	—	25,6
			Obligations	8,0	0,2	—	1,0	13,1	22,4
			Autres emprunts à moyen et long terme	10,4	0,1	—	68,2	22,9	68,2	...	169,8
			Divers	4,3	1,1	1,5	0,2	7,5	...	—	1,6	6,3	0,5	...	23,0
			(Actions et parts)	(154,6)	(0,1)	(...)	...	(...)	...	(0,4)	(—)	(0,7)	(2,0)	(—)	(...)	(157,8)
		Total ...	22,8	1,2	1,5	0,2	7,5	0,2	51,3	—	73,5	42,3	71,7	6,6	278,8
		Para-étatiques d'exploitation (2)	Argent à très court terme	—	...	—	...	0,1	0,1
	Acceptations, effets commerciaux et promesses	—	0,7	—	0,1	...	0,9
	Engagements en comptes courants ou d'avances ...		15,2	0,1	...	...	...	3,0	1,0	...	...	0,1	...	1,1
	Obligations accessibles à tout placeur		...	0,3	...	0,1	...	0,1	1,5	0,7	3,1	4,9	0,6	...	29,2
	Obligations non accessibles à tout placeur		0,1	...	0,1	0,3	...	1,5	3,1	...	0,2	5,6
	Autres emprunts à moyen et long terme		0,1	...	1,4	0,2	2,2	0,1	4,0
	Divers	5,1	...	4,3	0,1	...	1,0	...	...	...	...	...	0,4	11,0
	(Actions et parts)	(0,7)	...	(13,2)	(3,2)	(...)	...	(...)	(—)	(...)	(...)	(...)	(0,9)	(18,0)	
		Total ...	20,3	0,4	4,3	0,4	0,1	5,6	3,5	0,8	4,6	8,3	3,0	0,7	51,9
		Etat (Trésor) (3)	Fonds de tiers	1,9	...	—	0,6	...	31,0	0,4	5,4	39,4
	Certificats à court terme		—	0,3	—	2,5	...	33,8	42,3	2,6	2,0	0,3	10,2	0,1	93,8
	Obligations accessibles à tout placeur		101,5	2,2	—	1,4	0,5	8,3	26,3	3,7	27,3	34,5	5,3	1,4	212,4
	Obligations non accessibles à tout placeur		1,3	0,3	—	...	0,5	11,5	37,2	...	2,5	2,6	0,5	0,8	57,2
Divers	...	0,6	—	...	0,5	...	...	...	0,1	1,7	0,1	...	3,0	
	Total ...	104,8	3,3	—	4,5	1,6	53,6	136,9	6,3	31,9	39,0	16,5	7,5	405,8	
	Secteur public non compris ailleurs (dont pouvoirs subordonnés) (4)	Argent à très court terme	—	...	—	...	...	...	...	...	...	...	...	...
Engagements en comptes courants ou d'avances ...		16,1	0,3	...	0,2	...	0,5	2,1	—	...	...	...	...	2,1
Obligations accessibles à tout placeur		...	...	...	...	...	...	1,1	1,0	1,0	6,2	1,0	— 0,6	26,6
Obligations non accessibles à tout placeur		...	...	...	...	...	...	...	...	2,8	7,1	...	...	9,9
Autres emprunts à moyen et long terme		1,5	4,2	3,3	...	...	...	...	...	0,6	...	39,4	...	44,1
Divers	...	0,4	...	...	...	...	...	...	...	...	...	1,6	6,9	
	Total ...	17,6	4,9	3,3	0,2	...	0,5	3,2	1,0	4,3	13,3	40,4	1,0	89,6	
	Sécurité sociale (5)	Réserves de sécurité sociale	9,4	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	9,4	
Divers		3,2	...	1,9	...	—	—	...	...	...	0,6	...	1,0	6,8
	Total ...	12,6	...	1,9	...	—	—	...	...	...	0,6	...	1,0	16,2
	Etranger (6)	Argent à très court terme (francs belges)	—	...	—	...	...	0,2	...	...	...	...	...	0,2
Acceptations et effets commerciaux		...	...	—	...	...	...	5,1	—	0,4	...	1,7	0,6	7,8
Engagements en comptes courants ou d'avances ...		...	...	...	...	...	...	1,1	—	...	...	...	...	1,1
Autres engagements à court terme (y compris l'encaisse-or de la B.N.B.)		...	...	...	...	...	...	84,9	—	...	...	...	...	84,9
Obligations		9,5	...	1,0	...	...	...	0,9	0,9	0,4	3,3	0,2	— 0,1	16,0
Engagements des organismes internationaux de crédit au titre de la souscription de la Belgique		—	—	15,8	—	—	—	4,4	—	—	—	—	—	20,2	
Divers		...	1,3	9,0	...	...	...	...	...	...	...	0,5	...	10,8
(Actions et parts)		...	(0,1)	(0,4)	...	...	...	(—)	(—)	(...)	(1,2)	(—)	(...)	...
	Total ...	9,5	1,3	25,8	...	...	—	96,6	0,9	0,8	3,3	2,4	0,5	141,1

DETTES PAR SECTEUR ET PAR TYPE DE DETTE														
(1) & (12)	(13) = (1) & (12)	Intermédiaires financiers												
		Intermédiaires financiers												
Secteur														
Indéterminés et ajustements (12)														
Organismes monétaires (7)														
Monnaie	205,3	1,9	2,3	7,4	0,7	—	—	—	1,6	0,9	0,4	—	—	220,5
Argent à très court terme	—	—	—	—	—	0,2	1,3	—	0,7	—	—	—	—	2,3
Engagements bruts envers l'étranger	7,2	—	—	—	—	21,5	—	—	—	—	—	—	—	21,5
Dépôts en devises des résidents	15,6	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	7,2
Dépôts sur livrets des résidents	18,7	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	15,6
Dépôts à terme des résidents	—	—	0,2	—	—	—	—	—	—	0,3	—	—	—	19,1
Engagements non rangés ailleurs	7,6	—	—	—	—	—	8,0	—	—	—	—	—	—	8,3
Obligations (y compris les bons de caisse)	0,2	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	7,6
Divers	(5,8)	—	0,2	—	—	—	—	—	—	—	—	—	7,5	7,9
(Actions et parts)	—	—	(0,2)	—	—	—	—	—	—	(0,1)	—	—	—	(6,6)
Total ...	254,6	1,9	2,7	7,4	0,7	21,8	9,3	—	2,3	1,2	0,4	7,5	—	309,9
Fonds des Rentés (8)														
Argent à très court terme	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Certificats à court terme	—	—	—	—	—	—	5,8	—	—	—	—	—	—	5,8
Engagements en comptes courants ou d'avances	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Opérations à réméré	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Dotations	—	—	2,8	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	2,8
Divers	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	0,1	—	0,1
Total ...	—	—	2,8	—	—	—	5,8	—	—	—	—	0,1	—	8,7
Caisses d'épargne, sociétés hypothécaires et de capitalisation (9)														
Dépôts à vue	2,7	—	—	—	0,1	—	—	—	—	0,3	0,3	—	—	3,4
Dépôts sur livrets	104,3	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	104,3
Dépôts à terme	0,6	0,6	—	—	3,1	—	—	—	—	0,1	—	0,4	—	4,8
Obligations (y compris les bons de caisse)	8,0	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	8,0
Réserves mathématiques des sociétés de capitalisation	0,4	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	0,4
Divers	4,0	—	0,2	—	—	—	0,2	—	0,1	—	—	1,7	—	6,1
(Actions et parts)	(1,1)	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	(1,1)
Total ...	120,0	0,6	0,2	—	3,2	—	0,2	—	0,2	0,4	0,3	2,1	—	127,0
Organ. d'assur.-vie et accid., de travail, fonds de pension (10)														
Obligations accessibles à tout placeur	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Obligations non accessibles à tout placeur	—	—	—	—	0,1	0,1	0,8	—	0,2	4,3	—	0,4	—	5,9
Réserves de sécurité sociale	16,7	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	16,7
Réserves mathématiques	118,8	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	118,8
Divers	0,2	—	0,6	—	0,9	—	—	—	—	0,5	—	0,4	—	2,6
Total ...	135,7	—	0,6	—	1,0	0,1	0,8	—	0,2	4,8	—	0,8	—	144,1
Organismes publics de crédit non monétaires (11)														
Dépôts à vue	0,9	—	—	0,4	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1,4
Argent à très court terme	—	—	—	—	0,1	0,1	0,1	—	0,1	—	—	0,4	—	0,8
Dépôts sur livrets	3,3	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	3,3
Dépôts à terme	0,9	0,2	—	2,3	—	—	—	—	—	—	—	—	—	3,5
Engagements en comptes courants ou d'avances	—	—	—	—	—	—	—	—	0,5	—	—	—	—	0,5
Obligations accessibles à tout placeur	54,6	—	—	0,2	0,8	1,7	5,4	0,4	9,1	12,8	0,2	—	—	85,1
Obligations non accessibles à tout placeur	—	—	—	—	0,4	—	—	—	7,8	8,6	—	1,9	—	18,8
Divers	2,6	—	10,1	0,2	—	—	—	—	0,2	—	—	3,0	—	16,0
(Actions et parts)	(0,6)	(...)	(0,7)	(...)	(...)	(...)	(0,2)	(—)	(...)	(...)	(...)	(...)	(...)	(1,5)
Total ...	62,3	0,3	10,1	3,1	1,3	1,8	5,5	0,4	17,7	21,4	0,2	5,3	—	129,4
Secteur														
Indéterminés et ajustements (12)														
—	4,2	2,2	1,1	— 1,2	— 0,8	4,2	7,3	0,4	0,5	— 0,2	— 2,0	—	—	7,4
Total des créances	755,9	16,0	54,3	14,6	14,6	87,9	320,4	9,7	135,9	134,4	133,0	33,1	—	1.709,9

Note : Les totaux ne correspondent pas nécessairement à l'addition des postes en raison des forçages.
 1 Pour les années 1957 à 1959, cf. le Bulletin d'Information et de Documentation, XXXVIII^e année, vol. I, no 2, février 1968.

DETTES PAR SECTEUR ET PAR TYPE DE DETTE

		Intermédiaires financiers												
Organismes monétaires (7)	Monnaie	217,4	2,7	3,3	10,3	0,6	—	—	...	1,6	1,1	0,4	...	237,4
	Argent à très court terme	—	...	—	1,4	2,6	0,6	4,6
	Engagements bruts envers l'étranger	—	—	—	—	—	35,3	—	—	—	—	—	...	35,3
	Dépôts en devises des résidents	8,0	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	...	8,0
	Dépôts sur livrets des résidents	16,3	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	...	16,3
Dépôts à terme des résidents	27,0	—	—	...	—	—	—	—	—	—	0,3	...	27,3	
Engagements non rangés ailleurs	—	—	...	—	—	—	10,5	3,2	—	—	—	...	13,8	
Obligations (y compris les bons de caisse)	8,6	—	...	—	—	—	—	—	—	—	—	...	8,6	
Divers	0,1	...	0,2	...	...	—	—	—	—	—	—	...	8,8
(Actions et parts)	(6,1)	—	(0,2)	—	—	—	(0,5)	—	—	—	(0,1)	—	(6,9)	
Total ...	277,3	2,7	3,6	10,3	0,6	35,3	12,0	5,8	2,2	1,4	0,4	8,5	360,2	
Fonds des Rentes (8)	Argent à très court terme .....	—	...	—	...	...	...	—	...	...	...	...	...
	Certificats à court terme	—	—	—	...	—	...	11,0	—	—	—	—	11,0	
	Engagements en comptes courants ou d'avances	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
	Opérations à réméré	—	—	2,8	—	—	—	—	—	—	—	—	2,8	
	Dotation	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	0,1	
Divers	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	0,1		
Total ...	—	...	2,8	...	...	...	11,0	—	...	...	...	0,1	13,9
Caisses d'épargne, sociétés hypothécaires et de capitalisation (9)	Dépôts à vue	2,8	...	...	...	0,3	—	—	...	—	0,5	0,2	...
	Dépôts sur livrets	113,4	...	—	—	—	—	—	...	—	...	...	113,4
	Dépôts à terme	0,6	0,6	...	...	3,1	—	—	...	—	0,1	...	4,7
	Obligations (y compris les bons de caisse)	9,0	—	...	—	—	—	—	...	—	—	...	9,0	
	Réserves mathématiques des sociétés de capitalisation	0,5	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	0,5	
Divers	4,3	...	...	...	...	—	0,2	...	0,1	...	...	6,5	
(Actions et parts)	(1,2)	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	(1,2)		
Total ...	130,5	0,6	...	...	3,4	—	0,2	...	0,1	0,6	0,2	2,2	137,9
Organ. d'assur.-vie et accid. de travail, fonds de pension (10)	Obligations accessibles à tout placeur .....	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
	Obligations non accessibles à tout placeur .....	...	...	...	...	0,1	0,1	0,9	...	0,1	5,0	0,9	7,1
	Réserves de sécurité sociale	17,2	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	17,2	
	Réserves mathématiques	128,5	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	128,5	
	Divers	0,4	...	0,6	...	1,0	...	...	...	...	0,9	...	3,7
Total ...	146,1	...	0,6	...	1,1	0,1	0,9	...	0,1	5,8	...	1,8	156,5	
Organismes publics de crédit non monétaires (11)	Dépôts à vue	1,0	...	...	0,5	...	...	...	...	...	...	...	1,5
	Argent à très court terme .....	—	...	—	...	...	0,4	...	0,5	...	...	0,2	1,4
	Dépôts sur livrets	3,8	...	—	...	...	—	—	—	—	—	—	3,8
	Dépôts à terme	1,4	0,4	...	2,5	...	—	—	—	—	—	—	4,3	
	Engagements en comptes courants ou d'avances	62,6	0,1	...	0,1	1,0	2,0	6,7	0,5	8,9	14,4	0,3	96,7	
Obligations accessibles à tout placeur .....	...	...	...	...	0,4	0,3	0,5	...	7,6	9,8	...	20,7	
Obligations non accessibles à tout placeur .....	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	3,3	
Divers	2,5	...	10,3	0,2	...	...	...	...	0,3	...	...	16,7	
(Actions et parts)	(0,8)	(...)	(0,7)	(...)	(...)	(...)	(0,1)	(—)	(...)	(...)	(...)	(1,7)		
Total ...	71,4	0,5	10,3	3,3	1,5	2,6	7,3	0,9	17,6	24,2	0,5	5,7	145,8	
Secours indirects et ajuts (12)	— 4,2	2,4	1,3	— 1,5	— 1,3	4,2	9,9	0,5	1,0	— 0,8	— 3,2	—	8,4	
(13) = (1) + (12)	809,2	17,7	54,4	17,1	14,9	96,5	371,8	14,8	147,8	143,9	149,1	40,0	1.877,2	

Notes : Les totaux ne correspondent pas nécessairement à l'addition des postes en raison des forçages.

XII - 2. — MOUVEMENTS DES CREANCES ET DES DETTES EN 1961 ¹

(milliards de francs)

(Chiffres provisoires)

Source : Banque Nationale de Belgique.

		CREANCES PAR SECTEUR ET PAR TYPE DE CREANCE												Total des dettes (18) = (1) à (12)			
		Secteurs nationaux non financiers						Etranger	Intermédiaires financiers						Secteurs indéterminés et ajustements (12)		
		Entreprises et particuliers (1)	Para-étatiques d'exploitation (2)	Etat (Trésor) (3)	Secteur public non compris ailleurs (dont pouvoirs subordonnés) (4)	Sécurité sociale (5)	Organismes monétaires (7)		Fonds des Rentes (8)	Caisses d'épargne, sociétés hypothécaires et de capitalisation (9)	Organismes d'assurance-vie et accidents de travail, fonds de pension (10)	Organismes publics de crédit non monétaires (11)					
<i>données non disponibles</i>																	
... nihil ou inférieur à 50 millions																	
— opération non effectuée																	
DETTES PAR SECTEUR ET PAR TYPE DE DETTE	Secteurs nationaux non financiers	Entreprises et particuliers (1)	Acceptations, effets commerciaux et promesses ...	—	—	—	—	—	...	+ 4,4	—	- 0,5	—	+ 0,4	+ 1,2	+ 5,4	
			Engagements en comptes courants ou d'avances ...	—	—	—	—	—	...	+ 3,6	—	- 0,1	—	—	—	—	+ 3,6
			Obligations ...	+ 0,1	—	—	...	+ 0,2	+ 0,2
			Autres emprunts à moyen et long terme	—	—	+ 8,1	+ 3,4	+ 7,3	+ 18,7
			Divers ...	+ 0,3	- 0,1	+ 0,1	- 0,1	- 0,2	...	—	—	+ 0,2	+ 0,3	+ 0,6
			(Actions et parts) ...	(+ 4,2)	(+ 0,1)	(...)	(...)	(...)	(+ 1,5)	(+ 0,1)	(—)	(...)	(+ 0,2)	(—)	(...)	(...)	(+ 6,0)
		Total ...	+ 0,4	- 0,1	+ 0,1	- 0,1	- 0,2	...	+ 8,0	—	+ 7,7	+ 3,9	+ 7,7	+ 1,2	+ 28,5		
		Para-étatiques d'exploitation (2)	Argent à très court terme ...	—	+ 0,1	—	...	- 0,1
	Acceptations, effets commerciaux et promesses	—	—	+ 0,1	...	+ 0,3	+ 0,4	
	Engagements en comptes courants ou d'avances	+ 0,2
	Obligations accessibles à tout placeur ...		- 0,6	- 0,7	+ 0,1	- 0,1	- 0,1	...	- 1,5	
	Obligations non accessibles à tout placeur	+ 2,7	+ 0,7	...	- 0,2	+ 0,4	- 0,4	+ 3,2	
	Autres emprunts à moyen et long terme	- 0,3	+ 0,3	
		Divers ...	...	...	+ 0,2	...	+ 0,6	...	...	...	...	...	...	...	+ 0,8
		(Actions et parts) ...	(...)	...	(+ 0,5)	(+ 1,0)	(...)	(...)	(...)	(...)	(...)	(...)	(...)	(...)	(+ 1,5)		
		Total ...	- 0,6	+ 0,2	+ 0,2	...	- 0,1	+ 2,2	+ 0,9	- 0,2	- 0,1	+ 0,4	+ 0,6	- 0,5	+ 3,1		
		Etat (Trésor) (3)	Fonds de tiers ...	- 0,1	...	—	- 0,5	...	+ 0,1	...	...	...	...	+ 1,6	+ 1,2
	Certificats à court terme ...		...	...	—	+ 0,2	...	- 9,9	+ 9,2	- 1,5	+ 2,3	+ 0,3	+ 2,0	- 0,3	+ 2,3
	Obligations accessibles à tout placeur ...		+ 4,6	+ 0,1	—	...	- 0,2	+ 0,6	+ 4,0	+ 0,1	+ 1,2	+ 0,9	+ 1,1	+ 0,1	+ 12,4		
	Obligations non accessibles à tout placeur ...		- 1,3	...	—	...	...	+ 5,1	- 0,8	...	- 0,1	+ 0,1	...	+ 0,3	+ 3,3
	Divers ...	...	+ 0,2	—	...	- 0,2	...	...	...	- 1,2	...	...	...	- 1,1	
	Total ...	+ 3,2	+ 0,3	—	- 0,3	- 0,4	- 4,2	+ 12,5	- 1,4	+ 3,5	+ 0,1	+ 3,2	+ 1,6	+ 18,1			
	Secteur public non compris ailleurs (dont pouvoirs subordonnés) (4)	Argent à très court terme ...	—	...	—	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
Engagements en comptes courants ou d'avances ...		...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	+ 1,3
Obligations accessibles à tout placeur ...		- 0,7	+ 0,1	...	...	...	...	...	+ 0,2	+ 0,1	- 0,2	+ 0,1	...	...	- 0,5
Obligations non accessibles à tout placeur ...		...	...	...	...	...	...	...	...	- 0,1	+ 0,3	...	...	...	+ 0,2
Autres emprunts à moyen et long terme ...		...	+ 0,1	...	...	...	...	...	...	...	...	+ 4,8	...	...	+ 5,0
	Divers ...	...	...	+ 0,4	...	...	...	...	...	...	...	...	+ 2,1	+ 2,5	
	Total ...	- 0,7	+ 0,2	+ 0,4	...	...	...	+ 1,2	+ 0,2	...	+ 0,2	+ 4,9	+ 2,1	+ 8,5	
	Sécurité sociale (5)	Réserves de sécurité sociale ...	+ 0,2	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	+ 0,2			
Divers ...		- 1,3	...	+ 0,4	...	—	...	...	...	...	...	...	...	...	- 0,8
	Total ...	- 1,1	...	+ 0,4	...	—	...	...	...	...	...	...	...	- 0,7	
	Etranger (6)	Argent à très court terme (francs belges) ...	—	...	—	...	...	—	- 0,1	...	...	...	...	...	- 0,1
Acceptations et effets commerciaux ...		...	...	—	...	...	...	—	+ 0,3	...	+ 0,6	...	+ 0,8	+ 0,1	+ 1,9
Engagements en comptes courants ou d'avances ...		...	...	...	...	...	...	...	+ 0,9	—	...	...	...	...	+ 0,9
Autres engagements à court terme (y compris l'encaisse-or de la B.N.B.) ...		...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
Obligations ...		...	...	- 0,1	...	...	...	...	+ 11,3	—	...	...	...	...	+ 11,3
Engagements des organismes internationaux de crédit au titre de la souscription de la Belgique ...		—	—	...	—	—	—	—	+ 3,6	—	—	—	—	- 3,6	...		
Divers ...		...	- 0,2	+ 1,7	...	...	...	...	...	...	...	...	- 0,1	...	+ 1,4
(Actions et parts) ...	(- 1,7)	(...)	(...)	...	...	...	(-)	(+ 0,1)	(-)	(...)	(+ 0,1)	(...)	(...)	(- 1,5)	
	Total ...	...	- 0,2	+ 1,6	...	...	—	+ 16,0	...	+ 0,6	+ 0,7	+ 0,7	- 3,8	+ 15,6	

DETTES PAR SECTEUR ET PAR TYPE DE DETTE

Intermédiaires financiers

	(7)	(8)	(9)	(10)	(11)	(12)	(13)	(14)	(15)	(16)	(17)	(18)	(19)	(20)
Organismes monétaires	Monnaie	+11,8	+ 0,8	+ 1,0	+ 2,9	...	—	...	...	+ 0,2	...	...	+ 16,7
	Argent à très court terme .....	—	...	—	...	...	— 0,2	+ 0,2	+ 2,6	— 0,2	...	...	+ 2,4
	Engagements bruts envers l'étranger	—	—	—	—	—	+14,4	—	—	—	—	—	+ 14,3	
	Dépôts en devises des résidents	+ 0,7	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	+ 0,7	
	Dépôts sur livrets des résidents	+ 0,6	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	+ 0,6	
	Dépôts à terme des résidents	+ 8,0	—	—	...	—	—	—	—	—	...	...	+ 8,0
	Engagements non rangés ailleurs	—	—	— 0,2	—	—	—	+ 2,5	+ 3,2	—	—	...	+ 5,5	
	Obligations (y compris les bons de caisse)	+ 1,0	—	...	—	—	—	—	—	—	—	...	+ 1,0	
	Divers .....	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	+ 1,0
	(Actions et parts)	(+ 0,4)	...	(...)	...	...	...	(...)	...	...	(...)	...	(+ 0,3)
Total ...	+22,2	+ 0,8	+ 0,9	+ 2,9	...	+14,2	+ 2,7	+ 5,8	— 0,2	+ 0,2	...	+ 0,9	+ 50,3	
Fonds de Rentes	Argent à très court terme .....	—	...	—	...	...	...	—	...	...	...	...	...
	Certificats à court terme .....	—	—	—	...	...	+ 5,2	—	—	—	—	—	+ 5,2
	Engagements en comptes courants ou d'avances	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	...	
	Opérations à réméré	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	...	
	Dotation	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	...	
	Divers	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	...	
Total ...	—	...	...	...	...	...	+ 5,2	—	...	...	...	...	+ 5,2
Caisses d'épargne, sociétés hypothécaires et de capitalisation	Dépôts à vue	+ 0,1	...	...	...	+ 0,2	...	—	...	+ 0,2	...	...	— 0,4
	Dépôts sur livrets	+ 9,1	...	—	...	...	...	—	...	...	...	...	+ 9,1
	Dépôts à terme .....	...	+ 0,1	...	...	— 0,2	...	—	...	...	...	+ 0,1	— 0,1
	Obligations (y compris les bons de caisse)	+ 1,0	—	...	—	—	—	—	—	—	—	...	+ 1,0	
	Réserves mathématiques des sociétés de capitalisation .....	...	—	—	—	—	—	—	—	—	—	...	...
	Divers	+ 0,3	...	— 0,2	...	...	...	...	...	...	...	+ 0,3	+ 0,4
	(Actions et parts)	(+ 0,1)	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	(+ 0,1)
Total ...	+10,5	+ 0,1	— 0,2	...	...	...	...	...	...	+ 0,3	...	+ 0,4	+ 10,9
Organ. d'assur.-vie et accid. de travail, fonds de pension	Obligations accessibles à tout placeur .....	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
	Obligations non accessibles à tout placeur .....	...	...	...	...	...	+ 0,1	...	— 0,2	+ 0,7	...	+ 0,5	+ 1,2
	Réserves de sécurité sociale	+ 0,1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	+ 0,1	
	Réserves mathématiques	+ 8,7	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	+ 8,7	
	Divers	+ 0,3	+ 0,1	+ 0,4	...	+ 0,2	+ 0,9
Total ...	+ 9,0	...	...	...	+ 0,1	...	+ 0,1	...	— 0,2	+ 1,0	...	+ 0,8	+ 10,8
Organismes publiques de crédit non monétaires	Dépôts à vue	+ 0,1	...	...	...	...	...	—	...	...	...	...	+ 0,1
	Argent à très court terme	—	...	—	...	— 0,1	+ 0,2	— 0,1	+ 0,5	+ 0,2	...	...	+ 0,6
	Dépôts sur livrets	+ 0,6	...	—	...	...	...	...	—	...	...	...	+ 0,6
	Engagements en comptes courants ou d'avances	+ 0,5	+ 0,1	...	+ 0,2	...	...	...	—	...	...	...	+ 0,8
	Dépôts à terme	+ 8,0	+ 0,1	...	— 0,1	+ 0,3	+ 0,3	+ 1,4	+ 0,1	— 0,2	+ 1,6	+ 0,1	+ 0,1	+ 11,6
	Obligations accessibles à tout placeur .....	...	...	...	...	...	+ 0,3	+ 0,5	...	— 0,2	+ 1,1	...	+ 1,9
	Obligations non accessibles à tout placeur .....	...	...	...	...	...	...	...	...	+ 0,1	...	...	+ 0,4
	Divers	— 0,1	...	+ 0,2	...	...	...	...	...	+ 0,1	...	...	+ 0,6
	(Actions et parts)	(+ 0,2)	(...)	(...)	(...)	(...)	(...)	(...)	(—)	(...)	(...)	(...)	(+ 0,2)	
	Total ...	+ 9,1	+ 0,2	+ 0,2	+ 0,1	+ 0,2	+ 0,8	+ 1,8	+ 0,6	— 0,1	+ 2,8	+ 0,3	+ 0,3	+ 16,4
Secteurs indirectement minés et ajustements	(12)	...	+ 0,2	+ 0,3	— 0,2	+ 0,2	— 3,6	+ 2,9	+ 0,1	+ 0,5	— 1,5	— 1,3	—	— 2,4
	(13) = (1) à (12)	+52,0	+ 1,7	+ 3,7	+ 2,4	— 0,3	+ 9,4	+51,4	+ 5,0	+11,8	+ 7,9	+16,1	+ 3,0	+164,3

Note : Les totaux ne correspondent pas nécessairement à l'addition des postes en raison des forçages.
 1 Pour les années 1958 et 1959, cf. le Bulletin d'Information et de Documentation, XXXVIII^e année, vol. I, no 2, février 1968.

XII - 3a. — ENCOURS DES CREANCES ET DES DETTES AU 31 DECEMBRE 1960

Totaux sectoriels

(milliards de francs)

données non disponibles ... nihil ou inférieur à 50 millions — opération non effectuée	Entreprises et parti- culiers	Para- étatiques d'exploit- ation	Etat (Trésor)	Secteur public non compris ailleurs	Sécurité sociale	Total des secteurs nationaux non financiers (6) = (1) à (5)	Etranger	Organismes monétaires	Fonds des Rentes	Caisses d'épargne, sociétés hypo- thécaires et de capi- talisation	Organismes d'assurance- vie et accidents de travail, fonds de pension	Organismes publics de crédit non monétaires	Total des inter- médiaires financiers (13) = (8) à (12)	Secteurs indé- terminés et ajus- tements	Total des dettes (15) = (6) + (7) + (18) + (14)
	(1)	(2)	(8)	(4)	(5)	(6)	(7)	(8)	(9)	(10)	(11)	(12)	(13)	(14)	(15)
1. Entreprises et particuliers	22,8	1,2	1,5	0,2	7,5	33,2	0,2	51,3	—	73,5	42,3	71,7	238,8	6,6	278,8
2. Paraétatiques d'exploitation	20,3	0,4	4,3	0,4	0,1	25,4	5,6	3,5	0,8	4,6	8,3	3,0	20,2	0,7	51,9
3. Etat (Trésor)	104,8	3,3	—	4,5	1,6	114,2	53,6	136,9	6,3	31,9	39,0	16,5	230,6	7,5	405,8
4. Secteur public non compris ailleurs	17,6	4,9	3,3	0,2	...	26,0	0,5	3,2	1,3	4,3	13,3	40,4	62,1	1,0	89,6
5. Sécurité sociale	12,6	...	1,9	...	—	14,5	...	...	...	...	0,6	...	0,6	1,0	16,2
6. Total des secteurs nationaux non financiers	178,0	9,8	11,0	5,3	9,2	213,3	59,9	194,9	8,0	114,2	103,6	131,6	552,4	16,8	842,3
7. Etranger	9,5	1,3	25,8	...	...	36,6	—	96,6	0,9	0,8	3,3	2,4	104,0	0,5	141,1
8. Organismes monétaires	254,6	1,9	2,7	7,4	0,7	267,3	21,8	9,3	...	2,3	1,2	0,4	13,3	7,5	309,9
9. Fonds des Rentes	—	...	2,8	...	...	2,8	...	5,8	—	...	...	...	5,8	0,1	8,7
10. Caisses d'épargne, sociétés hypo- thécaires et de capitalisation	120,0	0,6	0,2	...	3,2	124,0	...	0,2	...	0,2	0,4	0,3	1,0	2,1	127,0
11. Organismes d'assurance-vie et acci- dents de travail, fonds de pension	135,7	...	0,6	...	1,0	137,2	0,1	0,8	...	0,2	4,8	...	5,9	0,8	144,1
12. Organismes publics de crédit non monétaires	62,3	0,3	10,1	3,1	1,3	77,1	1,8	5,5	0,4	17,7	21,4	0,2	45,1	5,3	129,4
13. Total des intermédiaires financiers	572,6	2,7	16,4	10,6	6,2	608,5	23,8	21,6	0,4	20,4	27,8	0,9	71,1	15,8	719,1
14. Secteurs indéterminés et ajus- tements	— 4,2	2,2	1,1	— 1,2	— 0,8	— 2,9	4,2	7,3	0,4	0,5	— 0,2	— 2,0	6,0	—	7,4
15. Total des créances	755,9	16,0	54,3	14,6	14,6	855,4	87,9	320,4	9,7	135,9	134,4	133,0	733,5	33,1	1.709,9
16. Solde des créances et des dettes .	+ 477,1	— 35,9	— 351,5	— 75,0	— 1,6	+ 13,1	— 53,2	+ 10,5	+ 1,0	+ 8,9	— 9,7	+ 3,6	+ 14,4	+ 25,7	—

XII - 3b. — ENCOURS DES CREANCES ET DES DETTES AU 31 DECEMBRE 1961

Totaux sectoriels

(milliards de francs)

----- données non disponibles ... nihil ou inférieur à 50 millions — opération non effectuées	Entreprises et parti- culiers	Para- étatiques d'explo- itation	Etat (Trésor)	Secteur public non compris ailleurs	Sécurité sociale	Total des secteurs nationaux non financiers	Etranger	Organismes monétaires	Fonds des Rentes	Caisse d'épargne, sociétés hypo- thécaires et de capitali- sation	Organismes d'assurance- vie et accidents de travail, fonds de pension	Organismes publics de crédit non monétaires	Total des inter- médiaires financiers	Secteurs indé- terminés et ajus- tements	Total des dettes
	(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	(6) = (1) à (5)	(7)	(8)	(9)	(10)	(11)	(12)	(13) = (8) à (12)	(14)	(15) = (6) + (7) + (13) + (14)
1. Entreprises et particuliers	23,2	1,1	1,6	0,2	7,9	33,9	0,2	59,4	—	81,2	46,5	79,4	266,4	7,8	308,3
2. Paraétatiques d'exploitation	19,6	0,5	4,5	0,4	...	25,0	7,8	4,5	0,6	4,6	8,6	3,6	21,9	0,3	55,0
3. Etat (Trésor)	107,3	3,6	—	4,3	1,6	116,8	45,7	149,7	4,9	35,4	39,4	19,7	249,0	8,8	420,4
4. Secteur public non compris ailleurs	16,9	5,1	3,7	0,1	...	25,9	0,5	3,9	1,2	4,3	13,4	45,3	68,2	3,6	98,1
5. Sécurité sociale	12,1	...	2,3	...	—	14,4	-----	...	...	...	0,6	...	0,6	1,1	16,1
6. Total des secteurs nationaux non financiers	179,1	10,3	12,0	5,0	9,6	216,0	54,2	217,5	6,7	125,4	108,6	148,0	606,2	21,5	897,9
7. Etranger	9,0	1,1	23,8	...	...	33,9	—	113,1	0,9	1,4	3,9	3,1	122,5	0,3	156,7
8. Organismes monétaires	277,3	2,7	3,6	10,3	0,6	294,5	35,3	12,0	5,8	2,2	1,4	0,4	21,8	8,5	360,2
9. Fonds des Rentes	—	...	2,8	...	...	2,8	...	11,0	—	...	...	...	11,0	0,1	13,9
10. Caisses d'épargne, sociétés hypo- thécaires et de capitalisation	130,5	0,6	...	...	3,4	134,5	-----	0,2	...	0,1	0,6	0,2	1,2	2,2	137,9
11. Organismes d'assurance-vie et acci- dents de travail, fonds de pension	146,1	...	0,6	...	1,1	147,7	0,1	0,9	...	0,1	5,8	...	6,9	1,8	156,5
12. Organismes publics de crédit non monétaires	71,4	0,5	10,3	3,3	1,5	87,1	2,6	7,3	0,9	17,6	24,2	0,5	50,4	5,7	145,8
13. Total des intermédiaires financiers	625,4	3,8	17,3	13,6	6,6	666,7	38,1	31,3	6,7	19,9	32,1	1,1	91,2	18,2	814,2
14. Secteurs indéterminés et ajus- tements	— 4,2	2,4	1,3	— 1,5	— 1,3	— 3,2	4,2	9,9	0,5	1,0	— 0,8	— 3,2	7,4	—	8,4
15. Total des créances	809,2	17,7	54,4	17,1	14,9	913,3	96,5	371,8	14,8	147,8	143,9	149,1	827,4	40,0	1.877,2
16. Solde des créances et des dettes .	+ 500,9	— 37,3	— 366,0	— 81,0	— 1,2	+ 15,4	— 60,2	+ 11,6	+ 0,9	+ 9,9	— 12,6	+ 3,3	+ 13,2	+ 31,6	—

XII - 4. — MOUVEMENT DES CREANCES ET DES DETTES EN 1961

Totaux sectoriels

(milliards de francs)

données non disponibles ... nihil ou inférieur à 50 millions — opération non effectuée	Entreprises et parti- culiers	Para- étatiques d'explo- itation	Etat (Trésor)	Secteur public non compris ailleurs	Sécurité sociale	Total des secteurs nationaux non financiers (6) = (1) à (5)	Etranger	Organismes monétaires	Fonds des Rentes	Caisses d'épargne, sociétés hypo- thécaires et de capi- talisa- tion	Organismes d'assurance- vie et accidents de travail, fonds de pension	Organismes publics de crédit non monétaires	Total des inter- médiaires financiers (13) = (8) à (12)	Secteurs indé- terminés et ajus- tements	Total des dettes (15) = (6) + (7) + (13) + (14)
	(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	(6)	(7)	(8)	(9)	(10)	(11)	(12)	(13)	(14)	(15)
1. Entreprises et particuliers	+ 0,4	- 0,1	+ 0,1	- 0,1	- 0,2	+ 0,1	...	+ 8,0	—	+ 7,7	+ 3,9	+ 7,7	+ 27,3	+ 1,2	+ 28,5
2. Paraétatiques d'exploitation	- 0,6	+ 0,2	+ 0,2	...	- 0,1	- 0,4	+ 2,2	+ 0,9	- 0,2	- 0,1	+ 0,4	+ 0,6	+ 1,7	- 0,5	+ 3,1
3. Etat (Trésor)	+ 3,2	+ 0,3	—	- 0,3	- 0,4	+ 2,8	- 4,2	+ 12,5	- 1,4	+ 3,5	+ 0,1	+ 3,2	+ 17,9	+ 1,6	+ 18,1
4. Secteur public non compris ailleurs	- 0,7	+ 0,2	+ 0,4	...	...	- 0,2	...	+ 1,2	+ 0,2	...	+ 0,2	+ 4,9	+ 6,6	+ 2,1	+ 8,5
5. Sécurité sociale	- 1,1	...	+ 0,4	...	—	- 0,7	.....	...	...	...	...	...	...	...	- 0,7
6. Total des secteurs nationaux non financiers	+ 1,1	+ 0,6	+ 1,0	- 0,3	- 0,6	+ 1,7	- 2,0	+ 22,7	- 1,4	+ 11,2	+ 4,5	+ 16,4	+ 53,4	+ 4,4	+ 57,6
7. Etranger .....	...	- 0,2	+ 1,6	...	...	+ 1,4	—	+ 16,0	...	+ 0,6	+ 0,7	+ 0,7	+ 18,0	- 3,8	+ 15,6
8. Organismes monétaires	+ 22,2	+ 0,8	+ 0,9	+ 2,9	...	+ 26,7	+ 14,2	+ 2,7	+ 5,8	- 0,2	+ 0,2	...	+ 8,4	+ 0,9	+ 50,3
9. Fonds des Rentes .....	—	...	...	...	...	...	...	+ 5,2	—	...	...	...	+ 5,2	...	+ 5,2
10. Caisses d'épargne, sociétés hypo- thécaires et de capitalisation	+ 10,5	+ 0,1	- 0,2	...	...	+ 10,3	.....	...	...	...	+ 0,3	...	+ 0,2	+ 0,4	+ 10,9
11. Organismes d'assurance-vie et acci- dents de travail, fonds de pension	+ 9,0	...	...	...	+ 0,1	+ 9,1	...	+ 0,1	...	- 0,2	+ 1,0	...	+ 1,0	+ 0,8	+ 10,8
12. Organismes publics de crédit non monétaires	+ 9,1	+ 0,2	+ 0,2	+ 0,1	+ 0,2	+ 9,9	+ 0,8	+ 1,8	+ 0,6	- 0,1	+ 2,8	+ 0,3	+ 5,3	+ 0,3	+ 16,4
13. Total des intermédiaires financiers	+ 50,9	+ 1,1	+ 0,9	+ 3,0	+ 0,2	+ 56,1	+ 15,0	+ 9,8	+ 6,4	- 0,5	+ 4,2	+ 0,2	+ 20,1	+ 2,4	+ 93,6
14. Secteurs indéterminés et ajus- tements .....	...	+ 0,2	+ 0,3	- 0,2	+ 0,2	+ 0,4	- 3,6	+ 2,9	+ 0,1	+ 0,5	- 1,5	- 1,3	+ 0,8	—	- 2,4
15. Total des créances	+ 52,0	+ 1,7	+ 3,7	+ 2,4	- 0,3	+ 59,6	+ 9,4	+ 51,4	+ 5,0	+ 11,8	+ 7,9	+ 16,1	+ 92,3	+ 3,0	+ 164,3
16. Solde des créances et des dettes .	+ 23,5	- 1,4	- 14,4	- 6,1	+ 0,4	+ 2,0	- 6,2	+ 1,1	- 0,2	+ 0,9	- 2,9	- 0,3	- 1,3	+ 5,4	—

XIII. — ORGANISMES MONETAIRES

1. — BILANS INTEGRES DES ORGANISMES MONETAIRES

(milliards de francs)

Fin de période	Stock monétaire	Liquidités quasi monétaires			Total du stock monétaire et des liquidités quasi monétaires	Avoirs extérieurs nets	Créances sur les pouvoirs publics				Crédits d'escompte, d'avances et d'accep- tation aux entreprises et particuliers		Emprunts obliga- taires des banques de dépôts	Créances et engage- ments sur et envers des inter- médiaires financiers non monétaires	Divers 3
		Détenues par les entreprises et particuliers		Détenues par le Trésor			Créances sur l'Etat	Créances nettes sur le Fonds des Rentes	Créances sur les autres pouvoirs publics 2	Total	Financés par les organismes monétaires	Pour mémoire : Financés par et hors des orga- nismes monétaires (12)			
		Dépôts en francs belges 1	Dépôts en devises													(5) = (1) à (4)	(10) = (7) à (9)	(11)	(12)
(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	(6)	(7)	(8)	(9)	(10)	(11)	(12)	(13)	(14)	(15)	
1959 Mars	209,7	30,1	3,3	0,7	243,8	70,3	129,5	3,9	2,9	136,3	45,2	55,9	- 6,8	4,4	- 5,6
Juin	214,0	29,2	3,1	0,7	247,0	69,7	129,6	5,0	3,9	138,5	44,8	55,8	- 6,9	4,7	- 3,8
Septembre	209,6	30,9	3,1	0,6	244,2	71,2	128,0	2,0	4,0	134,0	45,1	55,9	- 6,9	5,3	- 4,5
Décembre	216,3	31,5	4,3	0,5	252,6	70,7	132,4	4,6	4,0	141,0	48,1	59,3	- 6,9	5,1	- 5,4
1960 Mars	212,5	36,1	4,8	0,5	253,9	72,8	133,6	2,0	4,3	139,9	48,5	60,1	- 6,9	5,6	- 6,0
Juin	219,9	33,5	5,8	0,3	259,5	74,5	136,2	2,1	4,5	142,8	49,2	61,0	- 7,0	5,6	- 5,6
Septembre	214,2	33,7	8,0	0,3	256,2 ⁴	67,2	142,7	3,9	3,7	150,3	48,8	60,0	- 7,2	5,3	- 8,2
Décembre	220,4	34,7	7,2	0,2	262,5 ⁴	74,8	135,9	5,8	4,7	146,4	53,0	65,4	- 7,6	4,9	- 9,0
1961 Mars	222,6	37,5	7,9	0,1	268,1 ⁴	73,3	143,6	4,0	4,2	151,8	51,4	64,5	- 7,9	5,4	- 5,9
Juin	226,8	38,0	7,9	0,1	272,8 ⁴	68,2	149,3	4,1	4,7	158,1	54,1	67,3	- 8,2	6,1	- 5,5
Septembre	228,6	41,1	8,4	...	278,1 ⁴	70,9	154,3	3,4	4,2	161,9	54,6	69,7	- 8,4	6,3	- 7,2
Décembre	237,4	43,6	8,0	...	289,0	77,8	147,4	5,2	6,1	158,7	61,2	75,2	- 8,6	6,8	- 6,9
1962 Mars	236,3	47,5	8,2	0,1	292,1	84,6	147,3	3,2	5,6	156,1	61,7	73,9	- 9,1	7,0	- 8,2
Juin	245,0	47,9	7,9	...	300,8	82,4	151,9	4,4	5,5	161,8	63,5	77,8	- 9,8	8,9	- 6,0
Septembre	246,7	50,4	8,0	...	305,1	80,9	154,8	5,8	6,6	167,2	66,8	78,6	-10,4	9,0	- 8,4
Décembre	254,5	48,5	7,4	...	310,4	80,5	149,0	7,0	7,7	163,7	72,9	86,7	-11,1	10,1	- 5,7
1963 Mars	262,6	50,7	7,4	0,1	320,8	83,8	159,8	7,2	6,0	173,0	74,5	88,6	-11,1	10,3	- 9,7
Juin	273,2	51,3	8,3	...	332,8	84,4	164,5	7,5	6,4	178,4	78,7	92,5	-11,2	10,2	- 7,7
<i>Nouvelle série 5</i>															
Juin	272,3	51,3	8,2	...	331,8	83,3	167,6	7,5	5,0	180,1	77,3	89,2	-11,2	10,2	- 7,9
Septembre	267,8	53,1	8,4	...	329,3	80,6	166,6	6,9	5,1	178,6	80,6	92,6	-11,3	10,1	- 9,3
Décembre	279,0	55,0	9,1	...	343,1	78,9	171,7	7,4	5,8	184,9	89,8	100,8	-11,4	11,0	-10,1
1964 Mars	274,3	58,3	10,1	...	342,7	78,2	174,6	7,0	4,8	186,4	89,2	104,9	-11,2	10,5	-10,4
Juin	287,1	58,3	8,1	...	353,5	78,8	177,6	8,8	5,9	192,3	93,6	108,3	-11,2	10,5	-10,5
Septembre	285,1	64,1	5,0	...	354,2	80,9	175,6	7,8	5,8	189,2	95,6	109,6	-11,3	11,4	-11,6
Décembre	298,7	65,1	5,1	...	368,9	88,0	180,3	7,8	6,6	194,7	99,2	112,4	-11,4	10,8	-12,4
1965 Mars	<i>p</i> 294,1	70,5	4,5	...	<i>p</i> 369,1	<i>p</i> 87,6	<i>p</i> 181,0	6,8	<i>p</i> 6,4	<i>p</i> 194,2	98,9	112,8	-11,4	<i>p</i> 11,9	<i>p</i> -12,1

1 Ces dépôts comprennent les dépôts à terme et les carnets d'épargne.

2 Y compris les créances sur les fonds de pension.

3 Cette rubrique comprend principalement le solde des opérations autres qu'à court terme du Fonds monétaire, des créances et engagements non rangés ailleurs sur et envers des nationaux, les comptes pour balance, les écarts entre les immobilisations et participations d'une part et les fonds propres de l'autre. Elle comprend, en outre, jusqu'au 30 juin 1968 (ancienne série), le solde des opérations autres qu'à court terme de la C.N.C.P.

4 En principe les dépôts des résidents congolais dans les banques belges ne devraient pas être compris dans le stock monétaire et les liquidités quasi monétaires. L'application de ce principe se heurte cependant à des difficultés d'ordre statistique. C'est ainsi que jusqu'à la fin de juillet 1960, les dépôts des résidents congolais non bancaires dans les banques belges étaient englobés dans le stock monétaire et les liquidités quasi monétaires ; ils en ont été exclus à concurrence d'un montant de 0,2 milliard en août et d'un montant supplémentaire de 0,7 milliard en septembre, mais ces montants y ont été ensuite partiellement réenglobés, soit à concurrence d'un montant de 0,5 milliard en novembre et décembre 1960, et de montants supplémentaires de 0,2 milliard en janvier et février 1961, 0,1 milliard en septembre 1961 et 0,2 milliard en octobre 1961.

5 Pour la justification des écarts entre la nouvelle et l'ancienne séries, le lecteur voudra bien se reporter à l'article « Organismes monétaires — Revision de certaines données statistiques (chapitre XIII) » inséré dans le *Bulletin d'Information et de Documentation* — XXXVIII^e année, vol. II, n^o 8, septembre 1968, pp. 174 à 176.

N. B. — Pour le mode d'établissement de ce tableau, voir *Bulletin d'Information et de Documentation*, XXIV^e année, vol. II, n^o 6, décembre 1949 — XXX^e année, vol. II, n^o 5, novembre 1955 — XXXIII^e année, vol. II, n^o 5, novembre 1958 — XXXVIII^e année, vol. II, n^o 8, septembre 1968.

— Pour le détail du « Stock monétaire », voir le tableau 4 du chapitre XIII.

— Pour le détail des « Avoirs extérieurs nets », voir le tableau 5 du chapitre XIII.

XIII - 2. — BILANS DE LA BANQUE NATIONALE DE BELGIQUE, DES ORGANISMES PUBLICS MONETAIRES ET DES BANQUES DE DEPOTS

a) - Banque Nationale de Belgique — Actif — Chiffres trimestriels

(Milliards de francs)

	80-6-60	80-9-60	81-12-60	81-3-61	80-6-61	80-9-61	81-12-61	81-3-62	80-6-62	80-9-62	81-12-62	81-3-63	80-6-63	80-9-63	81-12-63	81-3-64	80-6-64	80-9-64	81-12-64	81-3-65	
A. Créances sur l'étranger :																					
1. Or	59,5	54,7	58,5	56,6	53,7	58,3	62,4	64,9	66,8	67,1	68,3	68,6	68,6	68,4	68,6	68,8	69,6	69,7	72,5	74,2	
2. F.M.I. — Participation	4,4	4,4	4,4	4,4	4,4	7,4	8,0	7,2	7,5	6,7	6,7	6,7	6,5	7,0	7,1	8,2	8,2	8,2	8,7	9,0	
— Prêts ¹	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1,5	1,5	
3. Obligations	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	
4. Accept. en francs belges représ. d'export. ....	...	0,6	2,4	0,9	2,7	1,2	2,4	0,3	2,3	0,8	3,8	3,0	3,1	3,8	4,1	3,0	4,7	4,4	4,3	1,7
5. Créances sur l'U.E.P. ²	-5,5	4,1	3,5	3,1	2,4	0,7	0,4	0,4	0,3	0,3	0,3	0,2	0,2	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	
6. Autres :																					
a) en monnaies étrangères ³	7,8	6,2	12,6	15,5	19,9	19,3	20,4	18,2	13,4	14,3	12,8	17,8	19,5	19,6	21,5	20,9	19,8	22,0	27,0	25,9	
b) en francs belges ³ .....	...	0,4	...	...	0,2	...	0,1	...	...	0,1	...	...	1,5	1,5	1,5	1,5	1,5	1,5	1,5	1,5
7. Ajustement statistique	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
Total des créances sur l'étranger ...	77,3	70,5	81,5	80,6	83,4	87,0	93,8	91,1	90,4	89,4	92,0	96,4	99,5	100,5	103,0	102,6	104,0	106,0	115,7	114,0	
B. Créances sur le secteur intérieur monétaire :																					
1. Pièces et billets	0,7	0,7	0,6	0,7	0,6	0,6	0,5	0,6	0,5	0,4	0,3	0,4	0,3	0,3	0,2	0,3	0,3	0,3	0,4	0,6	
2. Autres :																					
a) sur la Banque Nationale de Belgique	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
b) sur les organismes publics .....	...	0,4	...	...	...	...	...	...	...	...	...	0,1	0,1	0,2	...	...	...	...	...	...
c) sur les banques de dépôts .....	...	1,7	...	...	0,1	...	...	...	...	...	1,3	0,3	0,2	1,5	0,3	...	0,1	...	0,2	...
C. Créances sur le secteur intérieur non monétaire :																					
1. Sur l'Etat :																					
a) à un an au plus	8,4	9,4	6,0	8,4	7,2	9,7	6,5	6,4	8,1	9,9	5,2	8,8	9,9	8,2	9,3	9,6	9,8	10,0	9,8	9,9	
b) à plus d'un an :																					
— obligations accessibles à tout placeur	2,3	2,2	2,3	2,2	2,3	2,3	2,3	2,3	2,3	2,3	2,3	2,3	2,3	2,3	2,3	2,3	2,4	2,4	2,4	2,5	
— autres	34,0	34,0	34,0	34,0	34,0	34,0	34,0	34,0	34,0	34,0	34,0	34,0	34,0	34,0	34,0	34,0	34,0	34,0	34,0	34,0	
2. Sur les pouvoirs publics subordonnés et les paraétatiques administratifs :																					
a) à un an au plus	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
b) à plus d'un an :																					
— obligations accessibles à tout placeur	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,3	0,3	0,3	0,3	0,4	
— autres	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
3. Sur les entreprises, les particuliers et les paraétatiques d'exploitation :																					
a) acceptations .....	...	1,2	1,0	...	...	...	0,2	...	...	...	2,7	0,1	...	0,5	1,7	...	0,9	0,6	0,1	...
b) effets commerciaux	2,4	3,5	3,4	2,8	2,1	1,7	2,5	2,0	1,7	1,7	3,6	2,4	2,5	1,5	3,5	3,0	3,2	2,8	2,6	2,4	
c) avances	0,4	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
d) obligations :																					
— accessibles à tout placeur .....	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
— autres	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
4. Sur le Fonds des Rentes : à un an au plus .....	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	0,6	1,0	...	0,6	0,6	—	—	—	—	—
5. Sur les paraétatiques de crédit :																					
a) à un an au plus .....	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	0,6	0,3	...	...	0,8	...	...	1,8	...	2,0
b) à plus d'un an :																					
— obligations accessibles à tout placeur .....	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
— autres	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
D. Autres	8,4	12,5	22,0	25,6	26,6	28,6	28,6	27,0	23,6	22,6	19,9	28,2	33,4	34,4	36,4	36,5	39,1	40,2	40,6	38,3	
TOTAL DE L'ACTIF ...	134,0	136,2	150,9	154,4	156,4	164,0	168,6	163,6	160,8	160,5	162,7	174,5	182,4	184,2	192,3	188,6	194,1	198,4	206,1	204,1	

¹ Bons spéciaux du trésor belge (loi du 4-1-1963. Convention du 1-2-1963).

² Créances bilatéralisées sur les pays débiteurs lors de la liquidation de l'U.E.P.

³ Pour les dates antérieures au 30 juin 1963, les montants repris sous la rubrique « 6a) en monnaies étrangères » se rapportent uniquement aux monnaies étrangères convertibles tandis que ceux repris sous la rubrique « 6b) en francs belges » se rapportent non seulement aux francs belges mais encore aux monnaies étrangères non convertibles. Ces dernières ne représentent que de faibles montants.

a) - Banque Nationale de Belgique — Passif — Chiffres trimestriels

(Milliards de francs)

	30-6-60	30-9-60	31-12-60	31-3-61	30-6-61	30-9-61	31-12-61	31-3-62	30-6-62	30-9-62	31-12-62	31-3-63	30-6-63	30-9-63	31-12-63	31-3-64	30-6-64	30-9-64	31-12-64	31-3-65
A. Engagements envers l'étranger :																				
1. Envers le F.M.I.	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2
2. Envers l'U.E.P.	0,1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
3. Autres :																				
a) en monnaies étrangères .....	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
b) en francs belges ¹	0,7	0,6	0,8	0,6	0,5	0,8	0,9	0,4	0,6	0,5	0,8	0,8	0,6	0,8	0,6	0,6	0,6	0,6	0,7	0,5
4. Ajustement statistique	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Total des engagements envers l'étranger	1,0	0,8	1,0	0,8	0,7	1,0	1,1	0,6	0,8	0,7	1,0	1,0	0,8	1,0	0,8	0,8	0,8	0,8	0,9	0,7
B. Engagements envers le secteur intérieur monétaire :																				
1. Pièces et billets ²	2,2	2,0	2,4	2,2	2,1	2,1	2,4	2,3	2,4	2,3	2,6	2,5	2,5	2,6	2,8	3,2	3,0	2,9	3,0	3,1
2. Autres :																				
a) envers la Banque Nationale de Belgique	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
b) envers les organismes publics .....	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
c) envers les banques de dépôts	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1,2	1,2	1,3
— réserve monétaire	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
— autres	0,4	0,3	1,0	1,8	0,2	0,4	4,0	2,5	0,1	0,1	1,6	2,2	0,1	0,1	2,3	1,4	0,1	0,1	0,7	2,1
C. Engagements envers le secteur intérieur non monétaire :																				
1. Monnaie fiduciaire ³	117,1	118,5	121,7	120,4	122,6	123,8	126,7	125,5	129,7	131,0	135,9	138,0	143,8	144,1	147,7	145,4	150,9	152,1	157,3	155,1
2. Monnaie scripturale :																				
a) détenue par les entreprises et particuliers ⁴	0,4	0,5	0,7	0,5	0,4	0,4	0,6	0,4	0,4	0,4	0,5	0,3	0,3	0,3	0,5	0,5	0,4	0,4	0,6	0,5
b) détenue par les pouvoirs publics	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
3. Liquidités quasi monétaires :																				
a) détenues par les entreprises et particuliers :																				
— dépôts en francs belges à plus d'un mois	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
— dépôts en francs belges reçus en carnets ou livrets	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
— dépôts en devises	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
b) détenues par le Trésor	0,3	0,3	0,2	0,2	0,2	0,1	...	0,1	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
4. Emprunts obligataires	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
5. Autres :																				
a) envers le Fonds des Rentes	2,9	...	...	1,6	1,9	6,4	3,2	3,2	2,1	1,7	...	...	...	...	...	—	—	—	—	—
b) envers les paraétatiques de crédit	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
c) envers le Trésor	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
D. Autres	9,7	13,8	23,9	26,9	28,3	29,8	30,6	29,0	25,3	24,3	21,1	30,5	34,9	36,1	38,2	37,3	38,9	40,9	42,4	41,3
TOTAL DU PASSIF ...	134,0	136,2	150,9	154,4	156,4	164,0	168,6	163,6	160,8	160,5	162,7	174,5	182,4	184,2	192,3	188,6	194,1	198,4	206,1	204,1

¹ Y compris les engagements en francs belges envers les organismes internationaux autres que le F.M.I. et l'U.E.P.

² Y compris les pièces et billets du Trésor détenus par les organismes monétaires autres que la Banque Nationale.

³ Les chiffres sont sous-évalués à concurrence du montant des pièces et billets du Trésor détenus par les organismes monétaires autres que la Banque Nationale.

⁴ Y compris les comptes à vue des paraétatiques, sauf celui du Fonds des Rentes qui est repris sous C6a.

a) - Banque Nationale de Belgique — Actif — Chiffres mensuels

(Milliards de francs)

	80-9-68	81-10-68	80-11-68	81-12-68	81-1-64	29-2-64	81-3-64	30-4-64	31-5-64	80-6-64	81-7-64	81-8-64	80-9-64	81-10-64	80-11-64	81-12-64	81-1-65	28-2-65	81-3-65	30-4-65	
A. Créances sur l'étranger :																					
1. Or	68,4	68,3	68,3	68,6	68,6	68,7	68,8	69,4	69,6	69,6	69,7	69,7	69,7	70,2	71,7	72,5	73,1	73,6	74,2	74,5	
2. F.M.I. — Participation	7,0	7,1	7,1	7,1	7,1	7,1	8,2	8,2	8,2	8,2	8,2	8,2	8,2	8,2	8,2	8,2	8,7	9,0	9,0	9,1	
— Prêts ¹	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1,5	1,5	1,5	1,5	1,5	
3. Obligations	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	
4. Accept. en francs belges représ. d'export.	3,8	4,0	3,0	4,1	3,1	1,5	3,0	3,1	2,2	4,7	4,8	2,5	4,4	4,3	1,4	4,3	1,4	...	1,7	1,5	
5. Créances sur l'U.E.P. ²	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	...	
6. Autres :																					
a) en monnaies étrangères ³	19,6	20,9	21,5	21,5	21,2	21,0	20,9	20,0	20,9	19,8	20,1	21,1	22,0	23,3	25,9	27,0	26,9	26,7	25,9	26,8	
b) en francs belges ³	1,5	1,5	1,5	1,5	1,5	1,5	1,5	1,5	1,5	1,5	1,5	1,5	1,5	1,5	1,5	1,5	1,5	1,5	1,5	1,5	
7. Ajustement statistique	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
Total des créances sur l'étranger .	100,5	102,0	101,6	103,0	101,7	100,0	102,6	102,4	102,6	104,0	104,5	103,2	106,0	107,7	108,9	115,7	113,6	112,5	114,0	115,0	
B. Créances sur le secteur intérieur monétaire :																					
1. Pièces et billets	0,3	0,3	0,3	0,2	0,3	0,3	0,3	0,3	0,2	0,3	0,3	0,3	0,3	0,3	0,3	0,4	0,6	0,6	0,6	0,6	
2. Autres :																					
a) sur la Banque Nationale de Belgique	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
b) sur les organismes publics	0,2	0,2	...	...	0,7	0,2	...	0,1	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
c) sur les banques de dépôts	1,5	0,8	0,3	0,3	1,0	0,9	...	1,2	...	0,1	...	0,4	...	...	...	0,2	0,4	...	...	...
C. Créances sur le secteur intérieur non monétaire :																					
1. Sur l'Etat :																					
a) à un an au plus	8,2	8,0	9,2	9,3	6,4	7,8	9,6	9,0	9,9	9,8	8,9	10,0	10,0	9,7	9,9	9,8	7,2	9,7	9,9	9,9	
b) à plus d'un an :																					
— obligations accessibles à tout placeur	2,3	2,3	2,3	2,3	2,4	2,4	2,3	2,4	2,4	2,4	2,4	2,4	2,4	2,4	2,4	2,4	2,4	2,5	2,5	2,5	
— autres	34,0	34,0	34,0	34,0	34,0	34,0	34,0	34,0	34,0	34,0	34,0	34,0	34,0	34,0	34,0	34,0	34,0	34,0	34,0	34,0	
2. Sur les pouvoirs publics subordonnés et les paraétatiques administratifs :																					
a) à un an au plus	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
b) à plus d'un an :																					
— obligations accessibles à tout placeur	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,3	0,3	0,3	0,3	0,3	0,3	0,3	0,3	0,3	0,3	0,3	0,3	0,4	0,3	
— autres	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
3. Sur les entreprises, les particuliers et les paraétatiques d'exploitation :																					
a) acceptations	0,5	0,3	...	1,7	...	...	...	...	...	0,9	0,8	0,7	0,6	0,3	0,1	0,1	...	...	...	...
b) effets commerciaux	1,5	1,9	1,7	3,5	3,1	3,2	3,0	2,7	2,8	3,2	6,3	4,6	2,8	2,3	2,1	2,6	2,9	2,8	2,4	} p2,3	
c) avances .....	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
d) obligations :																					
— accessibles à tout placeur .....	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
— autres	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
4. Sur le Fonds des Rentes : à un an au plus																					
5. Sur les paraétatiques de crédit :																					
a) à un an au plus .....	...	...	0,5	0,8	0,7	0,2	...	...	...	...	...	0,5	1,8	2,5	2,5	...	0,8	1,7	2,0	2,5
b) à plus d'un an :																					
— obligations accessibles à tout placeur .....	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
— autres	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
D. Autres																					
	34,4	35,2	36,4	36,4	36,2	37,2	36,5	36,5	39,4	39,1	37,4	41,7	40,2	39,3	39,2	40,6	38,8	39,2	38,3	p39,1	
TOTAL DE L'ACTIF ...	184,2	185,2	186,5	192,3	186,7	186,4	188,6	188,9	191,6	194,1	194,9	198,1	198,4	198,8	199,7	206,1	201,1	203,3	204,1	206,2	

¹ Bons spéciaux du trésor belge (loi du 4-1-1963. Convention du 1-2-1963).² Créances bilatéralisées sur les pays débiteurs lors de la liquidation de l'U.E.P.³ Pour les dates antérieures au 30 juin 1963, les montants repris sous la rubrique « 6a) en monnaies étrangères » se rapportent uniquement aux monnaies étrangères convertibles tandis que ceux repris sous la rubrique « 6b) en francs belges » se rapportent non seulement aux francs belges mais encore aux monnaies étrangères non convertibles. Ces dernières ne représentent que de faibles montants.

a) - Banque Nationale de Belgique — Passif — Chiffres mensuels

(Milliards de francs)

	80-9-63	81-10-63	80-11-63	31-12-63	31-1-64	29-2-64	31-3-64	30-4-64	31-5-64	30-6-64	31-7-64	31-8-64	30-9-64	31-10-64	30-11-64	31-12-64	31-1-65	28-2-65	31-3-65	30-4-65	
A. Engagements envers l'étranger :																					
1. Envers le F.M.I.	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	
2. Envers l'U.E.P.	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
3. Autres :																					
a) en monnaies étrangères .....	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
b) en francs belges ¹	0,8	0,6	0,6	0,6	0,6	0,7	0,6	0,5	0,5	0,6	0,6	0,6	0,6	0,6	0,6	0,7	0,7	0,7	0,5	0,5	
4. Ajustement statistique	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
Total des engagements envers l'étranger	1,0	0,8	0,8	0,8	0,8	0,9	0,8	0,7	0,7	0,8	0,8	0,8	0,8	0,8	0,8	0,9	0,9	0,9	0,7	0,7	
B. Engagements envers le secteur intérieur monétaire :																					
1. Pièces et billets ²	2,6	2,5	2,4	2,8	2,4	2,5	3,2	2,6	2,7	3,0	2,8	2,8	2,9	2,7	3,0	3,0	2,9	2,8	3,1	3,0	
2. Autres :																					
a) envers la Banque Nationale de Belgique	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
b) envers les organismes publics .....	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
c) envers les banques de dépôts :																					
— réserve monétaire	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1,1	1,2	1,2	1,2	1,2	1,3	1,3	1,3	1,4	
— autres	0,1	0,1	0,1	2,3	0,1	0,1	1,4	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,7	0,1	0,1	2,1	0,1	
C. Engagements envers le secteur intérieur non monétaire :																					
1. Monnaie fiduciaire ³	144,1	144,5	144,7	147,7	145,3	145,6	145,4	147,5	148,7	150,9	153,0	152,3	152,1	153,1	152,8	157,3	153,9	154,9	155,1	158,3	
2. Monnaie scripturale :																					
a) détenue par les entreprises et particuliers ⁴	0,3	0,2	0,3	0,5	0,3	0,4	0,5	0,3	0,3	0,4	0,4	0,3	0,4	0,3	0,3	0,6	0,5	0,4	0,5	0,3	
b) détenue par les pouvoirs publics	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
3. Liquidités quasi monétaires :																					
a) détenues par les entreprises et particuliers :																					
— dépôts en francs belges à plus d'un mois	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
— dépôts en francs belges reçus en carnets ou livrets	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
— dépôts en devises	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
b) détenues par le Trésor .....	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
4. Emprunts obligataires	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
5. Autres :																					
a) envers le Fonds des Rentes .....	...	...	...	...	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
b) envers les paraétatiques de crédit	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
c) envers le Trésor	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
D. Autres	36,1	37,1	38,2	38,2	37,8	36,9	37,3	37,7	39,1	38,9	37,8	40,7	40,9	40,6	41,5	42,4	41,5	42,9	41,3	42,4	
TOTAL DU PASSIF ...	184,2	185,2	186,5	192,3	186,7	186,4	188,6	188,9	191,6	194,1	194,9	198,1	198,4	198,8	199,7	206,1	201,1	203,3	204,1	206,2	

¹ Y compris les engagements en francs belges envers les organismes internationaux autres que le F.M.I. et l'U.E.P.² Y compris les pièces et billets du Trésor détenus par les organismes monétaires autres que la Banque Nationale.³ Les chiffres sont sous-évalués à concurrence du montant des pièces et billets du Trésor détenus par les organismes monétaires autres que la Banque Nationale.⁴ Y compris les comptes à vue des paraétatiques, sauf celui du Fonds des Rentes qui est repris sous C5a.

b) - Organismes publics monétaires ¹ — Actif — Chiffres trimestriels

(Milliards de francs)

	30-6-60	30-9-60	31-12-60	31-3-61	30-6-61	30-9-61	31-12-61	31-3-62	30-6-62	30-9-62	31-12-62	31-3-63	30-6-63	30-6-63 ₂	30-9-63	31-12-63	31-3-64	30-6-64	30-9-64	31-12-64	31-3-65
A. Créances sur l'étranger :																					
1. Or	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
2. F.M.I. — Participation	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
— Prêts	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
3. Obligations	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
4. Accept. en francs belges représ. d'export.	1,4	0,9	0,4	1,7	1,2	1,6	0,5	0,4	0,2	0,2	0,2	0,1	0,1	0,1	...	0,2	0,2	...	...	0,1	0,2
5. Créances sur l'U.E.P.	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
6. Autres :																					
a) en monnaies étrangères	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
b) en francs belges	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
7. Ajustement statistique	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Total des créances sur l'étranger ..	1,4	0,9	0,4	1,7	1,2	1,6	0,5	0,4	0,2	0,2	0,2	0,1	0,1	0,1	...	0,2	0,2	...	...	0,1	0,2
B. Créances sur le secteur intérieur monétaire :																					
1. Pièces et billets .....	...	...	...	...	...	...	...	...	0,1	0,1	...	...	...	...	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1
2. Autres :																					
a) sur la Banque Nationale de Belgique ..	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
b) sur les organismes publics .....	...	...	0,3	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	0,1	0,1	0,1	0,1	0,6	0,2
c) sur les banques de dépôts .....	...	...	...	...	...	...	0,3	...	...	...	0,3	...	0,4	0,4	...	...	...	0,2	0,1	...	0,4
C. Créances sur le secteur intérieur non monétaire :																					
1. Sur l'Etat :																					
a) à un an au plus	30,9	32,0	34,4	33,2	33,4	34,2	34,0	34,9	36,6	36,8	37,5	40,0	41,2	41,2	40,2	44,3	42,9	44,3	42,9	48,9	43,2
b) à plus d'un an :																					
— obligations accessibles à tout placeur	4,9	4,9	5,1	5,1	5,1	5,1	5,1	5,2	5,2	5,1	5,3	5,5	5,5	5,6	5,7	5,7	5,7	5,8	5,7	5,7	5,5
— autres	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
2. Sur les pouvoirs publics subordonnés et les paraétatiques administratifs :																					
a) à un an au plus	1,9	0,9	2,1	1,5	2,1	1,6	3,4	2,6	2,5	3,2	4,5	3,3	3,4	3,4	3,4	4,3	3,1	4,4	4,3	5,1	4,8
b) à plus d'un an :																					
— obligations accessibles à tout placeur	0,1	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,1	0,2	0,1	...	...	...	...	...	...	...	...
— autres	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
3. Sur les entreprises, les particuliers et les paraétatiques d'exploitation :																					
a) acceptations	2,1	0,4	0,4	0,8	1,2	0,8	1,8	0,1	0,5	0,2	0,1	0,2	0,1	0,1	0,1	0,5	0,1	...	0,3	0,4	0,3
b) effets commerciaux	0,4	0,4	0,3	0,6	0,6	0,5	0,5	0,6	0,7	0,7	0,9	0,8	0,7	0,7	0,8	0,9	0,9	0,9	0,9	0,9	0,1
c) avances .....	...	0,1	...	...	...	...	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,9
d) obligations :																					
— accessibles à tout placeur	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
— autres	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
4. Sur le Fonds des Rentes : à un an au plus	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
5. Sur les paraétatiques de crédit :																					
a) à un an au plus .....	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	0,2	0,1	0,2	0,1
b) à plus d'un an :																					
— obligations accessibles à tout placeur	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
— autres	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1
D. Autres	3,9	3,5	2,8	3,7	3,6	4,4	5,0	4,8	4,6	4,7	4,7	5,0	5,2	4,5	3,1	3,1	3,6	4,2	3,4	2,4	3,0
TOTAL DE L'ACTIF ...	45,8	43,5	46,2	47,0	47,6	48,6	51,1	49,1	50,8	51,4	53,8	55,3	56,9	56,2	53,6	59,4	56,9	60,4	58,1	64,6	58,9

¹ Office des Chèques Postaux, Fonds Monétaire belge (actifs à court terme et obligations), Caisse Nationale de Crédit Professionnel (actifs à court terme), Crédit Communal de Belgique (actifs formant la contrepartie des passifs à vue et à un mois au plus), Institut de Récompte et de Garantie (uniquement les actifs financés par un recours aux organismes monétaires). En ce qui concerne le Fonds Monétaire belge, la contrepartie de l'excédent des passifs recensés sur les actifs recensés est reprise sous la rubrique « D. Autres ». En ce qui concerne la Caisse Nationale de Crédit Professionnel, la contrepartie de l'excédent des passifs recensés sur les actifs recensés a été reprise, jusqu'au 30 juin 1963, ancienne série, sous la rubrique « D. Autres »; à partir du 30 juin 1963, nouvelle série, cette contrepartie est rangée sous la rubrique « C5a — Créances sur les paraétatiques de crédit à un an au plus ».

² Pour la justification des écarts entre cette nouvelle et l'ancienne séries (colonne précédente), le lecteur voudra bien se reporter à l'article « Organismes monétaires — Revision de certaines données statistiques (chapitre XIII) » inséré dans le Bulletin d'Information et de Documentation — XXXVIII année, vol. II, no 8, septembre 1963, pp. 174 à 176.

b) - Organismes publics monétaires ¹ — Passif — Chiffres trimestriels

(Milliards de francs)

	30-6-60	30-9-60	31-12-60	31-3-61	30-6-61	30-9-61	31-12-61	31-3-62	30-6-62	30-9-62	31-12-62	31-3-63	30-6-63	30-6-63 5	30-9-63	31-12-63	31-3-64	30-6-64	30-9-64	31-12-64	31-3-65
A. Engagements envers l'étranger :																					
1. Envers le F.M.I.	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
2. Envers l'U.E.P.	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
3. Autres :																					
a) en monnaies étrangères	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
b) en francs belges	0,9	0,7	1,5	1,3	1,3	1,3	2,0	2,0	2,0	2,0	1,9	2,6	2,6	2,6	2,5	3,1	3,1	3,0	2,9	2,8	2,7
4. Ajustement statistique	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Total des engagements envers l'étranger	0,9	0,7	1,5	1,3	1,3	1,3	2,0	2,0	2,0	2,0	1,9	2,6	2,6	2,6	2,5	3,1	3,1	3,0	2,9	2,8	2,7
B. Engagements envers le secteur intérieur monétaire :																					
1. Pièces et billets ²	0,7	0,7	0,6	0,7	0,6	0,6	0,5	0,5	0,5	0,4	0,3	0,4	0,3	0,3	0,4	0,3	0,3	0,3	0,3	0,4	0,6
2. Autres :																					
a) envers la Banque Nationale de Belgique	...	0,4	...	...	...	...	...	...	...	...	...	0,1	0,1	0,1	0,1	...	...	...	...	...	...
b) envers les organismes publics .....	...	...	0,3	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	0,1	0,1	0,1	0,1	0,6	0,2
c) envers les banques de dépôts :																					
— réserve monétaire	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
— autres	1,5	2,2	2,8	2,1	1,5	2,1	1,8	0,8	1,0	0,9	2,6	0,7	0,6	0,6	0,5	3,3	2,3	1,0	1,1	6,4	2,3
C. Engagements envers le secteur intérieur non monétaire :																					
1. Monnaie fiduciaire ³	5,0	5,1	5,2	5,1	5,3	5,3	5,5	5,5	5,6	5,7	5,8	5,8	5,9	5,9	6,0	6,0	6,0	6,2	6,3	6,4	6,3
2. Monnaie scripturale :																					
a) détenue par les entreprises et particuliers ⁴	26,8	25,6	28,2	27,2	28,6	28,5	29,5	29,3	30,6	31,1	32,4	33,2	34,5	33,8	32,6	34,2	33,8	37,4	35,7	37,2	36,6
b) détenue par les pouvoirs publics	8,2	8,6	7,3	8,7	8,4	9,6	10,0	9,6	10,4	11,0	10,6	12,5	12,7	12,7	11,2	12,1	11,3	12,4	11,7	10,8	9,2
3. Liquidités quasi monétaires :																					
a) détenues par les entreprises et particuliers :																					
— dépôts en francs belges à plus d'un mois	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
— dépôts en francs belges reçus en carnets ou livrets	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
— dépôts en devises	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
b) détenues par le Trésor	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
4. Emprunts obligataires	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
5. Autres :																					
a) envers le Fonds des Rentes	2,5	...	...	1,9	1,9	1,1	1,8	1,1	0,7	0,3	0,1	...	0,1	0,1	...	...	—	—	—	—	—
b) envers les paraétatiques de crédit .....	...	...	...	...	...	0,1	...	0,3	...	...	0,1	...	0,1	0,1	0,3	0,3	...	...	...	...	1,0
c) envers le Trésor	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
D. Autres	0,2	0,2	0,3	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
TOTAL DU PASSIF ...	45,8	43,5	46,2	47,0	47,6	48,6	51,1	49,1	50,8	51,4	53,8	55,3	56,9	56,2	53,6	59,4	56,9	60,4	58,1	64,6	58,9

¹ Office des Chèques Postaux, Fonds Monétaire belge (pièces et billets), Caisse Nationale de Crédit Professionnel (passifs à vue et à un mois au plus), Crédit Communal de Belgique (passifs à vue et à un mois au plus), Institut de Récompte et de Garantie (uniquement les passifs envers les organismes monétaires).

² Uniquement les pièces et billets détenus par la Banque Nationale.

³ Les chiffres sont surévalués à concurrence des pièces et billets du Trésor détenus par les organismes monétaires autres que la Banque Nationale.

⁴ Y compris les comptes à vue des paraétatiques, sauf ceux de certains paraétatiques administratifs qui sont compris dans la rubrique C2b.

⁵ Pour la justification des écarts entre cette nouvelle et l'ancienne séries (colonne précédente), le lecteur voudra bien se reporter à l'article « Organismes monétaires — Revision de certaines données statistiques (chapitre XIII) » inséré dans le Bulletin d'Information et de Documentation — XXXVIII année, vol. II, no 8, septembre 1963, pp. 174 à 176.

c) - Banques de dépôts — Actif — Chiffres trimestriels

(Milliards de francs)

	30-6-60	30-9-60	31-12-60	31-3-61	30-6-61	30-9-61	31-12-61	31-3-62	30-6-62	30-9-62	31-12-62	31-3-63	30-6-63 est	30-6-63 1	30-9-63	31-12-63	31-3-64	30-6-64	30-9-64	31-12-64	31-3-65	
A. Créances sur l'étranger :																						
1. Or	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
2. F.M.I. — Participation	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
— Prêts	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
3. Obligations	1,0	0,9	0,9	1,2	1,3	1,3	1,5	1,3	1,2	1,1	1,1	1,1	1,1	0,7	0,8	0,9	0,9	0,9	0,8	0,9	p 1,0	
4. Accept. en francs belges représ. d'export.	0,8	0,5	0,5	0,6	0,5	0,7	0,6	2,2	2,2	2,1	0,8	1,1	2,1	3,8	3,2	2,6	2,6	2,8	3,8	5,0	6,5	
5. Créances sur l'U.E.P.	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
6. Autres :																						
a) en monnaies étrangères ²	10,4	12,4	11,8	12,2	14,0	14,2	15,2	16,0	15,7	16,3	19,5	19,3	23,9	24,0	25,4	23,4	28,5	29,3	28,3	29,0	39,8	
b) en francs belges ²	2,3	2,8	2,4	2,2	2,4	2,3	1,9	2,2	2,5	2,2	2,2	3,3	3,4	3,8	4,1	4,0	4,5	4,8	4,7	5,0	5,5	
7. Ajustement statistique	-0,3	-0,3	-0,9	-0,5	-0,2	-0,3	-0,4	+0,3	-0,4	+0,6	+0,1	+0,7	-0,1	—	—	—	—	—	—	—	—	
Total des créances sur l'étranger .	14,2	16,3	14,7	15,7	18,0	18,2	18,8	22,0	21,2	22,3	23,7	25,5	30,4	32,3	33,5	30,9	36,5	37,8	37,6	39,9	52,8	
B. Créances sur le secteur intérieur monétaire :																						
1. Pièces et billets	2,2	2,0	2,4	2,2	2,1	2,1	2,3	2,2	2,3	2,2	2,6	2,5	2,5	2,5	2,6	2,8	3,1	2,9	2,8	2,9	3,0	
2. Autres :																						
a) sur la Banque Nationale de Belgique .																						
— réserve monétaire	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1,2	1,2	1,3
— autres	0,4	0,3	1,0	1,8	0,2	0,4	4,0	2,5	0,1	0,1	1,6	2,2	0,1	0,1	0,1	2,3	1,4	0,1	0,1	0,7	2,1	
b) sur les organismes publics	1,5	2,2	2,8	2,1	1,5	2,1	1,8	0,8	1,0	0,9	2,6	0,8	0,5	0,5	0,4	3,3	2,3	1,0	1,1	6,4	2,3	
c) sur les banques de dépôts	2,1	1,7	2,1	2,3	2,7	3,7	3,0	3,4	3,2	3,4	3,3	4,2	4,1	3,7	5,9	4,7	5,3	4,5	5,1	5,0	6,8	
C. Créances sur le secteur intérieur non monétaire :																						
1. Sur l'Etat :																						
a) à un an au plus	35,0	39,4	32,9	39,0	45,6	46,8	42,1	39,0	39,4	39,0	14,4	19,1	22,1	22,1	24,0	22,4	25,7	26,0	26,2	24,3	p28,7	
b) à plus d'un an :																						
— obligations accessibles à tout placeur	17,6	17,7	18,0	18,3	19,3	19,7	20,7	22,6	22,5	23,9	25,9	27,3	26,7	29,6	29,5	29,7	30,0	31,0	30,1	30,6	p32,9	
— autres	3,1	3,1	3,2	3,2	2,4	2,4	2,8	2,9	3,7	3,8	24,5	22,8	22,8	22,9	22,8	23,9	24,4	24,3	24,3	24,6	p24,3	
2. Sur les pouvoirs publics subordonnés et les paraétatiques administratifs :																						
a) à un an au plus	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
b) à plus d'un an :																						
— obligations accessibles à tout placeur	1,6	1,7	1,5	1,6	1,5	1,4	1,4	1,6	1,6	1,9	1,8	1,2	1,6	0,2	0,3	0,3	0,3	0,3	0,4	0,4	p 0,4	
— autres	0,8	0,8	0,8	0,9	0,9	0,9	0,9	1,0	1,0	1,1	1,1	1,1	1,0	1,1	1,2	1,0	1,1	0,9	0,8	0,8	p 0,9	
3. Sur les entreprises, les particuliers et les paraétatiques d'exploitation :																						
a) acceptations	0,8	0,6	1,4	1,2	1,1	1,5	2,1	3,8	4,1	5,1	3,0	3,5	4,9	3,2	2,8	2,6	2,8	2,9	3,8	5,3	6,0	
b) effets commerciaux	17,2	17,0	20,3	19,6	21,0	22,0	24,1	25,1	25,4	27,2	26,9	32,2	32,9	33,4	35,1	38,1	38,8	40,8	40,3	42,0	40,9	
c) avances	25,9	25,6	26,2	26,4	28,1	28,1	30,0	30,0	31,1	31,8	35,6	35,1	37,5	37,3	39,7	42,4	43,5	44,8	46,8	47,8	48,3	
d) obligations :																						
— accessibles à tout placeur	1,9	1,6	1,6	1,9	2,0	2,0	2,3	2,4	2,9	2,9	2,7	2,7	2,9	2,2	2,1	2,1	2,0	2,0	2,0	2,0	p 1,9	
— autres	0,3	0,3	0,3	0,7	1,0	1,0	1,0	0,9	0,9	0,9	1,2	1,2	1,2	1,2	1,1	1,0	1,1	1,7	2,1	2,1	p 2,6	
4. Sur le Fonds des Rentes : à un an au plus	7,5	3,9	5,8	8,4	10,0	11,7	11,0	8,0	8,6	8,6	6,4	6,5	7,9	7,9	6,3	6,8	—	—	—	—	—	
5. Sur les paraétatiques de crédit :																						
a) à un an au plus	0,1	...	0,1	...	...	...	...	...	...	...	0,1	...	...	...	...	...	0,1	...	0,1	...	...
b) à plus d'un an :																						
— obligations accessibles à tout placeur	5,3	5,3	5,4	5,6	5,9	6,1	6,7	7,6	8,3	8,5	8,9	9,3	9,9	9,9	10,1	10,3	10,1	9,9	9,7	9,8	p10,5	
— autres .....	...	...	...	...	0,3	0,5	0,5	0,6	0,7	0,7	0,7	0,7	0,5	0,5	0,5	0,5	0,5	0,6	0,6	0,7	p 0,7
D. Autres	22,0	20,5	21,9	22,0	23,6	23,7	24,4	25,4	29,6	28,1	31,1	29,7	32,5	31,4	31,5	31,7	37,0	40,7	38,4	43,6	p42,9	
TOTAL DE L'ACTIF ...	159,5	160,0	162,4	172,9	187,2	194,3	199,9	201,8	207,6	212,4	218,1	227,6	242,0	242,0	249,5	256,8	266,0	272,2	273,5	290,1	309,3	

1 Pour la justification des écarts entre cette nouvelle et l'ancienne série (colonne précédente), le lecteur voudra bien se reporter à l'article « Organismes monétaires — Revision de certaines données statistiques (chapitre XIII) » inséré dans le Bulletin d'Information et de Documentation — XXXVIII^e année, vol. II, no 3, septembre 1963, pp. 174 à 176.

2 Pour les dates antérieures au 30 juin 1963, les montants repris sous la rubrique « 6a) en monnaies étrangères » se rapportent uniquement aux monnaies étrangères convertibles tandis que ceux repris sous la rubrique « 6b) en francs belges » se rapportent non seulement aux francs belges mais encore aux monnaies étrangères non convertibles. Ces dernières ne représentent que de faibles montants.

c) - Banques de dépôts — Passif — Chiffres trimestriels

(milliards de francs,

	30-6-60	30-9-60	31-12-60	31-3-61	30-6-61	30-9-61	31-12-61	31-3-62	30-6-62	30-9-62	31-12-62	31-3-63	30-6-63 est	30-6-63 1	30-9-63	31-12-63	31-3-64	30-6-64	30-9-64	31-12-64	31-3-65
A. Engagements envers l'étranger :																					
1. Envers le F.M.I.	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
2. Envers l'U.E.P.	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
3. Autres :																					
a) en monnaies étrangères ²	6,9	9,1	9,2	12,4	22,4	23,0	21,3	15,5	16,4	17,2	20,4	21,7	28,1	29,1	32,4	34,4	40,5	41,7	43,1	45,9	54,9
b) en francs belges ^{2 3}	10,0	10,7	11,2	10,8	10,5	10,9	11,5	10,9	11,1	11,2	12,4	12,3	18,5	16,1	17,6	16,9	16,7	17,5	15,9	18,1	21,1
4. Ajustement statistique	-0,4	-0,8	-1,1	-0,7	-0,5	-0,4	-0,6	-0,1	-0,9	-0,1	-0,3	+0,6	+0,6	—	—	—	—	—	—	—	—
Total des engagements envers l'étranger	16,5	19,0	19,3	22,5	32,4	33,5	32,2	26,3	26,6	28,3	32,5	34,6	42,2	45,2	50,0	51,3	57,2	59,2	59,0	64,0	76,0
B. Engagements envers le secteur intérieur monétaire :																					
1. Pièces et billets	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
2. Autres :																					
a) envers la Banque Nationale de Belgique	...	1,7	...	...	0,1	...	...	...	...	...	1,3	0,3	0,2	0,2	1,5	0,3	...	0,1	...	0,2	...
b) envers les organismes publics .....	...	...	...	...	...	...	0,3	...	...	...	0,3	...	0,3	0,3	...	...	...	0,2	0,1	—	0,4
c) envers les banques de dépôts	2,1	1,7	2,1	2,3	2,7	3,7	3,0	3,4	3,1	3,4	3,3	4,3	4,1	3,7	5,9	4,7	5,3	4,5	5,1	5,0	6,8
C. Engagements envers le secteur intérieur non monétaire :																					
1. Monnaie fiduciaire	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
2. Monnaie scripturale :																					
a) détenue par les entreprises et particuliers	62,4	55,8	57,4	60,7	61,4	60,9	65,1	66,1	68,3	67,5	69,3	72,9	76,0	75,8	73,6	78,5	77,3	79,8	79,0	86,3	86,4
b) détenue par les pouvoirs publics	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
3. Liquidités quasi monétaires :																					
a) détenues par les entreprises et particuliers :																					
— dépôts en francs belges à plus d'un mois	17,7	18,1	19,1	21,7	22,3	25,2	27,3	30,6	30,5	31,9	28,6	28,6	27,9	27,9	26,6	25,8	26,4	25,6	29,9	29,5	32,7
— dépôts en francs belges reçus en carnets ou livrets	15,7	15,6	15,7	15,8	15,7	15,9	16,3	16,9	17,4	18,4	19,9	22,1	23,4	23,4	26,4	29,2	31,9	32,7	34,2	35,6	37,8
— dépôts en devises	5,8	8,0	7,2	7,9	7,9	8,4	8,0	8,2	7,9	8,0	7,4	7,4	8,2	8,2	8,4	9,1	10,1	8,1	5,0	5,1	4,5
b) détenues par le Trésor	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
4. Emprunts obligataires	7,1	7,3	7,6	7,9	8,2	8,4	8,6	9,1	9,8	10,4	11,1	11,1	11,2	11,2	11,3	11,4	11,2	11,2	11,3	11,4	11,4
5. Autres :																					
a) envers le Fonds des Rentes .....	...	...	...	0,9	2,2	0,7	0,8	0,5	1,3	0,7	...	0,2	0,2	0,2	...	...	—	—	—	—	—
b) envers les parastatutaires de crédit .....	...	0,1	0,7	0,4	0,2	0,4	0,6	1,1	0,2	0,3	0,2	0,1	0,3	0,3	0,3	0,2	0,4	0,3	1,0	...	0,4
c) envers le Trésor	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
D. Autres	32,2	32,7	33,3	32,8	34,1	37,2	37,7	39,6	42,5	43,5	44,2	46,0	48,0	45,6	45,5	46,3	46,2	50,5	48,9	53,0	52,9
TOTAL DU PASSIF ...	159,5	160,0	162,4	172,9	187,2	194,3	199,9	201,8	207,6	212,4	218,1	227,6	242,0	242,0	249,5	256,8	266,0	272,2	273,5	290,1	309,3

¹ Pour la justification des écarts entre cette nouvelle et l'ancienne série (colonne précédente), le lecteur voudra bien se reporter à l'article « Organismes monétaires — Revision de certaines données statistiques (chapitre XIII) » inséré dans le Bulletin d'Information et de Documentation — XXXVIII^e année, vol. II, n° 3, septembre 1963, pp. 174 à 176.

² Pour les dates antérieures au 30 juin 1963, les montants repris sous la rubrique « 3a) en monnaies étrangères » se rapportent uniquement aux monnaies étrangères convertibles tandis que ceux repris sous la rubrique « 3 b) en francs belges » se rapportent non seulement aux francs belges mais encore aux monnaies étrangères non convertibles. Ces dernières ne représentent que de faibles montants.

³ Y compris les engagements en francs belges envers les organismes internationaux établis en U.E.B.L.

d) - Ensemble des organismes monétaires — Actif — Chiffres trimestriels

(Milliards de francs)

	30-6-60	30-9-60	31-12-60	31-3-61	30-6-61	30-9-61	31-12-61	31-3-62	30-6-62	30-9-62	31-12-62	31-3-63	30-6-63 est	30-9-63	31-12-63	31-3-64	30-6-64	30-9-64	31-12-64	31-3-65		
A. Créances sur l'étranger :																						
1. Or	59,5	54,7	58,5	56,6	53,7	58,3	62,4	64,9	66,8	67,1	68,3	68,6	68,6	68,6	68,4	68,6	68,8	69,6	69,7	72,5	74,2	
2. F.M.I. — Participation	4,4	4,4	4,4	4,4	4,4	7,4	8,0	7,2	7,5	6,7	6,7	6,7	6,5	6,5	7,0	7,1	8,2	8,2	8,2	8,7	9,0	
— Prêts ¹	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1,5	1,5	
3. Obligations	1,1	1,0	1,0	1,3	1,4	1,4	1,6	1,4	1,3	1,2	1,2	1,2	1,2	0,8	0,9	1,0	1,0	1,0	0,9	1,0	1,1	
4. Accept. en francs belges représ. d'export.	2,2	2,0	3,3	3,2	4,4	3,5	3,5	2,9	4,7	3,1	4,8	4,2	5,3	7,0	7,0	6,9	5,8	7,5	8,2	9,4	8,4	
5. Créances sur l'U.E.P. ²	5,5	4,1	3,5	3,1	2,4	0,7	0,4	0,4	0,3	0,3	0,3	0,2	0,2	0,2	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	
6. Autres	18,2	18,6	24,4	27,7	33,9	33,5	35,6	34,2	29,1	30,6	32,3	37,1	43,4	43,5	45,0	44,9	49,4	49,1	50,3	56,0	65,7	
a) en monnaies étrangères ³	2,3	3,2	2,4	2,2	2,6	2,3	2,0	2,2	2,5	2,3	2,2	3,3	4,9	5,3	5,6	5,5	6,0	6,3	6,2	6,5	7,0	
b) en francs belges ³	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
7. Ajustement statistique	- 0,3	- 0,3	- 0,9	- 0,5	- 0,2	- 0,3	- 0,4	+ 0,3	- 0,4	+ 0,6	+ 0,1	+ 0,7	- 0,1	—	—	—	—	—	—	—	—	
Total des créances sur l'étranger ..	92,9	87,7	96,6	98,0	102,6	106,8	113,1	113,5	111,8	111,9	115,9	122,0	130,0	131,9	134,0	134,1	139,3	141,8	143,6	155,7	167,0	(6)
B. Créances sur le secteur intérieur monétaire :																						
1. Pièces et billets	2,9	2,7	3,0	2,9	2,7	2,7	2,8	2,8	2,9	2,7	2,9	2,9	2,8	2,8	3,0	3,1	3,5	3,3	3,2	3,4	3,7	
2. Autres :																						
a) sur la Banque Nationale de Belgique :																						
— réserve monétaire	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1,2	1,2	1,3
— autres	0,4	0,3	1,0	1,8	0,2	0,4	4,0	2,5	0,1	0,1	1,6	2,2	0,1	0,1	2,3	1,4	0,1	0,1	0,7	2,1	2,1	
b) sur les organismes publics	1,5	2,6	3,1	2,1	1,5	2,1	1,8	0,8	1,0	0,9	2,6	0,9	0,6	0,6	0,6	3,4	2,4	1,1	1,2	7,0	2,5	
c) sur les banques de dépôts	2,1	3,4	2,1	2,3	2,8	3,7	3,3	3,4	3,2	3,4	4,9	4,5	4,7	4,3	7,4	5,0	5,3	4,8	5,2	5,2	7,2	
C. Créances sur le secteur intérieur non monétaire :																						
1. Sur l'Etat :																						
a) à un an au plus	74,3	80,8	73,3	80,6	86,2	90,7	82,6	80,3	84,1	85,7	57,1	67,9	73,2	73,2	72,4	76,0	78,2	80,1	79,1	83,0	81,8	(7)
b) à plus d'un an :																						
— obligations accessibles à tout placeur	24,8	24,8	25,4	25,6	26,7	27,1	28,1	30,1	30,0	31,3	33,5	35,1	34,5	37,5	37,5	37,7	38,0	39,2	38,2	38,7	40,9	(7)
— autres	37,1	37,1	37,2	37,2	36,4	36,4	36,8	36,9	37,7	37,8	58,5	56,8	56,8	56,9	56,8	57,9	58,4	58,3	58,3	58,6	58,3	(7)
2. Sur les pouvoirs publics subordonnés et les paraétatiques administratifs :																						
a) à un an au plus	1,8	0,9	2,1	1,5	2,1	1,6	3,4	2,6	2,5	3,2	4,5	3,3	3,4	3,4	3,4	4,3	3,1	4,4	4,3	5,1	4,8	(9)
b) à plus d'un an :																						
— obligations accessibles à tout placeur	1,9	2,0	1,8	1,9	1,8	1,7	1,8	2,0	2,0	2,3	2,1	1,6	1,9	0,4	0,5	0,5	0,6	0,6	0,7	0,7	0,8	(9)
— autres	0,8	0,8	0,8	0,9	0,9	0,9	0,9	1,0	1,0	1,1	1,1	1,1	1,0	1,1	1,2	1,0	1,1	0,9	0,8	0,8	0,9	(9)
3. Sur les entreprises, les particuliers et les paraétatiques d'exploitation :																						
a) acceptations	2,9	2,2	2,8	2,0	2,3	2,3	4,1	3,9	4,6	5,3	5,8	3,8	5,0	3,3	3,4	4,8	2,9	3,8	4,7	5,8	6,3	(11)
b) effets commerciaux	20,0	20,9	24,0	23,0	23,7	24,2	27,1	27,7	27,8	29,6	31,4	35,4	36,1	36,6	37,4	42,5	42,7	44,9	44,0	45,5	43,4	(11)
c) avances	26,3	25,7	26,2	26,4	28,1	28,1	30,1	30,1	31,2	31,9	35,7	35,2	37,6	37,4	39,8	42,5	43,6	44,9	46,9	47,9	49,2	(11)
d) obligations :																						
— accessibles à tout placeur	1,9	1,6	1,6	1,9	2,0	2,0	2,3	2,4	2,9	2,9	2,7	2,7	2,9	2,2	2,1	2,1	2,0	2,0	2,0	2,0	2,0	(15)
— autres	0,3	0,3	0,3	0,7	1,0	1,0	1,0	0,9	0,9	0,9	1,2	1,2	1,2	1,2	1,1	1,0	1,1	1,7	2,1	2,1	2,6	(15)
4. Sur le Fonds des Rentes : à un an au plus ⁴ ..	7,5	3,9	5,8	8,4	10,0	11,7	11,0	8,0	8,6	8,6	7,0	7,5	7,9	7,9	6,9	7,4	—	—	—	—	—	(8)
5. Sur les paraétatiques de crédit :																						
a) à un an au plus	0,1	...	0,1	...	...	...	...	...	...	...	0,7	0,3	...	...	0,8	0,1	0,2	2,0	0,2	2,0	(14)	
b) à plus d'un an :																						
— obligations accessibles à tout placeur	5,3	5,3	5,4	5,6	5,9	6,1	6,7	7,6	8,3	8,5	8,9	9,3	9,9	9,9	10,1	10,3	10,1	9,9	9,7	9,8	10,5	(14)
— autres	0,2	0,2	0,2	0,2	0,5	0,7	0,7	0,8	0,8	0,8	0,8	0,8	0,6	0,6	0,6	0,6	0,6	0,7	0,7	0,8	0,8	(14)
D. Autres	34,3	36,5	46,7	51,3	53,8	56,7	58,0	57,2	57,8	55,4	55,7	62,9	71,1	69,3	69,0	71,2	77,1	84,0	82,0	86,6	84,2	(15)
TOTAL DE L'ACTIF ...	339,3	339,7	359,5	374,3	391,2	406,9	419,6	414,5	419,2	424,3	434,6	457,4	481,3	480,6	487,3	508,5	511,5	526,7	530,0	560,8	572,3	

XIII
Colonne du tableau
« Bilans intégrés des organ-
mes monétaires » dans lequel
le la rubrique est comprise

¹ Bons spéciaux du trésor belge (loi du 4-1-1963. Convention du 1-2-1963).

² Créances bilatéralisées sur les pays débiteurs lors de la liquidation de l'U.E.P.

³ Pour les dates antérieures au 30 juin 1963, les montants repris sous la rubrique « 6a) en monnaies étrangères » se rapportent uniquement aux monnaies étrangères convertibles tandis que ceux repris sous la rubrique « 6b) en francs belges » se rapportent non seulement aux francs belges mais encore aux monnaies étrangères non convertibles. Ces dernières ne représentent que de faibles montants.

⁴ Aux dates pour lesquelles le Fonds des Rentes n'a pas publié de chiffres, les créances sur le Fonds des Rentes sont comprises sous la rubrique D « Autres ».

⁵ Pour la justification des écarts entre la nouvelle et l'ancienne séries (colonne précédente), le lecteur voudra bien se reporter à l'article « Organismes monétaires — Revision de certaines données statistiques (chapitre XIII) » inséré dans le Bulletin d'Information et de Documentation — XXXVIII année, vol. II, n° 3, septembre 1963, pp. 174 à 176

d) - Ensemble des organismes monétaires — Passif — Chiffres trimestriels

(Milliards de francs)

	30-6-60	30-9-60	31-12-60	31-3-61	30-6-61	30-9-61	31-12-61	31-3-62	30-6-62	30-9-62	31-12-62	31-3-63	30-6-63 est	30-6-63 7	30-9-63	31-12-63	31-3-64	30-6-64	30-9-64	31-12-64	31-3-65	31-12-64	31-3-65		
A. Engagements envers l'étranger :																									
1. Envers le F.M.I.	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	
2. Envers l'U.E.P.	0,1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
3. Autres :																									
a) en monnaies étrangères ²	6,9	9,1	9,2	12,4	22,4	23,0	21,3	15,5	16,4	17,2	20,4	21,7	28,1	29,1	32,4	34,4	40,5	41,7	43,1	45,9	54,9	54,9	54,9	54,9	
b) en francs belges ^{1 2}	11,6	12,0	13,5	12,7	12,3	13,0	14,4	13,3	13,7	13,7	15,1	15,7	16,7	19,3	20,9	20,6	20,4	21,1	19,4	21,6	24,3	24,3	24,3	24,3	
4. Ajustement statistique	-0,4	-0,8	-1,1	-0,7	-0,5	-0,4	-0,6	-0,1	-0,9	-0,1	-0,3	+0,6	+0,6	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
Total des engagements envers l'étranger	18,4	20,5	21,8	24,6	34,4	35,8	35,3	28,9	29,4	31,0	35,4	38,2	45,6	48,6	53,5	55,2	61,1	63,0	62,7	67,7	79,4	79,4	79,4	79,4	
B. Engagements envers le secteur intérieur monétaire :																									
1. Pièces et billets ³	2,9	2,7	3,0	2,9	2,7	2,7	2,9	2,8	2,9	2,7	2,9	2,9	2,8	2,8	3,0	3,1	3,5	3,3	3,2	3,4	3,7	3,4	3,7	3,7	
2. Autres :																									
a) envers la Banque Nationale de Belgique	...	2,1	...	...	0,1	...	...	...	...	...	1,3	0,4	0,3	0,3	1,6	0,3	...	0,1	...	0,2	...	0,2	...	...
b) envers les organismes publics .....	...	...	0,3	...	...	...	0,3	...	...	...	0,3	...	0,3	0,3	...	0,1	0,1	0,3	0,2	0,6	0,6	0,6	0,6	0,6
c) envers les banques de dépôts																									
— réserve monétaire	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
— autres	4,0	4,2	5,9	6,2	4,4	6,2	8,8	6,7	4,2	4,4	7,5	7,2	4,8	4,4	6,5	10,3	9,0	5,6	6,3	12,1	11,2	11,2	11,2		
C. Engagements envers le secteur intérieur non monétaire :																									
1. Monnaie fiduciaire ⁴	122,1	123,6	126,9	125,5	127,9	129,1	132,2	131,0	135,3	136,7	141,7	143,8	149,7	149,7	150,1	153,7	151,4	157,1	158,4	163,7	161,4	163,7	161,4	(1)	
2. Monnaie scripturale :																									
a) détenue par les entreprises et particuliers ⁵	89,6	81,9	86,4	88,4	90,4	89,8	95,2	95,8	99,3	99,0	102,2	106,4	110,8	109,9	106,5	113,2	111,6	117,6	115,1	124,1	123,5	123,5	123,5	(1)	
b) détenue par les pouvoirs publics	8,2	8,6	7,3	8,7	8,4	9,6	10,0	9,6	10,4	11,0	10,6	12,5	12,7	12,7	11,2	12,1	11,3	12,4	11,7	10,8	9,2	9,2	9,2	(1)	
3. Liquidités quasi monétaires :																									
a) détenues par les entreprises et particuliers :																									
— dépôts en francs belges à plus d'un mois	17,7	18,1	19,1	21,7	22,3	25,2	27,3	30,6	30,5	31,9	28,6	28,6	27,9	27,9	26,6	25,8	26,4	25,6	29,9	29,5	32,7	32,7	32,7	(2)	
— dépôts en francs belges reçus en carnets ou livrets	15,7	15,6	15,6	15,8	15,7	15,9	16,3	16,9	17,4	18,4	19,9	22,1	23,4	23,4	26,4	29,2	31,9	32,7	34,2	35,6	37,8	37,8	37,8	(2)	
— dépôts en devises	5,8	8,0	7,2	7,9	7,9	8,4	8,0	8,2	7,9	8,0	7,4	7,4	8,2	8,2	8,4	9,1	10,1	8,1	5,0	5,1	4,5	4,5	4,5	(3)	
b) détenues par le Trésor	0,3	0,3	0,2	0,2	0,2	0,1	...	0,1	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
4. Emprunts obligataires	7,1	7,3	7,6	7,9	8,2	8,4	8,6	9,1	9,8	10,4	11,1	11,1	11,2	11,2	11,3	11,4	11,2	11,2	11,3	11,4	11,4	11,4	11,4	(13)	
5. Autres :																									
a) envers le Fonds des Rentes ⁶	5,4	...	...	4,4	6,0	8,2	5,8	4,8	4,1	2,7	0,1	0,2	0,3	0,3	...	...	...	...	...	...	...	...	...	(8)
b) envers les paraétatiques de crédit .....	...	0,1	0,7	0,4	0,2	0,5	0,6	1,4	0,2	0,3	0,3	0,1	0,4	0,4	0,6	0,5	0,4	0,3	1,0	...	1,4	1,4	1,4	(14)
c) envers le Trésor	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	(7)
D. Autres	42,1	46,7	57,5	59,7	62,4	67,0	68,3	68,6	67,8	67,8	65,3	76,5	82,9	80,5	81,6	84,5	83,5	89,4	89,8	95,4	94,2	94,2	94,2	(15)	
TOTAL DU PASSIF ...	339,3	339,7	359,5	374,3	391,2	406,9	419,6	414,5	419,2	424,3	434,6	457,4	481,3	480,6	487,3	508,5	511,5	526,7	530,0	560,8	572,3	572,3	572,3	572,3	

1 Pour la Banque Nationale, y compris les engagements en francs belges envers les organismes internationaux autres que le F.M.I. et l'U.E.P.; pour les autres organismes monétaires, y compris les engagements en francs belges envers les organismes internationaux établis en U.E.B.L. depuis qu'ils ont pu être extraits des engagements envers le secteur intérieur non monétaire, c'est-à-dire depuis juin 1958.

2 Pour les dates antérieures au 30 juin 1963, les montants repris sous la rubrique « 3a) en monnaies étrangères » se rapportent uniquement aux monnaies étrangères convertibles tandis que ceux repris sous la rubrique « 3b) en francs belges » se rapportent non seulement aux francs belges mais encore aux monnaies étrangères non convertibles. Ces dernières ne représentent que de faibles montants.

3 B.N.B. : y compris les pièces et billets du Trésor détenus par les organismes monétaires autres que la Banque Nationale de Belgique. Organismes publics monétaires : uniquement les pièces et billets du Trésor détenus par la Banque Nationale de Belgique.

4 Les chiffres de cette rubrique sont sous-évalués pour la Banque Nationale de Belgique et surévalués pour les organismes publics à concurrence des pièces et billets du Trésor détenus par les organismes monétaires autres que la Banque Nationale de Belgique.

5 B.N.B. : y compris les comptes à vue des paraétatiques, sauf celui du Fonds des Rentes qui est compris dans la rubrique C5a ou D « Autres ». Organismes publics monétaires : y compris les comptes à vue des paraétatiques, sauf ceux de certains paraétatiques administratifs qui sont compris dans la rubrique C2b.

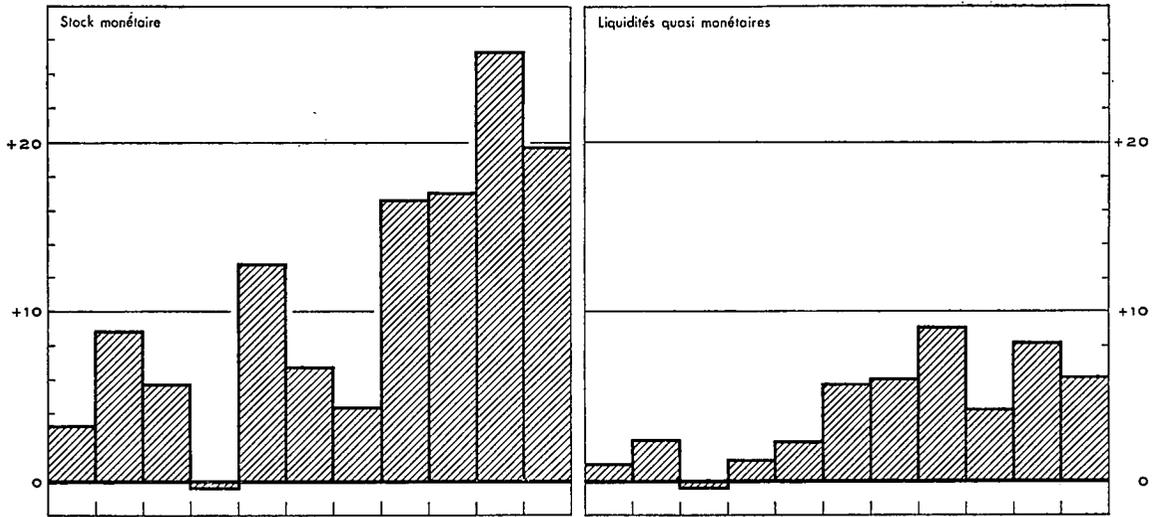
6 Aux dates pour lesquelles le Fonds des Rentes n'a pas publié de chiffres, les engagements envers le Fonds des Rentes sont compris sous la rubrique D « Autres ».

7 Pour la justification des écarts entre cette nouvelle et l'ancienne séries (colonne précédente), le lecteur voudra bien se reporter à l'article « Organismes monétaires — Revision de certaines données statistiques (chapitre XIII) » inséré dans le Bulletin d'Information et de Documentation — XXXVIII^e année, vol. II, no 8, septembre 1963, pp. 174 à 176.

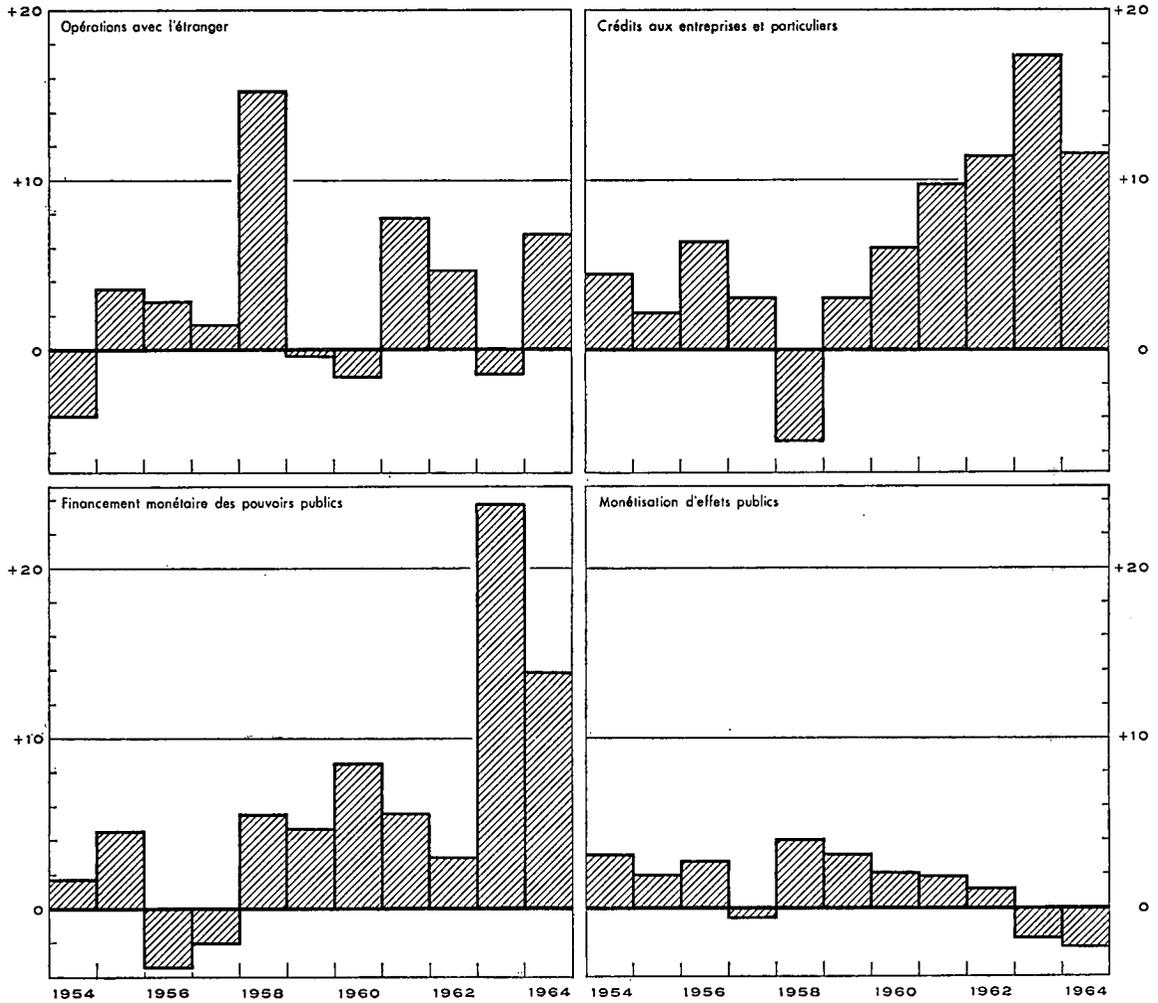
XIII-1
« Bilans intégrés des organismes monétaires » dans laquelle le la rubrique est comprise (6)

XIII - 3. — STOCK MONÉTAIRE ET LIQUIDITES QUASI MONÉTAIRES (variations en milliards de francs)

A.- VARIATIONS DU STOCK ET DES LIQUIDITES



B.- ORIGINES DES VARIATIONS



XIII - 3. — ORIGINES DES VARIATIONS DU STOCK MONETAIRE

(milliards de francs)

Périodes	Stock monétaire	Liquidités quasi monétaires	Total du stock monétaire et des liquidités quasi monétaires	Opérations avec l'étranger (solde courant + opérations en capital des entreprises et particuliers)	Crédits aux entreprises et particuliers 1	Refinancement en dehors des organismes monétaires (augmentation : -)		Financement monétaire des pouvoirs publics		Monétisation d'effets publics		Emprunts obligataires des banques de dépôts	Crédits à des intermédiaires financiers non monétaires	Divers
						de créances commerciales sur l'étranger	de crédits aux entreprises et particuliers	Etat	Autres pouvoirs publics 2	achats sur le marché par les organismes monétaires	par l'intermédiaire du Fonds des Rentes			
	(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	(6)	(7)	(8)	(9)	(10)	(11)	(12)	(13)	(14)
1960 1 ^{er} trimestre	- 3,9	+ 5,1	+ 1,2	+ 4,4	+ 0,7	- 0,9	- 0,3	- 5,4	+ 1,6	+ 1,0	+ 0,2	...	+ 0,6	- 0,7
2 ^e trimestre	+ 7,4	- 1,8	+ 5,6	- 0,7	+ 1,0	+ 0,1	- 0,3	+ 5,5	...	- 0,5	+ 0,2	- 0,2	+ 0,1	+ 0,4
3 ^e trimestre	- 5,2 ^a	+ 2,8 ^a	- 2,4 ^a	- 4,6	- 1,0	- 0,2	+ 0,6	+ 5,7	- 0,7	...	+ 1,0	- 0,2	- 0,4	- 2,6
4 ^e trimestre	+ 6,1 ^a	...	+ 6,1 ^a	- 0,7	+ 5,3	+ 1,5	- 1,0	+ 0,7	+ 1,3	- 0,4	+ 0,5	- 0,3	- 0,4	- 0,4
Total ...	+ 4,4 ^a	+ 6,1 ^a	+ 10,5 ^a	- 1,6	+ 6,0	+ 0,5	- 1,0	+ 6,5	+ 2,2	+ 0,1	+ 1,9	- 0,7	- 0,1	- 3,3
1961 1 ^{er} trimestre	+ 2,1 ^a	+ 3,3 ^a	+ 5,4 ^a	- 1,4	- 0,8	- 0,5	- 0,8	+ 5,7	- 0,6	+ 1,1	- 0,6	- 0,3	+ 0,8	+ 2,8
2 ^e trimestre	+ 4,1	+ 0,4	+ 4,5	- 0,6	+ 2,8	+ 0,5	- 0,1	- 0,1	+ 0,6	- 0,1	+ 0,3	- 0,3	+ 0,7	+ 0,8
3 ^e trimestre	+ 1,7 ^a	+ 3,6 ^a	+ 5,3 ^a	+ 5,3	+ 2,4	- 1,0	- 1,9	+ 2,4	- 0,5	+ 0,4	+ 0,1	- 0,3	+ 0,4	- 2,0
4 ^e trimestre	+ 8,8 ^a	+ 1,8 ^a	+ 10,6 ^a	+ 4,5	+ 5,5	- 0,1	+ 1,1	- 4,4	+ 2,5	+ 0,1	+ 0,6	- 0,2	+ 0,6	+ 0,4
Total ...	+ 16,7 ^a	+ 9,1 ^a	+ 25,8 ^a	+ 7,8	+ 9,9	- 1,1	- 1,7	+ 3,6	+ 2,0	+ 1,5	+ 0,4	- 1,1	+ 2,5	+ 2,0
1962 1 ^{er} trimestre	- 1,1	+ 4,2	+ 3,1	+ 5,0	- 1,3	- 1,4	+ 1,8	+ 1,6	- 0,2	+ 0,2	- 0,6	- 0,5	- 0,3	- 1,2
2 ^e trimestre	+ 8,7	...	+ 8,7	+ 0,3	+ 3,9	+ 1,3	- 2,2	+ 0,3	- 0,1	+ 0,6	+ 0,5	- 0,6	+ 2,3	+ 2,4
3 ^e trimestre	+ 1,6	+ 2,6	+ 4,2	+ 1,7	+ 0,8	- 1,7	+ 2,5	+ 2,7	+ 0,8	+ 0,4	- 0,1	- 0,6	- 0,2	- 2,1
4 ^e trimestre	+ 7,9	- 2,5	+ 5,4	- 2,3	+ 8,1	+ 1,6	- 2,0	- 3,8	+ 1,7	- 0,7	+ 0,9	- 0,7	+ 0,6	+ 2,0
Total ...	+ 17,1	+ 4,3	+ 21,4	+ 4,7	+ 11,5	- 0,2	+ 0,1	+ 0,8	+ 2,2	+ 0,5	+ 0,7	- 2,4	+ 2,4	+ 1,1
1963 1 ^{er} trimestre	+ 8,1	+ 2,2	+ 10,3	+ 3,3	+ 1,9	- 1,3	- 0,4	+ 11,6	- 1,3	- 0,2	+ 0,2	- 0,1	+ 0,5	- 3,9
2 ^e trimestre	+ 10,7	+ 1,4	+ 12,1	- 0,1	+ 3,9	...	+ 0,4	+ 6,4	+ 0,1	- 0,4	+ 0,9	- 0,1	...	+ 1,0
3 ^e trimestre	- 4,5	+ 1,9	- 2,6	- 2,0	+ 3,2	+ 0,5	+ 0,1	- 1,5	+ 0,1	- 0,9	- 0,3	- 0,1	- 0,2	- 1,5
4 ^e trimestre	+ 11,1	+ 2,7	+ 13,8	- 2,6	+ 8,3	+ 0,3	+ 0,9	+ 7,5	+ 0,9	- 0,1	- 0,9	- 0,1	+ 0,2	- 0,6
Total ...	+ 25,4	+ 8,2	+ 33,6	- 1,4	+ 17,3	- 0,5	+ 1,0	+ 24,0	- 0,2	- 1,6	- 0,1	- 0,4	+ 0,5	- 5,0
1964 1 ^{er} trimestre	- 4,7	+ 4,3	- 0,4	- 1,7	+ 4,1	- 1,3	- 4,7	+ 3,2	- 0,1	- 0,2	+ 0,1	+ 0,3	+ 0,3	- 0,4
2 ^e trimestre	+ 12,8	- 2,0	+ 10,8	+ 0,3	+ 3,5	+ 0,7	+ 0,9	+ 4,8	+ 1,3	- 0,3	- 0,4	- 0,1	...	+ 0,1
3 ^e trimestre	- 1,9	+ 2,7	+ 0,8	+ 1,9	+ 1,3	+ 1,3	+ 0,7	- 0,8	...	- 1,0	- 0,5	- 0,1	- 1,0	- 1,0
4 ^e trimestre	+ 13,5	+ 1,1	+ 14,6	+ 6,3	+ 2,7	- 0,3	+ 0,9	+ 4,7	+ 0,8	- 0,7	- 0,2	...	+ 1,3	- 0,9
Total ...	+ 19,7	+ 6,1	+ 25,8	+ 6,8	+ 11,6	+ 0,4	- 2,2	+ 11,9	+ 2,0	- 2,2	- 1,0	+ 0,1	+ 0,6	- 2,2
1965 1 ^{er} trimestre	<i>p</i> - 4,6	+ 4,8	<i>p</i> + 0,2	<i>p</i> + 4,5	+ 0,5	- 1,5	<i>p</i> - 0,7	<i>p</i> - 1,8	<i>p</i> - 0,2	...	...	...	<i>p</i> - 0,9	<i>p</i> + 0,3

N. B. — Pour le détail du « Stock monétaire », voir le tableau 4 du chapitre XIII.

— Pour le détail des « Opérations avec l'étranger », voir le tableau 5 du chapitre XIII.

— Pour la méthode d'élaboration, voir note sub tableau 1 du chapitre XIII.

1 Variation de l'encours utilisé des crédits d'escompte, d'avances et d'acceptations (à l'exclusion des effets qui servent à la mobilisation de créances commerciales sur l'étranger) accordés à leur origine par les organismes monétaires. — 2 Y compris les fonds de pension. — 3 Au 3^e trimestre de 1960, les dépôts des résidents congolais non bancaires dans les banques belges, qui étaient confondus jusque là dans les statistiques monétaires avec les comptes de résidents, ont été convertis en comptes étrangers « financiers »; ultérieurement, une partie de ces comptes a été réassimilée à des comptes de résidents. Ces conversions ont provoqué, dans le stock monétaire et les liquidités quasi monétaires, une diminution purement comptable de 0,9 milliard au 3^e trimestre de 1960 et des augmentations, également comptables, de 0,3, 0,2, 0,1 et 0,2 milliard, respectivement au 4^e trimestre de 1960 et au 1^{er}, 3^e et 4^e trimestre de 1961. Ces diminutions et augmentations comptables ont été éliminées des variations du stock monétaire et des liquidités quasi monétaires telles qu'elles apparaissent aux colonnes (1) à (3) du présent tableau.

XIII - 4. — STOCK MONÉTAIRE

(milliards de francs)

Fin de période	Monnaie fiduciaire			Monnaie scripturale						Total du stock monétaire	Pourcentage de monnaie fiduciaire
	Billets et monnaies du Trésor	Billets de la B.N.B.	Stock de monnaie fiduciaire ²	détenue par le Trésor et les pouvoirs publics subordonnés	détenue par les entreprises et particuliers ¹				Stock de monnaie scripturale		
					comptes courants à la B.N.B. ²	avoirs en C.C.P. ²	dépôts à vue et à 1 mois au plus dans les banques et établissements parastatiques ²	Total			
(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	(6)	(7)	(8)	(9) = (4) + (8)	(10) = (3) + (9)	(11) = (10) : (9)	
1953 Juin	5,8	98,4	102,6	6,9	0,6	19,6	46,1	66,3	73,2	175,8	58,4
Décembre	5,9	101,6	105,9	7,1	0,6	19,9	46,8	67,3	74,4	180,3	58,7
1954 Juin	5,9	100,2	104,3	8,1	0,7	20,2	49,0	69,9	78,0	182,3	57,2
Décembre	5,9	102,7	106,7	7,4	0,5	20,6	48,4	69,5	76,9	183,6	58,1
1955 Juin	5,8	105,3	108,6	7,3	0,6	20,4	50,7	71,7	79,0	187,6	57,9
Décembre	5,6	107,6	110,7	7,9	0,6	20,8	52,5	73,9	81,8	192,5	57,5
1956 Juin	5,4	108,4	111,4	6,7	0,3	22,6	54,1	77,0	83,7	195,1	57,1
Décembre	5,4	111,5	114,3	6,5	0,6	21,3	55,6	77,5	84,0	198,3	57,7
1957 Juin	5,3	111,2	113,9	7,9	0,4	23,0	56,7	80,1	88,0	201,9	56,4
Décembre	5,4	112,7	115,5	6,4	0,9	22,0	53,2	76,1	82,5	198,0	58,3
1958 Juin	5,5	115,3	118,1	7,6	0,4	23,2	56,8	80,4	88,0	206,1	57,3
Décembre	5,5	117,4	120,3	7,2	0,5	24,0	57,5 ³	82,0	89,2	209,5	57,4
1959 Juin	5,5	117,5	120,3	7,8	0,4	24,9	60,6	85,9	93,7	214,0	56,2
Décembre	5,6	118,3	121,3	7,6	0,5	25,8	61,1	87,4	95,0	216,3	56,1
1960 Juin	5,7	119,3	122,1	8,2	0,4	25,7	63,5	89,6	97,8	219,9	55,5
Décembre	5,8	124,1	126,8	7,3 ⁵	0,7	26,9	58,7 ⁴	86,3	93,6	220,4	57,5
1961 Juin	5,9	124,8	127,9	8,5	0,4	27,3	62,7 ⁴	90,4	98,9	226,8	56,4
Décembre	6,0	129,1	132,2	10,0	0,6	27,9	66,7	95,2	105,2	237,4	55,7
1962 Juin	6,1	132,1	135,3	10,4	0,4	29,1	69,8	99,3	109,7	245,0	55,2
Décembre	6,2	138,5	141,7	10,6	0,5	30,4	71,3	102,2	112,8	254,5	55,7
1963 Juin (est.) ⁶	6,2	146,2	149,6	12,8	0,4	32,2	78,2	110,8	123,6	273,2	54,8
<i>Nouvelle série⁶</i>											
Juin	6,2	146,2	149,6	12,8	0,4	32,2	77,3	109,9	122,7	272,3	54,9
Décembre	6,3	150,5	153,7	12,1	0,5	32,9	79,8	113,2	125,3	279,0	55,1
1964 Avril	6,3	150,2	153,6	10,0	0,3	35,2	77,0	112,5	122,5	276,1	55,6
Mai	6,3	151,5	154,8	11,8	0,4	33,7	81,3	115,4	127,2	282,0	54,9
Juin	6,4	153,9	157,1	12,4	0,3	35,8	81,5	117,6	130,0	287,1	54,7
Juillet	6,5	155,9	159,2	9,1	0,3	36,6	77,5	114,4	123,5	282,7	56,3
Août	6,6	155,0	158,5	9,9	0,3	34,6	78,9	113,8	123,7	282,2	56,2
Septembre	6,6	155,0	158,4	11,7	0,4	34,1	80,5	115,0	126,7	285,1	55,6
Octobre	6,6	155,9	159,5	10,8	0,3	35,2	80,6	116,1	126,9	286,4	55,7
Novembre	6,6	155,8	159,2	9,6	0,3	33,1	83,0	116,4	126,0	285,2	55,8
Décembre	6,8	160,3	163,8	10,8	0,6	35,9	87,6	124,1	134,9	298,7	54,8
1965 Janvier	6,9	156,8	160,2	10,0	0,5	36,7	83,7	120,9	130,9	291,1	55,0
Février	6,9	157,8	161,2	10,9	0,4	34,7	85,1	120,2	131,1	292,3	55,1
Mars	6,9	158,1	161,4	9,2	0,5	35,2	p 87,8	p 123,5	p 132,7	p 294,1	54,9
Avril	6,9	161,3	164,8	8,9	0,4	37,2	p 88,4	p 126,0	p 134,9	p 299,7	55,0

¹ Y compris des organismes parastatiques administratifs.

² Déduction faite des encaisses des organismes monétaires.

³ Depuis août 1958, grâce à une nouvelle ventilation, les comptes à plus d'un mois des sociétés financières dans les banques sont éliminés du stock monétaire (cf. tableau XIII - 1, note 4).

⁴ En principe, les dépôts des résidents congolais dans les banques belges ne devraient pas être compris dans le stock monétaire. L'application de ce principe se heurte cependant à des difficultés d'ordre statistique. C'est ainsi que jusqu'à la fin de juillet 1960, les dépôts à un mois au plus des résidents congolais non bancaires dans les banques belges étaient englobés dans le stock monétaire; ils en ont été exclus à concurrence d'un montant de 0,1 milliard en août et d'un montant supplémentaire de 0,4 milliard en septembre, mais ces montants y ont ensuite été partiellement réenglobés, soit à concurrence d'un montant de 0,1 milliard en décembre 1960, d'un montant supplémentaire de 0,1 milliard en janvier, d'un montant supplémentaire de 0,1 milliard en septembre et d'un montant supplémentaire de 0,1 milliard en octobre 1961. Il s'ensuit que le mouvement des chiffres de la colonne (7) du présent tableau durant la période de juillet 1960-octobre 1961 est influencé par des facteurs purement comptables.

⁵ Le chiffre de la monnaie scripturale détenue par le Trésor et les pouvoirs publics subordonnés à la fin de décembre 1960 est anormalement bas par suite de la désorganisation causée par les grèves. En l'absence de celles-ci, il serait sans doute situé entre 8 et 9 milliards.

⁶ Pour la justification des écarts entre la nouvelle et l'ancienne série, le lecteur voudra bien se reporter à l'article « Organismes monétaires — Revision de certaines données statistiques (chapitre XIII) » inséré dans le *Bulletin d'Information et de Documentation* — XXXVIII^e année, vol. II, no 8, septembre 1968, pp. 174 à 176.

XIII - 5. — AVOIRS EXTERIEURS NETS DES ORGANISMES MONETAIRES

(milliards de francs)

Périodes	Montants à fin de période 1			Evolution							Evolution	
	B.N.B.	Autres organismes monétaires	Total	Avoirs extérieurs nets après ajustement statistique			Opérations en capital des pouvoirs publics avec l'étranger		Refinancement en dehors des organismes monétaires de créances commerciales sur l'étranger (augmentation: -)	Opérations avec l'étranger ³ (solde courant + opérations en capital des entreprises et particuliers)	Différence entre les données de la balance des paiements des organismes monétaires [col. (6)] ⁴	Avoirs extérieurs nets suivant la balance des paiements de l'U.E.B.L. ⁵
				B.N.B.	Autres organismes monétaires	Total	Etat	Autres 2				
(1)	(2)	(3) = (1) + (2)	(4)	(5)	(6)	(7)	(8)	(9)	(10)	(11)	(12)	
1954 Année	50,9	- 2,6	48,3	- 1,8	- 0,3	- 2,1	+ 2,6	...	- 0,8	- 3,9	- 1,5	- 3,6
1955 Année	57,2	- 2,5	54,7	+ 6,3	+ 0,4	+ 6,7	+ 2,4	+ 0,2	+ 0,6	+ 3,5	- 2,3	+ 4,4
1956 Année	57,8	- 3,8	54,0	+ 0,6	- 1,3	- 0,7	- 3,8	+ 0,3	- 0,1	+ 2,9	+ 1,1	+ 0,4
1957 Année	58,4	- 2,3	56,1	+ 0,6	+ 1,2	+ 1,8	+ 0,7	- 0,2	- 0,2	+ 1,5	+ 0,3	+ 2,1
1958 Année	75,5	- 3,4	72,1	+17,1	- 0,8	+16,3	+ 1,4	...	- 0,4	+15,3	- 0,4	+15,9
1959 Année	72,3 ^{6,7}	- 1,6	70,7 ^{6,7}	- 6,1 ^{6,7}	+ 2,0	- 4,1 ^{6,7}	- 3,1	- 0,8 ⁷	+ 0,2	- 0,4	...	- 4,1
1960 Année	80,5	- 5,7 ⁸	74,8 ⁸	+ 8,2	- 4,1 ⁸	+ 4,1 ⁸	+ 3,4	+ 1,7	+ 0,5	- 1,6	+ 2,1	+ 6,2
1961 1 ^{er} trimestre	79,7	- 6,4 ⁸	73,3 ⁸	- 0,8	- 1,0 ⁸	- 1,8 ⁸	+ 0,4	- 0,3	- 0,5	- 1,4	+ 0,6	- 1,2
2 ^e trimestre	82,6	-14,4	68,2	+ 2,9	- 8,6	- 5,7	- 5,9	+ 0,3	+ 0,5	- 0,6	- 0,7	- 6,4
3 ^e trimestre	86,0	-15,1 ⁸	70,9 ⁸	+ 3,4	- 0,4 ⁸	+ 3,0 ⁸	- 1,3	...	- 1,0	+ 5,3	- 0,8	+ 2,2
4 ^e trimestre	92,7	-14,9 ⁸	77,8 ⁸	+ 6,7	- 0,4 ⁸	+ 6,3 ⁸	+ 1,8	+ 0,1	- 0,1	+ 4,5	- 0,3	+ 6,0
				+12,2	-10,4 ⁸	+ 1,8 ⁸	- 5,0	+ 0,1	- 1,1	+ 7,8	- 1,2	+ 0,6
1962 1 ^{er} trimestre	90,5	- 5,9	84,6	- 2,2	+ 8,8	+ 6,6	+ 2,7	+ 0,3	- 1,4	+ 5,0	...	+ 6,6
2 ^e trimestre	89,6	- 7,2	82,4	- 0,9	- 1,2	- 2,1	- 3,7	...	+ 1,3	+ 0,3	- 0,4	- 2,5
3 ^e trimestre	88,6	- 7,7	80,9	- 1,0	- 0,7	- 1,7	- 1,8	+ 0,1	- 1,7	+ 1,7	+ 0,9	- 0,8
4 ^e trimestre	91,0	-10,5	80,5	+ 2,4	- 2,5	- 0,1	+ 0,6	...	+ 1,6	- 2,3	+ 0,8	+ 0,7
				- 1,7	+ 4,4	+ 2,7	- 2,2	+ 0,4	- 0,2	+ 4,7	+ 1,3	+ 4,0
1963 1 ^{er} trimestre	95,4	-11,6	83,8	+ 4,4	- 0,7	+ 3,7	+ 1,7	...	- 1,3	+ 3,3	- 1,3	+ 2,4
2 ^e trim. (est.)	98,6	-14,2	84,4	+ 3,2	- 2,0	+ 1,2	+ 1,3	...	...	- 0,1	+ 0,3	+ 1,5
Nouvelle série ⁹												
2 ^e trimestre	98,6	-15,3	83,3									
3 ^e trimestre	99,6	-19,0	80,6	+ 1,0	- 3,4	- 2,4	- 0,9	...	+ 0,5	- 2,0	...	- 2,4
4 ^e trimestre	102,2	-23,3	78,9	+ 2,6	- 4,6	- 2,0	+ 0,2	+ 0,1	+ 0,3	- 2,6	- 0,1	- 2,1
				+11,2	-10,7	+ 0,5	+ 2,3	+ 0,1	- 0,5	- 1,4	- 1,1	- 0,6
1964 1 ^{er} trimestre	101,8	-23,6	78,2	- 0,4	- 0,3	- 0,7	+ 0,3	+ 2,0	- 1,3	- 1,7	p+ 0,8	p+ 0,1
2 ^e trimestre	103,2	-24,4	78,8	+ 1,4	- 0,8	+ 0,6	+ 0,6	- 1,0	+ 0,7	+ 0,3	p ...	p+ 0,6
3 ^e trimestre	105,2	-24,3	80,9	+ 2,0	+ 0,1	+ 2,1	- 1,4	+ 0,3	+ 1,3	+ 1,9	p+ 0,1	p+ 2,2
4 ^e trimestre	114,8	-26,8	88,0	+ 9,6	- 2,5	+ 7,1	+ 1,3	- 0,2	- 0,3	+ 6,3		
				+12,6	- 3,5	+ 9,1	+ 0,8	+ 1,1	+ 0,4	+ 6,8		
1965 1 ^{er} trimestre	113,3	p-25,7	p87,6	- 1,5	p+ 1,1	p- 0,4	p- 3,4	...	- 1,5	+ 4,5		

1 Une ventilation des avoirs extérieurs nets par principaux types de créances et d'engagements est donnée au tableau XIII-2, et, pour la période 1950-1960, dans le Bulletin d'Information et de Documentation de juillet 1961, pages 20 à 27.

2 Ces montants comprennent notamment les emprunts à l'étranger des pouvoirs publics subordonnés et des paratitiques administratifs et les mouvements des créances en accords internationaux détenues par la S.N.C.I. (voir note 7 ci-dessous).

3 Ce sont les chiffres de cette colonne, calculés comme le montre le présent tableau, qui sont repris à la colonne (4) du tableau XIII - 8.

4 Cette différence est égale à :

- variations des avoirs extérieurs nets des organismes monétaires de l'U.E.B.L. résultant a) des variations des avoirs nets des banques luxembourgeoises vis-à-vis des pays autres que la Belgique, b) jusqu'au 31 décembre 1960, des variations des engagements des banques belges envers les sociétés congolaises et c) des variations des engagements des banques luxembourgeoises et, jusqu'au 2^e trimestre de 1959, des banques belges envers les institutions internationales établies en U.E.B.L. [ces variations sont comprises dans la colonne (12), mais non dans la colonne (6)].
- moins, depuis le 3^e trimestre de 1963, variations des avoirs nets des banques belges vis-à-vis des résidents luxembourgeois [ces variations sont comprises dans la colonne (6), mais non dans la colonne (12)].

5 Voir tableau IX - 1, total, et tableaux IX - 2 et 3, rubrique 7.

6 La B.N.B. a été autorisée par la loi du 19 juin 1959 à comptabiliser dans ses livres, comme avoir propre la créance que possède l'Etat belge sur le Fonds Monétaire International en remboursement de sa quote-part comme membre du Fonds, et cela à concurrence des billets émis, des crédits donnés ou des montants d'or versés par elle en faveur du Fonds, à la décharge de l'Etat. Une partie de la créance que la B.N.B. comptabilise dans ses écritures, en vertu de ces dispositions législatives, a pour origine non des opérations avec le Fonds, mais de simples reprises de créances à l'Etat belge. De telles reprises ont eu lieu à concurrence de 2,8 milliards au troisième trimestre de 1959 et à concurrence de 0,1 milliard au quatrième trimestre de la même année. L'évolution des « Avoirs extérieurs nets après ajustement statistique » [col. (4) et (6)] fait abstraction de ces montants.

7 A la suite de la Convention du 1^{er} juillet 1959, la S.N.C.I. a racheté à la B.N.B. diverses créances consolidées en accords de paiements. Ces rachats expliquent, à concurrence d'environ 0,6 milliard, la diminution des avoirs extérieurs nets de la B.N.B. [col. (1)] au cours du troisième trimestre de 1959. Mais ces rachats, de même que les remboursements ultérieurs par l'étranger des créances rachetées, n'ont pas d'influence sur le solde des opérations avec l'étranger figurant à la colonne (10). En effet, dans l'évolution des avoirs extérieurs nets, ils sont assimilés à des opérations en capital des pouvoirs publics autres que l'Etat avec l'étranger et figurent à ce titre à la colonne (8).

8 Au 3^e trimestre de 1960, les dépôts des résidents congolais dans les banques belges, dont il n'avait pas été possible jusque là de tenir compte pour calculer les avoirs extérieurs nets des organismes monétaires tels qu'ils figurent aux colonnes (2) et (3) du présent tableau, ont été convertis en comptes étrangers « bilatéraux ou financiers »; ultérieurement une partie des comptes financiers a été réassimilée à des comptes de résidents. Ces conversions ont provoqué, dans les avoirs extérieurs nets des organismes monétaires, une diminution purement comptable de 1,3 milliard au 3^e trimestre de 1960 et des augmentations, également comptables, de 0,8, 0,2, 0,1 et 0,2 milliard respectivement au 4^e trimestre de 1960, au 1^{er}, 3^e et 4^e trimestre de 1961. Ces diminutions et augmentations comptables ont été éliminées de l'évolution des « avoirs extérieurs nets après ajustement statistique » [col. (5) et (6)].

9 Pour la justification des écarts entre la nouvelle et l'ancienne série, le lecteur voudra bien se reporter à l'article « Organismes monétaires — Revision de certaines données statistiques (chapitre XIII) » inséré dans le Bulletin d'Information et de Documentation — XXXVIII année, vol. II, no 8, septembre 1963, pp. 174 à 176.

XIII - 6. — BILANS DE LA BANQUE NATIONALE DE BELGIQUE (1951-1958)

(millions de francs)

Rubriques	1951 31 décembre	1952 31 décembre	1953 31 décembre	1954 31 décembre	1955 31 décembre	1956 31 décembre	1957 31 décembre	1958 31 décembre
ACTIF								
Encaisse en or	31.771	35.180	38.787	38.911	46.385	46.247	45.767	63.487
Avoirs sur l'étranger	178	1.431	903	3.338	259	995	1.923	1.415
Devises étrangères et or à recevoir	—	2.492	1.994	—	—	2.986	350	280
Créances sur l'étranger dans le cadre d'accords de paiement :								
a) U.E.P.	15.202	14.951	13.440	8.596	9.138	9.743	6.825	7.806
b) pays membres de l'U.E.P.	4.709	1.640	942	709	712	422	1.744	1.312
c) pays membres de l'A.M.E.	—	—	—	—	—	—	—	44
d) autres pays	868	646	304	580	821	772	879	774
Débiteurs pour change et or, à terme ...	2.170	1.476	20	1.448	1	89	1.464	72
Effets commerciaux sur la Belgique	8.890	9.152	8.319	9.511	8.399	11.395	14.384	4.103
Avances sur nantissement	345	394	721	291	210	453	2.726	510
Mobilisation de comptes spéciaux U.E.P. (A.R. 22-3-1952 et 26-7-1952)	—	166	227	—	—	—	—	—
Effets publics (Art. 20 des statuts. Conventions des 14 septembre 1948 et 15 avril 1952) :								
a) certificats du Trésor	6.460	6.035	7.970	7.895	8.800	5.900	6.615	7.840
b) effets émis par des organismes dont les engagements sont garantis par l'Etat	1.824	445	...	1.183	783	1.836	42	11
c) autres effets publics	69	225	70	44	118	89	1	...
Compte courant du Trésor public	—	—	—	—	—	—	1.325	—
Monnaies divisionnaires et d'appoint ...	202	345	247	548	700	690	673	650
Avoirs à l'Office des Chèques Postaux ...								
Compte A	1	2	2	2	—	—	—	—
Compte B	1.018	803	468	240	—	—	—	—
Créance consolidée sur l'Etat (article 3, § b de la loi du 28 juillet 1948)	34.860	34.763	34.660	34.660	34.660	34.660	34.456	34.243
Fonds publics (Art. 18 et 21 des statuts)	1.221	1.478	1.678	1.792	1.914	2.072	2.239	2.379
Valeurs à recevoir	365	167	130	151	171	395	210	175
Immeubles, matériel et mobilier	740	889	967	1.061	1.179	1.318	1.416	1.468
Valeurs de la Caisse de Pensions du Personnel	633	674	707	744	810	885	957	1.003
Comptes transitoires	165	225	270	176	224	197	244	239
	111.691	113.579	112.826	111.880	115.285	121.145	124.241	127.813
PASSIF								
Billets en circulation	94.967	97.784	101.592	102.679	107.556	111.533	112.670	117.353
Comptes courants et divers :								
compte ordinaire ...	30	24	27	29	11	11	19	8
comptes Accord de Coopération Economique	1.044	1.341	193	88	57	28	20	—
taxe exceptionnelle de conjonct. (Loi du 12-3-1957) ...	—	—	—	—	—	—	209	632
Organismes régis par une loi spéciale et pouvoirs publics	310	405	364	269	277	320	524	313
Banques en Belgique	1.805	2.446	2.143	1.997	1.888	1.663	2.546	2.876
Banques à l'étranger : comptes ordin.	475	476	920	1.035	171	229	179	181
Particuliers	393	253	261	280	348	321	340	174
Valeurs à payer	831	447	465	362	390	450	654	474
Engagements envers l'étranger dans le cadre d'accords de paiement :								
a) pays membres de l'U.E.P.	644	1.471	352	71	277	752	268	231
b) pays membres de l'A.M.E.	—	—	—	—	—	—	—	137
c) autres pays	1.120	879	695	462	747	273	268	302
Total des engagements à vue ...	101.619	105.526	107.012	107.272	111.722	115.580	117.697	122.681
Provision spéciale :								
pour avances U.E.P. :								
a) comptes spéciaux (A.R. des 15-9-1951, 22-3-1952 et 26-7-1952)	1.079	3.872	2.817	—	—	—	—	—
b) Trésor public	4.057	—	—	—	—	—	—	—
c) convention du 14-9-1954 : S.N.C.I.	—	—	—	—	—	275	475	500
Devises étrangères et or à livrer	2.478	1.483	32	1.498	71	1.551	1.850	370
Caisse de Pensions du Personnel	633	674	707	744	810	885	957	1.003
Comptes transitoires	122	106	200	143	284	289	537	446
Capital	400	400	400	400	400	400	400	400
Fonds de réserve :								
a) réserve statutaire	208	232	256	283	315	349	385	425
b) fonds de prévision	228	234	243	243	245	247	248	254
c) comptes d'amortissement des immeubles, matériel et mobilier	616	789	867	961	1.079	1.208	1.306	1.353
Bénéfice net à répartir	251	263	292	336	359	361	386	381
	111.691	113.579	112.826	111.880	115.285	121.145	124.241	127.813

N. B. — Le Rapport annuel de la Banque Nationale de Belgique donne en annexe, toutes les situations hebdomadaires de l'année à laquelle il se rapporte. Il comporte également un commentaire succinct des principaux postes du bilan.

XIII - 6. — BILANS DE LA BANQUE NATIONALE DE BELGIQUE (depuis 1959)

(millions de francs)

Rubriques	1959 31 décembre	1960 31 décembre	1961 31 décembre	1962 31 décembre	1963 31 décembre	1964 31 décembre
ACTIF						
Encaisse en or	56.693	58.525	62.424	68.248	68.566	72.555
Monnaies étrangères	4.407	12.605	20.432	12.848	21.532	26.996
Monnaies étrangères et or à recevoir ...	224	6.775	6.856	2.935	10.924	9.260
Avoirs à l'étranger, en francs belges ...	—	—	—	—	1.500	1.500
Accords internationaux :						
(Lois des 28-7-1948 et 19-6-1959)						
a) U.E.P.	5.536	3.509	413	251	118	62
b) A.M.E.	—	—	—	—	—	—
c) F.M.I. — Participation	4.388	4.388	7.989	6.738	7.064	8.716
— Prêts	—	—	—	—	—	1.500
d) autres accords	—	—	—	—	—	—
Débiteurs pour change et or, à terme ...	1.205	11.821	18.494	12.341	21.093	26.397
Effets de commerce	7.560	6.773	5.086	10.033	9.290	7.001
Avances sur nantissement	102	51	74	3.022	1.665	625
Effets publics (Art. 20 des statuts. Con- ventions des 14-9-1948, 15-4-1952 et 1-2-1963)	8.215	6.040	6.515	5.140	9.275	9.825
Monnaies divisionnaires et d'appoint ...	645	617	490	326	247	397
Avoirs à l'Office des Chèques Postaux ...	2	1	2	2	1	2
Créance consolidée sur l'Etat (Lois des 28-7-1948 et 19-6-1959)	34.030	34.000	34.000	34.000	34.000	34.000
Fonds publics (Art. 18 et 21 des statuts)	2.469	2.519	2.568	2.627	2.703	2.793
Immeubles, matériel et mobilier	1.508	1.519	1.539	1.593	1.657	1.712
Valeurs de la Caisse de Pensions du Per- sonnel	1.032	1.075	1.168	1.278	1.430	1.593
Divers	515	698	544	1.778	1.186	1.215
	128.531	150.916	168.594	163.210	192.241	206.149
Compte d'ordre :						
Office des Chèques Postaux : Avoir pour compte du Ministre de l'Education na- tionale et de la Culture (Pacte scolaire, loi du 29 mai 1959, article 15)	1.512	2.114	2.170	1.911	1.500	1.450
PASSIF						
Billets en circulation	118.325	124.091	129.078	138.481	150.508	160.286
Comptes courants :						
compte ordinaire ...	7	24	1	5	3	5
taxe exceptionnelle de conjonct. (Loi du 12-3-1957) ...	494	185	25	27	17	12
Trésor public } compte spécial liqui- dation U.E.P. ...	1	—	—	—	—	—
Banques à l'étranger : compte ordin.	252	308	445	387	309	329
Comptes courants divers	3.161	2.606	8.338	3.474	3.298	1.651
Accords internationaux :						
(Lois des 28-7-1948 et 19-6-1959)						
a) A.M.E.	344	249	200	185	126	161
b) autres accords	224	263	365	413	333	383
Total des engagements à vue ...	122.808	127.726	138.452	142.972	154.594	162.827
Banques belges, réserve monétaire	—	—	—	—	—	1.253
Monnaies étrangères et or à livrer	1.436	18.644	25.376	15.271	32.000	35.707
Caisse de Pensions du Personnel	1.032	1.075	1.168	1.278	1.430	1.593
Divers	767	938	1.007	1.016	1.453	1.849
Capital	400	400	400	400	400	400
Réserves et comptes d'amortissement ...	2.088	2.133	2.191	2.273	2.364	2.520
	128.531	150.916	168.594	163.210	192.241	206.149
Compte d'ordre :						
Ministre de l'Education nationale et de la Culture : Avoir pour son compte à l'Office des Chèques Postaux (Pacte scolaire, loi du 29 mai 1959, article 15)	1.512	2.114	2.170	1.911	1.500	1.450

N. B. - Le Rapport annuel de la Banque Nationale de Belgique donne en annexe, toutes les situations hebdomadaires de l'année à laquelle il se rapporte. Il comporte également un commentaire succinct des principaux postes du bilan.

XIII - 6. — SITUATIONS HEBDOMADAIRES DE LA BANQUE NATIONALE DE BELGIQUE

(millions de francs)

Rubriques	1964 9 mars	1965 8 mars	1964 6 avril	1965 5 avril	1964 4 mai	1965 10 mai	1964 8 juin	1965 4 juin
ACTIF								
Encaisse en or	68.678	74.219	68.926	74.497	69.568	75.223	69.607	76.615
Monnaies étrangères	20.881	25.958	20.543	25.479	19.964	25.671	21.146	24.076
Monnaies étrangères et or à recevoir ...	10.440	8.932	12.738	8.957	12.299	9.408	13.113	10.960
Avoirs à l'étranger, en francs belges ...	1.500	1.500	1.500	1.500	1.500	1.500	1.500	1.500
Accords internationaux :								
(Lois des 28-7-1948 et 19-6-1959)								
a) U.E.P.	106	51	102	47	98	43	94	38
b) A.M.E. ....	...	...	...	...	...	...	...	...
c) F.M.L. :								
— Participation	7.214	9.016	8.214	9.016	8.214	9.117	8.214	9.992
— Prêts ¹	—	1.500	—	1.500	—	1.500	—	3.375
d) autres accords .....	...	...	...	...	...	45	...	78
Débiteurs pour change et or, à terme ...	20.230	25.579	20.069	24.910	19.329	24.837	20.725	23.297
Effets de commerce	4.433	2.772	6.971	4.785	6.206	4.080	4.680	6.180
Avances sur nantissement	1.975	1.500	1.973	1.389	1.058	2.499	2.297	356
Effets publics (Art. 20 des statuts. Con- vention du 14-9-1948)	8.975	9.900	6.575	9.850	9.575	9.050	9.900	9.900
Monnaies divisionnaires et d'appoint ...	298	604	276	617	281	587	255	544
Avoirs à l'Office des Chèques Postaux ...	2	2	2	1	2	1	2	1
Créance consolidée sur l'Etat (Lois des 28-7-1948 et 19-6-1959)	34.000	34.000	34.000	34.000	34.000	34.000	34.000	34.000
Fonds publics (Art. 18 et 21 des statuts)	2.793	2.950	2.794	2.949	2.793	2.953	2.793	2.953
Immeubles, matériel et mobilier	1.657	1.711	1.657	1.711	1.657	1.711	1.657	1.711
Valeurs de la Caisse de Pensions du Per- sonnel	1.496	1.678	1.493	1.675	1.502	1.684	1.503	1.685
Divers	1.131	1.371	1.046	1.445	1.225	1.269	1.104	1.290
Compte d'ordre :	185.809	203.243	188.879	204.328	189.271	205.178	192.590	208.551
Office des Chèques Postaux : Avoir pour compte du Ministre de l'Education na- tionale et de la Culture (Pacte scolaire, loi du 29-5-1959, article 15)	1.195	1.150	1.091	1.032	909	910	727	808
PASSIF								
Billets en circulation	147.762	158.141	148.785	159.953	150.225	160.793	151.325	164.357
Comptes courants :								
{ compte ordinaire ...	13	18	24	7	2	20	...	6
{ taxe exceptionnelle								
{ de conjonct. (Loi								
{ du 12-3-1957) ...	16	12	16	12	15	11	15	11
{ compte spécial liqui-								
{ dation U.E.P. ...	...	...	...	...	...	...	...	...
Banques à l'étranger : compte ordin.	340	316	343	315	316	318	303	320
Comptes courants divers	1.018	2.127	875	2.225	883	1.541	768	1.176
Accords internationaux :								
(Lois des 28-7-1948 et 19-6-1959)								
a) A.M.E.	112	191	128	133	127	118	102	103
b) autres accords	365	309	317	240	275	228	330	286
<i>Total des engagements à vue ...</i>	<i>149.626</i>	<i>161.114</i>	<i>150.488</i>	<i>162.885</i>	<i>151.843</i>	<i>163.029</i>	<i>152.843</i>	<i>166.259</i>
Banques belges, réserve monétaire	—	1.302	—	1.344	—	1.382	—	1.394
Monnaies étrangères et or à livrer	30.721	34.561	32.832	33.932	31.668	34.403	33.886	34.352
Caisse de Pensions du Personnel	1.496	1.678	1.493	1.675	1.502	1.684	1.503	1.685
Divers	1.173	1.635	1.273	1.539	1.465	1.727	1.565	1.908
Capital	400	400	400	400	400	400	400	400
Réserves et comptes d'amortissement ...	2.393	2.553	2.393	2.553	2.393	2.553	2.393	2.553
Compte d'ordre :	185.809	203.243	188.879	204.328	189.271	205.178	192.590	208.551
Ministre de l'Education nationale et de la Culture : Avoir pour son compte à l'Office des Chèques Postaux (Pacte scolaire, loi du 29-5-1959, article 15) .	1.195	1.150	1.091	1.032	909	910	727	808

¹ Bons spéciaux du Trésor belge (loi du 4-1-1963. Convention du 1-2-1963).

N. B. — Le Rapport annuel de la Banque Nationale de Belgique donne en annexe, toutes les situations hebdomadaires de l'année auquel il se rapporte. Il comporte également un commentaire succinct des principaux postes du bilan.

XIII - 7. — COMPTES DE CHEQUES POSTAUX

Source : Office des Chèques postaux.

	Milliers de comptes (fin de période)	Avoir global 1 (moyennes journalières) 3	Avoirs des particuliers 2 (moyennes journalières) 3	Crédit		Débit		Mouvement général	Pourcentages des opérations effectuées sans emploi d'espèces
				Versements et divers	Virements	Chèques et divers	Virements		
				(milliards de francs)					
1957	765	30,4	22,4	36,0	89,1	36,0	89,1	250,2	91
1958	789	31,2	23,5	37,4	93,0	37,3	93,0	260,7	91
1959	819	33,1	25,1	39,4	97,9	39,1	97,9	274,3	91
1960	855	37,1	27,0	42,5	103,3	41,6	103,3	290,7	92
1961	882	40,3	29,2	45,7	111,2	46,1	111,2	314,2	92
1962	907	43,4	31,7	49,7	118,4	49,4	118,4	335,9	92
1963	933	47,9	34,8	54,8	130,5	54,6	130,5	370,4	92
1964	956	50,5	36,8	62,8	147,4	62,2	147,4	419,8	93
1963 3 ^e trimestre	924	48,5	34,5	56,6	133,8	57,5	133,8	381,7	91
4 ^e trimestre	933	47,7	35,0	58,4	139,0	56,4	139,0	392,8	93
1964 1 ^{er} trimestre	937	49,1	36,1	57,8	140,0	58,6	140,0	396,4	93
2 ^e trimestre	939	50,1	36,9	62,3	146,0	61,5	146,0	415,8	93
3 ^e trimestre	949	52,2	37,0	64,6	150,5	65,4	150,5	431,0	93
4 ^e trimestre	956	50,7	37,2	66,5	153,1	63,5	153,1	436,2	93
1965 1 ^{er} trimestre	961	52,8	38,6	67,7	159,6	69,8	159,6	456,7	93
1964 Avril	937	49,8	36,3	63,0	150,1	63,2	150,1	426,4	93
Mai	938	48,8	37,3	58,7	139,0	58,3	139,0	395,0	93
Juin	939	51,8	37,2	65,1	148,9	63,0	148,9	425,9	93
Juillet	941	57,8	38,0	76,9	175,3	77,0	175,3	504,5	93
Août	945	49,7	36,9	56,9	136,4	60,7	136,4	390,4	93
Septembre	949	49,1	36,1	60,1	139,8	58,3	139,8	398,0	93
Octobre	952	49,8	37,1	63,3	152,5	62,6	152,5	430,9	92
Novembre	955	50,0	36,8	56,9	138,7	59,5	138,7	393,8	93
Décembre	956	52,3	37,7	79,4	168,1	68,4	168,1	484,0	93
1965 Janvier	958	53,4	39,0	73,5	171,7	79,9	171,7	496,8	93
Février	960	51,3	38,5	62,0	150,0	62,5	150,0	424,5	93
Mars	961	53,8	38,2	67,5	157,2	66,9	157,2	448,8	93
Avril	962	51,9	38,0	66,6	155,0	67,5	155,0	444,1	93

1 Comprend l'avoir des particuliers et celui des comptes de l'Etat.

2 Ces avoirs comprennent les avoirs libres et jusque fin juin 1961 compris, les titres de l'Emprunt d'Assainissement Monétaire remis en représentation des avoirs définitivement bloqués; depuis juillet 1961, uniquement avoirs libres. Les chiffres des avoirs libres des particuliers à fin de période sont publiés à la situation de la Dette publique (cf. tableau 8 du chapitre XVI du présent bulletin).

3 Moyennes des avoirs à la fin de chaque jour, ouvrable ou non, du mois. Quand il s'agit d'un jour non ouvrable, l'avoir repris est celui du jour ouvrable précédent.

XIII - 8. — SITUATION GLOBALE DES BANQUES ¹

(millions de francs)

Actif

Rubriques	1961 31 décembre	1962 31 décembre	1963 31 décembre	1964 31 décembre	1964 31 mars	1965 31 mars	1964 30 avril	1965 30 avril
A. Opérations d'épargne (art. 15, A.R. 42)	—	—	—	—	—	—	—	—
B. Disponible et réalisable :								
Avoirs de réserve monétaire, dépôt spécial à la B.N.B.	—	—	—	1.252	—	1.344	—	1.382
Caisse, Banque Nationale, Chèques postaux, C.N.C.P.	7.533	6.523	7.851	9.683	6.325	6.812	3.513	3.943
Prêts au jour le jour	1.214	1.272	2.095	1.650	2.302	1.749	518	725
Banquiers	10.782	13.192	16.665	22.926	21.357	29.165	20.344	25.605
Maison-mère, succursales et filiales	4.287	4.717	6.286	6.379	5.192	12.218	5.634	5.043
Autres valeurs à recevoir à court terme	6.742	8.248	8.787	9.559	10.682	10.063	9.285	10.442
Portefeuille-effets	66.088	46.685	72.460	84.885	76.076	90.073	80.979	95.968
a) Effets publics ²	40.213	16.569	29.415	32.375	32.345	36.634	35.858	41.931
b) Effets commerciaux ³	25.875	30.116	43.045	52.510	43.731	53.439	45.121	54.037
Reports et avances sur titres	1.237	1.317	1.230	1.149	1.235	1.206	1.267	1.227
Débiteurs par acceptations	14.318	17.927	18.784	21.292	19.474	21.719	19.875	22.510
Débiteurs divers	30.726	38.608	45.661	50.802	46.618	52.310	46.928	53.591
Portefeuille-titres	53.444	75.148	72.105	74.789	71.902	77.459	72.399	79.925
a) Valeurs de la réserve légale	429	468	541	605	543	611	569	661
b) Fonds publics belges ^{2 4}	50.094	71.460	67.875	69.307	67.618	72.362	68.050	74.672
c) Fonds publics étrangers ⁴	473	317	556	601	556	635	543	636
d) Actions de banques	1.261	1.232	1.545	1.868	1.537	1.859	1.593	1.960
e) Autres titres	1.187	1.621	1.588	2.408	1.598	1.992	1.644	1.996
Divers	1.552	2.339	2.576	3.040	2.346	2.431	2.073	2.589
Capital non versé	9	9	—	—	—	—	—	—
Total disponible et réalisable ...	197.932	215.985	254.500	287.406	263.509	306.549	262.815	302.950
C. Immobilisé :								
Frais de constitution et de premier établissement ...	19	17	18	43	17	17	17	19
Immeubles	1.251	1.301	1.434	2.134	1.533	2.219	1.535	2.239
Participations dans les filiales immobilières	273	265	255	73	265	73	265	77
Créances sur les filiales immobilières	278	312	336	60	353	74	349	77
Matériel et mobilier	166	200	289	341	298	348	302	357
Total de l'immobilisé ...	1.987	2.095	2.332	2.651	2.466	2.731	2.468	2.769
Total de l'actif ...	199.919	218.080	256.832	290.057	265.975	309.280	265.283	305.719

¹ La situation globale ne contient, en ce qui concerne les banques exerçant partiellement leur activité à l'étranger, que les éléments d'actif des sièges belges. Les soldes des comptes ouverts par ceux-ci au nom des sièges situés à l'étranger apparaissent sous la rubrique « Maison-mère, succursales et filiales ».

² Depuis juin 1963, la rubrique « Effets publics » comprend les valeurs émises à un an au plus par l'Etat belge ou sous sa garantie. Elle comprend donc, outre les effets publics récomptables à la B.N.B. ou mobilisables auprès de cette institution à concurrence de 95 %, les effets publics libellés en devises étrangères et les effets à un an au plus émis avec la garantie de l'Etat, actifs qui, jusqu'à présent, étaient repris parmi les fonds publics belges.

³ Encours des effets récomptés par les banques à la B.N.B. et aux institutions paraétatiques
(millions de francs)

1961 31 décembre	6.999	1963 31 décembre	8.678	1964 31 mars	10.858	1965 31 mars	11.754
1962 31 décembre	8.486	1964 31 décembre	10.978	1964 30 avril	10.446	1965 30 avril	11.894

⁴ La rubrique « Fonds publics belges » se voit, en outre, réduite à partir de juin 1963 de la fraction des titres de la dette congolaise qui, n'étant pas émis sous la garantie de l'Etat belge, sont désormais comptés parmi les Fonds publics étrangers.

XIII - 8. — SITUATION GLOBALE DES BANQUES ¹

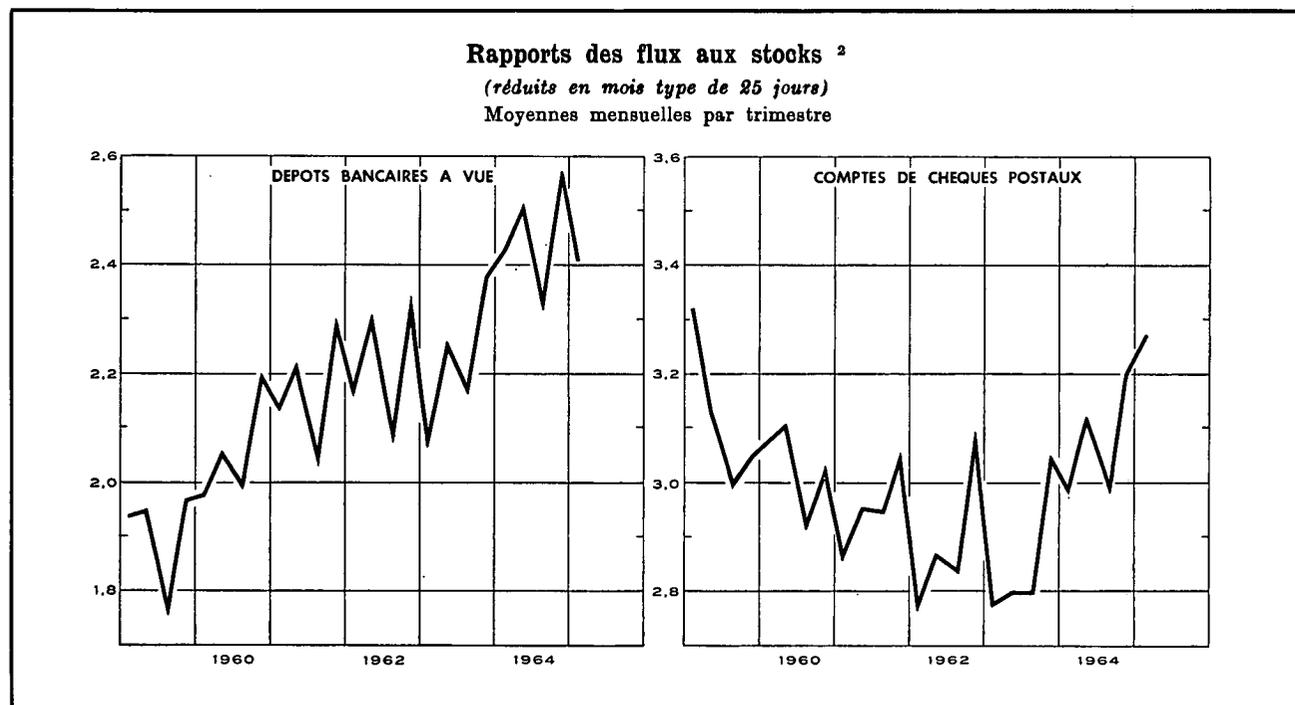
(millions de francs)

Passif

Rubriques	1961 31 décembre	1962 31 décembre	1963 31 décembre	1964 31 décembre	1964 31 mars	1965 31 mars	1964 30 avril	1965 30 avril
A. Opérations d'épargne (art. 15, A.R. 42)	—	—	—	—	—	—	—	—
B. Exigible :								
Créanciers privilégiés ou garantis	398	1.747	804	698	431	442	1.742	2.855
Emprunts au jour le jour	2.110	871	1.406	2.420	1.596	1.749	1.835	2.879
a) Garanties par des sûretés réelles	1.986	815	1.232	1.214	1.488	1.698	1.658	2.760
b) Non garanties par des sûretés réelles	124	56	174	1.206	108	51	177	119
Banquiers	28.067	26.553	38.661	51.301	44.223	57.426	43.570	55.029
Maison-mère, succursales et filiales	3.911	4.300	7.834	7.065	6.949	12.951	6.622	6.036
Acceptations	14.319	17.928	18.784	21.292	19.476	21.719	19.874	22.510
Autres valeurs à payer à court terme	2.776	3.875	4.901	5.287	6.479	5.252	5.072	5.361
Créditeurs pour effets à l'encaissement	967	1.095	1.216	1.254	1.219	1.301	1.173	1.378
Dépôts et comptes courants	121.118	130.986	150.290	164.568	153.458	172.178	152.436	172.879
a) A vue	66.746	71.259	81.543	86.118	80.728	84.966	79.090	85.087
b) A un mois au plus	6.112	5.532	5.159	9.034	5.822	10.242	6.256	10.907
c) A plus d'un mois	27.902	29.392	30.007	29.915	30.660	34.925	30.744	34.711
d) A plus d'un an	1.529	2.201	1.138	731	1.151	1.053	1.096	957
e) A plus de deux ans	2.495	2.671	3.049	3.020	3.093	2.965	3.101	2.951
f) Carnets de dépôts	14.613	17.937	27.355	33.743	29.976	36.047	30.138	36.269
g) Autres dépôts reçus en carnets ou livrets	1.721	1.994	2.039	2.007	2.028	1.980	2.011	1.996
Obligations et bons de caisse	8.619	11.060	11.433	11.380	11.185	11.360	11.151	11.268
Montants à libérer sur titres et participations	615	689	672	991	688	990	687	991
Divers	6.007	6.104	6.809	7.752	5.937	6.914	6.654	7.214
<i>Total de l'exigible ...</i>	188.907	205.208	242.860	274.008	251.641	292.282	250.816	288.400
C. Non exigible :								
Capital	6.520	7.636	8.221	9.814	8.287	10.804	8.289	10.984
Fonds indisponibles par prime d'émission	292	785	838	1.245	919	1.333	919	1.333
Réserve légale (art. 13, A.R. 185)	428	467	541	607	543	611	568	661
Réserve disponible	3.652	3.828	4.179	4.197	4.282	4.033	4.388	4.135
Provisions	120	156	193	186	303	217	303	206
<i>Total du non exigible ...</i>	11.012	12.872	13.972	16.049	14.334	16.998	14.467	17.319
<i>Total du passif ...</i>	199.919	218.080	256.832	290.057	265.975	309.280	265.283	305.719

¹ La situation globale ne contient, en ce qui concerne les banques exerçant partiellement leur activité à l'étranger, que les éléments de passif des sièges belges. Les soldes des comptes ouverts par ceux-ci au nom des sièges situés à l'étranger apparaissent sous la rubrique « Maison-mère, succursales et filiales ».

**XIII - 9. — MONTANTS GLOBAUX DES PAIEMENTS
EFFECTUES AU MOYEN DES DEPOTS BANCAIRES A VUE EN FRANCS BELGES
ET DES AVOIRS EN COMPTES DE CHEQUES POSTAUX ¹**



Moyennes mensuelles ou mois	Montants globaux des paiements, réduits en mois type de 25 jours, effectués au moyen des			Rapport des flux aux stocks ²		
	dépôts bancaires à vue ³	avoirs en C.C.P. ⁴	Total	brut		réduit en mois type de 25 jours en C.C.P. ⁴
				dépôts bancaires à vue ³	dépôts bancaires à vue ³	
(milliards de francs)						
1957	89,8	76,5	166,3	2,10	2,08	3,24
1958	85,7	80,4	166,1	2,01	1,99	3,25
1959	90,3	83,4	173,7	1,93	1,91	3,13
1960	99,4	87,2	186,6	2,09	2,06	3,04
1961	106,9	93,0	199,9	2,19	2,18	2,96
1962	119,0	99,3	218,3	2,25	2,23	2,89
1963	132,5	107,1	239,6	2,25	2,23	2,85
1964	154,7	121,0	275,7	2,50	2,46	3,08
1963 3 ^e trimestre	131,1	104,8	235,9	2,24	2,18	2,80
1963 4 ^e trimestre	147,4	114,0	261,4	2,41	2,38	3,05
1964 1 ^{er} trimestre	150,2	115,0	265,2	2,46	2,43	2,99
1964 2 ^e trimestre	159,2	124,4	283,6	2,51	2,51	3,12
1964 3 ^e trimestre	145,2	119,0	264,2	2,41	2,35	3,00
1964 4 ^e trimestre	164,2	125,6	289,8	2,60	2,57	3,20
1965 1 ^{er} trimestre	157,3	133,9	291,2	2,44	2,41	3,27
1964 Avril	159,3	122,3	281,6	2,64	2,54	3,13
1964 Mai	154,6	131,9	286,5	2,26	2,45	3,32
1964 Juin	163,8	119,1	282,9	2,63	2,53	2,91
1964 Juillet	157,8	130,3	288,1	2,62	2,52	3,18
1964 Août	133,7	114,3	248,0	2,19	2,19	2,93
1964 Septembre	144,0	112,5	256,5	2,43	2,34	2,90
1964 Octobre	149,4	122,0	271,4	2,58	2,39	3,07
1964 Novembre	164,7	122,1	286,8	2,42	2,63	3,17
1964 Décembre	178,5	132,7	311,2	2,79	2,68	3,36
1965 Janvier	156,5	143,6	300,1	2,35	2,35	3,47
1965 Février	156,6	136,5	293,1	2,35	2,45	3,34
1965 Mars	158,8	121,6	280,4	2,61	2,42	3,00
1965 Avril	167,9	132,3	300,2	2,53	2,53	3,29

¹ Approximations données par le total des débits portés en comptes (y compris les comptes appartenant à des étrangers ainsi que les débits correspondant à des paiements à l'étranger).

² Le rapport des flux aux stocks est obtenu en divisant le montant des inscriptions au débit des comptes de dépôts bancaires à vue en francs belges ou des comptes chèques postaux des particuliers et des comptables extraordinaires de l'Etat par les avoirs moyens de ces comptes au cours de la période envisagée.

³ Le recensement ne s'étend pas à toutes les banques.

⁴ Les données brutes ont été rectifiées pour éliminer les virements qui constituent double emploi du fait de l'organisation comptable de l'Etat et qu'il a été possible de recenser.

N. B. — Méthode d'élaboration : voir *Bulletin d'Information et de Documentation*, XXVe année, vol. II, n° 4, octobre 1950, p. 222.

Références bibliographiques : *Rapports annuels de la B.N.B. — Moniteur belge* : situation globale des banques. — *Annuaire statistique de la Belgique. — Bulletin de Statistique de l'I.N.S. — Bulletin d'Information et de Documentation* : (B.N.B.) : XLe année, vol. I, n° 1, page 21 : « Aménagements apportés à des séries de la partie « statistiques » — chapitres IX « Balance des paiements » et XIII « Organismes monétaires ». Voir aussi N.B. des tableaux 1 et 9 du chapitre XIII — *Rapport annuel de la Commission bancaire*.

XIV. — INTERMEDIAIRES FINANCIERS NON MONETAIRES

4. — PRINCIPAUX ACTIFS ET PASSIFS DU FONDS DES RENTES

(millions de francs)

Source : Rapports annuels du Fonds des Rentes.

Fin de période	Actifs					Passifs				
	Portefeuille			Solde créditeur à la Banque Nationale de Belgique	Prêts d'argent à très court terme	Certificats placés dans les banques	Emprunts d'argent à très court terme	Opérations à réméré	Crédit reçu de la Banque Nationale	
	Valeurs cotées 1 3	Certificats de trésorerie tranche B	Autres certificats de trésorerie						Avances	Escompte de bons de caisse 2
valeur nominale										
1954	5.023	—	—	—	—	—	2.248	1.000	2	1.327
1955	4.533	—	—	—	—	—	2.039	1.000	4	920
1956	5.930	—	—	—	—	—	2.631	800	2	1.998
1957	4.112	1.242	—	—	—	486	2.457	585	1.237	200
1958	3.311	1.970	—	...	—	4.059	274	—	...	45
1959	4.582	623	2.700	1	—	4.608	72	—	...	...
1960	6.653	1.403	1.200	6	15	5.812	...	—	...	...
1961	6.923	1.086	...	3.201	3.069	10.996	...	—	...	...
1962	7.792	2.226	...	...	50	6.440	...	—	589	...
1963	8.420	2.711	...	...	...	6.549	877	—	600	...
1962 Janvier	6.149	200	...	6.831	75	9.996	...	—	...	...
Février	6.235	220	...	3.300	2.696	9.253	...	—	...	...
Mars	6.188	130	...	3.188	1.600	7.961	...	—	...	...
Avril	6.112	1.018	...	3.521	1.878	9.391	...	—	...	...
Mai	6.215	280	...	3.003	2.192	8.492	...	—	...	...
Juin	6.701	11	...	2.108	2.923	8.589	...	—	...	...
Juillet	6.887	438	...	2.069	1.972	8.336	...	—	...	...
Août	6.803	200	1.175	2.041	1.401	8.593	...	—	...	...
Septembre ...	6.910	248	1.100	1.724	1.681	8.623	...	—	...	...
Octobre	7.233	572	1.200	796	2.564	9.248	...	—	...	...
Novembre ...	7.946	1.175	2.100	1	790	8.905	...	—	...	...
Décembre	7.792	2.226	...	...	50	6.440	...	—	589	...
1963 Janvier	7.061	550	...	...	1.457	6.020	...	—	...	...
Février	6.941	1.159	900	...	154	6.054	...	—	...	...
Mars	8.212	1.663	100	...	706	6.471	...	—	979	...
Avril	8.387	1.330	...	70	973	7.702	...	—	...	...
Mai	8.604	1.319	...	390	1.408	8.650	...	—	...	...
Juin	9.008	1.058	500	...	489	7.949	...	—	...	...
Juillet	8.690	1.100	...	...	71	6.828	...	—	...	...
Août	8.396	1.315	...	...	126	6.569	...	—	228	...
Septembre ...	8.648	1.370	...	...	...	6.282	...	—	639	...
Octobre	8.543	1.629	...	...	...	6.459	572	—	...	...
Novembre ...	8.562	1.721	...	...	...	6.851	280	—	...	...
Décembre	8.420	2.711	...	...	...	6.549	877	—	600	...

1 Y compris les opérations à réméré.

2 Y compris les bons de caisse escomptés auprès d'organismes autres que la Banque Nationale de Belgique.

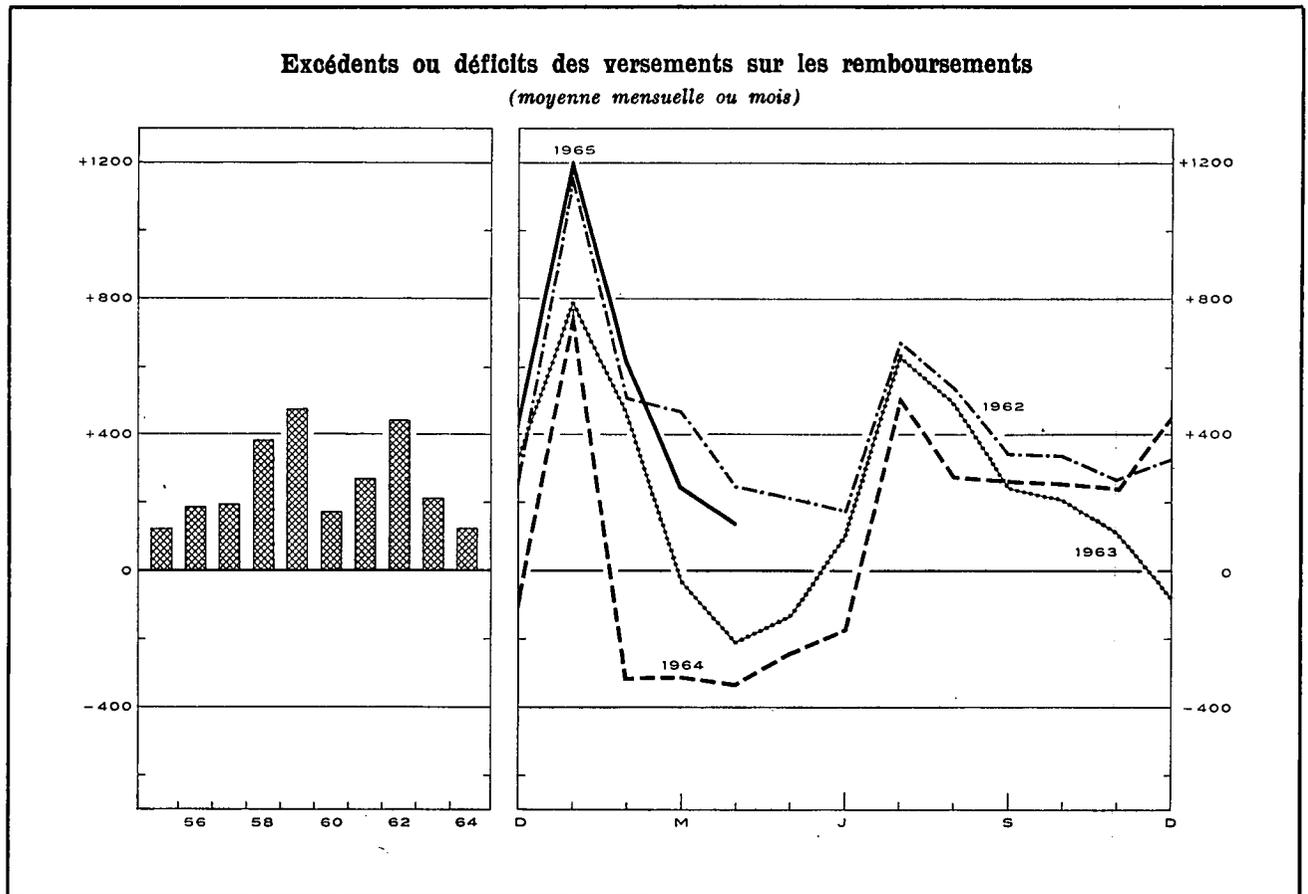
3 Il s'agit des valeurs nominales pour les chiffres de fin d'année et des valeurs comptables pour les autres mois.

XIV - 5. — CAISSE GENERALE D'EPARGNE ET DE RETRAITE

5a. — Mouvements des dépôts

Livrets des particuliers seulement

(millions de francs)



Périodes	Versements		Remboursements		Excédents ou déficits		Soldes des dépôts à fin de période		
	(1)		(2)		(3) = (1) - (2)		(4)		
1954	13.383		10.764		2.619		49.459 ¹		
1955	13.624		12.176		1.448		52.354 ¹		
1956	14.518		12.295		2.223		56.132 ¹		
1957	16.783		14.455		2.328		60.144 ¹		
1958	18.912		14.316		4.596		66.700 ¹		
1959	21.939		16.232		5.707		74.442 ¹		
1960	21.840		19.786		2.054		78.887 ¹		
1961	22.799		19.585		3.214		84.633 ¹		
1962	25.995		20.717		5.278		92.654 ¹		
1963	26.388		23.788		2.600		97.980 ¹		
1964	28.093		26.662		1.431		102.395 ¹		
		1964	1965	1964	1965	1964	1965	1964	1965
Janvier	2.802	p 3.185	2.034	p 1.980	768	p 1.205	98.748	p 103.600	
Février	2.205	p 2.560	2.518	p 1.938	-313	p 622	98.435	p 104.221	
Mars	2.121	p 2.582	2.430	p 2.304	-309	p 248	98.126	p 104.470	
Avril	2.228	p 2.495	2.557	p 2.355	-329	p 140	97.797	p 104.610	
Mai	2.111	p 2.669	2.353	p 2.338	-242	p 332	97.555	p 104.941	
Juin	2.358		2.521		-163		97.392		
Juillet	2.655		2.138		517		97.909		
Août	2.189		1.897		293		98.202		
Septembre	2.283		2.013		270		98.472		
Octobre	2.396		2.127		269		98.741		
Novembre	2.124		1.871		253		98.994		
Décembre	2.737		2.298		438		102.395 ¹		

¹ Ces dépôts comprennent les intérêts capitalisés de l'exercice.

XIV - 5. — CAISSE GENERALE D'EPARGNE ET DE RETRAITE

5b. — Principales rubriques des bilans de la Caisse d'Epargne

(milliards de francs)

Source : Rapports de la C.G.E.R.

	1958	1959	1960	1961	1962	1963
ACTIF						
Disponible ¹	0,8	0,8	0,2	0,3	0,3	0,3
Placements provisoires :						
Effets sur la Belgique	7,7	9,1	10,8	12,4	15,1	18,0
Avances à l'industrie	2,0	3,3	5,2	7,3	8,6	9,5
Crédit agricole	—	—	—	—	—	0,1
Crédit d'exportation .....	...	0,2	0,4	0,5	0,7	0,7
Prêts sur nantissement .....	...	...	...	...	...	...
Acceptations bancaires	1,6	1,7	2,4	2,5	3,0	2,7
Certificats de Trésorerie	5,2	4,3	2,0	4,3	6,2	5,4
Prêts au jour le jour	0,8	1,1	0,8	0,7	0,9	0,9
Total des placements provisoires ...	17,3	19,7	21,6	27,7	34,5	37,3
Placements définitifs :						
Rentes belges directes	17,3	19,7	20,0	20,2	23,4	23,4
Rentes belges indirectes et valeurs garanties par l'Etat	15,4	16,5	17,8	16,6	14,8	17,5
Valeurs du Congo ou garanties par le Congo	0,3	0,3	0,3	0,3	0,2	0,2
Obligations du Crédit communal, de provinces, villes	1,8	1,8	1,7	1,7	1,6	1,5
et communes	1,2	1,2	1,0	1,0	0,9	0,8
Obligations de sociétés belges	0,6	0,6	0,6	0,6	0,6	0,6
Avances à l'Etat résultant du paiement des allocations	2,9	3,3	3,8	4,3	4,8	5,3
complémentaires aux prisonniers politiques, et	3,4	3,5	3,6	3,6	3,8	4,0
avances à l'Œuvre nationale des invalides de la	19,9	21,3	22,2	22,7	24,0	25,0
guerre	62,8	68,2	71,0	71,0	74,1	78,3
Prêts hypothécaires						
Crédit agricole						
Avances à la Société nationale du logement, aux						
sociétés agréées et aux communes en vue de la						
construction d'habitations sociales						
Total des placements définitifs ...						

PASSIF

<i>Exigible :</i>						
Dépôts sur livrets ² :						
Particuliers	66,5	74,3	78,7	84,5	92,5	97,8
Dotations des prisonniers	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2
Etablissements publics et autres	4,9	3,8	3,7	3,7	4,9	5,1
Dépôts pour timbres-retraite	0,2	0,2	0,2	0,1	...	...
Total des dépôts sur livrets ...	71,8	78,5	82,8	88,5	97,6	103,1
Dépôts en comptes courants ²	3,5	3,7	3,0	3,4	4,1	4,7
<i>Non exigible :</i>						
Fonds de dotation, fonds de prévisions diverses et fonds						
de réserve	6,7	7,3	7,9	8,7	9,4	10,6

¹ Cette rubrique comprend les avoirs en caisse, les comptes à la Banque Nationale de Belgique et à l'Office des Chèques Postaux.

² Comprennent les intérêts capitalisés.

XIV - 5. — CAISSE GENERALE D'EPARGNE ET DE RETRAITE

5c. — Principales rubriques des bilans des Caisses de Retraite *

(milliards de francs)

Source : *Rapports de la C.G.E.R.*

	1958	1959	1960	1961	1962	1963
ACTIF						
Portefeuille-titres :						
Rentes belges directes	7,5	7,7	7,3	7,1	6,4	7,2
Rentes belges indirectes et valeurs garanties par l'Etat	10,1	11,0	11,6	12,5	13,9	13,3
Valeurs garanties par le Congo	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1
Obligations du Crédit communal, de provinces, villes et communes	1,2	1,2	1,1	1,0	1,0	0,9
Obligations de sociétés belges	1,3	1,2	1,1	1,0	0,9	0,8
Prêts hypothécaires	0,2	0,2	0,2	0,2	0,1	0,1
Avances aux sociétés agréées et aux caisses publiques de prêts en vue de la construction d'habitations sociales	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1
Total ...	20,5	21,5	21,5	22,0	22,5	22,5
PASSIF						
Fonds des Rentes ¹	13,5	13,8	13,1 ¹	13,4	13,6	13,7
Réserves mathématiques ²	7,4	8,2	8,8	9,4	10,1	10,8
Total ...	20,9	22,0	21,9	22,8	23,7	24,5

* La C.G.E.R. publie séparément :

- a) *Depuis 1957* :
- 1) Un bilan concernant l'exécution de la « Loi générale ». Il s'agit des rentes constituées en vertu de la loi du 16 mars 1865 et des lois coordonnées de 1946 relatives à l'assurance en vertu de la vieillesse et du décès prématuré des ouvriers et des assurés libres. Toutefois, depuis 1960, les rentes constituées en vertu de la loi du 16 mars 1865 ne figurent plus aux bilans des Caisses de Retraite mais bien aux bilans de la Caisse d'Assurances sur la vie.
 - 2) Un bilan se rapportant à la « gestion des assurances réalisées dans le cadre des lois de 1925 et de 1980 sur la Pension des employés ». Ces assurances sont traitées selon le principe de la capitalisation.
 - 3) Un bilan se rapportant aux retraites des « employés » telles qu'elles ont été fixées par la « loi du 12 juillet 1957 » conçue également selon le principe de la capitalisation. En vertu de la loi du 8 avril 1962, cette gestion est reprise par la Caisse Nationale des Pensions pour Employés. Le transfert des fonds correspondant a été effectué en 1963 conformément à la situation de clôture au 31 décembre 1962.
 - 4) Un bilan se rapportant à la gestion des assurances réalisées dans le cadre de la loi du 30 juin 1956 relative à la pension des indépendants. Toutefois, depuis 1960, ce bilan se rapporte également à la gestion des assurances réalisées dans le cadre de la loi du 28 mars 1960 sur la pension des travailleurs indépendants.
- b) *Depuis 1958* : Un bilan se rapportant à la gestion des assurances réalisées dans le cadre des lois de pension des employés (versements supplémentaires).
- c) *Depuis 1960* : En plus, un bilan concernant les retraites des « employés » telles qu'elles ont été fixées par la « loi du 22 février 1960 » et, ultérieurement, par la loi du 8 avril 1962, conçues selon le principe de capitalisation.
- 1 Le Fonds des Rentes comprend les réserves représentatives des rentes assurées dans le cadre de la « Loi générale ». Ces réserves englobent les réserves mathématiques, de sécurité et de gestion, ainsi que les provisions. Toutefois, depuis 1960, le Fonds des Rentes ne comprend plus les réserves représentatives des rentes constituées en vertu de la loi du 16 mars 1865. Ces réserves figurent depuis 1960 aux bilans de la Caisse d'Assurances sur la vie, sous la rubrique « Réserves mathématiques et provisions ».
- 2 Les réserves mathématiques pures ont été majorées de chargements pour frais de services des rentes, et pour marge de sécurité et frais d'administration.

XIV - 5. — CAISSE GENERALE D'EPARGNE ET DE RETRAITE

5d. — Principales rubriques des bilans de la Caisse d'Assurances sur la Vie ¹

(milliards de francs)

Source : *Rapports de la C.G.E.R.*

	1958	1959	1960	1961	1962	1963
ACTIF						
Portefeuille-titres :						
Rentes belges directes	1,9	2,2	3,0	2,9	2,8	3,1
Rentes belges indirectes et valeurs garanties par l'Etat	1,1	1,3	2,0	2,6	3,4	3,8
Obligations du Crédit communal, de provinces, villes et communes	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1
Obligations de sociétés belges	0,6	0,6	0,6	0,6	0,5	0,5
Prêts hypothécaires	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	...
Habitations sociales : Avances aux sociétés agréées	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2
Total du portefeuille-titres ...	4,0	4,5	6,0	6,5	7,1	7,7
PASSIF						
Réserves mathématiques et provisions ¹	2,9	3,2	4,6 ¹	4,9	5,3	5,7
Fonds de réserve	1,2	1,4	1,5	1,8	2,0	2,0

¹ Depuis 1960, ce bilan comporte, sous la rubrique « Réserves mathématiques et provisions » les réserves représentatives des rentes constituées en vertu de la loi du 16 mars 1865 et figurant auparavant dans le bilan concernant l'exécution de la « Loi générale ».

XIV - 6. — CAISSES D'EPARGNE PRIVEES

Moyens d'action et placements

(milliards de francs)

Source : Office Central de la Petite Epargne.

Fin de période	Dépôts		Obligations et bons de caisse	Total des dépôts, obligations et bons de caisse	Créances sur les entreprises et particuliers				Créances sur le secteur public						Total des créances sur les entreprises et particuliers et sur le secteur public	
	inférieurs à 2 ans	2 ans et plus			Es-compte, avances et prêts avec caution	Débiteurs hypothécaires	Débiteurs divers	Total des créances sur les entreprises et particulières	Etat	Pouvoirs subordonnés	Congo et Ruanda-Urundi	Caisse Autonome des Dommages de Guerre	Credit Communat de Belgique	Autres organismes parastataux		Total des créances sur le secteur public
1956	12,4	3,4	2,7	18,5	1,1	10,4	0,2	11,7	n.d.	0,2	0,1	0,1	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.
1957	13,7	3,8	3,1	20,6	1,4	12,0	0,3	13,7	n.d.	0,2	0,1	0,2	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.
1958	15,7	4,4	3,9	24,0	1,8	13,8	0,3	15,9	4,7	0,3	0,2	0,2	0,3	3,8	9,5	25,4
1959	18,5	5,0	4,3	27,8	2,1	15,9	0,4	18,4	5,0	0,2	0,1	0,3	0,4	5,4	11,4	29,8
1960	20,2	5,6	4,8	30,6	1,9	18,0	0,5	20,4	6,2	0,2	0,1	0,4	0,3	5,6	12,8	33,2
1961	23,1	6,4	5,2	34,7	2,1	20,3	0,6	23,0	6,9	0,2	0,1	0,4	0,4	6,4	14,4	37,4
1962 3 ^e trimest.	25,7	7,2	5,9	38,8	2,4	22,7	0,5	25,6	8,1	0,3	0,1	0,5	0,5	7,3	16,8	42,4
4 ^e trimest.	27,4	7,4	6,3	41,1	2,3	23,9	0,7	26,9	8,7	0,3	0,1	0,5	0,5	7,4	17,5	44,4
1963 1 ^{er} trimest.	28,3	8,0	6,3	42,6	2,9	24,3	0,6	27,8	9,4	0,4	...	0,5	0,6	7,9	18,8	46,6
2 ^e trimest.	29,0	8,7	6,3	44,0	3,0	24,9	0,5	28,4	9,8	0,4	...	0,5	0,6	8,3	19,6	48,0
3 ^e trimest.	29,9	9,3	6,2	45,4	3,2	25,7	0,4	29,3	10,2	0,5	...	0,5	0,5	8,6	20,3	49,6
4 ^e trimest.	31,4	9,9	6,1	47,4	3,6	26,4	0,5	30,5	10,4	0,5	...	0,5	0,5	8,7	20,6	51,1
1964 1 ^{er} trimest.	32,0	10,3	6,2	48,5	4,0	27,2	0,4	31,6	10,8	0,5	...	0,5	0,5	8,8	21,1	52,7
<i>Nouvelle série 1</i>																
1 ^{er} trimest.	32,0	10,3	9,9	52,2	4,0	31,2	0,4	35,6	10,8	0,5	...	0,5	0,5	8,8	21,1	56,7
2 ^e trimest.	32,6	10,7	10,0	53,3	4,4	32,5	0,4	37,3	11,2	0,5	...	0,5	0,5	8,7	21,4	58,7
3 ^e trimest.	33,5	11,1	10,1	54,7	4,6	33,7	0,4	38,7	11,3	0,5	...	0,5	0,5	8,8	21,6	60,3
4 ^e trimest.	35,1	11,6	10,3	57,0	4,7	35,0	0,4	40,1	11,4	0,5	...	0,5	0,5	8,7	21,6	61,7

1 L'écart que l'on constate pour le 1^{er} trimestre 1964 entre les deux séries résulte de la prise en considération dans la nouvelle série de sociétés récemment agréées.

XIV - 7. — SOCIETE NATIONALE DE CREDIT A L'INDUSTRIE

Principales rubriques des bilans

(milliards de francs)

Source : Rapports de la S.N.C.I.

	1959	1960	1961	1962	1963	1964
ACTIF						
Portefeuille :						
Crédits d'investissement à long et moyen terme :						
1 ^o garantis par l'Etat	8,6	9,8	10,5	10,9	11,7	12,0
2 ^o garantis par banques et sociétés financières ...	5,5	6,2	6,7	7,2	8,0	9,9
3 ^o autres que ceux visés sub 1 ^o et 2 ^o 1	7,8	10,5	13,1	15,7	19,6	24,1
Crédits de restauration (dommages de guerre et inondations) (arrêté-loi du 30 novembre 1944, lois des 1 ^{er} octobre 1947, 6 janvier 1950, 24 mars 1953 et 26 juin 1956)	2,0	1,8	1,7	1,6	1,5	1,3
Crédits commerciaux à moyen terme	0,8	0,8	1,3	1,0	1,5	1,4
Crédits de financement d'exportations à moyen terme	0,8	0,9	1,1	1,3	1,3	1,5
Crédits gérés pour compte de l'Etat 2	2,5	2,7	2,7	2,8	2,7	2,9
PASSIF						
Obligations	24,9	30,1	35,9	37,5	39,4	40,9
Bons de caisse	5,7	6,3	6,9	7,3	8,4	8,8
Etat belge :						
Fonds d'Aide Marshall	1,9	1,8	1,7	1,7	1,4	1,4
Fonds de l'Armement et des Constructions Maritimes	0,8	1,1	1,2	1,2	1,3	1,6

1 Cette rubrique comprend tous les autres crédits d'investissement; le risque de ces opérations est supporté par la S.N.C.I. qui se fait conférer, s'il y a lieu, des sûretés réelles et/ou personnelles.

2 Il s'agit de crédits financés par l'Aide « Marshall » et par le Fonds de l'Armement et des Constructions Maritimes.

XIV - 8. — CREDIT COMMUNAL DE BELGIQUE

(millions de francs)

Source : *Crédit Communal de Belgique.*

Période	Financement des dépenses d'investissement des pouvoirs régionaux et locaux et des organismes des secteurs provincial et communal										Opérations en comptes courants des pouvoirs régionaux et locaux et des organismes des secteurs provincial et communal (dépenses ordinaires)				
	Comptes « Subsidés et Fonds d'Emprunts »										Dette à court, moyen et long terme envers le Crédit Communal de Belgique (à fin de période)	Engage- ments de crédits du Crédit Communal de Belgique (11)	Moyenne des soldes globaux journaliers		Total des paiements effectués par le débit de ces comptes (14)
	Solde disponible au début de la période (1)	Versements			Prélèvements			Solde disponible à la fin de la période (1) + (5) - (8) = (9)	créditeurs (12)	débiteurs (18)					
		Fonds d'emprunts mis à la disposition des emprunteurs		Subventions versées en capital par l'Etat et les Provinces (4)	Total (2) + (3) + (4) = (5)	Pour rem- boursements d'emprunts (6)	Pour paiement de dépenses extra- ordinaires (7)						Total (6) + (7) = (8)		
Emprunts dont les charges sont supportées par les emprunteurs (2)	Emprunts dont les charges sont remboursées aux emprunteurs par l'Etat (3)	Total (2) + (3) + (4) = (5)													
1955	1.701	4.315		2.261	6.576	363	5.794	6.157	2.120	26.192	1.563	1.700	388	14.061	
1956	2.120	3.562		2.330	5.892	343	5.759	6.102	1.910	28.531	1.699	1.411	701	15.934	
1957	1.910	2.603		2.389	4.992	547	4.984	5.531	1.371	29.631	835	1.588	810	16.609	
1958	1.371	3.594		2.196	5.790	547	4.803	5.350	1.811	32.802	2.133	1.587	638	19.044	
1959	1.811	5.640		2.819	8.459	624	7.147	7.771	2.499	36.777	2.463	1.262	1.129	19.016	
1960	2.499	5.410	290	2.306	8.006	604	7.311	7.915	2.590	41.756	4.398	1.267	1.424	20.451	
1961	2.590	6.182	1.262	1.888	9.302	1.011	7.427	8.438	3.454	46.849	5.231	1.504	1.519	21.917	
1962	3.453	6.526	1.365	1.320	9.211	363	8.421	8.784	3.880	52.178	7.337	1.350	2.288	24.877	
1963	3.880	7.481	1.517	1.351	10.349	241	9.572	9.813	4.416	58.516	6.827	1.589	3.214	26.304	
1964	4.416	8.768	2.138	1.397	12.303	269	12.100	12.369	4.350	66.677	4.992	1.752	2.725	31.794	
1963 Mai	4.796	566	28	82	676	20	757	777	4.695	54.611	7.930	1.689	2.824	1.743	
Juin	4.695	562	59	65	686	17	788	805	4.576	55.174	8.156	1.644	3.081	1.574	
Juillet	4.576	724	125	173	1.022	27	880	907	4.691	55.672	7.892	1.557	3.512	3.470	
Août	4.691	432	130	103	665	13	794	807	4.549	56.216	7.999	1.692	3.299	1.125	
Septembre	4.549	692	112	110	914	16	922	938	4.525	57.066	7.736	1.726	3.002	1.842	
Octobre	4.525	689	148	192	1.029	38	1.053	1.091	4.463	57.385	7.323	1.628	2.892	2.589	
Novembre	4.463	516	160	67	743	17	750	767	4.439	58.061	6.962	1.922	2.459	1.583	
Décembre	4.439	727	163	175	1.065	24	1.064	1.088	4.416	58.516	6.827	1.959	2.409	2.260	
1964 Janvier	4.416	891	174	114	1.179	11	870	893	4.714	58.883	6.724	1.489	2.817	4.967	
Février	4.714	651	219	96	966	19	759	778	4.902	59.731	6.813	1.945	2.339	2.512	
Mars	4.902	538	159	148	845	26	1.047	1.073	4.674	60.404	6.616	1.657	2.336	2.214	
Avril	4.674	664	151	80	895	25	760	785	4.784	60.599	7.305	1.614	2.504	2.469	
Mai	4.784	578	130	97	805	19	955	974	4.615	61.294	7.603	2.187	1.999	1.687	
Juin	4.615	673	258	121	1.052	23	1.089	1.112	4.555	61.177	7.719	1.878	2.355	2.138	
Juillet	4.555	1.047	141	163	1.351	27	1.144	1.171	4.735	62.977	7.139	1.278	3.234	3.853	
Août	4.735	692	147	140	979	29	1.076	1.105	4.609	63.784	6.366	1.880	2.446	1.711	
Septembre	4.609	953	205	84	1.242	22	1.267	1.289	4.562	64.920	6.260	1.931	2.584	2.053	
Octobre	4.562	700	248	101	1.049	25	957	982	4.629	65.257	5.916	1.714	3.155	3.404	
Novembre	4.629	599	124	94	817	20	955	975	4.471	65.945	5.540	1.730	3.231	1.858	
Décembre	4.471	732	182	159	1.123	23	1.221	1.244	4.350	66.677	4.992	1.716	3.655	2.928	
1965 Janvier	4.350	379	93	31	503	20	727	747	4.106	66.411	5.004	1.346	3.942	4.653	
Février	4.106	499	80	121	700	17	785	802	4.004	66.974	5.489	1.633	3.567	2.419	
Mars	4.004	611	199	162	972	45	894	939	4.037	67.737	5.430	1.525	4.083	2.732	
Avril	4.037	563	127	149	839	22	579	601	4.275	67.780	5.426	1.469	4.230	3.277	
Mai	4.275	569	88	165	822	60	733	793	4.304	68.396	5.229	2.011	3.500	2.245	

XIV - 9. — COMPAGNIES D'ASSURANCES SUR LA VIE

Principales rubriques des bilans

(milliards de francs)

Source : Ministère des Affaires Economiques, Service des Assurances.

	1959	1960	1961	1962	1963	1959	1960	1961	1962	1963
	Sociétés belges					Sociétés étrangères				
ACTIF										
Immeubles	1,7	2,3	2,6	3,1	3,5	1,1	1,2	1,4	1,6	1,7
Prêts hypothécaires	7,8	9,0	10,5	11,4	12,1	2,0	2,3	2,7	3,2	3,6
Prêts sur police	1,0	1,1	1,2	1,3	1,4	0,4	0,5	0,5	0,5	0,5
Valeurs mobilières :										
Fonds publics belges	3,5	4,8	5,3	5,7	5,9	3,1	3,2	3,4	3,6	3,7
Valeurs étrangères	0,8	1,3	1,9	1,5	1,9	0,3	0,4	0,4	0,4	0,5
Titres garantis par le Congo	0,4	0,1	0,1	0,1	0,1	...	...	...	...	...
Titres des organismes para-										
stataux de crédit	3,1	4,2	4,2	4,6	5,0	0,4	0,7	0,7	0,8	0,8
Titres des autres organismes										
parastataux	1,2	1,4	1,4	1,6	1,6	1,0	0,9	1,0	1,1	1,1
Titres des provinces et com-										
munes	1,7	1,4	1,7	1,8	1,9	0,6	0,5	0,5	0,5	0,5
Obligations de sociétés belges	7,2	7,2	7,4	8,1	9,0	0,6	0,5	0,6	0,6	0,6
Actions de sociétés belges ...	1,7	2,1	2,2	2,3	2,9	0,5	0,5	0,6	0,7	0,7
Total des valeurs mobilières ...	19,6	22,5	24,2	25,7	28,3	6,5	6,7	7,2	7,7	7,9

PASSIF

Cautionnements déposés	0,2	0,3	0,3	0,3	0,4	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1
Réserves mathématiques ¹ ...	31,0	35,3	38,7	41,7	45,3	9,8	10,7	11,6	12,6	13,6

¹ Ces réserves comprennent également les réserves pour sinistres à régler, la réserve technique de participation, et la réserve de garantie.

XIV - 10. — INSCRIPTIONS HYPOTHECAIRES

Source : *Moniteur belge*.

Moyennes mensuelles	Milliards de francs ¹
1956	1,80
1957	1,78
1958	1,77
1959	2,13
1960	2,50
1961	2,78
1962	3,03
1963	3,33
1964	3,93
1963 3 ^e trimestre .	3,48
4 ^e trimestre .	3,80
1964 1 ^{er} trimestre .	3,68
2 ^e trimestre .	4,06
3 ^e trimestre .	3,94
4 ^e trimestre .	4,03
1965 1 ^{er} trimestre .	3,55

¹ Montants estimés d'après les droits d'inscription perçus. Y compris les renouvellements au bout de quinze ans qui se montent à environ 1 ½ p.c. du total mais non compris les hypothèques légales.

Références bibliographiques : *Moniteur belge* : a) Rapports du Fonds des Rentes sur les opérations de l'année; b) Ministère des Communications : chèques postaux; c) Ministère des Finances : inscriptions hypothécaires — *Compte rendu des opérations et de la situation de la C.G.E.R. de Belgique*. — *Annuaire statistique de la Belgique*. — *Bulletin de Statistique de l'I.N.S.* — *Economie belge en 1963*. — *Rapport annuel de la S.N.C.I., de l'O.C.P.E. et du Crédit Communal de Belgique*.

XV. — PRINCIPALES MODALITES DE L'EPARGNE DISPONIBLE A L'INTERIEUR DU PAYS

(milliards de francs)

Source : Caisse Générale d'Épargne et de Retraites.

Modalités d'épargne	1955		1956		1957		1958		1959		1960		1961		1962		1963	
1. Epargne-dépôts ¹ :																		
Caisse d'épargne	5,1		6,0		5,5		9,5		10,1		6,6		9,3		14,2		12,0	
Banques	2,2		-0,7		1,1		4,6		5,1		4,0		10,5		5,9		9,4	
Institutions parastatales de crédit ...	0,5		0,6		-0,2		1,4		0,9		0,7		1,3		1,4		1,9	
Total ...		7,8		5,9		6,4		15,5		16,1		11,3		21,1		21,5		23,3
2. Epargne-réserves ¹ :																		
Organismes de pensions	3,8		3,6		5,1		5,0		3,2		3,5		3,0		2,5		4,3	
Organismes d'assurance contre les accidents de travail	1,1		1,2		1,0		1,1		0,9		0,7		1,2		1,4		1,0	
Caisses de vacances annuelles	0,3		0,1		0,5		-0,1		-0,1		0,1		0,1		0,2		0,1	
Organismes d'assurance sur la vie .	3,6		3,5		3,4		3,8		5,3		5,2		4,9		4,7		5,4	
Organismes d'assurance de la responsabilité civile	0,2		0,2		0,2		0,2		0,2		0,1		0,2		0,2		0,4	
Assurances diverses, entreprises de capitalisation et d'épargne immobilière	0,3		0,3		0,4		0,3		0,4		0,5		0,8		1,1		0,8	
Total ...		9,3		8,9		10,6		10,3		9,9		10,1		10,2		10,1		12,0
3. Epargne hypothécaire et immobilière :																		
Prêts hypothécaires consentis par les particuliers	2,5		1,9		1,7		2,0		1,8		1,1		1,8		3,9		1,4	
Remboursements effectués par les particuliers sur emprunts hypothécaires	6,3		6,9		7,0		7,2		8,5		9,2		10,0		12,5		13,4	
Constructions d'habitations (capitaux investis par les particuliers)	7,9		7,5		8,9		9,1		10,3		11,4		12,5		13,8		13,4	
Total ...		16,7		16,3		17,6		18,3		20,6		21,7		24,3		30,2		28,2
4. Emissions de capitaux :																		
Nouveaux placements du public	8,0		5,7		14,1		16,2		13,4		17,0		15,5		17,1		9,6	
Total (1 à 4) ...		41,8		36,8		48,7		60,3		60,0		60,1		71,1		78,9		73,1
Doubles emplois ² ...	0,1		-0,8		0,3		-2,6		0,6		0,1		-0,2		-0,3		-0,7	
Total net (1 à 4) ...		41,9		36,0		49,0		57,7		60,6		60,2		70,9		78,6		72,4
5. Epargne interne des entreprises :																		
Amortissements	25,4		28,5		30,9		29,8		30,7		35,0		35,1		34,3		36,0	
Epargne nette	9,6		10,0		9,2		5,2		5,2		7,7		8,9		6,0		8,3	
Total ...		35,0		38,5		40,1		35,0		35,9		42,7		44,0		40,3		44,3
Total général (1 à 5) ...		76,9		74,5		89,1		92,7		96,5		102,9		114,9		118,9		116,7

¹ Accroissement de l'année.

² Accroissement ou diminution auprès de la C.G.E.R. et des institutions parastatales de crédit, des avoirs de diverses institutions et entreprises dont les réserves — propres ou exigibles — sont déjà recensées comme une épargne dans une des rubriques du présent tableau.

Références bibliographiques : Comptes rendus des opérations et de la situation de la C.G.E.R.

XVI. — EMISSIONS ET DETTES DU SECTEUR PUBLIC

1. — EMISSIONS EN FRANCS BELGES A LONG ET MOYEN TERME ¹

(milliards de francs)

Emetteurs		Titres accessibles à tout placeur ²					Titres non accessibles à tout placeur			Total émissions nettes à long et moyen terme (plus d'un an) ¹	
		Emissions par grosses tranches			Emissions nettes au robinet ⁴	Emissions nettes totales	Emissions brutes ⁵	Amortissements	Emissions nettes		
		Emissions brutes	Amortissements ³	Emissions nettes (8) = (1) - (2)							(5) = (3) + (4)	(8) = (6) - (7)	(9) = (5) + (8)
(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	(6)	(7)	(8)	(9)			
1. Etat (dette directe uniquement)	1959	20,8	7,5	13,3	—	13,3	0,7	1,7	- 1,0	12,3	
	1960	27,5	12,6	14,9	—	14,9	2,3	1,4	0,9	15,8	
	1961	13,4	7,4	6,0	—	6,0	...	1,0	- 1,0	5,0	
	1962	26,0	12,5	13,5	—	13,5	6,2	1,8	4,4	17,9	
	1963	18,6	13,5	5,1	—	5,1	0,7	2,9	- 2,2	2,9	
1964	30,1	22,2	7,9	—	7,9	2,0	2,0	...	7,9		
2. Fonds autonomes et organismes de sécurité sociale	1959	3,7	1,2	2,5	...	2,5	2,6	0,4	2,2	4,7	
	1960	0,9	1,3	- 0,4	...	- 0,4	2,7	0,4	2,3	1,9	
	1961	3,6	1,5	2,1	...	2,1	1,9	0,8	1,1	3,2	
	1962	3,4	1,5	1,9	—	1,9	3,9	0,7	3,2	5,1	
	1963	3,0	1,4	1,6	...	1,6	3,4	1,0	2,4	4,0	
1964	5,4	1,1	4,3	...	4,3	7,9	3,5	4,4	8,7		
3. Organismes paraétatiques de crédit	1959	2,0	0,1	1,9	3,5	5,4	2,3	0,6	1,7	7,1	
	1960	2,4	0,2	2,2	3,8	6,0	2,0	0,4	1,6	7,6	
	1961	5,4	2,2	3,2	4,4	7,6	1,8	0,6	1,2	8,8	
	1962	...	2,7	- 2,7	6,9	4,2	2,9	1,1	1,8	6,0	
	1963	0,4	0,1	0,3	4,1	4,4	2,8	1,2	1,6	6,0	
1964	...	0,3	- 0,3	1,3	1,0	3,2	1,5	1,7	2,7		
4. Pouvoirs subordonnés et Crédit Communal	1959	1,2	1,0	0,2	4,1	4,3	...	0,1	- 0,1	4,2	
	1960	1,3	2,1	- 0,8	5,0	4,2	...	...	...	4,2
	1961	0,3	1,6	- 0,8	4,7	3,9	...	...	...	3,9
	1962	2,8	2,3	0,5	5,9	6,4	...	...	...	6,4
	1963	2,9	2,5	0,4	2,6	3,0	...	...	...	3,0
1964	1,5	0,8	0,7	4,4	5,1	...	...	...	5,1	
5. Organismes paraétatiques d'exploitation	1959	4,2	1,1	3,1	...	3,1	1,3	0,2	1,1	4,2	
	1960	3,8	4,5	- 0,7	...	- 0,7	0,5	0,1	0,4	- 0,3	
	1961	4,3	2,9	1,4	...	1,4	0,5	0,2	0,3	1,7	
	1962	4,0	3,3	0,7	0,3	1,0	0,5	0,4	0,1	1,1	
	1963	2,7	1,0	1,7	—	1,7	0,2	0,4	- 0,2	1,5	
1964	1,4	1,9	- 0,5	—	- 0,5	0,8	0,5	0,3	- 0,2		
Total 1 à 5 : Total des émissions en francs belges du secteur public belge	1959	31,9	10,9	21,0	7,6	28,6	6,9	3,0	3,9	32,5	
	1960	35,9	20,7	15,2	8,8	24,0	7,5	2,3	5,2	29,2	
	1961	27,5	15,6	11,9	9,1	21,0	4,2	2,6	1,6	22,6	
	1962	36,2	22,3	13,9	13,1	27,0	13,5	4,0	9,5	36,5	
	1963	27,6	18,5	9,1	6,7	15,8	7,1	5,5	1,6	17,4	
1964	38,4	26,3	12,1	5,7	17,8	13,9	7,5	6,4	24,2		
6. Congo et Rwanda-Burundi	1959	...	0,6	- 0,6	...	- 0,6	...	...	...	- 0,6
	1960	...	1,5	- 1,5	...	- 1,5	...	...	...	- 1,5
	1961	...	...	...	...	...	...	...	...	...
	1962	...	...	...	...	...	...	...	...	...
	1963	...	...	...	...	...	...	...	...	...
1964	...	...	...	...	...	...	...	...	...
Total 1 à 6 : Total des émissions en francs belges du secteur public belge, du Congo et du Rwanda-Burundi	1959	31,9	11,5	20,4	7,6	28,0	6,9	3,0	3,9	31,9	
	1960	35,9	22,2	13,7	8,8	22,5	7,5	2,3	5,2	27,7	
	1961	27,5	15,6	11,9	9,1	21,0	4,2	2,6	1,6	22,6	
	1962	36,2	22,3	13,9	13,1	27,0	13,5	4,0	9,5	36,5	
	1963	27,6	18,5	9,1	6,7	15,8	7,1	5,5	1,6	17,4	
1964	38,4	26,3	12,1	5,7	17,8	13,9	7,5	6,4	24,2		
7. Rectifications à apporter pour :	1959	1,6	—	1,6	—	1,6	- 1,6	—	- 1,6	—	
	a) obtenir l'évolution de l'encours des titres accessibles à tout placeur d'une part et des titres non accessibles à tout placeur d'autre part — corrections : conversion de titres non négociables E.A.M. en titres négociables ⁶	1960	1,8	—	1,8	—	1,8	- 1,8	—	- 1,8	—
	1961	1,4	—	1,4	—	1,4	- 1,4	—	- 1,4	—	
	b) passer du montant nominal au montant effectif des émissions — corrections : différence entre la valeur nominale et le prix d'émission ⁷	1959	- 0,5	—	- 0,5	—	- 0,5	—	—	—	—
	1960	- 0,2	—	- 0,2	—	- 0,2	—	—	—	—	
1961	- 0,4	—	- 0,4	—	- 0,4	—	—	—	—		
1962	- 0,5	—	- 0,5	—	- 0,5	—	—	—	—		
1963	- 0,3	—	- 0,3	—	- 0,3	—	—	—	—		
1964	- 0,7	—	- 0,7	—	- 0,7	—	—	—	—		

¹ Pour les émissions au robinet des organismes paraétatiques de crédit et du Crédit Communal de Belgique, vu l'impossibilité de ventiler dans certains cas les émissions de bons de caisse à un an ou moins et les émissions à plus d'un an, c'est la variation totale de l'encours de ces titres qui a été recensée. — Pour mémoire : Emission nette à court terme (un an ou moins) de l'Etat : en 1958 : 11,4; en 1959 : 8,9; en 1960 : — 3,9; en 1961 : 2,7 en 1962 : 2,3; en 1963 : 8,8.

² Sont considérés comme titres accessibles à tout placeur, ceux qui sont émis par souscription publique, ceux qui sont cotés en Bourse ou dont l'admission à la Cote officielle est prévue, ceux faisant habituellement l'objet de négociations hors-bourse, ainsi que les obligations et bons de caisse émis au robinet par le Crédit Communal, la Société Nationale de Crédit à l'Industrie, l'Institut National de Crédit Agricole, l'Office Central de Crédit Hypothécaire, la Caisse Nationale de Crédit Professionnel et la Société Nationale des Distributions d'Eau.

³ Les titres rachetés en bourse par la Caisse d'Amortissement de la Dette publique sont recensés à la colonne (2) « Amortissements », non au moment de ces rachats, mais au moment où il est procédé à leur annulation.

⁴ Ayant fait l'objet d'une publication de notice légale.

⁵ Par grosses tranches en principe, mais y compris les émissions continues des organismes paraétatiques de logement.

⁶ Dans le courant de l'année 1961, la dernière tranche de titres de l'E.A.M. a été libérée.

⁷ La commission de placement est comprise dans le prix d'émission.

XVI - 2. — PRINCIPALES EMISSIONS A LONG ET MOYEN TERME DU SECTEUR PUBLIC *

Emprunts en francs belges

Date d'ouverture de la souscription		Emetteurs	Taux nominal d'intérêt	Cours d'émission p.c.	Durée	Montant émis 1 (millions de francs)	Rendement moyen à l'émission 2	
Mois	Jour							
1963	Mars	4	Etat belge 1963-1983, 1 ^{re} série	5,00 — 5,25 ⁴	100,00	à 10, 15 ou 20 ans	5.900	5,09
	Avril	18	R.T.T. 1963-1983	5,50	100,00	à 10, 15 ou 20 ans	1.350	5,55
	Mai	16	S.N.C.B. 1963-1983	5,50	100,00	à 10, 15 ou 20 ans	1.300	5,55
	Mai	30	C.N.C.P. 1963-1968-1973	5,20 — 5,50 ⁵	100,00	à 5 ou 10 ans	350	5,49 ³
	Juin	20	Etat belge 1963-1983, 2 ^e série	5,50 — 5,75 ⁶	99,00	à 10, 15 ou 20 ans	5.250	5,72
	Septembre	3	Ville de Liège 1963-1973-1983	5,20-5,40-5,60-5,80 ⁷	99,00	à 10 ou 20 ans	1.000	5,90
	Septembre	3	Ville de Gand 1963-1973-1983	5,20-5,40-5,60-5,80 ⁷	99,00	à 10 ou 20 ans	600	5,90
	Octobre	8	Etat belge 1963-1983, 3 ^e série	5,50-5,75 ⁶	98,50	à 10, 15 ou 20 ans	3.232	5,80
	Octobre	8	Etat belge 1963-1983	6,00	100,00	à 20 ans	4.270	6,00
	Novembre	18	Fonds des Routes 1963-1983	6,00	99,00	à 20 ans	2.500	6,12
	Décembre	11	Ville de Brux. 1963-1973-1983	5,30-5,50-5,60-5,80 ⁸	98,00	à 10 ou 20 ans	516	6,14
	Décembre	11	Ville d'Anvers 1963-1973-1983	5,30-5,50-5,60-5,80 ⁸	98,00	à 10 ou 20 ans	781	6,14
						27.049		
1964	Février	17	Etat belge 1964-1969-1974	6,25 — 6,50 ⁹	100,00	à 5 ou 10 ans	12.000	6,44
	Avril	13	Fonds des Routes 1964-69-74	6,25 — 6,50 ⁹	100,00	à 5 ou 10 ans	5.000	6,44
	Mai	25	Etat belge 1964-1975	6,25 — 6,50 ¹⁰	100,00	à 5 ans 6 m. ou 11 ans 3 m.	7.035	6,41
	Septembre	2	S.N.C.B. 1964-1969-1974	6,25 — 6,50 ⁹	99,50	à 5 ou 10 ans	1.500	6,58
	Octobre	12	Etat belge 1964-1969-1974	6,25 — 6,50 ⁹	100,00	à 5 ou 10 ans	11.000	6,44
	Novembre	3	Crédit Communal, à lots	3,00	100,00	à 20 ans	1.500	6,40
						38.085		
1965	Janvier	18	Etat belge 1965-1970-1976	6,25 — 6,50 ¹¹	99,50	à 5 ans 6 m. ou 11 ans 6 m.	9.815	6,48
	Février	15	S.N.C.B. 1965-1971-1977	6,25 — 6,50 ¹²	99,50	à 6 ou 12 ans	2.000	6,50
	Mars	8	S.N.C.I. 1965-1971-1978	6,25 — 6,50 ¹³	99,75	à 6 ou 13 ans	2.500	6,45
	Avril	1	Ville de Liège 1965-1971-1978	6,25 — 6,50 ¹³	99,00	à 6 ou 13 ans	700	6,54
	Avril	1	Ville de Gand 1965-1971-1978	6,25 — 6,50 ¹³	99,00	à 6 ou 13 ans	700	6,54
	Mai	3	Etat belge 1965-1971-1978	6,25 — 6,50 ¹³	99,75	à 6 ou 13 ans	10.000	6,40
	Juin	14	Intercommunale - Autoroute E3 1965-1973-1981	6,40 — 6,60 ¹⁴	99,00	à 8 ou 16 ans	2.500	6,66

1 Ces montants sont différents de ceux du tableau précédent [XVI-1, colonne (1)] parce qu'ils ne comprennent pas les obligations remises en paiement aux sinistrés par la C.A.D.G.

2 Ce rendement est calculé sur la base des taux d'intérêts nominaux de l'emprunt.

3 Le rendement à l'émission de ces emprunts est calculé sur leur plus longue durée.

4 Intérêts : 5 % pendant les 10 premières années, 5,25 % pendant les 10 dernières années.

5 Intérêts : 5,20 % pendant les 5 premières années, 5,50 % pendant les 5 dernières années.

6 Intérêts : 5,50 % pendant les 10 premières années, 5,75 % pendant les 10 dernières années.

7 Intérêts : 5,20 % pendant les 5 premières années, 5,40 % de la 6^e à la 10^e année, 5,60 % de la 11^e à la 15^e année et 5,80 % pendant les 5 dernières années.

8 Intérêts : 5,30 % pendant les 5 premières années, 5,50 % de la 6^e à la 10^e année, 5,60 % de la 11^e à la 15^e année et 5,80 % pendant les 5 dernières années.

9 Intérêts : 6,25 % pendant les 5 premières années, 6,50 % pendant les 5 dernières années.

10 Intérêts : 6,25 % pendant 5 ans 6 mois, ensuite 6,50 % pendant 5 ans 9 mois.

11 Intérêts : 6,25 % pendant 5 ans 6 mois, ensuite 6,50 % pendant 6 ans.

12 Intérêts : 6,25 % pendant les 6 premières années, 6,50 % pendant les 6 dernières années.

13 Intérêts : 6,25 % pendant les 6 premières années, 6,50 % pendant les 7 dernières années.

14 Intérêts : 6,40 % pendant les 8 premières années, 6,60 % pendant les 8 dernières années.

Emprunts en monnaies étrangères

Date de l'arrêté 1		Emetteurs	Taux nominal d'intérêt	Cours d'émission p.c.	Durée	Montant émis (millions d'unités de monnaies étrangères)	Rendement moyen à l'émission	
Mois	Jour							
1961	Juillet	12	S.N.C.B.	5,25	100,0	15 ans	U.S. \$ 20 ou D.M. 80	5,32 ²
	Octobre	3	Sabena	4,75	99,0	20 ans	Fl. P.B. 22	4,92
	Novembre	14	Etat belge 1961-1964	5,50	100,0	3 ans	U.S. \$ 30	5,61 ²
	Novembre	28	Etat belge 1961-1976	5,50	98,0	15 ans	U.S. \$ 25	5,88
	Décembre	12	Sabena 1961-1981 ³	5,00	100,0	20 ans	FLux. 250	5,06
1962	Mars	27	Etat belge 1962-1977	5,25	98,5	15 ans	U.S. \$ 30	5,55
1963	Mai	10	Etat belge	4,875	100,0	3, 4 et 5 ans	U.S. \$ 20	4,97 ^{2,4}
	Septembre	20	Etat belge	5,00	100,0	35 mois	U.S. \$ 11	5,24 ⁴
1964	Août	31	Etat belge ³	5,25	100,0	35 mois	U.S. \$ 16,5	5,60 ⁴
1965	Janvier	29	Sabena	5-5,125 5,25-5,50	100,0	7 ans 6 mois	U.S. \$ 8	5,17 ²
	Mai	20	R.T.T.	6,00	100,0	5 ans	U.S. \$ 20	6,00

1 La date exacte d'émission des emprunts en monnaies étrangères n'est en général pas connue. Le plus souvent cependant, un emprunt est émis, ou commence à être émis, peu après que l'arrêté y relatif a été pris. La date de cet arrêté est reprise dans le présent tableau communiquant, de façon aussi approchée que possible, l'époque de l'émission. Lorsqu'il y a plusieurs arrêtés, par exemple un arrêté royal suivi d'un arrêté ministériel, c'est le dernier en date qui est cité.

2 Le rendement à l'émission de ces emprunts est calculé sur leur plus longue durée.

3 Emprunt de conversion.

4 Cet emprunt est exempt de tous impôts et taxes, présents et futurs au profit de l'Etat belge, des provinces ou des communes ou toutes autorités belges ayant un pouvoir de taxation.

* Emprunts de l'Etat, des provinces et des communes, des organismes d'utilité publique, tels que la S.N.C.B., la S.N.C.V., la Société Nationale des Distributions d'Eau, le Crédit Communal, etc. (à l'exception des émissions continues), qui ont fait l'objet d'un arrêté au *Moniteur belge*.

XVI - 3. — DETTES DE L'ETAT

(milliards de francs)

Source : Ministère des Finances.

Fin de période	Dettes directes								Total de la dette directe ²	Dette indirecte	Dette totale ²
	intérieure					extérieure					
	Consolidée y compris E.A.M. 1	à moyen terme	à court terme	Avoirs libres des particuliers en C.C.P.	totale	consolidée ²	à moyen et court terme	totale ²			
1952	119,2	27,9	69,1	19,2	235,4	13,3	4,6	17,9	253,3	13,0	266,3
1953	130,6	29,7	67,1	21,2	248,6	13,7	7,1	20,8	269,4	12,9	282,3
1954	155,2	24,8	62,6	22,4	265,0	14,8	6,6	21,4	286,4	11,8	298,2
1955	157,2	24,9	67,2	22,8	272,1	16,5	6,9	23,4	295,5	16,1	311,6
1956	167,2	23,4	62,1	23,9	276,6	16,5	7,9	24,4	301,0	16,8	317,8
1957	170,1	24,6	60,9	23,7	279,3	17,5	8,8	26,3	305,6	18,0	323,6
1958	175,5	26,1	70,5	25,4	297,5	17,0	12,5	29,5	327,0	18,6	345,6
1959	190,8	23,0	75,8	29,1	318,7	17,7	16,5	34,2	352,9	20,7	373,6
1960	211,6	18,1	68,6	32,3	330,6	17,4	27,0	44,4	375,0	21,1	396,1
1961	217,4	17,4	70,8	32,8	338,4	18,8	28,3	47,1	385,5	25,5	411,0
1962	251,6	20,9	50,0	36,1	358,6	19,5	17,6	37,1	395,7	27,5	423,2
1963 Avril	253,9	16,3	63,4	36,4	370,0	19,2	21,9	41,1	411,1	27,4	438,5
Mai	253,8	16,2	61,9	35,8	367,7	19,2	24,0	43,2	410,9	27,4	438,3
Juin	254,0	16,2	61,4	36,1	367,7	19,0	24,3	43,3	411,0	27,4	438,4
Juillet	257,7	15,8	56,0	37,8	367,3	18,9	24,6	43,5	410,8	27,2	438,0
Août	257,5	15,7	58,3	34,3	365,8	18,9	24,9	43,8	409,6	27,2	436,8
Septembre	256,7	15,7	58,3	35,2	365,9	18,7	25,1	43,8	409,7	27,1	436,8
Octobre	263,5	13,3	55,9	37,4	370,1	18,6	26,6	45,2	415,3	27,0	442,3
Novembre	262,3	13,7	57,1	35,1	368,2	18,6	27,4	46,0	414,2	27,9	442,1
Décembre	261,6	13,7	55,1	39,8	370,2	18,4	28,1	46,5	416,7	29,3	446,0
1964 Janvier	260,2	14,3	56,7	38,9	370,1	18,4	27,9	46,3	416,4	29,2	445,6
Février	270,6	9,0	55,0	36,6	371,2	18,4	29,3	47,7	418,9	29,2	448,1
Mars	270,1	9,8	55,0	38,2	373,1	18,1	29,3	47,4	420,5	29,1	449,6
Avril	269,3	6,0	56,2	39,6	371,1	18,1	29,8	47,9	419,0	34,1	453,1
Mai	269,0	6,0	57,9	38,0	370,9	18,1	30,4	48,5	419,4	34,0	453,4
Juin	275,4	5,8	54,6	39,9	375,7	17,9	30,4	48,3	424,0	33,9	457,9
Juillet	274,6	5,8	48,8	41,6	370,8	17,8	30,2	48,0	418,8	33,8	452,6
Août	274,3	5,8	52,9	38,3	371,3	17,7	30,6	48,3	419,6	33,7	453,3
Septembre	273,9	5,8	54,3	38,1	372,1	17,5	31,4	48,9	421,0	33,5	454,5
Octobre	281,1	5,8	49,7	39,6	376,2	17,4	31,4	48,8	425,0	33,4	458,4
Novembre	279,9	6,3	52,6	38,0	376,8	17,4	31,1	48,5	425,3	33,4	458,7
Décembre	276,9	6,3	51,2	46,2	380,6	17,2	31,0	48,2	428,8	33,3	462,1
1965 Janvier	277,8	6,0	55,5	41,1	380,4	17,2	31,0	48,2	428,6	33,2	461,8
Février	284,5	6,0	57,1	39,1	386,7	17,1	30,9	48,0	434,7	33,2	467,9
Mars	283,8	6,0	61,1	40,2	391,1	16,8	30,6	47,4	438,5	33,2	471,7
Avril	280,8	5,9	66,9	41,3	394,9	16,6	30,5	47,1	442,0	33,1	475,1

¹ E.A.M. : Emprunt de l'Assainissement Monétaire.

² Non compris la dette intergouvernementale résultant de la guerre 1914-1918.

XVI - 4. — RECENSEMENT DES DETTES EN FRANCS BELGES A LONG ET MOYEN TERME DU SECTEUR PUBLIC

a) Par débiteurs

(valeurs nominales à fin d'année, en milliards de francs)

Débiteurs	Accessibles à tout placeur 1					Non accessibles à tout placeur					Total				
	1959	1960	1961	1962	1963	1959	1960	1961	1962	1963	1959	1960	1961	1962	1963
A. Secteur public belge (fonds publics belges) :															
1. Etat 2	187,7	204,2	216,2	231,8	238,8	45,9	44,9	42,5	66,6 ⁷	64,4 ⁷	233,6	249,1	258,7	298,4 ⁷	303,2 ⁷
2. Organismes publics de crédit non monétaires	74,2	84,5	96,1	106,0	112,6	17,3	18,9	20,2	21,9	23,4	91,5	103,4	116,3	127,9	136,0
3. Paraétatiques d'exploitation	26,8	26,2	25,4	26,5	28,3	5,3	5,5	6,0	6,5	6,4	32,1	31,7	31,4	33,0	34,7
4. Sécurité Sociale	—	—	—	—	—	4,4	5,9	7,1	9,8	11,7	4,4	5,9	7,1	9,8	11,7
5. Secteur public non compris ailleurs	27,0	26,2	25,7	26,2	26,6	9,2	9,9	10,1	10,6	11,1	36,2	36,1	35,8	36,8	37,7
B. Trésor congolais (fonds publics congolais) :	12,2	10,8	10,8	10,8	10,8	1,3	1,3	1,3	1,3	1,3	13,5	12,1	12,1	12,1	12,1
Total ...	327,9	351,9	374,2	401,3	417,1	83,4	86,4	87,2	116,7	118,3	411,3	438,3	461,4	518,0	535,4

b) Par détenteurs

(valeurs nominales à fin d'année, en milliards de francs)

Détenteurs	Accessibles à tout placeur 1					Non accessibles à tout placeur					Total				
	1959	1960	1961	1962	1963	1959	1960	1961	1962	1963	1959	1960	1961	1962	1963
A. Secteurs nationaux non financiers :															
1. Entreprises privées et particuliers 3	180,2	194,9	207,0	216,1	219,9	8,7	6,3	5,5	7,7	8,1	188,9	201,2	212,5	223,8	228,0
2. Paraétatiques d'exploitation	2,2	2,5	2,8	3,1	3,5	0,2	0,5	0,5	0,4	0,5	2,4	3,0	3,3	3,5	4,0
3. Secteur public non compris ailleurs 4	1,6	1,8	1,6	1,7	1,9	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	1,7	1,9	1,7	1,8	2,0
4. Sécurité Sociale	2,4	2,5	2,3	1,7	1,5	0,6	1,0	1,0	0,9	1,2	3,0	3,5	3,3	2,6	2,7
B. Etranger : Congo et Rwanda-Burundi 5	4,0	3,4	2,6	2,6	2,8	0,7	0,3	0,3	0,2	0,2	4,7	3,7	2,9	2,8	3,0
C. Intermédiaires financiers :															
1. Organismes monétaires 6	35,4	35,6	41,1	49,9	52,2	36,3	37,7	37,6	59,6 ⁷	58,6 ⁷	71,7	73,3	78,7	109,5 ⁷	110,8 ⁷
2. Fonds des Rentes	4,5	6,6	6,9	7,8	8,4	—	—	—	—	—	4,5	6,6	6,9	7,8	8,4
3. Caisses d'épargne, sociétés hypothécaires et de capitalisation	38,8	40,7	41,9	45,4	49,4	13,6	14,8	14,2	14,8	16,6	52,4	55,5	56,1	60,2	66,0
4. Organismes d'assurance-vie et accidents de travail, fonds de pension	52,3	56,8	59,8	63,1	67,3	23,2	25,7	28,0	30,7	31,6	75,5	82,5	87,8	93,8	98,9
5. Organismes publics de crédit non monétaires	6,5	7,1	8,2	9,9	10,2	—	—	—	2,3	1,4	6,5	7,1	8,2	12,2	11,6
Total ...	327,9	351,9	374,2	401,3	417,1	83,4	86,4	87,2	116,7	118,3	411,3	438,3	461,4	518,0	535,4

1 Sont considérés comme titres accessibles à tout placeur, ceux qui sont émis par souscription publique, ceux qui sont cotés en Bourse ou dont l'admission à la Cote officielle est prévue, ceux faisant habituellement l'objet de négociations hors bourse ainsi que les obligations et bons de caisse émis au robinet par le Crédit Communal de Belgique, la Société Nationale de Crédit à l'Industrie, l'Institut National de Crédit Agricole, la Caisse Nationale de Crédit Professionnel, l'Office Central de Crédit Hypothécaire.

2 Dette publique belge, directe et indirecte, intérieure consolidée et à moyen terme.

3 Y compris les non-résidents autres que ceux repris à la rubrique Etranger « Congo et Rwanda-Burundi ».

4 A l'exclusion des fonds autonomes et organismes paraétatiques qui ont le caractère d'organismes monétaires ou d'organismes d'épargne, de sécurité sociale, d'assurances ou de capitalisation.

5 Etat, organismes paraétatiques, Banque Centrale du Congo belge et du Rwanda-Burundi.

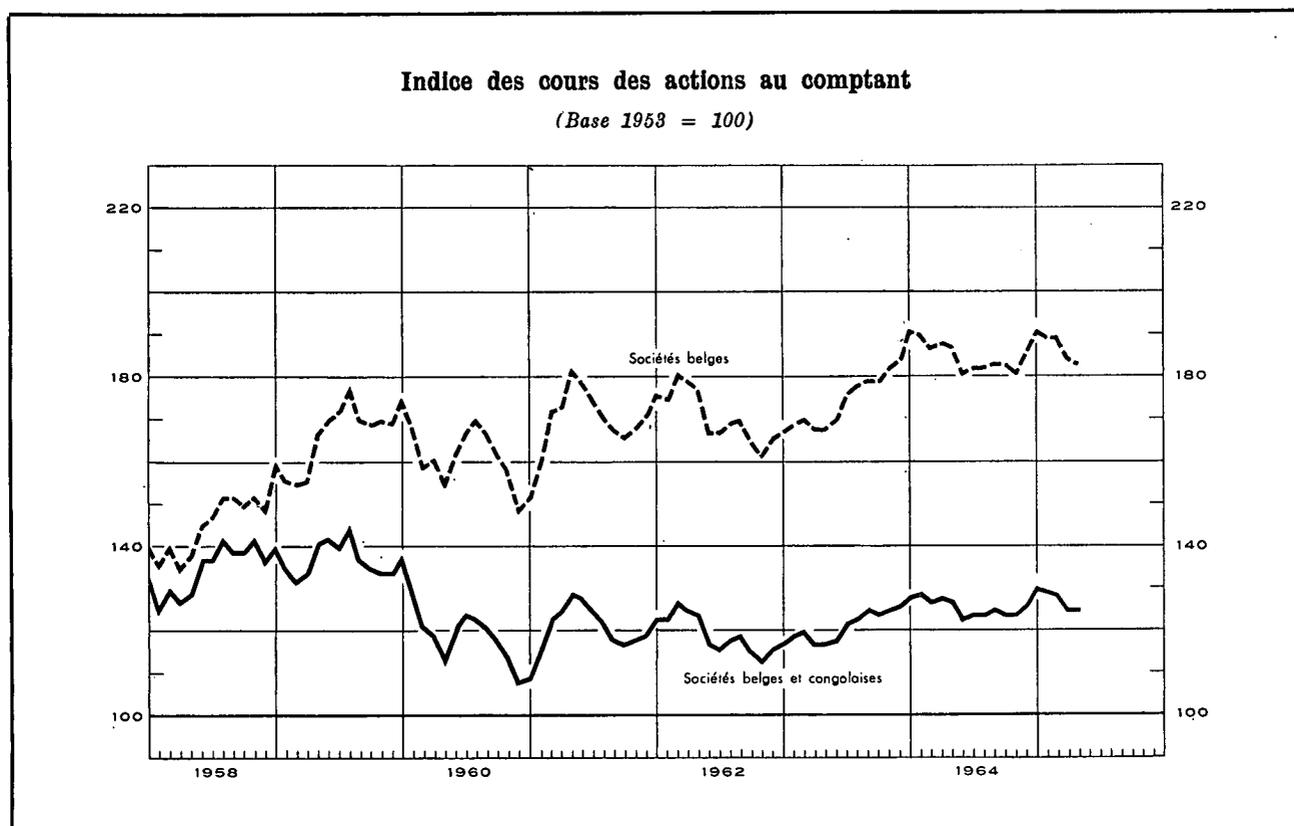
6 A l'exclusion des avoirs des caisses de pension gérées par ces organismes.

7 Y compris l'emprunt spécial de conversion de 1962 soit 19,8 milliards.

Références bibliographiques : Bulletin de Statistique de l'I.N.S. — Annuaire Statistique de la Belgique. — Bulletin de Documentation du Ministère des Finances. — Bulletin d'Information et de Documentation : XXXVI^e année, vol. I, n° 8, mars 1961 : « L'inventaire et le classement des fonds publics belges ». — XXXV^e année, vol. II, n° 2, août 1960 : « Estimations pour les années 1960 à 1975, des amortissements de la dette publique consolidée et à moyen terme émise jusqu'au 30 juin 1960 ». — XXXVIII^e année, vol. I, n° 4, avril 1963 : « L'inventaire et le classement des fonds publics ». — Statistiques Economiques belges 1950-1960.

XVII. — VALEURS MOBILIERES DU SECTEUR PRIVE

1. — EVOLUTION DE L'ACTIVITE, DU NIVEAU DES COURS ET DU TAUX DE RENDEMENT DES VALEURS BOURSIERES



Périodes	Capiteux traités moyennes par séances - (millions de francs) 1 5	Indice global du cours des actions			Taux de rendement % 3							
		Au comptant		A terme	Valeurs belges et congolaises 4 6	Valeurs belges 5						
		Valeurs belges et congolaises	Valeurs belges									
(Base 1953 = 100) 2 4												
1955 Moyenne mensuelle .	152	157	146	141	3,0	n.d.						
1956 Moyenne mensuelle .	113	164	168	199	3,3	n.d.						
1957 Moyenne mensuelle .	106	155	158	133	3,6	n.d.						
1958 Moyenne mensuelle .	70	135	145	117	3,9	n.d.						
1959 Moyenne mensuelle .	105	137	166	129	3,4	2,9						
1960 Moyenne mensuelle .	93	121	162	116	4,5	2,8						
1961 Moyenne mensuelle .	103	120	169	115	4,5	3,1						
1962 Moyenne mensuelle .	82	119	171	113	3,2	3,2						
1963 Moyenne mensuelle .	88	121	174	116	2,7	3,0						
1964 Moyenne mensuelle .	85	126	185	115	2,6	3,0						
	1964	1965	1964	1965	1964	1965	1964	1965	1964	1965	1964	1965
Janvier	137	111	128	130	191	191	118	120	2,4	2,7	2,7	3,1
Février	118	115	129	129	190	189	115	119	2,5	2,9	2,7	3,2
Mars	83	91	127	128	187	189	113	120	2,5	2,7	2,8	3,1
Avril	82	82	128	125	188	184	117	116	2,5	2,6	2,9	3,0
Mai	85	78	127	125	187	183	115	117	2,6	2,6	3,0	3,0
Juin	72		123		181		110		2,6		3,0	
Juillet	75		124		182		115		2,6		3,0	
Août	68		124		182		112		2,6		3,0	
Septembre	66		125		183		113		2,6		3,1	
Octobre	81		124		183		114		2,6		3,1	
Novembre	127		124		181		118		2,7		3,1	
Décembre	104		126		186		117		2,7		3,1	

1 Source : Commission de la Bourse de Bruxelles : ces chiffres portent sur les transactions en obligations de sociétés et en actions (terme et comptant).

2 Source : Institut National de Statistique : Pour les chiffres annuels : moyenne des indices aux 10 et 25 de chaque mois; pour les chiffres mensuels : indices au 10 de chaque mois uniquement.

3 Source : Kredietbank : Rapport du dernier dividende net annoncé ou payé, au cours à la fin du mois.

4 Bourse de Bruxelles et d'Anvers.

5 Bourse de Bruxelles.

6 Jusqu'en 1958, moyenne des fins de trimestres.

XVII - 2. — RENDEMENT DES SOCIÉTÉS PAR ACTIONS ¹

Chiffres annuels

Source : Institut National de Statistique (données modifiées par la B.N.B.).

Périodes ²	Nombre de sociétés recensées	Capital versé	Réserves	Résultats nets de l'année comptable		Dividendes bruts mis en paiement	Tantièmes payés	Emprunts obligataires	
				Bénéfices	Pertes			Dette obligataire en vie au 31/12	Montant brut des coupons payés ³
				(millions de francs)					
(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	(6)	(7)	(8)	(9)	

A. — Sociétés ayant leur principale exploitation en Belgique

Banques ⁴

1955	50	3.265	2.704	644	1,1	306	33	3.653	119
1956	49	3.404	2.967	695	—	321	36	3.972	157
1957	48	3.406	3.261	817	—	330	43	4.710	163
1958	48	3.628	3.414	829	0,3	355	46	6.410	212
1959	51	4.029	3.514	835	37,6	377	45	6.626	307
1960	52	4.572	3.624	814	0,1	423	48	7.264	305
1961	53	4.742	3.967	1.043	5,5	492	57	8.293	363
1962	54	5.353	4.390	1.318	0,4	549	70	10.700	447
1963	51	6.349	4.402	1.552	0,1	676	60	p11.082	514

Sociétés financières et immobilières ⁵

1955	1.327	11.694	9.721	2.095	39	1.357	99	4.811	214
1956	1.359	12.366	10.112	2.181	94	1.484	104	4.793	249
1957	1.430	14.690	11.430	2.660	169	1.878	129	5.800	233
1958	1.413	22.664	10.330	2.726	59	1.907	124	8.173	298
1959	1.464	24.053	12.126	2.598	93	1.903	114	9.151	414
1960	1.456	26.589	12.968	2.913	189	2.006	132	10.170	467
1961	1.483	28.302	16.075	3.611	190	2.138	140	11.200	531
1962	1.543	33.477	18.567	4.815	539	3.180	164	12.883	602
1963	1.557	34.172	19.038	3.580	230	2.282	135	p13.739	665

Industrie des fabrications métalliques

1955	1.218	11.324	8.101	2.063	299	1.247	88	2.007	89
1956	1.233	11.416	8.520	2.194	429	1.065	111	2.005	101
1957	1.250	12.204	8.954	2.480	448	1.255	113	1.778	100
1958	1.245	13.211	9.489	2.402	409	1.110	106	1.733	99
1959	1.275	14.681	10.334	2.370	499	1.267	100	2.030	101
1960	1.271	15.432	10.785	2.619	499	1.533	107	1.917	120
1961	1.281	15.989	11.024	3.066	470	1.670	121	1.937	114
1962	1.300	16.480	12.038	3.400	443	1.795	133	1.918	117
1963	1.310	17.850	13.235	3.406	367	2.063	144	p 1.848	118

Métallurgie du fer

1955	106	9.313	6.732	1.135	46	653	51	2.226	123
1956	106	10.026	10.072	2.369	23	1.324	85	2.158	120
1957	100	10.862	10.774	2.734	17	1.445	94	2.269	116
1958	100	12.364	12.409	1.621	37	1.057	72	3.133	119
1959	103	12.952	12.560	858	139	623	39	4.729	172
1960	100	13.918	12.628	1.928	25	992	58	4.886	282
1961	97	15.826	13.880	2.242	44	1.277	75	4.763	294
1962	100	15.985	15.576	2.023	523	940	54	5.427	286
1963	95	16.168	15.004	1.335	78	546	36	p 5.764	321

Industrie textile

1955	1.081	10.299	9.119	793	298	291	55	522	28
1956	1.087	10.753	9.365	804	363	286	52	510	27
1957	1.094	10.894	9.160	1.156	242	348	67	529	27
1958	1.041	11.660	9.300	894	268	321	59	500	27
1959	1.047	11.954	10.077	721	614	272	45	482	27
1960	1.009	12.138	9.853	1.098	255	452	64	453	26
1961	982	12.358	10.249	1.260	265	492	76	386	25
1962	988	11.265	9.864	1.121	339	405	83	340	24
1963	975	11.117	10.123	1.114	447	319	67	p 339	21

Notes : voir fin du tableau XVII - 2.

XVII - 2. — RENDEMENT DES SOCIÉTÉS PAR ACTIONS ¹ (suite)

Chiffres annuels

Source : Institut National de Statistique (données modifiées par la B.N.B.).

Périodes ²	Nombre de sociétés recensées	Capital versé	Réserves	Résultats nets de l'année comptable		Dividendes bruts mis en paiement	Tantièmes payés	Emprunts obligataires	
				Bénéfices	Pertes			Dette obligataire en vie au 31/12	Montant brut des coupons payés ³
				(millions de francs)					
(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	(6)	(7)	(8)	(9)	

Industrie alimentaire

1955	742	7.359	4.069	881	82	425	59	792	45
1956	731	7.837	4.115	954	98	446	66	789	48
1957	730	7.907	4.577	1.014	91	516	59	906	48
1958	701	8.881	4.833	1.077	200	466	57	925	58
1959	725	9.479	5.058	1.211	155	638	54	992	58
1960	725	9.591	5.505	1.381	179	720	63	892	62
1961	713	9.926	5.983	1.335	165	695	70	805	55
1962	722	9.969	6.374	1.470	110	667	67	760	52
1963	725	10.340	7.186	1.556	161	622	59	<i>p</i> 802	49

Industrie chimique

1955	560	9.501	5.395	1.258	52	932	63	1.006	58
1956	561	10.015	5.582	1.468	52	750	68	1.038	56
1957	552	11.285	6.087	1.729	200	810	57	1.305	55
1958	538	11.690	5.405	1.354	124	543	61	1.384	71
1959	545	12.650	6.121	1.212	179	577	65	1.313	82
1960	534	13.309	6.442	1.639	245	711	76	1.290	76
1961	540	14.239	6.883	1.749	360	927	88	1.110	75
1962	544	15.930	7.064	1.888	209	1.065	87	964	66
1963	558	16.331	8.440	2.038	265	1.132	84	<i>p</i> 856	55

Electricité

1955	52	13.525	2.968	1.503	0,8	1.164	85	4.494	265
1956	51	15.382	2.207	1.558	...	1.251	82	4.434	253
1957	47	16.784	2.454	1.581	—	1.365	79	5.543	248
1958	44	17.016	2.722	1.637	0,7	1.458	83	5.871	330
1959	41	17.422	3.609	1.748	—	1.511	86	5.525	345
1960	40	17.132	3.628	1.808	0,1	1.539	85	5.441	330
1961	36	18.581	4.260	1.800	2,6	1.608	86	5.703	326
1962	36	20.056	3.320	2.053	0,1	1.690	82	7.188	340
1963	32	20.412	3.630	2.163	—	1.657	85	<i>p</i> 8.602	443

Industrie du charbon

1955	55	8.131	4.747	870	122	716	70	1.015	59
1956	54	8.592	4.263	1.212	153	937	92	972	56
1957	54	8.616	4.335	1.356	186	1.007	97	985	54
1958	53	8.739	4.339	1.192	96	876	85	940	55
1959	55	8.840	4.663	260	702	93	11	860	51
1960	49	8.530	4.367	107	1.023	63	7	477	50
1961	44	8.109	3.018	124	1.450	93	10	471	30
1962	41	7.679	2.065	146	710	106	13	398	27
1963	39	7.661	1.574	209	244	184	21	<i>p</i> 253	23

Total des sociétés ayant leur principale exploitation en Belgique ^{6 7}

1955	13.268	114.978	77.313	17.092	1.518	9.674	990	23.506	1.144
1956	13.397	123.605	81.666	20.764	1.748	10.869	1.136	24.930	1.238
1957	13.487	131.010	86.852	22.389	1.810	11.970	1.203	28.457	1.285
1958	13.408	146.913	90.013	20.202	1.936	10.981	1.153	33.241	1.535
1959	13.891	156.056	98.462	18.207	3.512	10.292	1.015	36.138	1.802
1960	13.816	162.844	102.221	21.788	3.243	11.778	1.128	37.521	1.989
1961	13.926	171.069	108.305	24.169	3.936	12.954	1.258	39.625	2.096
1962	14.142	185.420	114.895	26.823	3.906	14.090	1.343	45.434	2.259
1963	14.234	193.465	121.935	25.205	3.202	13.006	1.256	<i>p</i> 49.172	2.510

Notes : voir fin du tableau XVII - 2, page suivante.

XVII - 2. — RENDEMENT DES SOCIÉTÉS PAR ACTIONS ¹ (suite)

Chiffres annuels

Source : Institut National de Statistique (données modifiées par la B.N.B.).

Périodes ²	Nombre de sociétés recensées	Capital versé	Réserves	Résultats nets de l'année comptable		Dividendes bruts mis en paiement	Tantièmes payés	Emprunts obligataires	
				Bénéfices	Pertes			Dette obligatoire en vie au 31/12	Montant brut des coupons payés ³
				(millions de francs)					
(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	(6)	(7)	(8)	(9)	

B. — Total des sociétés ayant leur principale exploitation à l'étranger ⁷

(y compris les sociétés ayant leur principale exploitation au Congo)

1955	527	32.018	20.039	9.356	289	5.567	399	1.883	91
1956	552	34.880	21.254	10.897	423	6.801	433	2.241	95
1957	579	42.986	19.520	12.222	287	7.575	428	2.799	107
1958	563	45.670	20.620	9.733	320	6.492	415	3.177	125
1959	560	49.530	22.740	8.296	452	6.318	380	3.351	151
1960	442	48.024	21.895	9.900	348	7.284	346	1.628	78
1961	336	40.721	18.636	7.192	958	4.397	212	1.096	56
1962	302	38.822	19.383	5.865	644	3.048	172	834	35
1963	313	40.710	27.336	2.863	664	1.196	98	712	30

C. — Total général des sociétés par actions ^{6 7}

1955	13.795	146.996	97.352	26.448	1.806	15.241	1.383	25.389	1.235
1956	13.949	158.485	102.920	31.661	2.171	17.670	1.569	27.171	1.333
1957	14.066	173.996	106.372	34.611	2.097	19.545	1.631	31.256	1.392
1958	13.971	192.583	110.633	29.935	2.256	17.473	1.568	36.418	1.660
1959	14.451	205.586	121.202	26.503	3.964	16.610	1.395	39.489	1.953
1960	14.258	210.868	124.116	31.688	3.591	19.062	1.474	39.123	2.067
1961	14.262	211.790	126.941	31.361	4.894	17.351	1.470	40.721	2.152
1962	14.444	224.242	134.278	32.688	4.550	17.138	1.515	46.268	2.294
1963	14.547	234.175	149.271	28.068	3.866	14.202	1.354	49.884	2.540

¹ Sociétés belges : sociétés anonymes et en commandite par actions de droit belge. Sociétés congolaises : sociétés par actions à responsabilité limitée de droit congolais. A partir de 1961 sont reprises graduellement dans la statistique les sociétés de droit congolais qui sont converties en sociétés de droit belge exploitant au Congo; les sociétés de droit congolais ne sont plus comprises dans la statistique.

² Il s'agit de l'année de paiement du dividende pour les colonnes (1) à (7).

³ Il s'agit du montant des intérêts échus pendant l'année sous rubrique, ce montant est en relation avec la dette obligatoire en vie au 31/12 de l'année précédente.

⁴ Non compris la B.N.B.

⁵ Non compris la S.N.C.I.

⁶ Non compris la B.N.B., la S.N.C.I. et la Sabena.

⁷ Total général net, après déduction des doubles emplois.

XVII - 3. — RENDEMENT DES SOCIÉTÉS PAR ACTIONS ^{1 5}

Chiffres mensuels cumulés

Source : Institut National de Statistique (données modifiées par la B.N.B.).

Périodes ²	Nombre de sociétés recensées	Capital versé	Réserves	Résultats nets		Dividendes bruts mis en paiement	Coupons d'obligations bruts ³
				Bénéfices	Pertes		
				(milliards de francs)			
(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	(6)	(7)	

A. — Sociétés ayant leur principale exploitation en Belgique ⁴

1959 12 mois	13.927	156,2	98,6	18,2	3,5	10,3	1,6
1960 12 mois	13.858	163,5	102,5	21,9	3,3	11,8	1,9
1961 12 mois	13.957	172,8	109,1	24,3	3,9	13,1	2,4
1962 12 mois	14.174	186,2	115,2	26,9	3,9	14,1	4,3
1963 Janvier	192	2,2	0,8	0,2	...	0,1	0,3
2 premiers mois	351	3,1	2,6	0,8	0,1	1,0	0,4
3 premiers mois	2.225	21,1	12,6	3,2	0,4	2,2	0,6
4 premiers mois	5.525	55,6	32,5	8,1	1,0	4,3	0,8
5 premiers mois	9.355	123,4	75,4	15,9	2,1	8,2	1,1
6 premiers mois	11.383	146,6	91,7	19,7	2,6	10,0	1,3
7 premiers mois	12.058	152,0	96,9	20,3	2,7	10,4	1,6
8 premiers mois	12.374	153,5	97,8	20,6	2,8	10,4	1,7
9 premiers mois	12.829	155,5	99,1	20,9	2,8	10,5	1,8
10 premiers mois	13.414	165,4	105,8	22,1	3,0	10,9	2,1
11 premiers mois	13.825	177,0	113,4	23,5	3,1	11,7	2,3
12 mois	14.258	193,8	122,0	25,2	3,2	13,0	2,6
1964 Janvier	p 116	2,1	1,0	0,3	0,1	0,1	0,2
2 premiers mois	p 283	2,9	1,9	0,9	0,1	0,2	0,4
3 premiers mois	p 1.623	19,1	11,9	3,1	0,3	1,3	0,6
4 premiers mois	p 4.051	54,7	32,2	7,7	1,1	3,5	0,9
5 premiers mois	p 6.935	121,6	69,4	15,4	2,0	7,2	1,2
6 premiers mois	p 8.637	144,3	87,4	19,3	2,3	9,1	1,4
7 premiers mois	p 9.241	149,4	92,5	20,1	2,5	9,4	1,6
8 premiers mois	p 9.499	150,7	93,5	20,3	2,5	9,5	1,7
9 premiers mois	p 9.855	152,8	94,8	20,7	2,5	9,6	2,1
10 premiers mois	p 10.310	159,1	99,2	21,4	2,8	10,0	2,5
11 premiers mois	p 10.639	171,9	107,7	22,6	3,5	10,6	3,0
12 mois	p 11.017	189,9	115,1	24,2	3,9	11,7	3,5

Notes : voir page suivante.

XVII - 3. — RENDEMENT DES SOCIÉTÉS PAR ACTIONS ^{1 5} (suite)

Chiffres mensuels cumulés

Source : Institut National de Statistique (données modifiées par la B.N.B.).

Périodes ²	Nombre de sociétés recensées	Capital versé	Réserves	Résultats nets		Dividendes bruts mis en paiement	Coupons d'obligations bruts ³
				Bénéfices	Pertes		
				(milliards de francs)			
(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	(6)	(7)	

B. — Sociétés ayant leur principale exploitation à l'étranger

(y compris les sociétés ayant leur principale exploitation au Congo)

1959 12 mois	560	49,5	22,7	8,3	0,5	6,3	0,2
1960 12 mois	446	48,1	22,1	9,9	0,3	7,3	0,2
1961 12 mois	340	41,7	19,2	7,2	1,0	4,4	0,1
1962 12 mois	305	38,9	19,4	5,9	0,6	3,1	0,1
1963 Janvier	3	0,1	...	...	...	...	...
2 premiers mois	7	0,1	...	...	...	...	...
3 premiers mois	27	1,6	0,6	...	...	...	...
4 premiers mois	50	2,9	1,0	0,1	0,1	...	...
5 premiers mois	96	20,3	15,9	2,1	0,1	0,8	...
6 premiers mois	216	32,0	22,4	2,7	0,3	1,1	...
7 premiers mois	252	35,2	24,2	2,8	0,4	1,1	...
8 premiers mois	255	35,2	24,3	2,8	0,4	1,1	...
9 premiers mois	265	35,6	24,3	2,8	0,4	1,1	...
10 premiers mois	280	36,6	24,8	2,8	0,5	1,1	...
11 premiers mois	298	39,4	26,4	2,8	0,7	1,2	...
12 mois	317	41,5	27,7	2,9	0,7	1,2	...
1964 Janvier	4	0,1	0,1	...	...	...	...
2 premiers mois	8	0,1	0,1	...	...	...	...
3 premiers mois	24	0,9	0,4	...	...	...	...
4 premiers mois	52	2,4	0,9	0,1	0,1	...	...
5 premiers mois	104	12,9	11,6	2,0	0,2	1,0	...
6 premiers mois	213	32,4	23,7	2,6	0,6	1,2	...
7 premiers mois	228	33,6	24,5	2,7	0,6	1,2	...
8 premiers mois	230	33,6	24,5	2,7	0,6	1,2	...
9 premiers mois	235	33,7	24,6	2,6	0,7	1,2	...
10 premiers mois	252	35,6	25,7	2,7	0,7	1,2	...
11 premiers mois	278	38,5	27,0	2,7	0,8	1,3	...
12 mois	294	39,7	28,0	2,9	0,8	1,3	...

C. — Total général ⁴

1959 12 mois	14.487	205,7	121,3	26,5	4,0	16,6	1,8
1960 12 mois	14.304	211,6	124,6	31,8	3,6	19,1	2,1
1961 12 mois	14.297	214,5	128,3	31,5	4,9	17,5	2,5
1962 12 mois	14.479	225,1	134,6	32,8	4,5	17,2	4,4
1963 Janvier	135	2,3	0,8	0,2	...	0,1	0,3
2 premiers mois	358	3,2	2,6	0,8	0,1	1,0	0,4
3 premiers mois	2.252	22,7	13,2	3,2	0,4	2,2	0,6
4 premiers mois	5.575	58,5	33,5	8,2	1,1	4,3	0,8
5 premiers mois	9.451	143,7	91,3	18,0	2,2	9,0	1,1
6 premiers mois	11.599	178,6	114,1	22,4	2,9	11,1	1,3
7 premiers mois	12.310	187,2	121,1	23,1	3,1	11,5	1,6
8 premiers mois	12.629	188,7	122,1	23,4	3,2	11,5	1,7
9 premiers mois	13.094	191,0	123,4	23,7	3,2	11,6	1,8
10 premiers mois	13.694	202,0	130,6	24,9	3,5	12,0	2,1
11 premiers mois	14.123	216,4	139,8	26,3	3,8	12,9	2,3
12 mois	14.575	235,3	149,7	28,1	3,9	14,2	2,6
1964 Janvier	120	2,2	1,1	0,3	0,1	0,1	0,3
2 premiers mois	291	3,0	2,0	0,9	0,1	0,2	0,4
3 premiers mois	1.647	20,0	12,3	3,1	0,3	1,3	0,6
4 premiers mois	4.103	57,1	33,1	7,8	1,2	3,5	0,9
5 premiers mois	7.039	134,5	81,0	17,4	2,2	8,2	1,2
6 premiers mois	8.850	176,7	111,1	21,9	2,9	10,3	1,4
7 premiers mois	9.469	183,0	117,0	22,8	3,1	10,6	1,6
8 premiers mois	9.729	184,3	118,0	23,0	3,1	10,7	1,7
9 premiers mois	10.090	186,5	119,4	23,3	3,2	10,8	2,1
10 premiers mois	10.562	194,7	124,9	24,1	3,5	11,2	2,5
11 premiers mois	10.917	210,4	134,7	25,3	4,3	11,9	3,0
12 mois	11.311	229,6	143,1	27,1	4,7	13,0	3,5

¹ Sociétés belges : sociétés anonymes et en commandite par actions de droit belge.

² Il s'agit du mois de paiement du dividende pour les colonnes (1) à (6).

³ Les coupons d'obligations sont, comme les dividendes, recensés pendant le mois où ils sont payés. Le paiement des coupons d'obligations peut être effectué avant celui des dividendes. De ce fait, les obligations dont les coupons sont recensés à la colonne (7) ne représentent pas nécessairement toutes des emprunts des sociétés faisant l'objet des colonnes précédentes.

⁴ Non compris la B.N.B., la S.N.C.I. et la Sabena.

⁵ A partir de 1961 sont reprises graduellement dans les statistiques les sociétés de droit congolais qui se convertissent en sociétés de droit belge exploitant au Congo; les sociétés de droit congolais ne sont plus comprises dans la statistique.

XVII - 4. — EMISSIONS DES SOCIÉTÉS ¹

Chiffres annuels

(millions de francs)

Source : Institut National de Statistique (données modifiées par la B.N.B. 2).

Années	Actions		Obligations (montant nominal)					Actions et obligations	Actions et obligations
	émissions nominales	émissions nettes	émissions non continues			émissions continues nettes	Total des émissions nettes	Total des émissions nettes	Total des émissions nettes (I.N.S.)
			émissions	amortisse- ments	émissions nettes				
	(1)	(2)	(3)	(4)	(5) = (3) - (4)	(6)	(7) = (5) + (6)	(8) = (2) + (7)	(9)
Sociétés ayant leur principale exploitation en Belgique									
1955	14.192	4.273	1.560	1.206	354	532	886	5.159	8.597
1956	16.557	3.503	1.701	1.363	338	389	727	4.230	6.562
1957	27.682	5.573	3.120	1.448	1.672	833	2.505	8.078	10.687
1958	8.801	4.908	3.144	1.506	1.638	1.288	2.926	7.834	12.920
1959	10.227	3.760	3.196	1.530	1.666	814	2.480	6.240	11.317
1960	16.065	6.266	1.367	1.682	— 315	1.009	694	6.960	11.241
1961	19.013	6.014	1.667	1.520	147	844	991	7.005	12.660
1962	19.173	8.249	3.375	1.860	1.515	1.762	3.277	11.526	14.614
1963	14.956	6.244	4.628	1.646	2.982	375	3.357	9.601	11.964
Sociétés ayant leur principale exploitation à l'étranger ³									
1955	4.711	2.995	316	91	225	— 7	218	3.213	2.625
1956	8.630	3.146	341	110	231	5	236	3.382	2.637
1957	6.994	1.759	724	171	553	...	553	2.312	1.905
1958	2.282	1.162	450	124	326	51	377	1.539	1.119
1959	2.442	613	215	87	128	— 21	107	720	606
1960	6.443	1.685	80	177	— 97	— 21	— 118	1.567	1.510
1961	209	82	...	85	— 85	— 24	— 109	— 27	— 64
1962	398	204	4	32	— 28	...	— 28	176	167
1963	232	40	...	76	— 76	— 14	— 90	— 50	— 51
Total général									
1955	18.903	7.268	1.876	1.297	579	525	1.104	8.372	11.222
1956	25.187	6.649	2.042	1.473	569	394	963	7.612	9.199
1957	34.676	7.332	3.844	1.619	2.225	833	3.058	10.390	12.592
1958	11.083	6.070	3.594	1.630	1.964	1.339	3.303	9.373	14.089
1959	12.669	4.373	3.411	1.617	1.794	793	2.587	6.960	11.923
1960	22.508	7.951	1.447	1.859	— 412	988	576	8.527	12.751
1961	19.222	6.096	1.667	1.605	62	820	882	6.978	12.596
1962	19.571	8.453	3.379	1.892	1.487	1.762	3.249	11.702	14.782
1963	15.188	6.284	4.628	1.722	2.906	361	3.267	9.551	11.913

¹ Sociétés belges : sociétés anonymes, en commandite par actions et de personnes à responsabilité limitée de droit belge. Sociétés congolaises (jusqu'au 30 juin 1960) : sociétés par actions à responsabilité limitée et de personnes à responsabilité limitée de droit congolais (voir note 3).

² Ces modifications consistent d'une part à inclure les appels de fonds, d'autre part à éliminer les émissions continues et non continues du secteur public (S.N.C.L., Sabena) et les émissions d'obligations et de bons de caisse des banques belges.

³ Jusqu'au 30 juin 1960, y compris les sociétés belges ayant leur principale exploitation au Congo et les sociétés de droit congolais. A partir de juillet 1960, cette statistique ne comprend plus les sociétés de droit congolais.

N. B. — Col. (1) et (9) montants repris sans modification des statistiques de l'I.N.S. — col. (2) à (8) montants modifiés par la B.N.B. comme indiqué à la note 2 ci-dessus.

Col. (1) : constitutions de sociétés et augmentations de capital — col. (2) : montants libérés sur souscriptions d'actions (déduction faite des libérations autres qu'en espèces), primes d'émission et appels de fonds — col. (3) : nouvelles émissions (partie effectivement émise au cours de l'année) plus reliquats d'émissions antérieures, moins emprunts de conversion.

XVII - 5. — EMISSIONS DES SOCIÉTÉS ¹

Chiffres mensuels ²

(millions de francs)

Source : Institut National de Statistique (données modifiées par la B.N.B. ³).

Périodes	A. — Sociétés ayant leur principale exploitation en Belgique				B. — Sociétés ayant leur principale exploitation à l'étranger ⁴			
	Actions		Obligations (Montant nominal)	Actions et obligations	Actions		Obligations (Montant nominal)	Actions et obligations
	émission nominales (1)	émissions nettes (2)	émissions non continues brutes (3)	Total (4) = (2) + (3)	émission nominales (5)	émissions nettes (6)	émissions non continues brutes (7)	Total (8) = (6) + (7)
1961 12 mois	19.013	4.086	1.667	5.753	209	45	...	45
1962 3 premiers mois ...	3.181	1.267	220	1.487	219	30	...	30
6 premiers mois ...	6.691	2.877	1.564	4.441	256	31	...	31
9 premiers mois ...	13.945	5.084	1.590	6.674	395	196	...	196
12 mois	19.173	6.519	3.375	9.894	399	196	...	196
1963 3 premiers mois ...	1.614	693	706	1.399	...	...	...	...
6 premiers mois ...	5.805	2.829	2.360	5.189	232	40	...	40
9 premiers mois ...	8.721	3.852	2.917	6.769	232	40	...	40
12 mois	14.956	5.244	4.628	9.872	232	40	...	40
1964 3 premiers mois ...	3.608	1.164	183	1.347	1.335	...	...	...
6 premiers mois ...	9.112	3.849	1.676	5.525	1.580	125	...	125
1963 Juin	940	251	83	334	32	...	...	...
Juillet	800	193	210	403	...	...	...	...
Août	463	132	95	227	...	...	...	...
Septembre	1.654	698	252	950	...	...	...	...
Octobre	1.145	328	120	448	...	...	...	...
Novembre	2.149	273	212	485	...	...	...	...
Décembre	3.154	791	711	1.502	...	...	...	...
1964 Janvier	1.543	239	139	378	15	...	...	...
Février	886	284	1	285	...	...	...	...
Mars	1.179	502	43	545	1.320	...	...	...
Avril	2.347	1.164	611	1.775	...	...	...	...
Mai	2.001	1.255	827	2.082	...	...	...	...
Juin	1.156	404	56	460	245	125	...	125
Juillet	3.108	1.381	44	1.425	...	...	...	...
Août	432	197	16	213	...	...	...	...
Septembre p	941	248	...	248	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.
Octobre p	2.569	683	10	693	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.
Novembre p	2.639	641	...	641	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.
Décembre p	2.653	1.325	...	1.325	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.
1965 Janvier p	711	213	1.000	1.213	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.
Février p	427	176	...	176	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.
Mars p	4.307	1.482	...	1.482	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.
Avril p	4.135	479	...	479	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.

¹ Sociétés belges : sociétés anonymes, en commandite par actions et de personnes à responsabilité limitée de droit belge. — Sociétés congolaises (jusqu'au 30 juin 1960) : sociétés par actions à responsabilité limitée et de personnes à responsabilité limitée de droit congolais.

² Les chiffres de ce tableau diffèrent des données reprises au tableau XVII - 4 sur les points suivants : a) les émissions nettes d'actions ne comprennent pas les appels de fonds; b) les émissions d'obligations sont brutes (amortissements non déduits) et ne comprennent pas les émissions continues.

³ Les modifications consistent à éliminer les émissions d'obligations du secteur public.

⁴ Jusqu'au 30 juin 1960, y compris les sociétés belges ayant leur principale exploitation au Congo et les sociétés de droit congolais. A partir de juillet 1960, cette statistique ne comprend plus les sociétés de droit congolais.

N. B. — 3, 6 et 9 premiers mois = addition des chiffres mensuels. Le chiffre des 12 mois comprend des données supplémentaires qui ne peuvent être ventilées mensuellement [pour les colonnes (1), (3), (5) et (7) voir le tableau XVII-4].

Références bibliographiques : *Annuaire Statistique de la Belgique*. — *Bulletin de Statistique de l'I.N.S.* — *Statistiques Economiques belges 1941-1960 et 1950-1960* (B.N.B.). — *Bulletin Mensuel des Statistiques* (Commission de la Bourse de Bruxelles). — *Bulletin Hebdomadaire de la Kredietbank*.

XVIII. — MARCHÉ MONÉTAIRE

1 — MARCHÉ DE L'ARGENT AU JOUR LE JOUR ET A TRES COURT TERME *

(millions de francs)

Moyennes journalières	Capitaux prêtés par			Capitaux empruntés par				Total (8) = (1) + (2) + (3) ou (4) + (5) + (6) + (7)	Retraits de capitaux (9)
	Banques de dépôts 1	Fonds des Rentes	Autres organismes 2	Banques de dépôts 1	Fonds des Rentes	I.R.G. (emprunts nets)	Autres organismes 3		
	(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	(6)	(7)		
1955	2.325	...	3.314	23	2.807	2.556	253	5.639	43
1956	2.428	...	2.780	22	2.313	2.507	286	5.208	185
1957	2.288	...	3.305	17	2.786	2.514	276	5.593	5
1958	2.078	...	1.821	15	968	2.496	420	3.899	577
1959	2.191	159	1.165	73	29	2.981	432	3.515	188
1960	2.415	1.107	1.664	1.025	10	3.104	1.047	5.186	37
1961	2.487	1.811	1.671	1.817	1	3.162	989	5.969	23
1962	1.518	943	1.703	1.517	1	1.375	1.271	4.164	307
1963	1.585	202	1.842	1.600	122	1.126	781	3.629	49
1964	1.879	6	2.743	1.310	481	1.689	1.148	4.628	11
1963 3 ^e trimestre	1.115	169	1.895	1.766	19	929	465	3.179	3
4 ^e trimestre	1.855	51	2.036	1.384	252	1.281	1.025	3.942	...
1964 1 ^{er} trimestre	1.810	...	2.494	1.426	781	1.131	966	4.304	45
2 ^e trimestre	1.585	7	2.859	1.243	144	2.151	913	4.451	...
3 ^e trimestre	1.968	...	2.810	1.450	304	1.860	1.164	4.778	...
4 ^e trimestre	2.139	17	2.808	1.117	691	1.619	1.537	4.964	...
1965 1 ^{er} trimestre	2.069	295	2.345	1.397	23	3.289		4.709	349
1964 Mars	1.669	...	2.120	1.380	570	889	950	3.789	...
Avril	1.853	20	2.548	980	361	2.350	730	4.421	...
Mai	1.399	...	3.536	1.713	53	2.393	776	4.935	...
Juin	1.470	...	2.615	1.123	...	1.755	1.207	4.085	...
Juillet	2.062	...	2.995	1.539	...	1.983	1.535	5.057	...
Août	2.174	...	2.803	1.465	588	1.877	1.047	4.977	...
Septembre	1.678	...	2.631	1.348	337	1.721	903	4.309	...
Octobre	1.825	...	3.141	1.314	713	1.784	1.155	4.966	...
Novembre	2.126	44	2.865	1.072	1.041	1.514	1.408	5.035	...
Décembre	2.465	9	2.425	962	350	1.544	2.043	4.899	...
1965 Janvier	2.487	166	1.621	1.104	73	2.000	1.097	4.274	886
Février	1.708	458	2.915	1.706	...	1.762	1.613	5.081	207
Mars	2.021	265	2.441	1.384	...	3.343		4.727	5
Avril	1.846	225	2.816	1.619	...	3.268		4.887	...
Mai	1.547	229	2.679	1.552	...	2.903		4.455	...

* Du 27 février 1956 au 16 novembre 1959, on a traité outre de l'argent au jour le jour, de l'argent prêté ou emprunté à 5 et 10 jours. Ces montants sont par conséquent compris dans les chiffres ci-dessus. Depuis le 17 novembre 1959, il n'y a plus eu d'argent prêté ou emprunté à 5 et 10 jours. Depuis cette même date, la plus grande partie des capitaux traités au jour le jour est régie par le « Protocole dressé en vue de la participation au marché du call money garanti ». Le présent tableau tient compte, en outre, de capitaux traités en dehors de ce Protocole.

¹ Jusqu'au 16 novembre 1959, les banques de dépôts comprennent uniquement celles de Bruxelles et d'Anvers. Celles d'autres places y ont ensuite été ajoutées.

² Jusqu'au 16 novembre 1959, cette colonne comprenait notamment la C.G.E.R., la B.C.C.B.R.U., l'O.N.S.S., le Crédit Communal. Depuis le 17 novembre 1959 elle comprend notamment la C.G.E.R., le Crédit Communal, la S.N.C.B. et depuis août 1960, divers prêteurs « hors Protocole ».

³ Jusqu'au 16 novembre 1959, cette colonne comprenait notamment la S.N.C.I., la B.C.C.B.R.U., l'O.N.D. Depuis le 17 novembre 1959 elle comprend notamment l'O.N.D., la C.N.C.P., la S.N.C.I.

XVIII - 3. — ACTIVITE DES CHAMBRES DE COMPENSATION

Mouvement du débit

Moyennes mensuelles ou mois	Nombre de chambres	Bruxelles						Province		Total général	
		Argent à très court terme 1		Autres opérations 2		Total		Milliers de pièces	Milliards de francs	Milliers de pièces	Milliards de francs
		Milliers de pièces	Milliards de francs	Milliers de pièces	Milliards de francs	Milliers de pièces	Milliards de francs				
1956	38	2	127	212	110	214	237	222	63	436	300
1957	38	2	119	232	128	234	247	239	66	473	313
1958	38	2	113	245	131	247	244	235	63	482	307
1959	39	2	124	248	142	250	266	237	64	487	330
1960	39	3	208	289	158	292	366	243	57	535	423
1961	39	3	235	409	167	412	402	261	62	673	464
1962	39	3	158	475	196	478	354	285	68	763	422
1963	39	2	129	510	226	521	355	302	73	823	428
1964	39	2	148	605	269	607	417	358	82	965	499
1963 3 ^e trimestre	39	2	112	508	239	510	351	312	72	822	423
4 ^e trimestre	39	2	132	576	254	578	386	339	77	917	463
1964 1 ^{er} trimestre	39	2	131	574	260	576	391	337	80	913	471
2 ^e trimestre	39	3	137	600	268	603	405	360	80	963	485
3 ^e trimestre	39	2	156	586	265	588	421	352	84	940	505
4 ^e trimestre	39	3	169	658	281	661	450	382	86	1.043	536
1965 1 ^{er} trimestre	39	2	156	654	316	656	472	397	90	1.053	562
1964 Janvier	39	2	157	597	262	599	419	348	83	947	502
Février	39	2	128	535	265	537	393	313	78	850	471
Mars	39	2	109	589	251	591	360	352	79	943	439
Avril	39	3	142	619	287	622	429	371	84	993	513
Mai	39	2	139	537	235	539	374	320	72	859	446
Juin	39	3	130	644	281	647	411	391	86	1.038	497
Juillet	39	3	166	620	293	623	459	368	84	991	543
Août	39	2	156	541	248	543	404	324	81	867	485
Septembre	39	2	146	598	255	600	401	363	85	963	486
Octobre	39	3	175	636	263	639	438	368	85	1.007	523
Novembre	39	3	158	611	265	614	423	361	80	975	503
Décembre	39	2	175	727	313	729	488	418	94	1.147	582
1965 Janvier	39	2	144	610	291	612	435	360	88	972	523
Février	39	2	152	632	303	634	455	380	81	1.014	536
Mars	39	3	172	718	355	721	527	452	101	1.173	628

1 Il s'agit de l'argent au jour le jour et, du 27 février 1956 au 16 novembre 1959, de l'argent prêté ou emprunté à 1, 5 ou 10 jours. Depuis le 17 novembre 1959, il n'y a plus eu d'argent à 5 ou 10 jours.

2 Titres, effets publics, coupons, virements, chèques, traites, promesses, quittances, opérations sur l'étranger, etc.

Références bibliographiques : *Statistiques Economiques belges 1941-1950 et 1950-1960* (B.N.B.) — *Bulletin d'Information et de Documentation* (B.N.B.) : XXVIII^e année, vol. I, n^o 5, mai 1953 : « Une nouvelle statistique : le marché de l'argent au jour le jour (call money) » — XXXV^e année, vol. I, n^o 4, avril 1960 : « Le marché monétaire en Belgique » — XXXVII^e année, vol. I, nos 3 et 4, mars et avril 1962 : « La réforme du 1^{er} janvier 1962 et le marché monétaire belge ».

XIX. — TAUX D'ESCOMPTE, D'INTERET ET DE RENDEMENT

(Pour cent par an)

1. — TAUX D'ESCOMPTE ET D'INTERET DE LA BANQUE NATIONALE DE BELGIQUE

Date des changements	Escompte						Avances en compte courant et prêts sur *			
	Traites acceptées domiciliées en banque. warrants	Acceptations préalablement visées par la B.N.B.	Traites acceptées non domiciliées en banque	Traites non acceptées		Promesses	certificats de trésorerie		certificats du Fonds des Rentes, émis à maximum 366 jours	autres effets publics 2
				domiciliées en banque	non domiciliées en banque		émis à maximum 366 jours 1			
1959 8 janvier ...	3,25	3,25	3,75	4,25	4,75	4,75	Taux du certificat plus 5/10 %, minimum 2,25 %		Taux du Certificat + 5/10 % minimum 2,25 %	4,75
24 décembre .	4,—	4,—	4,50	4,75	5,25	5,25				
1960 4 août	5,—	5,—	5,50	5,75	6,25	6,25	,		,	6,25
		représentatives d'importations | d'exportations					,		,	6,25
10 novembre .	5,—	5,— | 4,—	5,50	5,75	6,25	6,25				
1961 24 août	4,75	4,75 | 3,75	5,25	5,50	6,—	6,—	,		,	6,—
							Certificats de trésorerie émis au taux de 1 15/16 %	Certificats de trésorerie et certificats du Fonds des Rentes émis à maximum 180 jours	Certificats de trésorerie émis à plus de 180 jours et à maximum 366 jours	
28 décembre .	4,50	4,50 | 3,50	5,—	5,25	5,75	5,75	2,25	4,50	5,25	5,75
1962 18 janvier ...	4,25	4,25 | 3,25	4,75	5,—	5,50	5,50	2,25	4,25	5,—	5,50
22 mars	4,—	4,— | 3,—	4,50	4,75	5,25	5,25	2,25	4,—	4,50	5,25
9 août	3,75	3,75 | 3,—	4,25	4,50	5,—	5,—	2,25	3,75	4,25	5,—
6 décembre .	3,50	3,50 | 2,75	4,—	4,50	5,—	5,—	—	3,50	4,—	5,—
1963 18 juillet	4,—	4,— | 3,25	4,50	5,—	5,50	5,50	—	4,—	4,50	5,50
31 octobre ...	4,25	4,25 | 3,75	5,—	5,75	6,25	6,25	—	4,50	5,25	6,25
1964 4 février ...	4,25	4,25 | 3,75	5,—	5,75	6,25	6,25	—	4,75	5,50	6,50
3 juillet	4,75	4,75 | 4,25	5,25	5,75	6,25	6,25	—	5,—	5,50	6,50
18 décembre .	4,75	4,75 | 4,25	5,25	5,75	6,25	6,25	—	5,25	5,75	6,50

1 Intitulé avant le 21 mars 1957 : Certificats de trésorerie ayant maximum 12 mois à courir.

2 Y compris les certificats de trésorerie à plus de 12 mois. — Sont seuls acceptés en nantissement les titres et effets publics « au porteur » libellés en francs belges.

* Quotité de l'avance au 31 mai 1965

Cert. de trés. et cert. du Fonds des Rentes émis à max. 366 jours ... max. 95 % | Autres effets publics (voir note 2) max. 80 %

XIX - 2. — TAUX DE L'ARGENT AU JOUR LE JOUR

Moyennes 1	
1958	1,41
1959 Du 1-1 au 16-11 ...	1,01
Du 17-11 au 31-12 ...	2,11
1960	2,80
1961	2,57
1962	2,13
1963	2,28
1964	3,34
1964 Juin	3,56
Juillet	3,95
Août	2,85
Septembre	3,86
Octobre	3,59
Novembre	2,83
Décembre	3,01
1965 Janvier	2,23
Février	2,24
Mars	2,54
Avril	3,08
Mai	3,40

XIX - 3. — TAUX DES CERTIFICATS DE TRESORERIE ET DES CERTIFICATS DU FONDS DES RENTES

A fin de période	Certificats de trésorerie à très court terme 2				Certificats de trésorerie B et certificats du Fonds des Rentes 3		Dates	Certificats de trésorerie émis par adjudication 7		
	1 mois	3 mois	6 mois	12 mois				6 mois	9 mois	12 mois
1960	4,—	4,25	4,50	4,75	4,75		1959 6 janv.	3,398	3,646	3,860
1961	3,50	3,75	4,—	4,25	4,25		1960 5 janv.	4,171	*	4,354
					4 6	5 6	1961 6 janv.	4,862	4,925	4,956
1962	2,50	2,75	3,—	—	3,30	3,27	1962 4 janv.	4,283	4,364	*
1963	3,50	3,80	4,10	—	4,35	4,31	1963 3 janv.	3,860	3,416	3,450
1964 Juin ...	3,80	4,05	4,30	—	4,80	4,77	1964 14 janv.	4,750	4,800	4,750
Juillet .	4,00	4,25	4,50	—	5,00	5,00	1964 11 août	5,15	*	*
Août ...	4,00	4,25	4,50	—	5,00	5,00	8 sept.	5,15	5,30	5,40
Sept. .	4,00	4,25	4,50	—	5,00	5,00	13 oct.	5,15	5,30	5,40
Oct. ...	4,00	4,25	4,50	—	5,00	5,00	10 nov.	5,25	5,40	5,50
Nov. ...	4,25	4,50	4,75	—	5,15	5,12	8 déc.	5,40	5,55	5,65
Déc. ...	4,25	4,50	4,75	—	5,25	5,23	1965 12 janv.	5,40	5,55	5,65
1965 Janv. .	4,20	4,40	4,70	—	5,20	5,24	9 févr.	5,35	5,50	5,55
Févr. .	4,15	4,35	4,65	—	5,10	5,16	9 mars	5,25	5,40	5,50
Mars ...	4,00	4,25	4,50	—	4,95	4,97	13 avril	5,20	5,35	5,45
Avril ...	4,00	4,25	4,50	—	4,95	4,95	11 mai	5,20	5,35	5,45
Mai ...	4,00	4,25	4,50	—	4,95	4,95	8 juin	5,20	5,35	5,45

1 Les moyennes publiées ci-dessous sont calculées sur la base du nombre de jours ouvrables de la période. Jusqu'au 16 novembre 1959, moyenne arithmétique simple des taux uniques journaliers. Depuis le 17 novembre 1959 : moyenne pondérée des taux journaliers moyens. (La pondération est basée sur les capitaux empruntés chaque jour dans le cadre du « Protocole dressé en vue de la participation au marché du call money garanti ».)

Nous signalons que l'I.R.G. établit ses moyennes en comptant le nombre total de jours du mois.

2 Cf. Arrêté ministériel du 9 novembre 1957 (*Moniteur belge* du 10 novembre 1957, p. 8026), modifié par arrêté ministériel du 25 mars 1964 (*Moniteur belge* du 28 mars 1964, p. 8289).

3 Les certificats de trésorerie B sont détenus soit par les banques, soit par le Fonds des Rentes; les certificats du Fonds des Rentes sont détenus par les banques et accessoirement, depuis mai 1965, par des institutions du secteur public et des caisses d'épargne privées. Ces deux types de certificats ont été créés lors de la réforme du marché monétaire de novembre 1957; les certificats de trésorerie B ont été créés par la conversion à concurrence de 8,9 milliards de la dette à court terme logée à l'époque dans les banques, le solde de cette dette, soit 20 milliards étant converti en certificats de trésorerie A à 12 mois et à 1 15/16 p.c. (Arrêté ministériel du 9 novembre 1957, *Moniteur belge* du 10 novembre 1957, p. 8080). Par l'A.R. du 20-12-1962, les certificats A ont été convertis en un « Emprunt Spécial de Conversion de 1962 » remboursable en 20 ans et divisé en trois tranches, (10.000, 5.000 et 4.826 millions) portant intérêt au taux de 3,50 % l'an à partir du 1-1-1962, 31-12-1966 et 31-12-1971 respectivement. Avant ces dates le taux reste fixé à 1 15/16 % l'an. L'encours des certificats de trésorerie B ne varie pas; le 8 avril 1960 il a cependant été porté à 9,1 milliards par conversion de certificats de Trésorerie A. A partir de la réforme du marché monétaire de novembre 1957, les certificats de trésorerie A et B et les certificats du Fonds des Rentes ont été les seuls effets publics éligibles pour constituer la couverture dite « partielle » des dépôts à un mois au plus des banques de grande et de moyenne circulation jusqu'à la suppression de cette couverture le 1er janvier 1962. Jusqu'à la fin de 1961, le taux des certificats de trésorerie B et des certificats du Fonds des Rentes a été lié au taux d'escompte de la Banque Nationale de Belgique pour les traites acceptées domiciliées en banque; depuis le 1er janvier 1962, le taux des certificats du Fonds des Rentes est fixé par des adjudications hebdomadaires qui déterminent également les taux des certificats de trésorerie B.

4 Taux de la dernière adjudication hebdomadaire du mois.

5 Moyenne pondérée des taux fixés par les adjudications hebdomadaires du mois.

6 Taux unique, valable pour tous les certificats adjugés (taux le plus élevé retenu par le Fonds des Rentes).

7 Jusqu'à la fin de 1963, taux moyens pondérés par les montants des certificats adjugés. A partir de janvier 1964, taux uniques valables pour tous les certificats adjugés (taux les plus élevés retenus par le Trésor).

* Pas d'adjudication.

**XIX - 4. — TAUX DES DEPOTS EN FRANCS BELGES DANS LES BANQUES
ET A LA CAISSE GENERALE D'EPARGNE ET DE RETRAITE**

A fin de période	Tarif I 1 Comptes de dépôt à					Caisse Générale d'Épargne (Dépôts d'épargne des particuliers)	
	vue	15 jours de préavis 2	Terme 2			jusqu'à 250.000 F	au-delà de 250.000 F
			1 mois	3 mois	6 mois		
1958	0,50	0,90	1,35	1,75	2,15	3,00 ³	2,00
1959	0,50	0,85	1,20	1,60	1,95	3,00	2,00
1960	0,50	1,75	2,85	3,45	3,60	3,00 ³	2,00 ³
1961	0,50	1,30	2,40	3,15	3,30	3,00 ³	2,00 ³
1962	0,50	1,00	1,70	2,50	2,70	3,00 ³	2,00 ³
1963	0,50	1,20	2,10	3,00	3,50	3,00 ³	2,00 ³
1964	0,50	1,30	3,00	3,50	4,00	3,00 ⁴	2,00 ⁴
1964 Février	0,50	1,20	2,10	3,00	3,50	3,00 ⁴	2,00 ⁴
Mars	0,50	1,20	2,30	3,30	3,80	3,00 ⁴	2,00 ⁴
Avril	0,50	1,20	2,30	3,30	3,80	3,00 ⁴	2,00 ⁴
Mai	0,50	1,20	2,30	3,30	3,80	3,00 ⁴	2,00 ⁴
Juin	0,50	1,20	2,30	3,30	3,80	3,00 ⁴	2,00 ⁴
Juillet	0,50	1,30	3,00	3,50	4,00	3,00 ⁴	2,00 ⁴
Août	0,50	1,30	3,00	3,50	4,00	3,00 ⁴	2,00 ⁴
Septembre	0,50	1,30	3,00	3,50	4,00	3,00 ⁴	2,00 ⁴
Octobre	0,50	1,30	3,00	3,50	4,00	3,00 ⁴	2,00 ⁴
Novembre	0,50	1,30	3,00	3,50	4,00	3,00 ⁴	2,00 ⁴
Décembre	0,50	1,30	3,00	3,50	4,00	3,00 ⁴	2,00 ⁴
1965 Janvier	0,50	1,30	3,00	3,50	4,00	3,00 ⁵	2,00 ⁵
Février	0,50	1,30	3,00	3,50	4,00	3,00 ⁵	2,00 ⁵
Mars	0,50	1,30	3,00	3,50	4,00	3,00 ⁵	2,00 ⁵
Avril	0,50	1,30	3,00	3,50	4,00	3,00 ⁵	2,00 ⁵
Mai	0,50	1,30	3,00	3,50	4,00	3,00 ⁵	2,00 ⁵

1 Tarif appliqué par environ 25 banques, dont les principales. D'autres banques, surtout régionales appliquent en général un tarif supérieur. — 2 De novembre 1957 à la fin de 1961 les taux des dépôts à préavis et à terme ont fluctué en fonction du taux d'escompte de la B.N.B. pour les traites acceptées domiciliées en banque. Depuis le début de 1962, leurs variations, décidées en fonction des conditions du marché, de l'état de la balance des paiements et de l'évolution de la conjoncture, font l'objet d'un accord précédé de consultations entre la Banque Nationale de Belgique et l'Association Belge des Banques. — 3 Prime de fidélité égale à 10 % des intérêts acquis sur toutes sommes restées en dépôt pendant l'année civile entière. Pour les sommes jusqu'à 250.000 F, pas de majoration en 1959. Pour les dépôts excédant 250.000 F, la prime de fidélité est appliquée depuis le 1-1-1960. — 4 Depuis le 1-1-1964, prime de fidélité comprise, taux 3,40 % pour les dépôts jusqu'à 250.000 F et 2,30 % pour les dépôts au-delà de 250.000 F. — 5 Depuis le 1-1-1965, prime de fidélité comprise, taux 3,50 % pour les dépôts jusqu'à 350.000 F et 2,40 % pour les dépôts au-delà de 350.000 F.

**XIX - 5. — TAUX DE RENDEMENT DE TITRES A REVENU FIXE,
COTES A LA BOURSE DE BRUXELLES ***

Début de période	Emprunts émis avant le 1 ^{er} décembre 1962						Emprunts émis après le 1 ^{er} décembre 1962		
	Dettes unifiées (rendement au regard au cours seulement)	Echéance de 2 à 5 ans		Echéance de 5 à 20 ans		Taux moyen pondéré (non compris la Dette unifiée)	Echéance de 5 à 20 ans		Taux moyen pondéré
		Etat	Paraétatiques et villes	Etat	Paraétatiques et villes		Etat	Paraétatiques et villes	
	4 % 1 ^{re} s.	3,50 à 5,25 %	4 à 5,50 %	4 à 5,75 %	3 à 6 %	5 à 6,50 %	5,20 à 6,50 %		
1956	4,18	—	3,99 ¹	4,63	4,71	4,57	—	—	—
1957	4,47	—	5,17 ¹	5,54	5,59	5,45	—	—	—
1958	4,93	—	5,53 ¹	6,47	6,51	6,41	—	—	—
1959	4,29	—	4,44	4,85	4,93	4,85	—	—	—
1960	4,21	4,72	4,79	5,21	5,10	5,11	—	—	—
1961	4,39	5,55	5,69	6,07	5,80	5,89	—	—	—
1962	4,40	5,21	5,34	5,74	5,70	5,64	—	—	—
1963	4,05	4,54	4,50	4,96	5,02	4,94	—	—	—
1964	4,04	5,04	4,92	5,32	5,21	5,23	5,98	5,95	5,98
1964 Mai	4,07	5,49	5,32	5,57	5,50	5,52	6,45	6,48	6,44
Juin	4,07	5,48	5,37	5,60	5,55	5,55	6,45	6,47	6,46
Juillet	4,06	5,44	5,42	5,62	5,53	5,54	6,42	6,52	6,46
Août	4,06	5,42	5,43	5,62	5,55	5,54	6,54	6,52	6,53
Septembre	4,06	5,42	5,43	5,65	5,54	5,55	6,44	6,53	6,47
Octobre	4,06	5,45	5,45	5,68	5,56	5,57	6,45	6,54	6,34
Novembre	4,06	5,51	5,48	5,68	5,62	5,60	6,48	6,57	6,37
Décembre	4,06	5,34	5,43	5,61	5,61	5,53	6,49	6,59	6,52
1965 Janvier	4,06	5,38	5,38	5,62	5,60	5,53	6,43	6,55	6,47
Février	4,06	5,45	5,35	5,60	5,60	5,53	6,46	6,55	6,49
Mars	4,06	5,20	5,31	5,53	5,57	5,43	6,40	6,51	6,43
Avril	4,06	5,21	5,28	5,51	5,58	5,42	6,39	6,52	6,42
Mai	4,06	5,29	5,36	5,59	5,59	5,48	6,44	6,51	6,45
Juin	4,06	5,37	5,41	5,59	5,61	5,51	6,45	6,53	6,48

* Sauf indication contraire, le taux de rendement moyen est celui qui, appliqué au calcul de la valeur actuelle de l'ensemble des termes d'annuités (remboursement, intérêts, lots et primes éventuels) encore à recevoir, égalise cette valeur actuelle au prix d'achat du capital en vie, évalué au cours du jour, majoré des courtages et éventuellement des intérêts courus.

1 Emprunts aux taux de 4 et 4,5 %.

N. B. — Méthode d'établissement : voir *Bulletin d'Information et de Documentation* (B.N.B.), XXXI^e année, vol. I, no 2, février 1956.

Références bibliographiques : *Moniteur belge* : situations hebdomadaires de la B.N.B. — *Bulletin d'Information et de Documentation* (B.N.B.) : XXVII^e année, vol. I, no 6, juin 1951 : « Le Marché de l'argent au jour le jour depuis septembre 1950 » ; XXVIII^e année, vol. I, no 5, mai 1953 : « Une nouvelle statistique : le marché de l'argent au jour le jour (call money) » ; XXXI^e année, vol. II, no 5, novembre 1957 : « La réforme du marché monétaire » ; XXXV^e année, vol. I, no 4, avril 1960 : « Le marché monétaire en Belgique » ; XXXVII^e année, vol. I, nos 8 et 4, mars et avril 1962 : « La réforme du 1^{er} janvier 1962 et le marché monétaire belge ».

XX. — BANQUES D'EMISSION ETRANGERES

1. — TAUX D'ESCOMPTE

Mois des changements	Allemagne		Etats-Unis ¹		France		Grande- Bretagne		Italie		Pays-Bas		Suède		Suisse	
	Dates	Taux	Dates	Taux	Dates	Taux	Dates	Taux	Dates	Taux	Dates	Taux	Dates	Taux	Dates	Taux
Taux en vigueur au 1-1-1956		3,50		2,50		3,—		4,50		4,—		2,50		3,75		1,50
1956 Novembre													22	4,—		
1957 Janvier ...	11	4,50														
Février ...							7	5,—								
Avril					11	4,—										
Mai															15	2,50
Juillet ...											17	4,25				
Août			23	3,50	12	5,—					16	5,—	11	5,—		
Septembre .	19	4,—					19	7,—								
Novembre .			15	3,—												
1958 Janvier ...	17	3,50	24	2,75							24	4,50				
Mars			7	2,25			20	6,—			25	4,—				
Avril			18	1,75												
Mai							22	5,50					3	4,50		
Juin	27	3,—					19	5,—	7	3,50	14	3,50				
Août							14	4,50								
Septembre .			12	2,—												
Octobre ...					16	4,50										
Novembre .			7	2,50			20	4,—			15	3,—				
1959 Janvier ...	10	2,75									21	2,75				
Février ...					5	4,25									26	2,—
Mars			6	3,—												
Avril					23	4,—										
Mai			29	3,50												
Septembre .	4	3,—	11	4,—												
Octobre ...	23	4,—														
Novembre .											16	3,50				
1960 Janvier ...							21	5,—					15	5,—		
Juin	3	5,—	10	3,50			23	6,—								
Août			12	3,—												
Octobre ...					6	3,50	27	5,50								
Novembre .	11	4,—														
Décembre .							8	5,—								
1961 Janvier ...	20	3,50														
Mai	5	3,—														
Juillet ...							25	7,—								
Octobre ...							5	6,50								
Novembre .							2	6,—								
1962 Mars							8	5,50								
Mars							22	5,—								
Avril							26	4,50			25	4,—	6	4,50		
Juin													8	4,—		
1963 Janvier ...											8	3,50	18	3,50		
Juin													14	4,—		
Juillet ...			17	3,50												
Novembre .					14	4,—										
1964 Janvier ...											6	4,—	31	4,50		
Février ...							27	5,—								
Juin											4	4,50				
Juillet ...															3	2,50
Novembre .							23	7,—					6	5,—		
1965 Janvier ...	22	3,50														
Avril					9	3,50							9	5,50		
Juin							3	6,—								

¹ Federal Reserve Bank of New-York.

Définitions des taux d'escompte officiels : voir « International Financial Statistics » (F.M.I.).

XX - 2. — BANQUE DE FRANCE

(millions de francs français)

	1961 31 décembre	1962 31 décembre	1963 31 décembre	1964 31 décembre	1964 9 avril	1965 8 avril	1964 6 mai	1965 6 mai
ACTIF								
Encaisse or	4.322	4.322	4.322	4.322	4.322	4.322	4.322	4.322
Disponibilités à vue à l'étranger	9.985	13.355	17.448	20.665	17.584	21.973	17.950	21.994
Avances au Fonds de Stabilisation des changes ¹	1.314	2.546	2.627	3.370	2.869	3.499	2.860	3.538
<i>Concours au Fonds Monétaire Interna-</i> <i>tional</i>		2.204	2.263	3.096	2.515	3.210	2.515	3.249
<i>Autres opérations</i>		342	364	274	354	289	345	289
Annuités de Prêt de la B.I.R.D.	—	—	680	589	630	589	614	589
Monnaies divisionnaires	18	8	28	24	15	15	21	28
Comptes courants postaux	553	481	911	920	822	851	802	823
Prêts à l'Etat ²	6.500	5.450	5.450	5.450	5.450	5.450	5.450	5.450
Avances à l'Etat ³	2.358	3.221	3.316	3.546	4.427	4.286	3.689	4.286
Portefeuille d'escompte	18.675	20.608	20.007	18.606	17.373	17.607	17.408	16.043
Effets représentatifs de crédits à court terme :								
<i>Effets escomptés sur la France</i>	5.846	6.310	7.030	6.173	6.213	6.277	8.262	6.315
<i>Effets escomptés sur l'étranger</i>	1	1	...	...	...	...	...	...
<i>Effets garantis par l'Office des</i> <i>céréales</i> ⁴	797	1.223	575	669	315	173	84	37
<i>Obligations cautionnées</i> .....				...	2.430	2.095	...	1.385
Effets de mobilisation de crédits à moyen terme :								
<i>Prêts spéciaux à la construction</i>	12.031	13.074	12.402	6.819	4.329	5.592	5.112	4.367
<i>Autres crédits à moyen terme</i> .....									4.945	4.086	3.470	3.950	3.939
Effets négociables achetés en France ⁵	2.878	2.412	3.220	4.546	3.378	3.210	3.859	4.649
Avances à 30 jours sur effets publics ...	187	166	72	32	27	30	23	24
Avances sur titres	74	67	71	88	74	109	80	96
Avances sur or .....	...	...	...	...	...	...	...	...
Effets en cours de recouvrement	553	870	1.656	1.689	511	523	1.314	734
Divers	834	885	1.468	1.497	1.304	1.760	1.358	1.727
Total ...	48.251	54.391	61.226	65.344	58.786	64.224	59.750	64.303

PASSIF

Engagements à vue :								
Billets au porteur en circulation	44.348	50.082	55.781	59.544	55.040	59.897	55.532	59.904
Comptes créditeurs :	2.590	2.718	3.479	3.668	2.152	2.080	2.385	2.002
<i>Compte courant du Trésor public</i> ...	...	1	1	...	...	1	1	...
<i>Comptes des banques, institutions et</i> <i>personnes étrangères</i>	1.561	200	238	426	182	147	199	149
<i>Comptes courants des banques et</i> <i>institutions financières françaises</i> .									1.291	1.789	1.807	796	739	970	672
<i>Autres comptes courants et de</i> <i>dépôts de fonds; dispositions et</i> <i>autres engagements à vue</i>	1.029	1.226	1.451	1.435	1.174	1.193	1.215	1.181
Capital de la Banque	150	150	250	250	250	250	250	250
Divers	1.163	1.441	1.716	1.882	1.344	1.997	1.588	2.147
Total ..	48.251	54.391	61.226	65.344	58.786	64.224	59.750	64.303

¹ Convention du 27 juin 1949.

² Convention du 29 octobre 1959 approuvée par la loi du 28 décembre 1959 et convention du 3 mai 1962 approuvée par la loi du 7 juin 1962.

³ Convention du 29 octobre 1959 approuvée par la loi du 28 décembre 1959.

⁴ Loi du 15 août 1936, décret du 29 juillet 1939 et loi du 19 mai 1941.

⁵ Décret du 17 juin 1936.

XX - 3. — BANK OF ENGLAND

(millions of £)

	1961 28 February	1962 28 February	1963 28 February	1964 28 February	1964 8 April	1965 7 April	1964 6 May	1965 5 May
--	---------------------	---------------------	---------------------	---------------------	-----------------	-----------------	---------------	---------------

ISSUE DEPARTMENT

Government Debt	11	11	11	11	11	11	11	11
Other Government Securities	2.237	2.313	2.338	2.438	2.538	2.688	2.538	2.738
Other Securities	1	1	1	1	1	1	1	1
Coin other than Gold Coin	1	...	...	...	...	...	...	...
Amount of Fiduciary Issue	2.250	2.325	2.350	2.450	2.550	2.700	2.550	2.750
Gold Coin and Bullion .....	...	...	...	...	...	...	...	...
Total ...	2.250	2.325	2.350	2.450	2.550	2.700	2.550	2.750

Notes Issued :								
In Circulation	2.212	2.302	2.309	2.430	2.534	2.676	2.522	2.683
In Banking Department	38	23	41	20	16	24	28	67
Total ...	2.250	2.325	2.350	2.450	2.550	2.700	2.550	2.750

BANKING DEPARTMENT

Government Securities	425	507	266	298	280	255	243	205
Other Securities :								
Discounts and Advances	28	44	54	32	44	73	35	70
Securities	19	20	22	25	25	25	24	25
Notes	38	23	41	20	16	24	28	67
Coin	1	1	1	1	1	1	1	1
Total ...	511	595	384	376	366	378	331	368

Capital	15	15	15	15	15	15	15	15
Rest	4	4	4	4	3	3	3	3
Public Deposits	18	13	11	10	14	11	9	12
(including Exchequer, Savings Banks, Commissioners of National Debt, and Dividend Accounts)								
Special Deposits	155	241	—	—	—	—	—	5
Other Deposits :								
Bankers	251	249	280	276	257	261	227	248
Other Accounts	68	73	74	71	77	88	77	85
Total ...	511	595	384	376	366	378	331	368

XX - 4. — FEDERAL RESERVE BANKS ¹

(millions of \$)

	1961 31 December	1962 31 December	1963 31 December	1964 31 December	1964 8 April	1965 7 April	1964 6 May	1965 5 May
ASSETS								
Gold certificate account	15.445	14.430	13.819	13.505	13.770	12.744	13.785	12.607
Redemption fund for F.R. notes	1.170	1.266	1.418	1.570	1.416	1.543	1.405	1.533
Total gold certificate reserves ...	16.615	15.696	15.237	15.075	15.186	14.287	15.190	14.140
Cash	320	288	182	146	210	133	180	123
Discounts and advances	130	38	63	186	130	128	247	382
Acceptances :								
Bought outright	48	52	70	59	60	55	52	54
Held under repurchase agreement	3	58	92	35	45	93	36	65
U.S. Government securities :								
Bought outright :								
Bills	3.193	2.442	4.142	6.044	4.453	7.016	4.394	6.953
Certificates	1.699	13.182	7.066	...	3.265	...	3.265	...
Notes	19.984	10.717	17.729	25.188	21.622	25.691	21.622	25.691
Bonds	3.846	4.137	4.645	5.274	4.576	4.928	4.626	4.928
Total bought outright ...	28.722	30.478	33.582	36.506	33.916	37.635	33.907	37.572
Held under repurchase agreement	159	342	11	538	16	260	322	686
Total U.S. Government securities ...	28.881	30.820	33.593	37.044	33.932	37.895	34.229	38.258
Total loans and securities	29.062	30.968	33.818	37.324	34.167	38.171	34.564	38.759
Cash items in process of collection	6.125	6.518	6.435	7.190	5.312	5.468	5.581	6.191
Bank premises	111	104	104	102	103	102	103	102
Other assets	237	357	400	552	594	844	672	789
Total assets ...	52.470	53.931	56.176	60.389	55.572	59.005	56.290	60.104
LIABILITIES								
Federal Reserve notes	28.802	30.151	32.381	34.659	31.776	34.233	31.823	34.179
Deposits :								
Member bank reserves	17.387	17.454	17.049	18.086	16.993	17.956	17.455	18.488
U.S. Treasurer - general account	465	597	880	820	912	505	785	633
Foreign	279	247	171	229	144	152	137	153
Other	320	424	291	321	185	199	175	186
Total deposits ...	18.451	18.722	18.391	19.456	18.234	18.812	18.552	19.460
Deferred availability cash items	3.825	3.584	3.835	4.584	3.830	4.192	4.178	4.745
Other liabilities and accrued dividends ...	59	73	82	642	92	569	103	526
Total liabilities ...	51.137	52.530	54.689	59.341	53.932	57.806	54.656	58.910
CAPITAL ACCOUNTS								
Capital paid in	445	467	497	524	509	536	511	539
Surplus	888	934	990	524	990	524	990	524
Other capital accounts .....	...	...	...	...	141	139	133	131
Total liabilities and capital accounts ...	52.470	53.931	56.176	60.389	55.572	59.005	56.290	60.104
Contingent liability on acceptances purchased for foreign correspondents	126	86	92	122	114	134	117	138
Ratio of gold certificate reserves to F.R. note liability	56,7 %	51,2 %	46,3 %	42,7 %	47,1 %	41,1 %	47,0 %	40,6 % ²

¹ Consolidated statement of condition of the twelve Federal Reserve Banks.

² « F.R. note liability » includes \$ 618 million of Federal Reserve notes of other Federal Reserve Banks netted out of the consolidated statement shown above.

XX - 5. — DE NEDERLANDSCHE BANK
(miljoenen guldens)

	1961 31 december	1962 31 december	1963 31 december	1964 31 december	1964 6 april	1965 5 april	1964 4 mei	1965 10 mei
ACTIVA								
Goud	5.698	5.698	5.770	6.080	5.770	6.206	5.770	6.206
Vorderingen en geldwaardige papieren luidende in goud of in buitenlandse geldsoorten	484	586	1.081	1.435	756	1.262	688	1.327
Buitenlandse betaalmiddelen .....	...	...	...	...	...	...	...	...
Vorderingen op het buitenland luidende in guldens	14	7	15	31	28	31	29	30
Wissels, promessen, schatkistpapier en schuldbrieven in disconto	48	...	...	...	...	...	...	...
Wissels, schatkistpapier en schuldbrieven door de Bank gekocht (art. 15, onder 4° van de Bankwet 1948)	523	597	729	346	590	310	575	295
Voorschotten in rekening-courant (incl. beleningen)	52	72	25	16	4	44	48	192
Voorschotten aan de Staat (art. 20 van de Bankwet 1948) .....	...	...	...	...	...	...	...	...
Nederlandse munten	21	13	16	14	14	18	12	15
Belegging van kapitaal en reserves	183	183	178	173	179	174	186	176
Gebouwen en inventaris	1	1	...	...	1	...	...	...
Diverse rekeningen	8	10	11	17	23	26	11	13
Totaal ...	7.032	7.167	7.825	8.112	7.365	8.071	7.319	8.254

PASSIVA								
Bankbiljetten in omloop	5.279	5.758	6.225	6.927	6.174	6.917	6.448	6.954
Bankassigntaties .....	...	...	...	...	...	...	...	...
Rekening-courantsaldo's in guldens van ingezetenen	1.421	1.036	1.261	853	871	843	558	992
's Rijks schatkist	995	620	1.095	665	663	737	403	831
Banken in Nederland	283	283	122	138	175	82	120	124
Andere ingezetenen	143	133	44	50	33	24	35	37
Rekening-courantsaldo's in guldens van niet-ingezetenen	77	112	76	79	62	61	69	74
Buitenlandse circulatiebanken en daar- mede gelijk te stellen instellingen ...	71	106	70	73	58	56	66	67
Andere niet-ingezetenen	6	6	6	6	4	5	3	7
Saldo's luidende in buitenlandse geld- soorten	14	18	16	14	17	13	17	13
Kapitaal	20	20	20	20	20	20	20	20
Reserves	168	168	168	165	168	167	167	165
Diverse rekeningen	53	55	59	54	53	50	40	36
Totaal ...	7.032	7.167	7.825	8.112	7.365	8.071	7.319	8.254
N. B. — Circulatie der door de Bank namens de Staat in het verkeer gebrachte munt- biljetten	69	68	62	65	61	65	62	67

XX - 6. — BANCA D'ITALIA

(miliardi di lire)

	1961 dicembre	1962 dicembre	1963 dicembre	1964 dicembre p	1964 marzo	1965 marzo p	1964 aprile	1965 aprile p
Oro in cassa	1.000	1.000	1.000	1.000	1.000	1.000	1.000	1.000
Cassa ¹	13	12	25	22	29	33	18	36
Portafoglio ²	500	616	942	764	987	682	1.071	677
Effetti ricevuti per l'incasso .....	...	...	...	...	...	...	...	...
Anticipazioni ³	107	260	337	285	405	210	337	251
Prorogati pagamenti	6	12	42	51	61	...	31	3
Ufficio italiano dei cambi	1.810	2.146	1.770	2.069	1.498	1.918	1.464	1.899
Disponibilita in divisa all'estero	63	63	65	64	64	64	64	64
Titoli emessi o garantiti dallo Stato ⁴ ...	83	244	168	519	146	356	181	351
Immobili .....	...	...	...	...	...	...	...	...
Debitori diversi	123	132	229	179	342	197	249	403
Anticipazioni straordinarie al Tesoro	485	485	440	410	410	380	410	380
C/c servizio tesoreria	—	—	506	558	477	805	414	678
Servizi diversi per conto dello Stato	1	—	—	29	14	48	...	...
Spese	45	56	71	63	9	9	11	12
Totale attivo ...	4.236	5.026	5.595	6.013	5.442	5.702	5.250	5.754
Circolazione dei biglietti ⁵	2.779	3.235	3.699	3.914	3.433	3.544	3.333	3.560
Vaglia, assegni e debiti a vista ⁶	39	43	62	57	30	32	24	27
Conti correnti liberi	118	122	87	119	54	58	51	66
Conti correnti vincolati	797	988	1.305	1.459	1.324	1.620	1.340	1.587
Creditori diversi	189	237	352	391	584	429	481	487
C/c servizio tesoreria	263	320	—	—	—	—	—	—
Servizi diversi per conto dello Stato	—	18	10	—	—	—	2	6
Capitale .....	...	...	...	...	...	...	...	...
Fondo di riserva ordinario	4	4	5	6	5	6	5	6
Fondo di riserva straordinario	2	2	3	3	3	3	3	3
Rendite	45	57	72	64	9	9	11	12
Utile provvisorio del precedente esercizio .	—	—	—	—	—	1	—	—
Totale passivo e patrimonio ...	4.236	5.026	5.595	6.013	5.442	5.702	5.250	5.754
Depositante di titoli e valori	4.775	4.845	4.273	4.884	4.200	4.686	4.374	5.502
¹ Comprese monete di Stato	6	8	5	2	5	2	5	2
² Compreso finanziamento ammassi e acquisto grano :								
— aziende di credito	246	298	343	363	357	360	362	352
— istituti speciali	235	290	274	279	269	271	275	277
³ Comprese anticipazioni a :								
— aziende di credito	104	256	334	282	403	206	335	247
— privati	3	4	2	2	2	4	2	3
⁴ Compresi BOT per investimento riserve obbligatorie	n.d.	81	7	90	18	35	41	41
⁵ Compresi biglietti presso il Tesoro	2	3	2	2	2	2	3	3
⁶ Compresi vaglia e assegni	21	18	29	21	16	19	14	18

XX - 7. — DEUTSCHE BUNDESBANK

(Millionen DM)

	1961 31 Dezember	1962 31 Dezember	1963 31 Dezember	1964 31 Dezember	1964 7 April	1965 7 April	1964 6 Mai	1965 7 Mai
AKTIVA								
Gold	14.426	14.490	15.138	16.731	15.603	16.708	16.039	16.708
Guthaben bei ausländischen Banken und Geldmarktanlagen im Ausland	11.387	10.929	12.894	10.770	12.467	10.443	11.496	10.226
Sorten, Auslandswechsel und -checks ...	292	329	417	563	392	536	412	513
Kredite an internationale Einrichtungen und Konsolidierungskredite	2.442	2.289	2.122	2.684	2.105	2.675	2.105	2.674
<i>darunter : a) aus der Abwicklung der</i> <i>E.Z.U.</i>	1.038	897	751	615	740	610	739	610
<i>b) an Weltbank</i>	1.342	1.342	1.342	1.343	1.342	1.343	1.342	1.344
<i>c) an I.W.F.</i>	—	—	—	720	—	720	—	720
Deutsche Scheidemünzen	57	45	81	116	125	149	123	136
Postcheckguthaben	281	546	376	377	182	203	228	190
Inlandswechsel	1.146	1.967	1.647	2.413	2.693	4.648	2.682	4.171
Schatzwechsel und unverzinsliche Schatz- anweisungen .....	...	...	125	307	69	10	52	190
Lombardforderungen	220	158	208	646	26	40	37	64
Kassenkredite	167	739	1.749	1.212	16	—	21	479
Wertpapiere	1.484	1.369	1.222	1.176	1.184	1.176	1.178	1.176
Ausgleichsforderungen und unverzinsliche Schuldverschreibung	3.432	4.958	3.990	6.081	3.765	5.663	3.822	5.924
Kredite an Bund für Beteiligung an inter- nationalen Einrichtungen	2.636	2.156	2.294	3.016	2.651	2.887	2.633	2.911
Forderungen an Bund wegen Forderungs- erwerb aus Nachkriegswirtschaftshilfe und Änderung der Währungsparität ...	3.778	3.703	3.595	2.953	3.595	2.953	3.456	2.788
Sonstige Aktiva	307	253	406	463	229	308	386	320
	42.055	43.931	46.264	49.508	45.102	48.399	44.670	48.470

PASSIVA

Banknotenumlauf	22.992	24.147	25.426	27.692	24.066	26.723	25.327	27.805
Einlagen von	16.600	16.795	18.006	18.610	18.200	18.491	16.637	17.606
<i>Kreditinstituten (einschliesslich Post- scheck- und Postsparkassenämter) ...</i>	11.615	12.232	13.607	15.143	12.785	14.963	12.520	14.884
<i>Öffentlichen Einlegern</i>	4.733	4.284	4.126	3.215	5.156	3.276	3.846	2.469
<i>Andere inländischen Einlegern</i>	252	279	273	252	259	252	271	253
Verbindlichkeiten aus dem Auslandsge- schäft	368	374	270	308	278	279	289	311
<i>Einlagen ausländischer Einleger</i>	274	353	234	257	232	223	255	252
<i>Sonstige</i>	94	21	36	51	46	56	34	59
Rückstellungen	867	950	1.076	1.260	1.076	1.260	1.260	1.475
Grundkapital	290	290	290	290	290	290	290	290
Rücklagen	588	638	701	776	701	776	776	860
Sonstige Passiva	350	737	495	572	491	580	91	123
	42.055	43.931	46.264	49.508	45.102	48.399	44.670	48.470

XX - 8. — BANQUE NATIONALE SUISSE

(millions de francs suisses)

	1961 31 décembre	1962 31 décembre	1963 31 décembre	1964 31 décembre	1964 7 avril	1965 7 avril	1964 6 mai	1965 7 mai
ACTIF								
Encaisse or	11.078	11.543	12.204	11.794	10.983	11.742	10.930	11.742
Devises	842	867	1.083	1.679	857	973	1.166	731
Avoirs avec garantie de change auprès de banques d'émission étrangères	—	—	—	431	—	189	—	173
Portefeuille effets sur la Suisse	70	124	142	163	149	87	80	87
<i>Effets de change</i>	70	79	107	138	81	87	80	87
<i>Bons du Trésor de la Confédération suisse</i> .....	...	45	35	25	68	...	...	...
Avances sur nantissement	66	72	97	78	29	18	29	21
Bons du Trésor étrangers en FS	—	207	207	432	207	432	207	432
Titres	43	43	52	65	57	67	57	68
<i>pouvant servir de couverture</i>	17	16	...	1	1	2	1	1
<i>autres</i>	26	27	52	64	56	65	56	67
Correspondants :	65	88	71	92	31	45	26	29
<i>en Suisse</i>	58	78	62	75	8	17	13	13
<i>à l'étranger</i>	7	10	9	17	23	28	13	16
Autres postes de l'actif	30	41	35	29	33	41	36	43
Total ...	12.194	12.985	13.891	14.763	12.346	13.594	12.531	13.326

PASSIF

Fonds propres	53	54	55	56	56	57	56	57
Billets en circulation	7.656	8.506	9.035	9.722	8.425	9.039	8.537	9.069
Engagements à vue	2.947	2.800	3.188	3.271	2.187	2.563	2.275	2.270
<i>Comptes de virements des banques, du commerce et de l'industrie</i>	1.996	2.294	2.700	2.908	1.665	2.122	1.866	1.745
<i>Autres engagements à vue</i>	951	506	488	363	522	441	409	525
Comptes de virements de banques tempo- rairement liés	1.035	1.035	1.035	1.035	1.035	1.035	1.035	1.035
Engagements à terme	293	373	357	433	400	625	400	625
Dépôts obligatoires selon l'arrêté fédéral du 13 mars 1964	—	—	—	3	—	10	—	4
Autres postes du passif	210	217	221	243	243	265	228	266
Total ...	12.194	12.985	13.891	14.763	12.346	13.594	12.531	13.326

Références bibliographiques : *International Financial Statistics* (F.M.I.). — *Banque de France* : « Compte rendu des opérations ». — *Report of the Bank of England*. — *Federal Reserve Bulletin*. — *De Nederlandsche Bank* : Verslag over het boekjaar. — *Banca d'Italia* : Bollettino. — *Geschäftsbericht der Deutschen Bundesbank*. — *Banque Nationale Suisse* (rapports).

XX - 9. — BANQUE DES REGLEMENTS INTERNATIONAUX, A BALE ¹

Situations en millions de francs or

[unités de 0,29032258... gramme d'or fin (art. 5 des statuts)]

Actif

	31 décembre 1963	31 décembre 1964	31 mars 1964	31 mars 1965	30 avril 1964	30 avril 1965
I. Or en lingots et monnayé	1.603	3.206	2.318	3.398	2.128	3.449
II. Espèces en caisse et avoirs bancaires à vue	40	42	48	300	48	285
III. Portefeuille réescomptable	729	598	574	270	558	290
IV. Effets div. remobilis. sur dem.	96	62	69	63	69	62
V. Dépôts à terme et avances :	1.666	1.752	1.594	2.191	1.462	1.940
a) à 3 mois au maximum	1.427	1.422	1.174	1.572	1.037	1.374
b) à 3 mois au maximum (or)	3	3	3	3	4	3
c) de 3 à 6 mois	227	229	402	529	337	423
d) de 6 à 9 mois	9	68	—	21	9	62
e) de 9 à 12 mois	—	21	15	57	66	31
f) à plus d'un an	—	9	—	9	9	47
VI. Autres effets et titres :	1.195	1.426	1.106	1.559	1.659	1.719
1. Or :						
a) à 3 mois au maximum	161	231	146	284	146	285
b) de 3 à 6 mois	—	3	88	83	119	98
c) de 6 à 9 mois	69	85	43	27	22	15
d) de 9 à 12 mois	41	26	32	19	23	16
e) à plus d'un an	—	—	—	—	—	—
2. Monnaies :						
a) à 3 mois au maximum	380	744	450	935	590	652
b) de 3 à 6 mois	445	120	252	28	579	432
c) de 6 à 9 mois	14	17	21	15	86	45
d) de 9 à 12 mois	24	25	10	35	7	59
e) à plus d'un an	60	125	64	133	87	117
VII. Actifs divers	1	1	1	1	1	1
VIII. Fonds propres utilisés en exécution des accords de La Haye de 1930 pour placem. en Allemagne	68	68	68	68	68	68
<i>Total actif ...</i>	5.398	7.155	5.778	7.850	5.993	7.814

Exécution des Accords de La Haye de 1930 :

Fonds placés en Allemagne : ²

1. Créances sur la Reichsbank et la Golddiskontbank, effets de la Golddiskontbank et l'administration des chemins de fer et bons de l'administration des postes (échus)	221	221	221	221	221	221
2. Effets de bons de Trésor du Gouvernement allemand (échus)	76	76	76	76	76	76
<i>Total ...</i>	297	297	297	297	297	297

¹ Ne sont pas inclus dans la présente situation l'or sous dossier, les effets et autres titres détenus en garde pour le compte de Banques Centrales et d'autres déposants. N'y sont pas compris l'or sous dossier, les avoirs en banque, les effets et autres titres détenus par la Banque en sa qualité d'Agent de l'Organisation de Coopération et de Développement Economiques (Accord Monétaire Européen), de Tiers Convenu aux termes du contrat de nantissement conclu avec la Haute Autorité de la Communauté Européenne du Charbon et de l'Acier, ainsi que de Mandataires-trustees ou d'Agent financier d'emprunts internationaux.

² Aux termes d'une Convention en date du 9 janvier 1953 conclue entre le Gouvernement de la République fédérale d'Allemagne et la Banque et qui fait partie de l'Accord sur les dettes extérieures allemandes du 27 février 1953, il a été convenu que la Banque ne réclamerait pas avant le 1^{er} avril 1966 le remboursement en principal de ses placements en Allemagne qui sont indiqués ci-dessus, y compris les intérêts arriérés y afférents à la date du 31 décembre 1952.

XX - 9. — BANQUE DES REGLEMENTS INTERNATIONAUX, A BALE ¹

Situations en millions de francs or

[unités de 0,29032258... gramme d'or fin (art. 5 des statuts)]

Passif

	31 décembre 1968	31 décembre 1964	31 mars 1964	31 mars 1965	30 avril 1964	30 avril 1965
I. Capital :						
Actions libérées de 25 %	125	125	125	125	125	125
II. Réserves	25	26	25	26	25	26
1. Fonds de Réserve Légale	12	13	12	13	12	13
2. Fonds de Réserve Générale	13	13	13	13	13	13
III. Dépôts (or) :	2.733	3.757	2.562	4.132	2.693	4.166
1. Banques centrales :						
a) de 9 à 12 mois	21	72	20	28	21	21
b) de 6 à 9 mois	—	—	21	72	—	58
c) de 3 à 6 mois	10	79	—	—	21	21
d) à 3 mois au maximum	764	783	514	843	755	792
e) à vue	1.825	2.518	1.820	2.706	1.728	2.784
2. Autres déposants :						
a) de 9 à 12 mois	—	—	—	—	—	—
b) de 6 à 9 mois	—	—	—	—	—	—
c) de 3 à 6 mois	—	69	—	—	—	—
d) à 3 mois au maximum	—	69	69	138	69	138
e) à vue	113	167	118	345	99	352
IV. Dépôts (monnaies) :	2.180	2.554	2.808	2.820	2.727	2.745
1. Banques centrales :						
a) à plus d'un an	48	78	45	70	150	142
b) de 9 à 12 mois	—	26	21	57	15	32
c) de 6 à 9 mois	82	81	—	35	7	54
d) de 3 à 6 mois	364	331	412	396	323	299
e) à 3 mois au maximum	1.364	1.666	1.720	1.796	1.823	1.745
f) à vue	19	20	17	29	18	28
2. Autres déposants :						
a) de 9 à 12 mois	—	15	—	—	—	—
b) de 6 à 9 mois	—	—	—	16	—	15
c) de 3 à 6 mois	6	31	43	50	46	49
d) à 3 mois au maximum	275	254	522	333	326	351
e) à vue	22	52	28	38	19	30
V. Effets :	77	415	—	464	158	464
a) de 9 à 12 mois	—	37	—	—	—	—
b) de 6 à 9 mois	—	68	—	46	—	46
c) de 3 à 6 mois	—	98	—	88	—	35
d) à 3 mois au maximum	77	212	—	330	158	383
VI. Divers	54	65	54	70	60	75
VII. Comptes de profits et pertes	8	9	8	9	8	9
VIII. Provision pour charges éventuelles	196	204	196	204	197	204
<i>Total passif ...</i>	5.398	7.155	5.778	7.850	5.993	7.814

Exécution des Accords de La Haye de 1930 :

Dépôts à long terme :	229	229	229	229	229	229
1. Dépôts des Gouvernements créanciers au Compte de Trust des Annuités ²	153	153	153	153	153	153
2. Dépôt du Gouvernement allemand	76	76	76	76	76	76
Fonds propres utilisés en exécution des Accords (voir ci-dessus)	68	68	68	68	68	68
<i>Total ...</i>	297	297	297	297	297	297

¹ Ne sont pas inclus dans la présente situation l'or sous dossier, les effets et autres titres détenus en garde pour le compte de Banques Centrales et d'autres déposants. N'y sont pas compris l'or sous dossier, les avoirs en banque, les effets et autres titres détenus par la Banque en sa qualité d'Agent de l'Organisation de Coopération et de Développement Economiques (Accord Monétaire Européen), de Tiers Convenu aux termes du contrat de nantissement conclu avec la Haute Autorité de la Communauté Européenne du Charbon et de l'Acier, ainsi que de Mandataire-trustee ou d'Agent financier d'emprunts internationaux.

² La Banque a reçu de Gouvernements dont les dépôts s'élèvent à l'équivalent de francs or 149.920.880,—, confirmation qu'ils ne pourront lui demander, au titre de tels dépôts le transfert de montants supérieurs à ceux dont elle pourra elle-même obtenir le remboursement et le transfert par l'Allemagne dans les monnaies agréées par la Banque.

PRINCIPALES ABREVIATIONS UTILISEES.

A.M.E.	Accord Monétaire Européen.
B.I.R.D.	Banque Internationale de Reconstruction et de Développement.
B.I.T.	Bureau International du Travail.
B.N.B.	Banque Nationale de Belgique.
B.R.I.	Banque des Règlements Internationaux.
C.A.D.G.	Caisse Autonome des Dommages de Guerre.
C.E.C.A.	Communauté Européenne du Charbon et de l'Acier.
C.E.E.	Communauté Economique Européenne.
C.G.E.R.	Caisse Générale d'Epargne et de Retraite.
C.N.C.P.	Caisse Nationale de Crédit Professionnel.
D.U.L.B.E.A.	Département d'Economie Appliquée de l'Université Libre de Bruxelles.
FABRIMETAL	Fédération des Entreprises de l'Industrie des Fabrications Métalliques.
F.A.O.	Food and Agricultural Organization.
FEBELTEX	Fédération de l'Industrie Textile Belge.
F.I.B.	Fédération des Industries Belges.
F.M.I.	Fonds Monétaire International.
I.N.S.	Institut National de Statistique.
I.R.E.S.P.	Institut de Recherches Economiques, Sociales et Politiques (Centre de Recherches Economiques).
I.R.G.	Institut de Réescompte et de Garantie.
M.A.E.	Ministère des Affaires Economiques et de l'Energie.
O.C.P.	Office des Chèques Postaux.
O.C.D.E.	Organisation de Coopération et de Développement économiques.
O.N.E.M.	Office National de l'Emploi.
O.N.J.	Office National pour l'achèvement de la Jonction Nord-Midi.
O.N.S.S.	Office National de Sécurité Sociale.
O.N.U.	Organisation des Nations Unies.
R.T.B.	Radiotélévision Belge.
R.T.T.	Régie des Télégraphes et des Téléphones.
R.V.A.	Régie des Voies Aériennes.
SABENA	Société Anonyme Belge d'Exploitation de la Navigation Aérienne.
S.N.C.B.	Société Nationale des Chemins de fer Belges.
S.N.C.I.	Société Nationale de Crédit à l'Industrie.
S.N.C.V.	Société Nationale des Chemins de fer Vicinaux.
S.N.D.E.	Société Nationale des distributions d'Eau.
U.E.B.L.	Union Economique Belgo-Luxembourgeoise.
U.E.P.	Union Européenne de Paiements.

SIGNES CONVENTIONNELS.

—	la donnée n'existe pas.
n.d.	donnée non disponible.
p.c.	pour cent.
p	provisoire.
r	chiffre rectifié.
est	estimation.
...	zéro ou quantité négligeable.

STATISTIQUES

TABLE DES MATIERES

	Numérotation des tableaux		Numérotation des tableaux
I. — Population et comptes nationaux.		VIII. — Commerce extérieur de l'U.E.B.L.	
1. Population	I - 1	1. Tableau général	VIII - 1
2. Répartition du produit national entre les facteurs de production	I - 2	2. Exportations par groupes de produits	VIII - 2
3. Produit national brut calculé par l'analyse de la production aux prix du marché	I - 3	3. Importations par groupes de produits	VIII - 3
4. Affectation du produit national :		4. a) Indices des valeurs unitaires moyennes	VIII - 4a
a) Estimations à prix courants	I - 4a	b) Indices du volume	VIII - 4b
b) Indices des estimations aux prix de 1953	I - 4b	5. Orientation géographique	VIII - 5
II. — Emploi et chômage.		IX. — Balance de paiements de l'U.E.B.L.	
1. Indices de l'emploi dans l'industrie (ouvriers)	II - 1	1. Chiffres annuels	IX - 1
2. Chômage — Renseignements généraux	II - 2	2. Chiffres semestriels et annuels (nouvelle série)	IX - 2
3. Chômage — Moyennes journalières du nombre de chômeurs contrôlés	II - 3	3. Chiffres trimestriels	IX - 3
III. — Agriculture et pêche.		X. — Marché des changes.	
1. Production agricole	III - 1	1. Cours officiels arrêtés par les Banquiers réunis en Chambre de Compensation à Bruxelles	X - 1
2. Pêche maritime — Principales espèces de poissons débarqués dans les ports belges	III - 2	2. Monnaies des pays membres de l'A.M.E.	X - 2
IV. — Industrie.		XI. — Finances Publiques.	
1. a) Indices généraux de la production industrielle ...	IV - 1	1. Situation de Trésorerie	XI - 1
2. Indices de la production industrielle (principaux secteurs)	IV - 2	2. Recettes fiscales (par exercice)	XI - 2
3. Energie	IV - 3	3. Détail des recettes fiscales	XI - 3
4. Métallurgie	IV - 4	4. Recettes fiscales sans distinction d'exercice	XI - 4
5. Construction : données annuelles	IV - 5	XII. — Créances et dettes dans l'économie belge.	
6. Construction : données mensuelles	IV - 6	1. a) Encours des créances et des dettes au 31 décembre 1960	XII - 1a
7. Evolution comparée de la production industrielle des pays de la C.E.E.	IV - 7	b) Encours des créances et des dettes au 31 décembre 1961	XII - 1b
V. — Services.		2. Mouvements des créances et des dettes en 1961	XII - 2
1. Transports :		3. a) Encours des créances et des dettes au 31 décembre 1960 (totaux sectoriels)	XII - 3a
a) Activité de la S.N.C.B., de la S.N.C.V. et de la Sabena	V - 1a	b) Encours des créances et des dettes au 31 décembre 1961 (totaux sectoriels)	XII - 3b
b) Navigation maritime	V - 1b	4. Mouvement des créances et des dettes au 31 décembre 1961 (totaux sectoriels)	XII - 4
c) Navigation intérieure	V - 1c	XIII. — Organismes monétaires.	
2. Tourisme	V - 2	1. Bilans intégrés des organismes monétaires	XIII - 1
3. Commerce intérieur :		2. Bilans de la Banque Nationale de Belgique, des organismes publics monétaires et des banques de dépôts :	
a) Indices des ventes	V - 3a	a) Banque Nationale de Belgique (chiffres trimestriels et mensuels)	XIII - 2a
b) Ventes à tempérament	V - 3b	b) Organismes publics monétaires	XIII - 2b
VI. — Revenus.		c) Banques de dépôts	XIII - 2c
1. Rémunérations des ouvriers	VI - 1	d) Ensemble des organismes monétaires	XIII - 2d
2. Gains horaires bruts moyens dans l'industrie	VI - 2	3. Origines des variations du stock monétaire	XIII - 3
VII. — Prix et indices de prix.		4. Stock monétaire	XIII - 4
1. Prix de gros mondiaux	VII - 1	5. Avoirs extérieurs nets des organismes monétaires ...	XIII - 5
2. Indices des prix de gros mondiaux	VII - 2	6. Bilans de la Banque Nationale de Belgique (1951-1958)	XIII - 6
3. Indices des prix de gros en Belgique	VII - 3	Bilans de la B.N.B. (depuis 1959)	XIII - 6
4. Indices des prix de détail en Belgique	VII - 4	Situations hebdomadaires de la Banque Nationale de Belgique	XIII - 6
		7. Comptes de chèques postaux	XIII - 7
		8. Situation globale des banques	XIII - 8
		9. Montants globaux des paiements effectués au moyen des dépôts bancaires à vue en francs belges et des avoirs en C.C.P.	XIII - 9

Numérotation
des tableaux

Numérotation
des tableaux

XIV. — Intermédiaires financiers non monétaires.

4. Principaux actifs et passifs du Fonds des Rentes ...	XIV - 4
5. Caisse Générale d'Épargne et de Retraite :	
a) Mouvements des dépôts	XIV - 5a
b) Principales rubriques des bilans de la Caisse d'Épargne	XIV - 5b
c) Principales rubriques des bilans des Caisses de Retraite	XIV - 5c
d) Principales rubriques des bilans de la Caisse d'Assurances sur la vie	XIV - 5d
6. Caisses d'épargne privées	XIV - 6
7. Société Nationale de Crédit à l'Industrie	XIV - 7
8. Crédit Communal de Belgique	XIV - 8
9. Compagnies d'assurances sur la vie	XIV - 9
10. Inscriptions hypothécaires	XIV - 10

XV. — Principales modalités de l'épargne disponible à l'intérieur du pays

XV

XVI. — Emissions et dettes du secteur public.

1. Emissions en francs belges à long et moyen terme .	XVI - 1
2. Principales émissions à long et moyen terme du secteur public	XVI - 2
3. Dettes de l'Etat	XVI - 3
4. Recensement des dettes en francs belges à long et moyen terme du secteur public	XVI - 4

XVII. — Valeurs mobilières du secteur privé.

1. Evolution de l'activité, du niveau des cours et du taux de rendement des valeurs boursières	XVII - 1
2. Rendement des sociétés par actions — chiffres annuels	XVII - 2
3. Rendement des sociétés par actions — chiffres mensuels cumulés	XVII - 3
4. Emissions des sociétés — chiffres annuels	XVII - 4
5. Emissions des sociétés — chiffres mensuels	XVII - 5

XVIII. — Marché monétaire.

1. Marché de l'argent au jour le jour et à très court terme	XVIII - 1
3. Activité des chambres de compensation	XVIII - 3

XIX. — Taux d'escompte, d'intérêt et de rendement.

1. Taux d'escompte et d'intérêt de la Banque Nationale de Belgique	XIX - 1
2. Taux de l'argent au jour le jour	XIX - 2
3. Taux des certificats de Trésorerie et des certificats du Fonds des Rentes	XIX - 3

4. Taux des dépôts en francs belges dans les banques et à la Caisse Générale d'Épargne et de Retraite	XIX - 4
5. Taux de rendement de titres à revenu fixe, cotés à la Bourse de Bruxelles	XIX - 5

XX. — Banques d'Emission étrangères.

1. Taux d'escompte	XX - 1
2. Banque de France	XX - 2
3. Bank of England	XX - 3
4. Federal Reserve Banks	XX - 4
5. De Nederlandsche Bank	XX - 5
6. Banca d'Italia	XX - 6
7. Deutsche Bundesbank	XX - 7
8. Banque Nationale Suisse	XX - 8
9. Banque des Règlements internationaux, à Bâle	XX - 9

Principales abréviations utilisées.

Liste des graphiques :

I - 4. — P.N.B. calculé par l'analyse des dépenses	I - 4a et b
II - 3. — Moyennes journalières du nombre de chômeurs contrôlés	II - 3
IV - 1. — Résultats des enquêtes sur la conjoncture	IV - 1
IV - 2. — Indices de la production industrielle	IV - 2
IV - 7. — Evolution comparée de la production industrielle des pays de la C.E.E. .	IV - 7
VI - 1. — Rémunérations des ouvriers — Indice du gain moyen brut par heure prestée	VI - 1
VII - 3. — Indices des prix de gros en Belgique	VII - 3
VII - 4. — Indices des prix de détail en Belgique	VII - 4
VIII. — Commerce extérieur de l'U.E.B.L. ...	VIII
XI - 4. — Recettes fiscales sans distinction d'exercice	XI - 4
XIII - 3. — Stock monétaire et liquidités quasi monétaires	XIII - 3
XIII - 9. — Montants globaux des paiements effectués au moyen des dépôts bancaires à vue en francs belges et des avoirs en comptes de chèques postaux. Rapport des flux aux stocks	XIII - 9
XIV - 5a. — C.G.E.R. — Mouvements des dépôts .	XIV - 5a
XVII - 1. — Indices des cours des actions au comptant	XVII - 1

Prix de l'abonnement annuel	{	Belgique, 250 francs.
	}	Etranger, 300 francs.
Prix du numéro séparé	{	Belgique, 25 francs.
	}	Etranger, 30 francs.

Virement au compte chèques postaux n° 500 de la Banque Nationale de Belgique, ou au compte courant ouvert dans ses livres sous la rubrique « Bulletin d'Information et de Documentation ».

Les abonnés voudront bien nous signaler s'ils désirent recevoir l'édition française ou néerlandaise.



IMPRIMERIE
DE LA BANQUE NATIONALE DE BELGIQUE
L'INGÉNIEUR EN CHEF DE L'IMPRIMERIE
CH. AUSSEMS
17, SQUARE DES NATIONS, BRUXELLES 5